LE GUIDE-CARRIÈRES EN DROIT INTERNATIONAL
THE INTERNATIONAL LAW CAREER GUIDE

5e édition

Joint publication by / Publié conjointement par :

Career Development Office
Faculty of Law, McGill University
New Chancellor Day Hall, Room 416
3644 Peel Street
Montréal, QC H3A 1W9
Canada

Interim Director: Me Catherine Bleau
☎ (514) 398-6618
(514) 398-2025
www.mcgill.ca/cdo/
catherine.bleau@mcgill.ca

Centre de développement professionnel
Faculté de droit, Université de Montréal
Pavillon Maximilien-Caron, Bureau A-3432
C.P. 6128, succ. Centre-Ville
Montréal, QC H3C 3J7
Canada

Coordonnatrice: Aminata Bal
☎ (514) 343-6088
(514) 343-2199
www.droit.umontreal.ca/placement
aminata.bal@umontreal.ca

Responsables de la cinquième édition :
Université de Montréal : Emmanuelle Paquette-Bélanger, sous la supervision de Aminata Bal
Université McGill : William Kronström Richard, sous la supervision de Me Catherine Bleau

Responsables des éditions précédentes :
Université McGill : Me Ali Martin-Mayer, Brigitte St-Laurent et Jessica Parker
Université de Montréal : Aminata Bal, Étienne Brassard et France Gravel

Couverture: Sophie Roy-Lafleur
Publication: 2008
Printed in Montreal, Canada

Étant donné l'accord entre les deux institutions, le présent guide sera rédigé alternativement en français et en anglais. Veuillez noter que le masculin est utilisé uniquement pour alléger le texte et qu'il réfère aux deux genres sans distinction.

The 5th edition of *The International Law Career Guide* is produced by the institutions above. Please note: The Career Development Office and le Centre de développement professionnel have made every reasonable effort to obtain complete and accurate information from dependable sources. However, neither McGill University nor l'Université de Montréal make any representation or warranty, either expressed or implied, as to the results that will be obtained by using this resource. The information contained in this guide is to be a resource only and therefore the user of the guide must assume the entire risk of the results and performance arising from the information provided. It is the responsibility of the reader to fully research each organization before committing himself or herself. **All rights reserved. Any reproduction in whole or in part without written permission is prohibited.**

Acknowledgements ✈ Remerciements

Bienvenue à la cinquième édition du Guide-carrières en droit international

Les *Centres de développement professionnel* des Facultés de droit de l'Université de Montréal et de l'Université McGill se sont réunis encore une fois pour vous offrir un outil à la fine pointe des derniers développements en matière d'opportunités de stages et de carrières en droit international. En joignant ainsi nos efforts, nous vous offrons un document de référence explorant de façon plus détaillée et structurée les diverses avenues qui sont ouvertes à tous les étudiants désireux d'entamer sur le bon pied une carrière en droit international.

En tout état de cause, la nature de plus en plus complexe et diversifiée du droit international a rendu la tâche des rédacteurs ardue, mais non moins passionnante. En effet, les possibilités pour un futur juriste en droit international sont fort nombreuses et variées, pour ne pas dire innombrables dans un contexte mondial sans cesse en mutation, qui étend ses tentacules dans tous les domaines du droit si ce n'est pour les innover. De la pratique du droit des affaires en cabinet privé, à l'action militante au sein d'une ONG, en passant par les tribunaux internationaux, nous avons tenté de tracer un portrait de ce que peut être et offrir une carrière en droit international.

Nous profitons de l'occasion pour remercier chaleureusement les deux administrations universitaires, en particulier les doyens Nicholas Kasirer (McGill) et Gilles Trudeau (UdeM), qui ont appuyé ce projet. Nous désirons également saluer le travail d'Emmanuelle Paquette-Bélanger (UdeM) et de William Kronström Richard (McGill), qui ont su insuffler une nouvelle vie à cette publication et ce, avec un enthousiasme et un esprit d'équipe sans faille! Nous nous réjouissons de cette collaboration renouvelée entre nos deux institutions. Merci aussi à Sophie Roy-Lafleur pour la minutieuse mise en page et à Lianne Barski pour un soutient inestimable.

Finalement, nous souhaitons remercier les nombreux autres collaborateurs qui ont fourni avec générosité, témoignages personnels et conseils judicieux, lesquels agrémentent le guide d'une dose d'humanité et de réalisme. **La liste de leurs témoignages se retrouve en annexe, à la page 265.**

Nous espérons que ce document sera pour vous un bon point de départ, car les contacts créés au cours des démarches d'emplois conduiront nécessairement vers de nouvelles pistes. C'est ainsi que vous frapperez à la bonne porte au bon moment !

Faculté de droit, Université de Montréal

Aminata Bal
Centre de développement professionnel,
Coordonnatrice

Manon Boyer
Directrice administrative

Faculté de droit, Université McGill

Me Catherine Bleau
Career Development Office,
Interim Director

Me Ali Martin-Mayer
Acting Assistant Dean
External Affairs

Avant-propos de Gilles Trudeau, Doyen de la faculté de droit de l'Université de Montréal

Une carrière en droit international? Voilà une question, ou plutôt une opportunité, qui figure tout naturellement au centre du paysage professionnel qui s'ouvre à toute étudiante ou étudiant des facultés de droit des Universités McGill et de Montréal. Autant la nature même du droit contemporain que la formation toute particulière qu'offrent nos deux facultés justifient cette affirmation.

Comme les autres systèmes et acteurs qui composent nos sociétés, le droit se mondialise et se globalise. Les règles et normes qui le composent aujourd'hui découlent tout autant de sources internationales que locales. Ce phénomène se vérifie dans tous les domaines, notamment en droit des personnes, en droit commercial et en droit pénal. La pratique du droit se matérialise bien souvent au sein de ces organismes et acteurs internationaux ou, à tout le moins, exige de composer avec les règles qui en émanent.
La formation reçue dans nos deux facultés de droit prépare particulièrement bien aux dimensions internationales de la carrière professionnelle. Elle se caractérise notamment par une étude en profondeur de deux des systèmes juridiques les plus universels, soit ceux de *Common Law* et de droit civil. Nos diplômées et diplômés appliquent l'un ou l'autre avec la même compétence, ce qui en fait des juristes particulièrement recherchés pour œuvrer en droit international.

Je suis très fier de m'associer à mon collègue, le doyen Nicholas Kasirer, dans cette préface de la nouvelle édition du Guide carrières en droit international. Il représente le fruit d'une remarquable coopération de deux grandes facultés de droit montréalaises pour proposer un instrument utile, fonctionnel et multilingue, à l'image de nos institutions et de leurs étudiantes et étudiants.

Je tiens en terminant à remercier Emmanuelle Paquette-Bélanger de l'Université de Montréal, William Kronström Richard de l'Université McGill ainsi que les responsables des Centres de développement professionnel des deux Facultés de droit, Madame Aminata Bal et sa collègue Me Catherine Bleau, pour leur travail persévérant, imaginatif et la coordination qu'elles ont assuré afin de rendre possible cette édition du Guide dont je n'ai aucun doute qu'elle sera utile à tous.

Gilles Trudeau
Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Foreword from Dean Nicholas Kasirer, Faculty of Law, McGill University

The days when a Quebec legal education confined law students to a local career are long gone. While some once saw law graduates from McGill and Université de Montréal as captive in an employment market where lawyers' ambitions were limited by local law and language, today everyone would agree that a Quebec law degree enables graduates to contemplate careers in the furthest flung legal destinations. Université de Montréal's innovative teaching programmes have opened wide new vistas for its graduates; at McGill, the advent of a trans-systemic model for legal education means that students are not trained to work in any one geographical jurisdiction, but instead schooled in the dialogue between legal traditions that characterizes the nature of law around the world. Not surprisingly, students from Université de Montréal and McGill are scattered across the legal world on graduation, working in the vast field designated as "international law".

Que ce soit en vue d'obtenir un poste dans une organisation internationale, dans un cabinet à New York ou dans une entreprise qui fait affaire en Europe ou en Asie, on trouve à l'intérieur de ce guide de précieux conseils pour mettre dans ses valises. Je tiens à remercier William Kronström Richard (B.C.L./LL.B. 2009) ainsi qu'Emmanuelle Paquette-Bélanger de l'Université de Montréal (LL.B. 2008), pour toute l'imagination qu'ils ont investie dans cette publication qui signale, à juste titre, les multiples occasions qui s'offrent aux diplômés qui songent à travailler loin du Palais de Justice de Montréal. Il convient toutefois de noter, comme le font nos auteurs, que l'on peut poursuivre une carrière internationale tout en restant au Québec. La pratique du droit s'internationalise en elle-même de telle sorte que Montréal et Québec représentent des destinations plus exotiques que l'on croirait. Et comme le soulignent les professeurs Turp, de Mestral, et Ellis, le droit international se porte bien comme destination en soi – le Guide contient d'excellentes suggestions pour les études en droit international au deuxième ou troisième cycle.

I am particularly pleased that Université de Montréal and McGill have chosen to work together in preparing this new edition of the Guide. The different strengths of our two great universities are well reflected here. Graduates of the two faculties will find great satisfaction in working together as they enter their careers here or abroad. It is appropriate that, through this useful Guide, students from McGill and Université de Montréal look out on the world, together, from the great vantage point that Quebec provides them both.

Nicholas Kasirer
Dean and James McGill Professor
Faculty of Law, McGill University

Chapitre 1
What is International Law?
Qu'est-ce que le droit international? **1**
1. A Definition of International Law *3*
1.1. Droit International Public 3
1.2. Droit international privé 4
2. Les domaines du droit international *4*
3. International Law Practice Today *6*
4. Comment utiliser ce guide *7*

Chapter 2
Conseils pratiques pour démarrer une carrière en droit international
Useful Advice to Get Started Towards a Career in International Law **9**
1. Témoignage introductif *11*
2. Stay Informed about International News *12*
2.1. Journaux et magazines sur l'actualité internationale 12
2.2. Sites Internet sur l'actualité internationale 13
2.3. Revues et annuaires de droit international 14
3. To Establish a Network *19*
4. Découvrir le monde : bénévolat et coopération internationale *20*
5. Get Ready Before Going Abroad *26*
5.1. Passeports et visas 27
5.2. Santé et assurances 28
5.3. Services consulaires 29

Chapitre 3
Sources of Funding
Sources de financement **31**
1. Awards and Grants for Studies *33*
1.1. Undergraduate 33
1.2. Graduate and Post-graduate Studies 36
1.3. Student exchange 53
1.4. Internships, jobs and other projects 54
1.5. Further information 59

Chapter 4
While you are at law school
Pendant vos études de droit **61**
1. Choix de cours en droit international *63*
2. Study abroad programs *63*
2.1. Comment ça fonctionne? 64
2.2. La marche à suivre 69
3. Universités d'été *73*
4. Mooting Competitions *82*
5. Stages *85*
5.1. Self-organized internships 90
6. Associations, Clubs and Societies *91*
7. Centres de recherche *91*

Chapitre 5
Joining the Bar in an International Context
Être membre d'un Barreau dans un contexte international **95**
1. Quebec: Articling overseas *97*
1.1. Témoignages 97
1.2. Offres de stages du Ministère des relations internationales 98

2. Ontario: Articling overseas *99*
3. Foreign Bars *99*
3.1. Australia 100
3.2. China 101
3.3. France 101
3.4. Germany 101
3.5. Hong Kong 101
3.6. Italy 102
3.7. Japan 102
3.8. United Kingdom 102
4. United States Bars *102*
4.1. New York 103
4.2. Massachusetts 104
4.3. California 105

Chapter 6
Opportunities in Government
Une carrière au gouvernement 111
1. Le Gouvernement du Canada *113*
1.1. Testimonies of Canadian Ambassadors John T. Holmes and Henri-Paul Normandin 113
1.2. The Department of Justice 115
1.3. Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) / Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International (MAECI) 119
1.4. Other Government Departments and Organizations 122
1.5. Human Rights Work in the Canadian Government 128
1.6. Department of Justice – Legal Services 130
2. Le Gouvernement du Québec *132*
2.1. Ministère de la Justice du Québec 133
2.2. Ministère des Relations internationales 136

Chapitre 7
International Organizations
Les organisations internationales 137
1. L'Organisation des Nations Unies *139*
1.1. Le recrutement aux Nations Unies 139
1.2. The Main Bodies 140
1.3. Les institutions spécialisées 144
1.4. Programs and Funds 155
1.5. Instituts de recherche et de formation et autres organismes de l'ONU 164
2. Les autres organisations internationales *166*
3. Regional Organizations *169*

Chapter 8
International Non-Governmental Organizations
Les organisations internationales non gouvernementales 171
1. Online NGO's Directories *173*
2. Les ONG actives en droit international *175*
2.1. Développement international 176
2.2. Droits de la personne et démocratisation 178
2.3. Enfants 179
2.4. Environnement 181
2.5. Femmes 182
2.6. Migrants et réfugiés 183
2.7. Prévention des conflits armés et maintien de la paix 185

2.8. Santé 186
2.9. Travail 187

Chapitre 9
The International Tribunals
Les tribunaux internationaux 189
1. Tribunaux internationaux 191
2. International Arbitration 198
3. Institutes and Research Centres 203

Chapter 10
Opportunities in Law Firms with an International Practice
Pratiquer le droit international dans un grand cabinet 207
1. Les cabinets canadiens 209
1.1. Québec 209
1.2. Canada 210
2. Les cabinets étrangers 211
2.1. États-Unis 211
2.2. Europe 215
2.3. Afrique 219
2.4. Amérique Latine 221
2.5. Asie 222
2.6. Moyen-Orient 223
2.7. Océanie 223

Chapitre 11
In-House Counsel for a Multi-National Company
Juriste d'entreprise dans une multinationale 225
1. What is an in-house counsel? 226
1.1. Definition 226
1.2. Role 226
1.3. Organization 226
1.4. Non-traditional opportunities for lawyers in corporations 227
2. Pourquoi travailler comme juriste d'entreprise? 227
3. Getting Hired 228
3.1. During Law School 228
3.2. After you Graduate 229
4. Profil professionnel 229
5. Liste de multinationales présentes au Canada 234

Chapitre 12
Le milieu universitaire
The Academic World 245
1. Testimonials 247
2. Une vue d'ensemble 250
3. McGill Faculty of Law Graduate Programs 251
3.1. Graduate Certificates 252
3.2. Master's 252
3.3. Doctor of Civil Law 253
4. Les cycles supérieurs à l'Université de Montréal 254
4.1. Programme combiné LL.B. – Études supérieures 255
4.2. Microprogramme 255
4.3. DESS 255
4.4. Maîtrise avec travail dirigé 255
4.5. Maîtrise avec mémoire 255

4.6. Doctorat....256
5. Les universités québécoises....256
6. Les universités étrangères....258
6.1. United States....258
6.2. Europe....259
6.3. Australia....263
6.4. Africa....263

ANNEXES....264
A. LISTE DES TÉMOIGNAGES....265
B. BIBLIOGRAPHIE....269
C. INTERNET RESSOURCES....271
D. THEMATIC INDEX OF INSTITUTIONS....281

Chapitre ✈ Chapter

1

Chapitre 1
What is International Law?
Qu'est-ce que le droit international?

A quick overview of international law

Un rapide survol du droit international

---

1. A Definition of International Law 3
   1.1. Droit international public 3
   1.2. Droit international privé 4
2. Les domaines du droit international 4
3. International Law Practice Today 6
4. Comment utiliser ce guide 7

Introduction

Le jeune juriste qui rêve aujourd'hui de mener une brillante et motivante carrière en droit international ne nage plus à contre-courant. Il bénéficie en effet d'une foule d'opportunités dans des domaines du droit aussi diversifiés et stimulants que le droit de l'environnement, de la personne, du commerce, de la mer et des technologies de l'information, pour n'en nommer que quelques-uns. L'internationalisation des carrières juridiques est ainsi devenue une réalité incontournable du monde moderne et il est clair que l'avenir tend vers une intensification de la globalisation de la pratique du droit.

Les juristes qui souhaitent se tailler une place dans cet univers ont donc l'embarras du choix! Les portes de la pratique du droit international sont grandes ouvertes et il revient au juriste de choisir la carrière qui lui convient le mieux, que ce soit au sein du gouvernement, d'organisations internationales, de tribunaux internationaux, d'ONG, de cabinets d'avocats ou de contentieux d'entreprises. Le droit international est en mouvement et offre donc des avenues fascinantes pour qui veut bien les explorer.

Working as an international legal professional is more than just traveling and working abroad. If your goal for working in the area of practice of international law is to "get out of town", we expect you will be satisfied because there are many opportunities to explore the planet. However, we also hope that you will take the time to read about the experiences of graduates who have gone before you, who will make you aware of other aspects of international legal careers that you may want to take advantage of.

We hope this guide will help you to identify the career in international law that may rightly fulfill your expectations. The aim of this book is mainly to demonstrate that being an international legal professional is not an unreachable goal. On the contrary, the professional opportunities in this area are diversified, numerous and accessible.

Bonne lecture! Enjoy this book!

1. A Definition of International Law

It is quite difficult to give an exhaustive and yet concise definition of international law knowing that this area of study is uniquely comprised of a plethora of disciplinary fields. In this way, among all the matters to which international law is related, we may distinguish for example commercial law, communications law, economic law, law of the sea, civil aviation law, environmental law, fundamental human rights law, family law and labour law. In that context, the jurist working in international law often has to exceed the sole confines of law and must be interested in other fields. For example, a jurist who works in international commercial law will have to study in depth the socio-political situation of the foreign country where he wants to conduct business. In some instances, he will also have to master the language and customs of that country prior to making any investments. It appears then impossible to reduce international law to a simple definition considering the complexity of its multiple facets!

Néanmoins, le droit international se distingue des autres domaines de droit par la présence de certaines caractéristiques propres. Essentiellement, le droit international transcende les frontières des ordres juridiques internes, soit qu'il concerne des États entre eux ou encore des individus issus de différents ordres juridiques. De même, les activités et les interrelations des organisations civiles plurinationales, comme les firmes multinationales et les ONG, relèvent du droit international. Aujourd'hui, il est donc permis de conclure que non seulement les États, mais également les individus et les organisations internationales sont, à divers degrés, des sujets de droit international.

Par conséquent, il est nécessaire de distinguer deux grandes branches du droit international car le travail du juriste variera énormément selon qu'il choisit de s'intéresser à l'une ou l'autre. Il s'agit du droit international public et du droit international privé.

1.1. Droit international public

Le droit international public concerne les relations entre États dans l'ordre juridique international. En effet, que ce soit dans le cadre de la négociation de traités, de l'organisation sous forme d'entités pluriétatiques (ex. l'ONU) ou des relations diplomatiques entre missions gouvernementales étrangères, les États interagissent au sein d'un ordre juridique qu'ils ont eux-mêmes établi et auquel ils sont soumis. Ainsi, le droit international public apparaît comme l'ensemble des normes de droit, conventionnelles ou coutumières, qui lient les États dans leurs relations entre eux.

Depuis toujours, le droit international public polarise l'opinion publique. En effet, selon certains, en l'absence d'une police internationale, il est vain de placer des espoirs dans le droit international pour solutionner les problèmes des États. Les désirs de puissance des États les plus forts seraient donc destinées à supplanter toute tentative de faire primer les intérêts collectifs dans l'ordre international. À l'inverse, les juristes internationalistes plaident plutôt en faveur d'un renforcement du droit international comme palliatif aux carences d'un univers fondé sur des considérations uniques de puissance. Si bien que les défis qui se posent au juriste qui souhaite travailler en droit international public sont donc de taille, étant un domaine particulièrement riche en débats et en développements rapides.

Public international law opens the doors to a multitude of careers in direct or indirect relation with law. For instance, a jurist working in public international law can choose to have a career parallel to law by becoming a consult or a diplomat, thus being entitled to represent a State abroad to defend its interest. One could also work in a governmental ministry whose activities concern the country's foreign

relations. In addition, he could be interested in working for a non governmental organization in charge of making public opinion and States aware of a particular issue, like environmental protection (i.e. *Greenpeace*), fundamental human rights' respect (i.e. *Amnesty International*) or struggle against hunger (i.e. *Action contre la faim*).

1.2. Droit international privé

Private international law diverges greatly from public international law due to the fact that it is aimed at addressing issues involving individuals from different jurisdictions as opposed to relations between States. In fact, private international law, as a branch of the internal legal system, consists of issues related to the conflicts of jurisdictions and laws in the context of private lawsuits, the legal status of foreign individuals, citizenship laws, conflict of law rules in matrimonial disputes and harmonisation of laws between different national legal systems. In short, private international lawyers are asked to determine the appropriate juridical rules and authorities that are able to settle disputes involving an element of foreign law.

Avec la progression rapide des relations économiques entre les entreprises étrangères, la multiplication des mouvements de population et l'amélioration des moyens de transport et de communication, le droit international privé est devenu un aspect particulièrement important de la pratique du droit aujourd'hui. Le juriste qui s'intéresse à cette branche du droit international sera appelé à travailler avec des partenaires étrangers à la solution de problèmes inédits, dans un contexte pouvant lui permettre de voyager ou encore de travailler à distance.

Ainsi, un avocat de droit international privé pourra travailler dans un cabinet à Montréal et, sans jamais quitter la ville, effectuer des transactions pour un client désirant fusionner avec une compagnie étrangère. Il pourra également être appelé à travailler pour une entreprise d'import-export ou encore pour des étrangers ayant des problèmes de nationalité. Bref, les possibilités sont vastes et le choix de la profession peut convenir à plusieurs types de personnalités selon le choix de carrière ou du mode de vie. En consultant ce Guide, vous comprendrez davantage les distinctions entre une vie professionnelle consacrée au droit international privé ou au droit international public.

2. Les domaines du droit international

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il est impossible d'apporter une définition unifiée du droit international par l'intermédiaire des matières, trop multiples et diversifiées, qu'il concerne. Néanmoins, un rapide survol des différents domaines de droit international s'impose d'emblée afin de donner une vue d'ensemble des possibilités immenses qui s'offrent au juriste de droit international. Bien évidemment, la liste fournie ne prétend pas à l'exhaustivité. Le juriste intéressé par l'un des domaines précis dont il est question pourra trouver au fil des pages d'autres références lui permettant de prendre connaissance des domaines connexes qui peuvent s'y greffer.

Human rights law is a branch of public international law that strongly resonates in the media and with the public. Human rights law is a discipline that has undergone a rapid expansion since the end of the Second World War with the prolific creation of crucial international protection instruments (for example, the *Universal Declaration of Human Rights* was adopted in December of 1948 by the General Assembly of the United Nations). The international human rights regime suggests that all human beings share an inherent dignity and have equal and inalienable rights, even if they are poor and marginalized. The jurist working in this branch of international law may be asked to focus on a State's respect for

their international obligations in the matter, for instance by militating within NGOs, by participating in academic studies and analyses or by collaborating with developing countries through governmental programs of juridical assistance.

Il va sans dire que le **droit international de l'environnement** est un autre secteur du droit international qui est en plein essor. Le droit international de l'environnement se déploie lui-même en divers domaines de spécialisation : protection des écosystèmes et de la biodiversité; lutte contre les changements climatiques; conservation des milieux humides; gestion durable des ressources; combat contre la pollution des mers; etc. Bien que les conventions internationales et les accords bilatéraux foisonnent sur la question, de nombreux problèmes graves menacent la survie de notre planète. Le décloisonnement des activités est donc devenu une pierre d'assise du régime international de protection de l'environnement : les problèmes environnementaux faisant fi des frontières, la collaboration internationale s'avère incontournable pour la protection de la terre. D'où, les possibilités de carrière pour un juriste peuvent correspondre à travailler au sein d'ONG, d'organismes gouvernementaux de protection ou encore d'organisations internationales et de programmes spécifiques (ex. PNUE de l'ONU).

Le **droit des relations économiques internationales** s'intéresse principalement aux normes juridiques internationales concernant les activités commerciales et financières d'échange de biens et de services, de même qu'aux répercussions des normes juridiques existantes sur ces activités. Bien entendu, la multiplication des relations économiques et commerciales entre les États a rendu ce secteur du droit particulièrement présent au sein des firmes d'avocats spécialisées en droit des affaires, des contentieux d'entreprises et des départements gouvernementaux de commerce. Il est donc possible pour un juriste de travailler en droit des relations économiques internationales sans être amené à s'établir à l'étranger. Toutefois, pour ceux qui souhaitent voyager dans le cours de leur carrière, les opportunités ne sont pas minces non plus : travail dans des organisations économiques internationales (ex. OMC), dans des entreprises étrangères, dans des tribunaux internationaux de régulation économique, etc.

International criminal law is comprised of the entire set of legal international rules that serve to create and implement penal sanctions to individual criminal behaviours. War crimes and crimes against humanity that are defined by international treaties are the principal infractions directly punishable on the international scene. Thus, international tribunals give challenging and stimulating professional opportunities to those interested in practicing international criminal law. Chapter 9 examines the International Criminal Tribunals and reveals that internships and job opportunities are not lacking! Besides knowing that certain international crimes are punishable in the Canadian internal order, a jurist interested in international criminal law can work in this domain within the national courts.

S'appliquant globalement aux activités transnationales qui se déroulent en mer, **le droit international de la mer** est un secteur de droit international qui s'est complexifié suite à l'apparition de nouvelles technologies. Aujourd'hui, bien plus que la simple régulation de la circulation des navires, le droit international de la mer touche également aux questions de juridiction par rapport aux structures fixes telles que les plateformes de forage et les îles artificielles et à la régulation du transport maritime sur les fleuves et canaux internationaux. En bref, il s'agit d'assurer le respect par les divers usagers de la mer des règles internationales de circulation en mer et d'exploitation des ressources maritimes de façon à maintenir la souveraineté des États sur leurs eaux territoriales et à protéger les eaux internationales. En droit international de la mer, le juriste peut, par exemple, œuvrer au sein d'agences gouvernementales, d'ONG, d'organisations internationales ou de firmes multinationales qui exploitent les ressources maritimes.

With regard to **private international law**, diverse branches exist: the resolution of the conflicts of laws and jurisdictions (the effect of foreign judgements, the competence of national courts within the framework of international disputes, etc.) as well as the definition of the legal status of the individuals (their nationality, marital status, etc.). The jurist in private international law thus has the possibility to work in family law, succession law, immigration and citizenship law, commercial law or other private domains involving a foreign element.

Sans contredit, de nombreux autres secteurs du droit international offrent une grande variété de possibilités de carrière. **Le droit international de la santé, des communications, des conflits armés, du travail et autres** sont autant de domaines qui transforment le droit international en une mine d'or d'opportunités à considérer. Le présent Guide vous aidera à identifier les domaines qui vous conviennent malgré le fait que le droit international se divise difficilement en compartiments étanches. Chaque domaine s'avère foncièrement interconnecté avec les autres, et le juriste en droit international est souvent amené à toucher à plusieurs disciplines interdépendantes.

3. International Law Practice Today

Legal practice has undeniably undergone a number of profound changes in the few last years as a consequence of globalization. In his speech entitled "New Opportunities for Young Lawyers Working in a Global Environment", Chief Justice John D. Richard of the Canadian Federal Court of Appeal claimed last year that lawyers have a fundamental role to play in this universe in constant and rapid evolution, notably by trying to find the perfect equilibrium between productivity and social responsibility.

Voici les grands défis dans la pratique du droit international pour les jeunes juristes qu'identifiait en 2007 le juge en chef John D. Richard. D'abord, dans le **domaine du droit international des affaires**, les jeunes avocats vont devoir s'assurer de promouvoir le respect des droits de la personne et des normes en matière d'environnement et de travail. Il s'agit pour les jeunes juristes d'exercer une influence salutaire en instaurant une éthique généralisée dans la pratique internationale du droit des affaires, éthique qui doit s'articuler autour de la notion de la primauté de la dignité humaine sur la soif de profits des décideurs.

En outre, selon le juge en chef, les institutions internationales qui existent aujourd'hui doivent s'ériger en véritables gardiennes de la **primauté du droit international**, en ceci qu'elles doivent affirmer leur rôle de protectrices d'un ordre international basé sur le respect de règles communes par les États. Dans ce contexte, les jeunes avocats aujourd'hui doivent prendre en compte les impératifs de la primauté du droit international dans leur pratique, que ce soit à l'échelle nationale comme internationale. En effet, la Cour suprême du Canada a reconnu depuis plusieurs années déjà que les règles de droit international, même si elles n'ont pas été mises en vigueur par le Canada dans son ordre juridique interne, peuvent servir de façon indirecte à dégager les principes de justice fondamentale à la source de notre droit interne[1].

In the era of a more globalized practice of law, according to Chief Justice John D. Richard, it becomes even more important to promote **ethical rules** of professional conduct among young international lawyers. Thus, as jurists find themselves working more and more with colleagues from all parts of the planet, their professional ethics become the focal point of their competences. Knowledge of local

[1] Voir *Suresh* c. *Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2002] 1 R.C.S. 3

cultures and the customs of foreign colleagues and customers are an imperative for a young lawyer who enters into the practice of the international law.

Furthermore, **access to justice** is a pressing and continuous problem that needs to be addressed rapidly. In fact, access to justice is a fundamental and basic right that every individual on the planet should be granted, not only those who can afford the high cost of justice. In the context of a globalized world, international lawyers should work to promote access to justice, not to create more barriers to the recognition of this right.

According to Chief Justice John D. Richard, it is a duty for young lawyers to promote these universal principles within the organizations where they work, by initiating the debate and encouraging discussion on how these principles can be achieved. Particularly, lawyers should think of ways to reduce the imbalance between expanding global market and general welfare. In doing so, they should be mindful of international instruments that set out universal values, especially the dignity of all humans.

4. Comment utiliser ce guide

Le *Guide-carrières en droit international* se veut d'abord et avant tout un outil vous permettant de prendre connaissance des multiples opportunités de carrières et de stages en droit international et de repérer plus spécifiquement les options qui vous conviennent le mieux. Ce Guide est donc particulièrement utile tant pour ceux qui souhaitent démarrer une carrière en droit international et qui cherchent des informations générales dans ce domaine que pour ceux qui sont en quête de renseignements plus précis concernant un stage, un programme d'échange ou encore une opportunité d'emploi en droit international.

Le *Guide-carrières en droit international* est divisé en grands chapitres qui brossent un portrait d'ensemble des opportunités que vous offre le droit international. D'abord, nous vous présentons certains conseils pratiques en vue de démarrer votre carrière, suivis d'une section sur les sources vous permettant de financer vos projets. Vous verrez également quelles sont les opportunités de faire du droit international pendant vos études universitaires. Nous vous informons par la suite de la possibilité de devenir membre d'un barreau dans un contexte international. Les chapitres se déclinent ensuite par types d'employeurs potentiels en droit international : les gouvernements provinciaux et fédéraux, les organisations internationales gouvernementales, les tribunaux internationaux, les ONG, les cabinets d'avocats ainsi que les contentieux d'entreprises. Enfin, ce Guide traite de la poursuite d'études supérieures en droit international dans des universités canadiennes et étrangères.

The **index** included at the end of this guide may help you to perform a search by concepts. For instance, you will be able to search directly a type of employer in the index and find the pages in which the guide makes reference to it.

This guide does not list every career and every possible employer for obvious reasons of space and time. However, it does represent a useful way for you to understand the types of employers and careers in international law and will give you a first-rate overview of it. The information given in the guide was taken from many references such as books and Web sites which have also been useful for confirming details such as addresses, contacts and internship descriptions. Note that the information was accurate at the time of publication but is subject to change with time. Contacting organizations directly to confirm deadlines and application procedures is recommended. Listed throughout this new edition are websites to help you with your search.

Chapitre ✈ Chapter

2

Chapter 2
Conseils pratiques pour démarrer une carrière en droit international
Useful Advice to Get Started Towards a Career in International Law

1. Témoignage introductif 10
2. Stay informed about International News 12
   2.1. Journaux et magazines sur l'actualité internationale 12
   2.2. Sites Internet sur l'actualité internationale 13
   2.3. Revues et annuaires de droit international 14
3. To Establish a Network 19
4. Découvrir le monde: bénévolat et coopération internationale 20
5. Get Ready Before Going Abroad 26
   5.1. Passeports et visas 27
   5.2. Santé et assurances 28
   5.3. Services consulaires 29

Introduction

L'étudiant qui rêve déjà au jour où il entreprendra sa vie professionnelle en droit international doit veiller à se préparer à l'avance. En effet, une bonne préparation est essentielle pour mettre toutes les chances de votre côté au moment de la recherche d'emploi. Dès lors, il est avantageux de poser le plus tôt possible les premières pierres d'une éventuelle carrière en droit international en vous tenant informé des derniers développements de l'actualité internationale et en soignant vos contacts personnels, susceptibles de vous ouvrir des portes dans la sphère professionnelle. Par ailleurs, lorsqu'il est possible de le faire, partir à l'étranger constitue une bonne façon de se donner une première expérience significative au sein d'une autre culture. Voyager pour découvrir le monde est une entreprise hautement enrichissante et exaltante, mais dont les préparatifs peuvent s'avérer fastidieux. Il convient donc de se préparer suffisamment à l'avance.

Note, however, that you are not obligated to start thinking about getting a job now. Jobs are career opportunities but not all career opportunities are jobs. Your classes are career opportunities as are the extra-curricular activities you participate in. As your professors will no doubt tell you, reserve concerns about jobs following your first year but don't wait until then to think about what you can do while in law school that will set you on course to having an international legal career.

In this Guide, you will discover useful advice to get started towards a career as an international legal professional. You will be able to determine an area of international law in which you are mostly interested in working, to identify a region of the world where you would like to pursue your career and to target the types of employers that may better suit your objectives.

1. Témoignage introductif

Testimonial from d'Emmanuel S. Darankoum

Emmanuel S. Darankoum
Professeur agrégé
Université de Montréal, Faculté de droit (Ph.D.)

Le professeur Darankoum se spécialise en droit du commerce international, plus spécialement en droit des contrats internationaux et en arbitrage international. Il nous donne des conseils sur le parcours d'un étudiant qui souhaite démarrer une carrière en droit international :

> « Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'autrefois. La dimension internationale ou transnationale du droit est une réalité qui n'échappe plus aux juristes. Ce phénomène oblige à une prise de conscience de la part des étudiants désireux de se doter d'une solide formation pour répondre aux défis du nouveau millénaire. Le parcours qui mène à une carrière internationale, notamment en droit des affaires, ne s'improvise pas et il faut avant tout faire preuve d'un intérêt réel à cet égard. En fonction du cheminement qui a été le mien, je recommande fortement un itinéraire en trois étapes.
>
> **La première étape** consiste pour les étudiants d'achever une formation de premier cycle dans un système juridique donné (système de droit civil ou de *common law*). Pendant ce premier cycle, il est important d'équilibrer le choix des cours; outre les matières obligatoires, l'étudiant se doit de diversifier ses autres choix (cours de droit comparé, de droit international, de transactions commerciales internationales, etc). Toutefois, dans l'optique d'une spécialisation en transactions commerciales internationales une sérieuse base en droit des contrats et obligations est indispensable. Dans cette première étape, il est nécessaire de se faire conseiller pour réaliser un bon dosage (ni trop restrictif ou pointu, ni trop large).
>
> **La deuxième étape** est celle qui suit le BAC. L'étudiant a le choix entre le Barreau ou poursuivre directement d'autres « études ». Cette décision est généralement difficile. Cependant, que ce soit avant ou après le Barreau, je recommande aux candidats qui envisagent une carrière internationale de compléter leur premier cycle par l'étude d'un autre système. L'étude dans ce deuxième système de droit est réalisable en un an ou deux ans. Il procure l'ouverture d'esprit indispensable à l'internationaliste.[2]
>
> **La troisième étape** est celle de la spécialisation : une maîtrise ou un DESS suivi éventuellement d'un doctorat. Cette troisième étape consiste à étudier les questions aiguës dans le champ de spécialisation choisi.
>
> Pour terminer, je dirai qu'il n'y a pas de recette miracle. Seule la persévérance compte. Pour ce faire, il faut y mettre de la passion et entretenir le rêve. Chaque étape de l'évolution est importante et demande un travail personnel qui transcende les programmes scolaires. Mais une fois qu'on a réussi, on se sent à l'aise et plusieurs portes peuvent s'ouvrir. J'encourage vivement les étudiants dans cette voie, car réaliser l'ambition d'une

[2] Note de l'auteur : cette suggestion ne s'applique pas aux étudiants de McGill.

> carrière à l'international est quelque chose de grandiose! La satisfaction personnelle et la reconnaissance sociale (contribution à la société) qui accompagnent une telle réalisation sont si profondes et font en sorte que le plaisir vécu devient un plaisir toujours recommencé. »

2. Stay Informed about International News

Sans contredit, se garder bien informé au sujet de l'actualité internationale en général, et plus spécifiquement des derniers développements en droit international, s'avère fondamental pour l'étudiant qui souhaite débuter une carrière dans le domaine. La plupart des emplois dans le domaine requièrent du juriste une bonne connaissance générale des enjeux qui concernent la communauté internationale de même qu'un esprit d'analyse développé en la matière. Rien de mieux que de consulter des publications, journaux, revues et sites internet pour devenir un vrai connaisseur des sujets qui secouent la planète!

2.1. Journaux et magazines sur l'actualité internationale

Veuillez noter que toutes ces publications ont un contenu accessible gratuitement en ligne.

The Economist

www.economist.com

Weekly coverage of international socio-economic issues. Economist.com is the premier online source for the analysis of world business and current affairs, providing authoritative insight and opinion on international news, world politics, business, finance, science and technology, as well as overviews of cultural trends and regular industry, business and country surveys.

Le Monde

www.lemonde.fr

Un des plus importants quotidiens d'information francophone, distribué dans plus de 120 pays. Couvre l'actualité internationale dans différents domaines. Le monde.fr permet la consultation des archives depuis 1987. Toutefois, pour consulter les archives remontant à plus de trois jours, l'accès aux archives est payant ou réservé aux abonnés du Monde.fr.

Le Monde diplomatique

www.monde-diplomatique.fr

Né dans le giron du quotidien *Le Monde*. Mensuel qui offre une large couverture de l'actualité internationale et qui propose des analyses fouillées et des opinions engagées. Se targue de traiter de questions délaissées par les médias traditionnels. Le monde-diplomatique.fr donne accès gratuitement à ses archives depuis janvier 2006. Index qui permet de chercher par date, pays et thème.

Le Nouvel Observateur

www.nouvelobs.com

Quotidien d'information et d'analyse internationale de l'actualité française, européenne et internationale. Présente des dossiers spéciaux sur des sujets complexes de l'actualité internationale. Les Unes de la version électronique sont accessibles gratuitement depuis janvier 2000.

Le Point

www.lepoint.fr

Hebdomadaire français d'information générale le plus vendu. Donne une vue d'ensemble des faits essentiels de la semaine dans le monde et en France. S'intéresse à l'actualité politique, économique, sociale, culturelle, médiatique, scientifique etc. L'édition internationale est destinée à l'étranger et a un contenu identique à l'édition générale. Le point.fr donne exceptionnellement accès à ses archives gratuitement, pour un temps limité seulement. Ensuite, il faudra souscrire à un abonnement payant.

L'Express

www.lexpress.fr

Magazine quotidien d'actualité française, européenne et internationale. Lexpress.fr donne accès en ligne à ses archives depuis 1993, mais de façon payante seulement. Accès gratuit à un contenu audio et vidéo de même qu'à des blogs et forums de discussion.

The Manchester Guardian Weekly

www.guardian.co.uk

The Guardian newspaper, of which guardian.co.uk is its online presence, was founded in 1821 and has a long history of editorial and political independence. It has a sister paper, The Observer, that was founded in 1791 by WS Bourne.

The Financial Times (online)

www.ft.com

Around the world, FT.com is the trusted source of up-to-the-minute news, data and authoritative opinion. FT.com's search feature gives extensive options for searching up to five years' worth of resources in FT archive.

2.2. Sites Internet sur l'actualité internationale

Here are several radio and television Media websites that provide good coverage of international headlines:

Radio-Canada et CBC

www.radio-canada.ca / www.cbc.ca

Les sites internet de Radio-Canada et de la CBC comprennent une section *Nouvelles* qui vous permet de consulter les derniers grands titres de l'actualité, incluant l'actualité internationale. Vous pouvez également visionner en ligne des reportages télévisés sur différents sujets de même qu'écouter les bulletins radiophoniques. Radio-Canada.ca et CBC.ca proposent au surplus des dossiers traitant en profondeur de certaines questions d'actualité internationale.

BBC

www.bbc.co.uk

The bbc.co.uk serves the BBC's audience through the provision of innovative and distinctive online content, and through distinctive propositions that reflect and extend the range of the BBC's broadcast services, available to all.
BBC World Service is the world's most respected voice in international broadcasting. It provides authoritative and impartial news and information in 33 languages worldwide.

TV5 Monde

www.tv5.org

TV5 Monde s'avère une source incontournable pour s'informer sur l'actualité dans la francophonie. Le site de TV5 Monde offre d'ailleurs *Le journal de l'actualité panafricaine* qui donne une vue d'ensemble approfondie sur les enjeux qui touchent particulièrement le continent africain.

La section *Info* de TV5 Monde vous permet de visionner en ligne les bulletins de nouvelles télévisés et de suivre en continu les grands dossiers d'actualité.

2.3. Revues et annuaires de droit international

Voici quelques-unes des publications traitant spécifiquement de la question du droit international. Elles sont toutes disponibles aux bibliothèques de droit de l'Université de Montréal et de l'Université McGill soit en version papier, soit en version électronique ou les deux.

Nous tenons à remercier Mme Suzanne Lamarre, chargée de cours à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, pour ses précieuses suggestions.

American Journal of International Law

www.asil.org

Université de Montréal (reserved access):
www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/ajil&collection=journals

McGill University (reserved access):
Access to the electronic version from the website of the law library.

American Journal of International Law has been published quarterly since 1907. It features articles, editorials, notes and comments by pre-eminent scholars on developments in international law and international relations. The *Journal* contains summaries and analyses of decisions by national and international courts and arbitral or other tribunals, and of contemporary U.S. practice in international law. Each issue lists recent publications in English and other languages, many of which are reviewed in depth. The *Journal* is interesting for all professionals working in international law, economics, trade and foreign affairs.

Annuaire canadien de droit international

Université de Montréal (accès réservé):
http://www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/cybil&collection=journals

Université McGill (accès réservé):
Accès à la version électronique à partir du site internet de la bibliothèque.

Publié annuellement depuis 1963, l'*Annuaire canadien de droit international* (*The Canadian Yearbook of International Law*) présente des analyses fouillées sur les grands thèmes du droit international qui ont une résonnance particulière au Canada.

Annuaire français de droit international

www.ridi.org/adi/afdi/home.htm (donne accès aux sommaires des différents numéros seulement)

L'*Annuaire français de droit international* (AFDI) est publié avec le concours du Centre national de la Recherche scientifique et de l'Université Panthéon-Assas (Paris II). Apportant une contribution significative dans le débat du milieu juridique et universitaire francophone, l'AFDI s'intéresse à une diversité de sujets touchant le droit international tel les conventions, la jurisprudence internationale, les coutumes et les actes unilatéraux des États. Les chroniques des principaux faits internationaux et les textes de doctrine couvrent une panoplie de sujets d'intérêt général.

Columbia Journal of Transnational Law

www.columbia.edu/cu/jtl

Université de Montréal (reserved access):
www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/cjtl&collection=journals

McGill University (reserved access):
Access to the electronic version from the website of the law library.

Forty years after its debut, the *Columbia Journal of Transnational Law* has earned a place among the world's major international legal periodicals. The Journal has been cited by the U.S. Supreme Court. Journal articles and notes are frequently listed as suggested reading in casebooks and major law review articles on international law.

Subscribers include the large university libraries in the United States and abroad, the major international law firms, many foreign governments, their agencies, their embassies, and many organizations affiliated with the United Nations.

European Journal of International Law

www.ejil.org

Université de Montréal (reserved access) – electronic access only:
www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/eurint&collection=journals

McGill University (reserved access): Access to the electronic version from the website of the law library.

The *European Journal of International Law* is firmly established as one of the world's leading journals in its field. With its distinctive combination of theoretical and practical approaches to the issues of international law, the journal offers readers a unique opportunity to stay in touch with the latest developments in this rapidly evolving area. Each issue of the *EJIL* provides a forum for the exploration of the conceptual and theoretical dimensions of international law as well as for up-to-date analysis of

topical issues. Additionally, it is the only journal to provide systematic coverage of the relationship between international law and the law of the European Union and its Member States.

Harvard International Law Journal

www.law.harvard.edu/students/orgs/ilj

Université de Montréal (reserved access) –electronic access only:
www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/hilj&collection=journals

McGill University (reserved access):
Access to the electronic version from the website of the law library.

The ILJ publishes articles on international, comparative, and foreign law, the role of international law in U.S. courts, and the international ramifications of U.S. domestic law. These articles are written by the most prominent scholars and practitioners in the field and have been recognized as important contributions to the development of international law. ILJ articles have been cited in decisions by the United States Supreme Court, European Court of Justice, International Court of Justice, Iran-United States Claims Tribunal, and World Trade Organization Dispute Panels.

The ILJ also publishes student-written work. In addition to an annual Student Note Competition, the ILJ publishes student-written pieces on recent developments in international law and reviews of new books in the field.

International and Comparative Law Quarterly

http://journals.cambridge.org/action/displayJournal?jid=ILQ

Université de Montréal (reserved access):
À partir de la rubrique "périodiques électroniques" du site internet de la bibliothèque de droit.

McGill University (reserved access):
Access to the electronic version from the website of the law library.

International & Comparative Law Quarterly (ICLQ) publishes papers on public and private international law and also comparative law. It has maintained its pre-eminence as one of the earliest and most important journals of its kind, encompassing human rights and European law. The journal encourages innovative and original articles that explore the interconnectedness between the legal subject areas, moving across the boundaries that divide the law in a way that provides vital analysis at a time when formal distinctions, in scholarship and between jurisdictions, are becoming less relevant. The ICLQ attracts scholarship of the highest standard from around the world, which contributes to the maintenance of its truly international frame of reference.

International Journal of Refugee Law

www.ijrl.oxfordjournals.org

Université de Montréal (reserved access):
http://www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/intjrl&collection=journals

McGill University (reserved access):
Access to the electronic version from the website of the law library.

The *International Journal of Refugee Law* aims to stimulate research and thinking on refugee law and its development, taking account of the broadest range of State and international organization practice. In addition, it serves as an essential tool for all engaged in the protection of refugees and finding solutions to their problems. It regularly provides key information and commentary on today's critical issues,

including the causes of refugee and related movements, internal displacement, the particular situation of women and refugee children, the human rights dimension, restrictive policies, asylum and determination procedures, populations at risk and the conditions in different countries.

Public International Law (Max Planck Encyclopaedia)

www.mpil.de/ww/de/pub/forschung/forschung_im_detail/publikationen/institut/epil.cfm

The *Max Plank EPIL* is an updated, comprehensive work covering the central and essential topics in international law. Accordingly, the previous edition is not being revised, rather, nearly all topics are being rewritten and many new topics included in order to capture the latest developments in international law. To do justice to the changing nature of international law, an increased emphasis is placed on the relevance of each keyword for contemporary international law. Particular attention is paid to the contextualization of each topic within international law as well as the presentation of current trends while maintaining a focus on the mainstream/majority view. The goal is to avoid a purely Eurocentric perspective and this will be achieved with the assistance of academics and practitioners from various legal backgrounds and perspectives. The intention is that the *Max Planck EPIL* will be a work that reflects international law from a global perspective while taking into account regional perspectives.

Recueil des cours

www.nijhoffonline.nl/pages/recueil-courses

Publié par l'Académie de droit international de La Haye, le *Recueil des cours* offre des analyses détaillées sur de nombreux sujets en lien avec le droit international. Existant depuis 1923, il s'agit d'un outil de choix pour retracer le développement de certains concepts et l'évolution des normes en droit international. Nijhoff Online et Brill en collaboration avec l'Académie de droit international de La Haye ont rendu disponible plus de 2000 titres gratuitement en ligne à partir de leur site internet.

Revue belge de droit international

www.ulb.ac.be/droit/cdi/Site/Revue_belge_de_droit_international_RBDI_.html

Crée en 1965 par le professeur Jean Salmon, la *Revue belge de droit international* (RBDI) est une publication scientifique qui a atteint aujourd'hui une large diffusion internationale. La RBDI, publiée deux fois l'an, regroupe des études en langue française, anglaise ou néerlandaise au sujet du droit international public au sens large, y compris le droit communautaire et, dans une moindre mesure, le droit international privé. Les études peuvent être regroupées par thèmes, ou faire l'objet de publications séparées.

Revue générale de droit international public

www.rgdip.com

Existant depuis 110 ans, la *Revue générale de droit international public* a pour but de favoriser le progrès du droit international public par la discussion critique et le partage des points de vue doctrinaux. Pour ce faire, la Revue générale publie des articles de doctrine, des exposés du mouvement jurisprudentiel, des chroniques de faits internationaux, des documents de droit international et des comptes-rendus critiques de livres français et étrangers.

Revue d'histoire du droit international

www.brill.nl/m_catalogue_sub6_id20808.htm

Université de Montréal (accès réservé):
http://www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/jhintl&collection=journals

Université McGill (accès réservé):
Accès à la version électronique à partir du site internet de la bibliothèque.

La *Revue d'histoire du droit international* (*Journal of History of International Law*) vise à contribuer à l'étude du passé du droit international de façon à améliorer la compréhension générale des enjeux actuels dans ce domaine. De même, l'étude du passé en droit international permet de mettre en relief les problématiques actuelles tout en suscitant de nouvelles interrogations à ce sujet. La Revue cherche à couvrir par sa variété d'articles la pluralité des systèmes juridiques, des sociétés et des cultures sur la planète.

Revue internationale de la Croix-Rouge

www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/review

Université de Montréal (accès réservé):
http://www.icrc.org/fre/revue

Université McGill (accès réservé):
Accès à la version électronique à partir du site internet de la bibliothèque.

Bien qu'elle ne traite pas exclusivement de questions de droit, la *Revue internationale de la Croix-Rouge* demeure un incontournable en ce qui a trait au droit international humanitaire. Cette revue est publiée par le Comité international de la Croix-Rouge basé à Genève et le Cambridge University Press. La Revue fournit des analyses et des réflexions sur le droit international humanitaire, la politique et l'action humanitaire en temps de conflit armé et d'autres situations de violence collective.

Revue québécoise de droit international

www.sqdi.org/sqdi_org/main.php?s=2&l=fr

Université de Montréal (accès réservé):
www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/revue&collection=journals

Université McGill (accès réservé):
Accès à la version électronique à partir du site internet de la bibliothèque.

Revue interuniversitaire publiée par la Société québécoise de droit international, la *Revue québécoise de droit international* (RQDI) s'intéresse à la recherche et à la pratique du droit international, tant public que privé, au Québec, dans la francophonie, et ailleurs. Outil de référence scientifique, la RQDI publie des études, des notes et commentaires, des recensions et des chroniques de pratique (parlementaires, gouvernementales et judiciaires).

Revue trimestrielle de droit européen

La *Revue trimestrielle de droit européen* porte sur les réformes importantes, le bilan d'une politique commune et les grands contentieux. L'on y retrouve également des chroniques sur le droit institutionnel communautaire et le droit matériel (fiscalité, concurrence, libre circulation des personnes, des marchandises, etc.).

3. To Establish a Network

Did you ever hear about a job opportunity that you would have been perfect for if only you had heard about it before the application deadline? This example illustrates how a personal network can be useful in your pursuit of career opportunities in international law. **Networking is the act of meeting and building relationships with people whose skills, knowledge and interests are complementary to your own.** The hard part about networking is meeting people we otherwise have no reason to know. Networking is no more than knowing people who can *and want* to be useful in something you are doing. Usually, they turn out to be people who hope you will work with them on their projects too – networks are not one-way streets! At their best, and often smallest, the members of your personal network are all best friends. At their most common, and largest, they can be regarded as friendly acquaintances.

Comment faire alors pour démarrer un tel processus de réseautage? Nous ne saurions trop insister sur l'importance de participer aux activités organisées par votre faculté expressément dans le but de favoriser le réseautage. Bien évidemment, et même si cela semble aller de soi, les relations que vous pouvez nouer avec vos collègues et professeurs dans le cadre de vos études en droit sont fondamentales dans l'établissement d'un bon réseau de contact. Vous ne savez jamais lequel de vos ex-collègues étudiants constituera une aide imprévue et bienvenue pour un poste que vous souhaiterez ardemment obtenir.

More than networking, students fascinated by international law should stay aware of the importance of demonstrating an interest. Employers look for people who can show that international law, or any area of practice, is important to them. Demonstrating an interest occurs in many ways. Your course selection is the most evident one. If international law is your calling, make sure your classes reflect this fact. Membership in law school clubs and the organization of special events can also demonstrate your interest in international law.

Outside of school, international bar associations and other professional groups dealing with international affairs often have student memberships at reduced prices. Not only are these great networking places, but they are also proof that you can engage insightfully in a conversation on the issue. See further in the Guide for some examples of organizations you can join. While it might seem that a lot of attention by employers and students alike focuses on grades, this is not the whole story. Indeed, once you're offered an interview, grades might not matter as much because employers are already convinced you can do the work – they are deciding if you want to do the work that they have for you!

Une étape importante consiste à démontrer votre intérêt lors du processus d'entrevue. À ce stade, le dossier n'est plus que secondaire. Le plus souvent, l'employeur recherchera le candidat qui cadre le mieux avec son organisme ou entreprise et qui démontrera l'intérêt le plus marqué pour le type de tâches qu'il aura à accomplir. D'où l'importance de bien connaître l'employeur pour lequel on postule et le domaine de droit international dans lequel il œuvre. Un candidat qui démontre une bonne connaissance des sujets d'actualité internationale dans ce domaine sera automatiquement favorisé. En outre, celui qui est capable de définir ses objectifs de carrière à long terme en lien avec ceux de l'employeur potentiel mettra toutes les chances de son côté pour réussir avec succès son entrevue.

4. Découvrir le monde : bénévolat et coopération internationale

Tous les employeurs, dans le milieu du droit international comme ailleurs, sont intéressés à recruter des candidats qui possèdent une ouverture sur le monde. À ce titre, si vous souhaitez démarrer sur le bon pied votre carrière en droit international, vous avez tout à gagner à partir vers de nouveaux horizons! Cependant, pour constituer un véritable atout dans la recherche d'un emploi éventuel, cette expérience internationale doit s'inscrire dans une démarche organisée et significative. Dans cette veine, les stages de coopération internationale sont une initiative à privilégier, car ils peuvent s'avérer très formateurs sur le plan personnel. De plus, les employeurs valorisent ce genre d'expériences, car cela démontre non seulement l'intérêt pour l'international de l'étudiant et son ouverture sur le monde, mais également sa débrouillardise, sa curiosité, son sens de l'initiative et du défi ainsi que sa capacité d'adaptation. Lorsque le stage peut en plus être relié à l'apprentissage d'une langue étrangère, l'expérience en est d'autant bonifiée pour une future recherche d'emplois.

In this next section are listed some programs and organizations that offer internships in international cooperation. This list is not exhaustive but it does give a good starting point for those of you who want to make an incursion into the fascinating world of international volunteering. Either related more specifically to international law or more broadly to international development, those opportunities turn out to be the perfect way to travel and acquire a first relevant experience at the same time!

Centre d'action bénévole de Montréal

2015, rue Drummond, Suite 300, Montréal, Québec H3G 1W7, Métro Peel, sortie rue Stanley
☎(514) 842-3351 www.cabm.net/fr/node/112

Stages offerts : Les stages offerts varient selon l'organisme qui publie sa demande. Des stages internationaux sont proposés tout comme des activités de bénévolat dans des organismes de coopération internationale au Québec et au Canada.

Financement : Variable.

Comment postuler : En suivant les procédures de chaque organisme qui publie sa demande.

Horizon Cosmopolite

3011, rue Notre-Dame Ouest, Montréal, Québec, Canada, H4C 1N9
☎(514) 935-8436 / 1-866-935-8436 info@horizoncosmopolite.com www.horizoncosmopolite.com

Horizon Cosmopolite est un organisme montréalais qui offre une variété de stages de coopération internationale en partenariat avec des organismes d'accueil à l'étranger.

Horizon Cosmopolite permet à chaque stagiaire de choisir le stage qui lui convient et ses dates de départ et d'arrivée. Horizon Cosmopolite offre des stages dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, Amérique latine et d'Europe. Horizon Cosmopolite s'occupe de l'hébergement, de la nourriture et de l'encadrement sur place et est un service-conseil pour tout ce qui concerne la préparation du stage.

Stages offerts : Les stagiaires choisissent parmi la variété de stages proposés selon le pays, le type d'activités et l'organisme d'accueil qui les intéressent. Horizon Cosmopolite offre des stages individuels, de groupes, des programmes d'immersion linguistique et des programmes scolaires.

Financement : Le stagiaire défraie l'entièreté des coûts reliés à son séjour à l'étranger ainsi que les frais fixes d'inscription (payables à Horizon Cosmopolite) et les frais de participations variables selon le stage (payables au partenaire local).

Comment postuler : Il faut d'abord repérer un stage qui vous intéresse sur le site d'Horizon Cosmopolite ou en les contactant. S'y prendre au moins 3 mois avant la date de départ. Il faut ensuite envoyer par courriel et en anglais un *curriculum vitae* et une lettre de motivation (vous trouverez tous les détails sur le site).

Programme de stages internationaux pour les jeunes - International Youth Internship Program

Agence canadienne de développement international (ACDI)
Canadian International Development Agency (CIDA)
200 promenade du Portage, Gatineau (Québec) K1A 0G4
☎(819) 997-5006 / 1-800-230-6349 info@acdi-cida.gc.ca www.acdi-cida.gc.ca/stages

CIDA's International Youth Internship program is an employment program for young Canadian professionals (ages 19 to 30 inclusive). It offers post-secondary graduates the opportunity to gain valuable international development work experience.

Organizations including non-governmental organizations, private sector companies and academic institutions active in CIDA-eligible countries submit proposals for internship projects to CIDA. Once a project is approved, the sponsor organization recruits and selects young professionals for overseas assignments, prepares them for departure and provides them with ongoing job-search support and overseas supervision. On their return to Canada, the sponsor helps its interns re-integrate into Canadian society.

Internships last a minimum of six months and include at least five months working outside Canada.

Internships offered: Please consult the website of the program to get a list of the available internships.

Financing: CIDA, the Canadian and overseas organizations and the intern share the cost of each internship. CIDA's contribution to the sponsor organization is in cash or in-kind (i.e. training). Participants receive a stipend to help cover their living and travel expenses.

CIDA allocates up to $15,000 per internship to organizations that are willing and capable of managing international internships. This contribution is split between your living allowance, travel, pre-departure briefings, and the organization's administrative and other expenses. Your allocation can vary depending on the internship, the length of the internship, the sponsor organization and your own contribution.

How to apply: Because sponsor organizations are responsible for recruiting and selecting interns for this program, you must submit your résumés directly to an organization that supports CIDA-approved intern projects. A list of these organizations is included below.

Here is a list of CIDA's partner organizations in the framework of IYIP (please see the website of the program to update this list):

Acadia University
206 Horton Hall, Wolfville, Nova Scotia, B4P 2R6
(902) 585-1096
www.ace.acadiau.ca/YIIP/CIDA2007/index.html

Africa Community Technical Service
P.O. Box 1515, Comox, British Columbia, V9N 8A2
(250) 339-1300
info@acts.ca http://www.acts.ca

Alternatives
3720, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2X 2J1
(514) 982-6122
annemarie@alternatives.ca
http://www.alternatives.ca

CANADEM
1 Nicholas #1102, Ottawa, Ontario, K1N 7B7
(613) 789-6125
randy.weekes@canadem.ca
http://www.canadem.ca

Canadian Bar Association
865 Carling Avenue, Suite 500,
Ottawa, Ontario, K1S 5S8
(613) 237 0185
alc@cba.org http://www.cba.org

Canadian Red Cross Society
6 Place du commerce, Montréal, Qc, H3E 1P4
ginette.archambault@croixrouge.ca

Centre de solidarité internationale
CARE Canada
9 Gurdwara Road, Suite 200
Ottawa, Ontario, K2E 7X6
(613) 226-5991
Eve@care.ca http://www.care.ca

Développement international Desjardins
150, avenue des Commandeurs
Lévis, Québec, G6V 6P8
(418) 833-0742
lguay@did.qc.ca http://www.did.qc.ca

Environmental Youth Alliance
PO BOX 34097 Station D
Vancouver, British Columbia, V6J 4M1
(604) 689-4242
http://www.eya.ca

Fondation internationale Cultures à partager
535, avenue Viger Est
Montréal , Québec, H2L 2P3
(514) 282-8479
jrabouin@culturesapartager.org
http://www.culturesapartager.org

Human Rights Internet
1 Nicholas St., Suite 301
Ottawa, Ontario, K1N 7B7
(613) 789-7414
interns@hri.ca
http://www.hri.ca/internships

Oxfam-Québec
2330, rue Notre-Dame Ouest - Bureau 200
Montréal, Québec, H3J 2Y2
(514) 937-9452
recrutjeune@oxfam.qc.ca
http://www.oxfam.qc.ca

Plan Nagua
110, 10e rue, bureau 200, 1er étage
Québec (Québec) G1L 2M4
Téléphone : 418 521-2250
418 521-2102
stages@plannagua.qc.ca www.plannagua.qc.ca

Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)
660, rue Villeray, bureau 2.115
Montréal (Québec) H2R 1J1
Téléphone : 514 495-3131
514 279-0120
paqg@paqg.org www.paqg.org

Street Kids International
P.O. Box 1026 T.D.C. Postal Stn.
77 King Street West, Toronto, Ontario, M5K 1P2
(416) 504-8977
info@streetkids.org
http://www.streetkids.org

United Nations Association in Canada
300-309 Cooper St., Ottawa, Ontario, K2P 0G5
(613) 563-2455
amy.brathwaite@unac.org
http://www.unac.org

Témoignage de Arielle Adjanohoun

Arielle Adjanohoun
LL.M. 2007
Université de Montréal, Faculté de droit
LL.B., LL.M., DESS
Université de Haute Alsace

Après avoir complété une maîtrise en droit des technologies de l'information à l'Université de Montréal, Arielle Adjanohoun a réalisé un stage au Bénin par l'entremise du *Programme international de stages pour les jeunes* de l'ACDI. Aujourd'hui éditrice associée au laboratoire LexUM, elle a accepté de partager avec nous son expérience unique :

> « Après avoir obtenu un baccalauréat et une maîtrise en droit des affaires, j'ai poursuivi mes études à l'Université de Haute Alsace par un DESS en management de la franchise en 2005. Mon intérêt pour les nouvelles technologies m'a poussé à entreprendre des études à l'Université de Montréal dans le cadre d'un programme de maîtrise en droit des technologies de l'information. Ce programme offre à l'étudiant les connaissances et aptitudes nécessaires à l'analyse des différentes problématiques liées au droit dans la sphère des technologies nouvelles. J'ai complété cette formation en 2007 par un travail dirigé intitulé « La protection des renseignements personnels dans le gouvernement électronique: application pratique des principes de l'OCDE et enjeux juridiques ». À la suite de ce travail dirigé, j'ai participé à une mission au Bénin (Afrique de l'Ouest), dans le cadre d'un programme international de stages pour les jeunes de l'ACDI.
>
> Mon mandat fut de m'occuper du volet juridique de la mise en place d'un système d'information juridique pour diffuser sur Internet les décisions des tribunaux et cours du pays, à l'instar de ce qui se fait au Canada. Plus précisément, j'ai travaillé à collecter, traiter et intégrer plusieurs jugements du Tribunal de Première Instance de la plus grande ville du pays, au sein d'un système de gestion de contenu gracieusement développé par l'entreprise québécoise Univertic Solutions (http://www.univertic.net) dont j'ai sollicité le partenariat. J'ai également contribué à assurer la formation des greffiers qui ont pris le relais de l'administration de la base de données de jurisprudences ainsi créée. Le travail réalisé a donné lieu à une cérémonie de lancement médiatisée au cours de laquelle le site Internet résultant de ma mission a été officiellement lancé : http://www.jurisprudencebenin.org.
>
> En mettant les nouvelles technologies au service du droit, il convient de respecter des principes pendant la migration des supports papiers vers les supports technologiques et de mettre en place les mesures convenables pour assurer leur bonne gestion. Ma mission m'a donné l'opportunité de mettre en application les principes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en matière de gouvernance électronique, principes que j'ai étudiés dans mes cours de l'Université de Montréal.
>
> Un stage international en droit représente une valeur ajoutée à la formation reçue à l'université : dans mon cas, il m'a permis de relever des défis intéressants et m'a donné une occasion privilégiée de contribuer à la démocratisation de l'information juridique dans un pays où la gouvernance électronique n'est pas généralisée. Il m'a aussi permis d'acquérir des connaissances en édition juridique qui m'aident aujourd'hui dans mon rôle d'éditrice associée au laboratoire LexUM. »

Stages Québec sans frontières

Direction du développement international, Ministère des Relations internationales
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5R9
☎(418) 649-2341 www.mri.gouv.qc.ca/fr/faire_stage/solidarite_internationale

Organisme(s) responsable(s) : Le Ministère des Relations internationales du Québec (MRI) en collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Créé en 1995, le programme Québec sans frontières (QSF) offre la possibilité à des jeunes Québécois âgés entre 18 et 35 ans de participer à des projets de coopération internationale et de travailler au sein d'un organisme de coopération internationale au Québec. Les nombreux stages internationaux offerts se déroulent dans divers pays d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles.

Dans le cadre du programme QSF, le MRI chapeaute divers organismes québécois de coopération internationale membres de l'AQOCI. Ce sont eux qui sont responsables de la mise en œuvre, de l'organisation, de la formation des stagiaires et de l'encadrement des stages sur le terrain. Ils profitent de la collaboration de leurs partenaires du Sud. Ce sont donc ces organismes (voir la liste ci-dessous) qui offrent les stages et les supervisent. Les stages universels et spécialisés comprennent une période de formation pré-départ qui peut durer plusieurs mois (ex. 4 à 5 fins de semaines à raison d'une fin de semaine par mois) et une implication après le retour du stage sur le terrain.

Stages offerts : Les stages offerts varient à chaque année, car ils dépendent des organismes de coopération internationale qui les initient. La liste des stages offerts pour l'année (incluant l'été suivant) sort habituellement en juillet. Il faut consulter le site internet du MRI pour consulter la liste complète des stages. Peu importe le projet précis et l'organisme partenaire, les stages QSF se divisent tous en grandes catégories:

Stages universels **:** Stage d'initiation en groupe d'une durée de deux à trois mois, pour les Québécoises et Québécois de 18 à 30 ans, sans égard à leur formation ou à leur lieu de résidence.

Stages spécialisés **:** Stage d'initiation en groupe d'une durée de deux à trois mois, pour les Québécoises et Québécois de 18 à 30 ans, en lien avec une thématique particulière ou avec la formation et l'expérience de travail des participants.

Accompagnement de stagiaires : Appui aux personnes qui agissent à titre de responsable d'un groupe universel ou spécialisé.

Stages OCI **:** Stage rémunéré d'une durée de 16 à 30 semaines au sein d'un organisme de coopération internationale au Québec. Ces stages s'adressent exclusivement aux anciens participants de Québec sans frontières qui ont entre 18 et 35 ans.

Réciprocité **:** Stage de deux à trois mois au Québec, s'adressant aux jeunes de 18 à 39 ans actifs au sein d'un organisme partenaires du Sud qui participe au programme Québec sans frontières.

Financement : Le MRI finance en grande partie les stages QSF selon diverses modalités :

Stages universels et spécialisés**:** QSF couvre les frais de formation, d'encadrement, de transport, d'hébergement et accorde aux participants une allocation de subsistance lors du séjour à l'étranger.

Les stagiaires doivent réaliser des activités de financement collectives et individuelles avec l'appui de l'organisme responsable du projet.

Accompagnement de stagiaires : QSF couvre les frais de formation, d'encadrement, de transport, d'hébergement et accorde une allocation de subsistance lors du séjour à l'étranger.
Une indemnité est attribuée aux accompagnateurs pour la durée du séjour à l'étranger.

Stages OCI **:** QSF accorde une rémunération brute de 12 600 $ pour 30 semaines.

Comment postuler : Une fois la liste des stages affichée sur le site du MRI, il faut communiquer directement avec l'organisme de coopération internationale qui offre le stage qui nous intéresse pour obtenir de l'information sur le stage et recevoir le formulaire de candidature de même que pour connaître les dates limites de dépôt des candidatures (*Attention! Pour les stages se déroulant durant l'été, les dates limites de dépôt de candidature sont habituellement fixées pour l'automne précédent*).

Les candidats peuvent postuler à plus d'un stage et chaque organisme procède de façon indépendante au recrutement et à la sélection de ses stagiaires. Le recrutement peut se faire sur la base du dossier ou encore par un processus d'entrevues.

Voici la liste des organismes partenaires du programme QSF pour l'année 2007-2008 ainsi que leurs coordonnées :

Alternatives
3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1
☎ 514 982-6606 🖷 514 982-6122
alternatives@alternatives.ca
www.alternatives.ca

L'AMIE : Aide internationale à l'enfance
840, rue Raoul-Jobin, bureau 300
Québec (Québec) G1N 1S7
☎ 418 653-2409 🖷 418 653-3262
amie@amie.ca
www.amie.ca

Carrefour canadien international (CCI)
5083, rue Saint Denis, Montréal (Québec) H2J 2L9
☎ 514 528-5363 🖷 514 528-5367
quebec@cciorg.ca
www.cciorg.ca/quebec

Carrefour de solidarité internationale (CSI) de Sherbrooke
165, rue Moore, Sherbrooke (Québec) J1H 1B8
☎ 819 566-8595 🖷 819 566-8076
info@csisher.com
www.csisher.com

Carrefour Tiers-Monde (CTM)
365, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H3
☎ 418 647-5853 🖷 418 647-5856
info@carrefour-tiers-monde.org
www.carrefour-tiers-monde.org

Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)
3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec) H1Y 3R8
☎ 514 875-9911 🖷 514 875-6469
info@ceci.ca
www.ceci.ca

Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CSI-SLSJ)
675, boulevard Auger Ouest, bureau PI-420, C.P. 278
Alma (Québec) G8B 5V8
☎ 418 668-5211, poste 226
🖷 418 668-5638
jbouchard@centreso.saglac.org
www.centreso.saglac.org

CLUB 2/3
2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) H3J 2Y2
☎ 514 937-1614 514 937-9452
jeunes@2tiers.org
www.2tiers.org

Comité de Solidarité / Trois-Rivières (CS/TR)
942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
☎ 819 373-2598 819 373-7892
solitier@cgocable.ca
www.cs3r.org

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
25, rue Jarry Ouest, Montréal (Québec) H2P 1S6
☎514 387-2541, p. 238 514 387-5550
info@ccdhal.com
www.ccdhal.koumbit.org

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL)
200, rue de Salaberry, Joliette (Québec) J6E 4G1
☎ 450 756-0011 450 759-8749
info@credil.qc.ca
www.credil.qc.ca

Développement et Paix
1425, boulevard René-Lévesque Ouest, 3e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
☎ 514 257-8711 ou 1 888 234-8533
514 257-8497
info@devp.org

Jeunesse du Monde
Bureau régional du Québec
920, rue Richelieu, Québec (Québec) G1R 1L2
☎ 418 694-1222 418 694-1227
jeune@jeunessedumonde.qc.ca
www.jeunessedumonde.qc.ca

Mer et Monde
340, rue Saint-Augustin
Montréal (Québec) H4C 2N8
☎ 514 495-8583 514 937-7652
catherine.devost@monde.ca
www.monde.ca

Plan Nagua
110, 10e rue, bureau 200, 1er étage
Québec (Québec) G1L 2M4
☎ 418 521-2250 418 521-2102
stages@plannagua.qc.ca
www.plannagua.qc.ca

Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)
660, rue Villeray, bureau 2.115
Montréal (Québec) H2R 1J1
☎ 514 495-3131

Solidarité Laurentides Amérique Centrale (SLAM)
712, rue Saint-Georges
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5C6
☎ 450 569-6470 450 569-6470
slamlaurentides@yahoo.ca

Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs (SNSBF)
59, rue Monfette, local 106
Victoriaville (Québec) G6P 1J8
☎ 819 758-9928 819 758-8270
snsbf@cdcbf.qc.ca
www.solidaritenordsud.org

5. Get Ready Before Going Abroad

Partir à l'étranger à court ou à long terme pour une expérience de travail ou un programme d'études requiert une certaine préparation. Ainsi, pour les échanges universitaires d'un an et plus, il est préférable de commencer la planification de son aventure au moins 12 mois avant la date de départ. Sachez également que la plupart des mises en candidature pour les stages, les programmes de bénévolat ou les

programmes d'études doivent habituellement être remises au plus tard début janvier ou début septembre.

Canada is a nation of international travelers. About 50 percent of the citizens hold a passport, drawn by the irresistible lure of destinations near and far. And yet going abroad has never been more challenging with multiple concerns like trip planning, budgeting, health, security, and documentation. Fortunately, many are up to the challenge and have recognized the need to be well prepared for international travel and to take responsibility for their well-being abroad.

5.1. Passeports et visas

A. Passeport

Pour les États-Unis :

The *Western Hemisphere Travel Initiative* (WHTI) is a U.S. law that requires all travelers, including U.S. and Canadian citizens, to present a valid passport or another approved secure document when travelling to, through or from the United States from within the western hemisphere.

Ceux qui voyagent aux États-Unis **par voie aérienne**, que ce soit pour s'y rendre ou seulement pour y transiter vers une autre destination, doivent présenter un *passeport valide* et ce, depuis janvier 2007. Attention ! Cette exigence s'applique également aux voyageurs qui entrent par voie terrestre ou maritime aux États-Unis et qui souhaitent quitter les États-Unis par avion peu importe leur destination d'arrivée, incluant le Canada (par exemple, le citoyen canadien qui entre par autobus aux États-Unis et retourne au Canada par avion). Le passeport sera alors obligatoire pour la portion aérienne du voyage.

Les citoyens canadiens qui prévoient se rendre par avion aux États-Unis, qui y transiteront ou qui en reviendront, devraient présenter une demande de passeport, s'assurer que leur passeport est toujours valide et l'avoir avec eux durant leur voyage.

As of January 31, 2008, Canadian citizens travelling **by land or water** to the United States must present one of the following:

- a government-issued photo ID, such as a driver's licence, PLUS a birth certificate or citizenship card; or
- a valid passport

The transition period will continue for approximately 18 months until the full implementation of the WHTI document requirements for travel to the United States by land and water takes effect June 1, 2009.

Upon full implementation of the U.S. WHTI on June 1, 2009, Canadian citizens will be required to present a valid passport when travelling to, through or from the United States by land or water.

Pour les exigences relatives aux résidents canadiens non citoyens, veuillez consulter le site internet du Département de la sécurité intérieure des États-Unis au www.dhs.gov.

Pour le reste du monde :

Always carry a valid passport whenever you travel outside of Canada. It is the only proof of your nationality and identity that is accepted in all countries.

Pour de plus amples renseignements quant aux modalités d'obtention du passeport canadien, à la liste de documents exigés ainsi qu'aux délais de traitement des demandes, vous pouvez consulter le site Internet de Passeport Canada, au www.pptc.gc.ca.

Beaucoup de pays exigent que le passeport ait une période de validité de quelques mois au moment de l'admission du voyageur sur leur territoire. Par conséquent, avant d'effectuer un voyage dans un pays donné, assurez-vous que votre passeport a une durée de validité adéquate en communiquant avec la mission consulaire du pays où vous prévoyez vous rendre. Il est recommandé que le passeport soit encore valide au-delà de la date prévue pour votre retour.

B. Visa

Pour les États-Unis :

Pour ceux qui effectuent un voyage d'affaires, l'obtention d'un visa préalablement à l'entrée aux États-Unis n'est habituellement pas requise. Toutefois, les voyageurs qui entrent aux États-Unis dans certaines catégories d'affaires doivent présenter des documents spécifiques afin de confirmer leur éligibilité à l'admission. Prière de consulter l'ambassade des États-Unis à Ottawa pour des renseignements plus détaillés (http://ottawa.usembassy.gov/).

Canadian students are no longer allowed to begin **studying** in the United States without a valid Certificate of Eligibility (Form I-20). This document is issued by the U.S. school and sent directly to the applicant. Students must have their I-20 Form in their possession each time they enter the United States for presentation to Customs and Border Protection Officers. They should also have documentary evidence of sufficient funds to cover travel, tuition and living expenses in the United States for at least the first year of schooling such as a notarized bank statement or letter from a parent/guardian attesting to the funds.

For further information about student visa requirements for the United States, please refer to the website of the *U.S. Department of State :* http://travel.state.gov/visa/temp/types/types_1268.html.

Pour le reste du monde :

Chaque pays a ses propres exigences d'entrée et de visas. Étant donné que ces exigences sont susceptibles de changer et de plus sont extrêmement variables selon les pays, nous vous suggérons de communiquer avec la mission diplomatique du pays que vous prévoyez visiter, ou de consulter les *Conseils aux voyageurs* d'Affaires étrangères Canada (http://www.voyage.gc.ca/dest/ctry/reportpage-fr.asp). Une liste par pays y est dressée et régulièrement mise à jour. Elle indique les principaux conseils de sécurité pour le pays et les exigences d'entrée et de sortie.

5.2. Santé et assurances

If you are travelling internationally you should be aware that conditions in other countries, both natural and man-made, may be significantly different from those in Canada and may seriously affect health and personal security during travel. Standards of hygiene may be different. Food and water may be

contaminated. The climate or environmental conditions may favor disease organisms which do not occur in Canada.

If you are planning to travel outside of Canada you may require immunizations depending on your travel destination, the length of your stay and whether or not your routine immunizations are up-to-date. Since it can take several weeks for an immunization to protect you against a disease, you should consult a travel health clinic or your family physician 6 to 8 weeks before your trip in order to allow enough time for the vaccines or immunizing agent to take effect.

The actual immunizations you may require will vary according to your age, health, and any pre-existing medical conditions, as well as the nature of your travel, whether you will be staying in city hotels or travelling in remote rural areas. A travel health clinic or family physician should assess your individual circumstances and provide any vaccines that may be required for your trip.

En outre, il est primordial pour tout voyageur de se procurer des assurances-voyages adéquates avant son départ. Les assurances-voyages visent à protéger le voyageur contre des dépenses imprévues lors du séjour à l'étranger, et qui peuvent s'avérer extrêmement onéreuses. Dans ce contexte, les assurances-voyages peuvent servir à rembourser les frais d'hospitalisation, de rapatriement d'un corps, de vol de bagages de même que l'annulation ou l'interruption d'un voyage.

Les coûts reliés aux soins de santé à l'étranger peuvent être conséquent. La Régie de l'assurance-maladie du Québec ne rembourse qu'une partie de ces coûts selon un tarif préétabli qui est souvent bien en-deçà de la facture totale que l'on peut vous présenter. Pour connaître plus précisément les conditions donnant droit aux services de soins de santé hors Québec, visitez le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec au www.ramq.gouv.qc.ca.

5.3. Services consulaires

With approximately 260 offices in 150 countries worldwide, consular officials are ready to assist Canadians travelling, working, studying, or living abroad.

Consular Affairs Bureau

www.voyage.gc.ca

General

Tel.: 1-800-267-6788 (in Canada and the U.S.) or 613-944-6788
TTY: 1-800-394-3472 (in Canada and the U.S.) or 613-944-1310
E-mail: voyage@international.gc.ca

Emergencies

Tel.: 613-996-8885
(call collect from abroad where available)
E-mail: sos@international.gc.ca

Canadian government offices abroad

www.voyage.gc.ca/alt/canoffices.asp

Chapitre ✈ Chapter

3

Chapitre 3
Sources of Funding
Sources de financement

1. Awards and Grants for Studies 33
   1.1. Undergraduate 33
   1.2. Graduate and Post-graduate Studies 36
   1.3. Student exchange 53
2. Internships, jobs and other projects 54
3. Further information 59

Introduction

Gaining experience abroad is an important step toward an international career. However, going overseas can be very expensive so it is important to plan your budget wisely and look for the sources of funding that exist. This chapter aims to help you in that time consuming process by outlining the different sources of funding, whether it is for studies, internships, jobs or other projects.

Il est important de noter que les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les Nations Unies ont souvent leur propre programme d'aide financière pour supporter leurs stagiaires. Par conséquent, nous vous conseillons fortement de visiter les sites internet ou de contacter directement ces organisations pour déterminer s'il sera nécessaire de trouver d'autres sources de financement.

If you are planning to study abroad you should contact your university student aid office and its partner institution to find out if there are any awards or grants programs that you can benefit from. This step can save you a lot of time, energy and money. Also, talk to people around you such as friends, colleagues or acquaintances who may have had similar experiences abroad. They will often be able to inform you about sources of funding you may not have otherwise heard about. As previously mentioned in this guide, networking is always important particularly when you are looking for funding.

In this chapter you will find an extensive list of funding sources that are available to Canadian law school students no matter the level of studies. The information comes directly from the websites of the organizations and institutions mentioned here. If you wish to apply for a grant or an award, visit their website and make sure you understand the application process and identify the deadline. There is nothing more frustrating than finding a source of funding that seems perfect for you but to then discover that the deadline has passed. Last but not least, it is extremely important to properly assess the length of time an application can take to complete so that you can start looking for funding well in advance.

1. Awards and Grants for Studies

1.1. Undergraduate

Canadian Bureau for International Education (International Learning Grant)

Canadian Bureau for International Education, 220 Laurier West, Suite 1550, Ottawa, ON K1P 5Z9
☎: (613) 237-4820 (613) 237-1073 info@cbie.ca www.cbie.ca

CBIE administers a range of awards on behalf of the Department of Foreign Affairs and International Trade. Some of these awards can be interesting for undergraduates students. DestinEducation is a good tool to find sources of funding.

DestinEducation

The website www.destineducation.ca is a resource of the CBIE. This website contains education information and planning tools for Canadians interested in studying or working abroad, people living outside Canada who would like to pursue academic interests at Canadian institutions, and professionals in Canada and abroad who provide guidance on study abroad, counsel international students, develop international education projects and related activities.

Canada Millennium Scholarship Foundation

1000 Sherbrooke St. West, Suite 800, Montreal, Quebec, H3A 3R2, Canada
☎ (514) 985-0026 or 1-877-786-3999 (514) 985-5987
millennium.foundation@bm-ms.org www.millenniumscholarships.ca

Millennium Bursary Program

The Foundation's Millennium Bursary Program supports Canadian post-secondary students who face the greatest financial challenges. The program helps approximately 90,000 students focus on their studies each year, delivering bursaries of $1,000 to $4,500—more than $285 million in total. You don't have to apply for a millennium bursary. In fact, you're automatically considered for the program when you apply for post-secondary financial assistance in your province or territory, as long as you meet the eligibility criteria. Talk to your student-aid office for more information.

Millennium Excellence Award Program

National in-course awards are available to qualified students currently enrolled in college or university programs. The national in-course awards are part of the five per cent of scholarships awarded by the Canada Millennium Scholarship Foundation on the basis of merit through the Millennium Excellence Award Program.

The millennium excellence award program recognizes, supports and encourages talented Canadians who make positive and significant contributions to the betterment of their communities, demonstrate a capacity for leadership and commit themselves to the pursuit of academic excellence and innovation. See the website for more information on the eligibility criteria and selection criteria.

The **deadline** for an application is generally in May.

DAAD German Academic Exchange Service

DAAD New York, 871 United Nations Plaza, New York, NY 10017
☎ (212) 758-3223 (212) 755-5780 daadny@daad.org www.daad.org
DAAD Informationcentres, Toronto, ON, Contact: Dr. Stefan Haas
☎(416)926-2308 daadca@daad.org

DAAD offers a wide range of opportunities to students, scholars, and higher education institutions of the United States and Canada, from undergraduate students to faculty, for study and research in Germany. The DAAD offers many scholarships undergraduate students, during the academic year or the summer.

DAAD Partner Universities & Advisors in Canada

McGill University
Ms. Jocelyne Régnier, External Fellowships Officer
Graduate and Postdoctoral Studies Office
James Administration Building, Room 400
845 Sherbrooke Street West, Montréal, QC H3A 2T5
☎ (514) 398-3990, ext. 09341 (514) 398-2626 jocelyne.regnier@mcgill.ca

Embassy of Italy in Canada

Embassy of Italy, Cultural Office, 275 Slater Street, suite 2100, Ottawa, Ont. K1P 5H9, Canada
☎ (613) 232-2401 www.ambottawa.esteri.it ambasciata.ottawa@esteri.it

Consulate General of Italy in Montreal, 3489 Drummond St., Montreal, QC H3G 1X6
☎ (514) 849-8351 consolato.montreal@esteri.it

Italian Cultural Institute in Montreal:
☎ (514) 849-3473 cours.iicmontreal@esteri.it

The Government of Italy offers scholarships to Canadian citizens wishing to pursue studies in Italy. There are short-term scholarships that can be awarded to undergraduates students.

The short-term scholarships may consist of periods of one, two or three months and are reserved for courses in Italian language and culture beginning in the summer 2009. Applicants must possess a high school diploma at the time they apply and must be 35 years of age or younger. Italian language and culture courses of a one-month period are reserved for Italian language teachers to whom no age limit applies, and for third year University students enrolled in Italian Studies.

Fondation Desjardins : Girardin-Vaillancourt Program (Bachelor's degree)

Fondation Desjardins, 1, complexe Desjardins, C.P.7, succursale Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B2
☎ 514-281-7171 or 1-800-443-8611 www.desjardins.com

Programme Girardin-Vaillancourt

Ce programme est associé à l'un des objectifs fondamentaux de la Fondation Desjardins : inciter les jeunes à faire des études supérieures. À l'intérieur de ce programme, la Fondation accorde 150 bourses d'études de baccalauréat de 1 250 $ chacune, payables en 2 versements égaux. Elles sont attribuées prioritairement en fonction des besoins financiers des candidats, de leur engagement scolaire et social et de leurs bons résultats.

Le candidat peut présenter sa candidature pendant toute la durée de son baccalauréat. Cependant, un seul renouvellement de bourse, pour le même niveau d'études, lui sera accordé, lequel sera alors considéré comme une première demande. Il devra remplir à nouveau le formulaire requis.

Critères d'admissibilité : 1) Être de citoyenneté canadienne, domicilié au Québec ou résident permanent ; 2) Étudier à temps plein dans un programme d'études universitaires de niveau baccalauréat (4 cours au moins 12 crédits) ; 3) Posséder une adresse permanente au Québec si les études se font dans une université hors Québec (l'inscrire sur le formulaire).

Notez que les bourses sont offertes aux étudiants de toutes les disciplines universitaires et que pour percevoir sa bourse, le lauréat doit être membre d'une caisse Desjardins ou accepter de le devenir.

Killam Fellowships Program

Foundation for Educational Exchange Between Canada and the United States of America, 2015-350 Albert Street, Ottawa, Ontario, Canada, ☎ (613) 688-5540 (613) 237-2029
info@killamfellowships.com www.killamfellowships.com

The Killam Fellowships Program is a scholarship program which allows undergraduate students from accredited degree granting colleges and universities to participate in a bi-national residential exchange program between Canada and the United States of America. Scholarship recipients spend either one semester or a full academic year as an exchange student in the other country. The Foundation is supported by the Canadian Government through the Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, by the United States Government through the Department of State, and by a diverse group of corporate sponsors, charitable trusts, and university partners.

The Killam Fellowships Program provides a cash award of $10,000 U.S. ($5,000 U.S. per semester). Furthermore, the Foundation provides all Killam Fellows with an allowance of $500 U.S. to offset health insurance costs. All Fellows are also eligible to apply for a mobility grant in an amount not to exceed $800. This allowance is available only to those students participating in the direct exchange program. Approximately 40 scholarships will be available for 2008-09.

Rotary Foundation Ambassadorial Scholarships (both Undergraduate and Graduate)

Rotary International, One Rotarycentre, 1560 Sherman Ave., Evanston, Illinois 60201, USA
☎ 847-866-3000 847-328-8554 or 847-328-8281 www.rotary.org

The purpose of the Ambassadorial Scholarships program is to further international understanding and friendly relations among people of different countries and geographical areas. The program sponsors several types of scholarships for undergraduate and graduate students as well as for qualified professionals pursuing vocational studies. While abroad, scholars serve as goodwill ambassadors to the host country and give presentations about their homelands to Rotary clubs and other groups. Upon returning home, scholars share with Rotarians and others the experiences that led to a greater understanding of their host country.

There are different types of scholarships. The Academic-Year Ambassadorial Scholarships provide a flat grant of $24,000 U.S. for one academic year of study in another country. The Multi-Year Ambassadorial Scholarships help fund two years of degree-oriented study in another country. A flat grant of $12,000 is provided each year. The Cultural Ambassadorial Scholarships help finance either three or six months of intensive language study and cultural immersion in another country. They

provide a flat grant of $11,000 for three months and $16,000 for six months. Some Rotary districts may offer only one type of scholarship or none at all. Applicants must check with their local club about availability. Grants are provided in U.S. dollars or their international equivalent.

1.2. Graduate and Post-graduate Studies

Aides financières françaises

Ambassade de France au Canada, Service culturel, 464 Wilbrod Street, Ottawa, ON, K1N 6M8
☎ 613 238 5711 🖷 613 238 7884 💻 www.ambafrance-ca.org

Consulat Général de France à Québec, 25, rue Saint-Louis, Québec (Qc) G1R 3Y8
☎ (418) 266-2500 🖷 (418) 266-2515 💻 www.consulfrance-quebec.org

Consulat Général de France à Montréal, 1501 Mc Gill Collège, 10ème étage, bureau 1000, Montréal, H3A 3M8
☎ 514.878.4385 🖷 514.878.3981 💻 www.consulfrance-montreal.org

Il existe plusieurs types de soutiens gouvernementaux, publics et privés, pour les étudiants canadiens et québécois qui souhaitent trouver un financement pour des études ou des déplacements (hors cotutelle de thèse) en France. Pour trouver un tel financement, il vous faudra consulter les sites internet de l'Ambassade de France au Canada et des consulats de France au Québec. Les possibilités varient selon le niveau d'étude, la discipline et le projet proposé. Voici quelques pistes à explorer (liste non exhaustive) :

Bourse d'accueil "Master's" Île-de-France

La région Île-de-France propose des bourses d'études aux étudiants étrangers issus de certaines zones de coopération. L'objectif de l'aide est de permettre à des étudiants étrangers de poursuivre un cursus de Master's dans un établissement d'enseignement supérieur en Île-de-France.

L'étudiant doit avoir suivi, l'année précédent la demande, un cursus d'enseignement supérieur dans la région de Montréal et posséder la nationalité canadienne. Il doit également posséder une bonne connaissance de la langue française (à l'oral et à l'écrit) et être inscrit dans un cursus de Master's (M1 ou M2) dans un établissement d'enseignement supérieur d'Île-de-France.

Le montant de la bourse est de 10 100 euros nets par an (avant déduction du montant de l'hébergement à la Cité internationale universitaire de Paris-CIUP). L'hébergement à la Cité internationale universitaire de Paris (CIUP) est obligatoire. La bourse est attribuée pour une durée de 1 an en cas de M2, ou de 2 ans en cas de M1 suivi d'une acceptation en niveau supérieur M2.

Contactez l'ambassade de France pour plus d'information.

Programme Frontenac de soutien à la mobilité des doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécoise

Le programme Frontenac fait partie des programmes soutenus par la Commission permanente de coopération franco-québécoise. Il a pour vocation de favoriser la mobilité d'étudiants en cotutelle de thèses. Environ dix étudiants français et dix étudiants québécois sont ainsi sélectionnés chaque année et bénéficient d'une aide financière pour leur déplacement et leur séjour au Québec, soit 3 mois de bourse et 1 billet d'avion par an pendant trois années consécutives au maximum. Ce soutien n'est pas cumulable avec celui octroyé par le programme Lavoisier ou par toute autre aide à la mobilité susceptible d'être octroyée par des départements ministériels, des organismes de recherche, des

universités et des entreprises français. L'appel à candidatures est lancé par le Gouvernement du Québec, au mois de juin. La date limite de dépôt des dossiers est généralement en octobre

Bourses d'excellence Eiffel et Eiffel Doctorat

Le programme de bourses d'excellence Eiffel, lancé en janvier 1999 par le ministère des Affaires étrangères et européennes, est destiné à soutenir l'action de recrutement à l'international des établissements d'enseignement supérieur français, dans un contexte de concurrence accrue entre pays développés pour attirer l'élite des étudiants étrangers.

Le nouveau dispositif Eiffel permet de financer :

- une formation de niveau Master's
- une mobilité de dix mois dans le cadre d'une co-tutelle ou co-direction de thèse (de préférence la 2e ou 3e année du Doctorat).

Les objectifs du programme d'excellence Eiffel du ministère des Affaires étrangères et européennes restent inchangés, le premier objectif est de former, dans les établissements d'enseignement supérieur français, les futurs décideurs étrangers, du privé et du public, dans trois domaines d'études prioritaires (sciences, économie-gestion, droit et sciences politiques).

Égide

SCAC, EGIDE, 28 rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris, ☎ 01.40.40.59.30
eiffel@egide.asso.fr www.egide.asso.fr

Association à but non lucratif de 200 salariés, Égide assure depuis 45 ans la gestion des programmes de mobilité internationale de l'État français (accueil de boursiers et d'invités étrangers, envoi de boursiers et d'experts français à l'étranger). Il propose également ce savoir-faire à toute institution impliquée dans de telles actions de mobilité. Égide représente, en volume d'activité, le premier opérateur français de la mobilité internationale des personnes, favorisant le partage des savoirs et des compétences au niveau international.

Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC)

Association of Universities and Colleges of Canada, Canadian Awards Program
350 Albert Street, Suite 600, Ottawa, ON K1R 1B1, Canada
☎ (613) 563-1236 (613) 563-9745 awards@aucc.ca www.aucc.ca

For over 40 years, AUCC has been managing scholarship programs and distributing millions of scholarship dollars to students in pursuing post-secondary education. You will see below some of these scholarships that could be of interest to a law student. For a more complete list, consult the AUCC website.

Bourse Frank Knox Memorial

www.frankknox.harvard.edu

The Frank Knox Memorial Fellowship program provides funding for students from Australia, Canada, New Zealand and the United Kingdom to conduct graduate studies at Harvard University. A Knox Fellowship pays full Harvard tuition and mandatory health insurance fees and provides a stipend sufficient to cover the living expenses of a single Fellow for a 10-month academic year. Up to three (3) Frank Knox Memorial Fellowships are awarded to students from Canada for graduate work at Harvard University each year.

It should also be noted that a Knox Fellowship award does not guarantee admission to Harvard. All Knox Fellowship applicants must apply for admission to the Harvard graduate school of their choice. The awarding of a Knox Fellowship is, therefore, contingent upon the applicant gaining admission to Harvard.

Department of National Defence Security – The Security and Defence Forum

www.forces.gc.ca/admpol

The Security and Defence Forum is a National Defence grant program with a mandate to develop and support a domestic competence and national interest in defense issues of current and future relevance to Canada.

The Department of National Defence funds a series of awards, both scholarships and internships, to foster interest in and knowledge of security and defense issues among young Canadian scholars. Past award recipients have addressed a wide range of topics of interest to the Department of National Defence and the Canadian Forces. The independent Selection Committee of the Security and Defence Forum will then select based on academic merit, contribution to the Security and Defence Forum, and overall merit and relevance to Canadian security and defense.

The number of awards varies each year and depends on the number of candidates and the quality of the applications. There are four programs available: the MA Scholarship Program, the PhD Scholarship Program, the Postdoctoral Fellowship Program, the Aboriginal Scholarship and the SDF Internship Program.

For more information visit the website www.forces.gc.ca/admpol.

Students for Development

The Students for Development program allows senior-level university students and faculty members from Canadian universities to work together with partners in the developing world to promote good governance. See p.54 for a complete description.

British Chevening Scholarships

Information Manager, British Council Canada, 80 Elgin Street, Ottawa, ON, K1P 5K7, Canada
education.enquiries@ca.britishcouncil.org www.chevening.com and www.britishcouncil.org/canada-educationuk.htm

The Chevening scholarships are aimed at the leaders of tomorrow. They are highly competitive and limited in number. To be successful you must be able to demonstrate not only an outstanding academic record, but also clear leadership potential. You should have a proven track record of success or excellence in your professional life. The committee will be looking for you to demonstrate that you have more to offer than your peers and contemporaries and have the potential and ambition to make a substantial, positive difference in your chosen field. You are also likely to have already worked for two to three years in your chosen profession as a Civil Servant, Journalist, Politician/Staffer or Jurist.

Scholarships last up to one year and are typically granted for Master's degree courses. It is highly unusual for the committee to approve an award for PhD studies. The awards will cover full university tuition fees as well as a generous contribution towards living costs.

The approximate value of these scholarships is £20,000 each. Candidates are typically those who pursue postgraduate studies in Law, International Relations or Political Science.

Candidates are expected to submit a formal application to the institution of their choice as soon as possible. Please do not wait until you secure funds before making applications to universities. Confirmation by an applicant of his/her placement at a British university is considered an asset by the selection committee at any stage of the selection process.

The deadline for applications is normally the beginning of December. Please visit the website for more information.

Cambridge Commonwealth Trust Scholarships

www.admin.cam.ac.uk/univ/gsprospectus/funding/overseas/

The Cambridge Commonwealth Trust (for Commonwealth countries, excluding the United Kingdom) and the Cambridge Overseas Trust (formerly the Chancellor's Fund, for countries outside the Commonwealth) were established in 1982 by the University of Cambridge under the Chairman-ship of His Royal Highness The Prince of Wales to provide financial assistance for outstanding students from overseas who, without financial help, would be unable to take their place at Cambridge. Since 1982, the Cambridge Commonwealth Trust has brought 7,341 students from 65 countries to Cambridge, the Cambridge Overseas Trust has seen 5,134 students from 90 countries.

Pegasus Cambridge Scholarship (Master's in Law)

www.innertemple.org.uk

The Pegasus Scholarship is for students who have received an offer to read for a Master's of Law (LLM) degree. The scholarships are held in conjunction with other awards from the Cambridge Commonwealth Trust and other sources and enable successful applicants to spend three months in London on work placements at Clifford Chance and the Inner Temple after completing the LLM at Cambridge.

The scholars receive a stipend to help with accommodation and living expenses while they are in London. In addition to spending time in barristers' chambers, scholars also visit various institutions such as the House of Lords, the Privy Council, the Faculty of Advocates in Edinburgh, the High Court in Belfast, the Commercial Judges and Queens Bench Master's at the Royal Courts of Justice, the Old Bailey and Horseferry Road Magistrates Court.

Interviews take place in Cambridge in October of the LLM year. The London Placements take place between the following July and September.

Canadian Bar Association (CBA)

Viscount Bennett Fellowship, c/o Stephen Hanson, Senior Director of Communications
The Canadian Bar Association, 500 - 865 Carling Avenue, Ottawa, ON, K1S 5S8, Canada
☎ (613) 237-2925 or 1-800-267-8860 (613) 237-0185
stephenh@cba.org www.cba.org/cba/awards/viscount_bennett

Viscount Bennett Fellowship

A $40,000 fellowship is offered annually to one student for post-graduate studies in law. The award may be paid annually for legally-oriented graduate study in an institution of higher learning to be approved

by the Awards Committee. In previous years, recipient of the award pursued their studies at top universities in England and United-States.

Candidates must be Canadian citizens who have graduated from an approved law school in Canada or who, at the time of application, are pursing final year studies as undergraduate students at the approved law school. Applications shall be addressed to the Senior Director of Communications of the Canadian Bar Association and shall be received on or before November 15th of the year previous to that in which the award is to be made.

Témoignage de Me Catherine Biron

Me Catherine Biron
Récipiendaire de la Bourse Vicomte Bennett 2005-2006
Université Oxford (M.Jur. 2006)
Université de Montréal (LL.B. 2004)

Parmi un groupe de 35 universitaires canadiens en droit, madame Catherine Biron s'est vue décerner la *Bourse Vicomte Bennett de l'Association du Barreau Canadien* en 2005. Elle s'est également vue décerner une bourse du *Fonds québécois de recherche sur la société et la culture*. Ces deux bourses lui ont été octroyées pour la réalisation de son projet d'études supérieures à l'étranger en 2005 et 2006, soit une maîtrise à l'Université Oxford en Angleterre. Catherine pratique aujourd'hui le droit de l'emploi et du travail au sein du cabinet Ogilvy Renault à Montréal. Nous lui avons demandé de partager avec nous les moments forts de son projet, de même que ses conseils pour la planification et la réalisation de celui-ci :

> « Il s'agit d'un projet qui se planifie. Les étapes sont nombreuses, les pré-requis également, et la recherche de financement est un incontournable! En effet, une année d'études en Angleterre dans une université de la trempe d'Oxford coûtera entre 50 000 $ et 60 000 $ CAN. La culture d'études est également différente. À chacun son type de préparation. Pour ma part, j'ai vécu l'expérience totale! J'ai appliqué sur pratiquement toutes les bourses que je répertoriais. Les plus grosses ont des processus de sélection et d'entrevues qui débutent pratiquement un an avant le projet d'études envisagé. Il faut donc commencer les préparatifs idéalement au mois d'août de l'année précédente! Il faut postuler aux universités et aux collèges qui nous hébergent en Angleterre. Toutes ces démarches peuvent décourager, mais elles sont ô combien récompensées par l'expérience qui en découle.
>
> Il importe de noter que les dates finales pour la réception des demandes arrivent tôt dans l'année scolaire. En fait, généralement, les demandes doivent être envoyées au mois de décembre ou janvier, même si l'année scolaire anglaise ne débute qu'à la fin septembre de l'année suivante. Concernant les demandes de bourses, sachez que l'université ne fournit aucune liste exhaustive des bourses auxquelles vous devriez postuler. Il s'agit donc de l'étape la plus fastidieuse, puisque vous devez rechercher sur internet, ainsi que sur le site des différentes facultés, de même que les sites de fondations privées. Les gouvernements provincial et fédéral octroient aussi plusieurs bourses, mais souvent en différents concours. C'est donc la multiplication des applications et de recherches des lettres de recommandation.
>
> Sachez aussi qu'en Angleterre, notamment pour les universités Oxford et Cambridge, il faut être non seulement admis à l'université, mais aussi à un collège, lequel tiendra le rôle à la fois de résidence et de confrérie. Chaque collège a sa tradition et, en quelque sorte, sa philosophie. Même si les différences entre les collèges ont tendance à s'estomper, il reste

que l'étude et le choix du collège qui nous supportera et nous hébergera pendant le projet est une étape également importante.

Je vous conseille également de contacter vos références à l'avance et d'établir avec elles un échéancier pour les nombreuses lettres de recommandation à envoyer à des dates limites différentes et selon des procédures distinctes. Prenez aussi la peine de préciser à vos références qu'il s'agira aussi pour elles d'un processus laborieux, mais que leur appui vous est nécessaire.

Pour les étudiants francophones, il y aura une autre étape : celle du test d'anglais TOEFL. Les résultats requis par les universités anglaises sont élevés et une préparation est donc parfois recommandée.

Les frais engagés dans le processus sont aussi importants. Avant même de partir, vous devrez encourir des frais pour remplir les exigences requises. Entre autres, il vous faudra plusieurs copies officielles de bulletins, lesquelles vous seront toutes facturées par votre alma mater. Par la suite, on vous demandera de fournir des traductions anglaises officielles de tous les documents exigés, traductions devant donc porter le sceau officiel d'un traducteur. Vous aurez également besoin d'un visa-étudiant pour vous rendre en Angleterre.

Mais si l'on peut parler abondamment des démarches fastidieuses, ce qu'il faut surtout retenir, c'est la beauté de l'expérience. Je décrirais mon année d'études à Oxford comme une expérience inoubliable. On y rencontre des gens de toutes les cultures juridiques, les cours sont passionnants, le travail soutenu, mais des plus intéressants. À Oxford particulièrement, c'est l'analyse par séminaire qui est favorisée : le programme de « tutorial ». La formule est ancienne, mais toujours intéressante. Des rencontres individuelles ou en petits groupes, de 2 ou 4, à analyser des enjeux juridiques complexes, généralisés et actuels. Détrompez-vous, la formule n'est pas complaisante. Les exigences sont élevées, l'analyse est profonde, les lectures nombreuses et le programme est axé sur la rédaction de textes critiques et analytiques. C'est la tombée des « pris pour acquis » et la mise en relief de l'impact de la tradition et de la culture d'un pays sur son système juridique qui étonne, toujours.

L'Université Oxford est en fait la ville au complet qui porte ce nom. Une ville figée dans le temps, mais avec immensément de cachet et d'histoire de grands penseurs qui y ont étudié. Si vous aimez le dynamisme urbain, vous n'y trouverez pas votre compte. Mais si vous aimez conjuguer tradition et analyse, et si l'idée d'avoir accès à l'une des plus grandes bibliothèques du monde vous permet d'oublier l'idée inconcevable au premier abord pour un Nord-Américain qu'une faculté de droit telle celle d'Oxford ne soit munie que de 2 imprimantes…, vous verrez alors que la force de ce projet est de vous autoriser et de vous ordonner de réfléchir. Ce n'est pas moderne, mais c'est efficace! Les liens d'amitié tissés lors de l'expérience, sont aussi, pour ma part, des liens plus solides que les frontières qui nous séparent.

Il ne me reste plus qu'à souhaiter à tous ceux tentés par un projet similaire la meilleure des chances et bon succès dans la réalisation de celui-ci. »

Été 2008

Canada-U.S. Fulbright Program

Foundation for Educational Exchange between Canada and the United States of America, 350 Albert Street, Suite 2015, Ottawa, Ontario, K1R 1A4, ☎ (613) 688-5540 (613) 237-2029 info@fulbright.ca

The Canada-U.S. Fulbright Program is a bi-national program supported by the Government of Canada, through the Department of Foreign Affairs and International Trade Canada, the Government of the United States through the Department of State, and a large number of public and private sector partners.

The mandate of the Canada-U.S. Fulbright Program is to enhance mutual understanding between the people of Canada and the people of the United States by providing support to outstanding graduate students, faculty, professionals and independent researchers. These individuals conduct research, lecture, or enroll in formal academic programs in the other country. Educational exchange allows for the development of our future leaders, encourages a more nuanced appreciation of each other, and it contributes to a more thoughtful and more reasoned public policy debate in both countries.

Traditional Fulbright Scholar Awards

Traditional Fulbright Scholar Awards enable emerging and established scholars, post-doctoral researchers and experienced professionals to conduct research, teach or undertake a combination of both activities for one semester or a full academic year at a university or research centre of their choice in the host country. Applicants must have received a Ph.D. or equivalent professional/terminal degree or have equivalent professional experience. The deadline for an application is normally around mid-November.

Canada-U.S. Fulbright Visiting Research Chairs

Canada-U.S. Fulbright Visiting Research Chairs enable prominent and promising scholars and experienced professionals to conduct research and guest lecture at select American and Canadian universities and research centres, normally for one semester, though this may be extended to a full academic year. Applicants must have received a Ph.D. or equivalent professional/terminal degree by December 31 of the year of application or have equivalent professional experience. The deadline for an application is normally around mid-November.

New Century Scholars

New Century Scholars are selected on an annual basis from around the world to engage in multidisciplinary collaboration on a topic of global significance and universal concern. Canadian candidates must plan to spend from three to six months as a visiting researcher at an American university or research centre of their choice.

Traditional Fulbright Student Awards

Traditional Fulbright Student Awards are intended for graduate students, prospective graduate students and junior professionals who wish to enroll in a graduate studies program, continue their current course of graduate study or research or pursue an independent research project for a period of nine months in the host country. The deadline for an application is normally around mid-November.

Fulbright Foreign Language Teaching Assistant

The Fulbright Foreign Language Teaching Assistant (FLTA) Program provides an opportunity to Francophone students and teachers from Canada to teach French language and culture and to study at

select universities in the United States. FLTA applicants must be no younger than 21 and no older than 29 at the time of application. The deadline for an application is normally around the end of January.

Canadian Bureau for International Education

Canadian Bureau for International Education, 220 Laurier West, Suite 1550, Ottawa, ON K1P 5Z9
☎ (613) 237-4820 (613) 237-1073 info@cbie.ca www.cbie.ca

CBIE administers a range of awards on behalf of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following awards are offered to Canadians: Canada-China Scholars' Exchange Program, Commonwealth Scholarship Plan, Foreign Government Awards Program, Organization of American States (OAS) Fellowships Programs, Organization of American States (OAS) and Professional Development Scholarships Program. In the case of Canadians wishing to study abroad, CBIE acts as the secretariat of the Canadian Scholarship Selection Committee, a group of faculty members from universities across Canada responsible for selecting Canadian nominees for awards.

Commonwealth Scholarship Plan

The Commonwealth Scholarship Plan, established in 1960, was designed by Commonwealth governments to enable students of high intellectual promise to pursue studies in Commonwealth countries other than their own. The Commonwealth Scholarship Plan is administered in Canada by the Canadian Bureau for International Education (CBIE) on behalf of Foreign Affairs and International Trade Canada.

The Commonwealth countries offer scholarships to Canadian citizens and in certain cases to permanent residents of Canada for graduate studies (Master's or Ph.D.) or, in some countries, for research toward a Canadian graduate degree.

The online application form can be found on the DFAIT website but has to be submitted with the required documents to the CBIE. Please note that English is the official language of communication amongst the Commonwealth members.

Foreign Government Awards Program

As part of the implementation of cultural agreements with the Government of Canada, the governments of Chile, Colombia, France, Germany, Korea, Mexico, the Philippines, and Russia will offer awards to Canadian graduate students tenable in 2008-2009. These awards have been combined to form the Foreign Government Awards (FGA) Program, which is administered by the CBIE, on behalf of Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT).

The governments of Italy, Japan, the Netherlands and Spain also offer awards to Canadian students and their embassies of these countries in Canada are responsible for the administration of their scholarships.

The Foreign Government Awards are intended to assist Canadian students in furthering their studies or conducting research abroad at the Master's, doctoral or post-doctoral level, and normally cover a period of at least six months.

Organization of American States (OAS) Fellowships Programs

The objective of the Organization of American States (OAS) Program of Scholarships and Training is to assist the member states with their domestic efforts in pursuit of integral development goals by supporting human resource development in the priority areas established by the Summits of the

Americas, the Strategic Plan for Partnership for Integral Development of the Inter-American Council for Integral Development (CIDI), and the OAS General Assembly.

The funds provided by the OAS are intended to serve as a complement to funds which the scholarship recipient may already be receiving from other sources or to assist the recipient with general costs to make the completion of her/his studies feasible. Applicants who would like to learn about additional scholarship opportunities should go to the section below on the Organization of American States.

Under contract with Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT), the Canadian Bureau for International Education (CBIE) is the "National Liaison Office" [or ONE, from the Spanish "Oficinas Nacionales de Enlace"] for the OAS fellowships programs and, as such, is responsible for conducting the Canadian competitions for the OAS Graduate Fellowships and promoting Canada as a country where applicants from other OAS Member States could do graduate study or research.

DestinEducation

The website www.destineducation.ca is a resource of the CBIE and contains education information and planning tools for Canadians interested in studying or working abroad, people living outside Canada who would like to pursue academic interests at Canadian institutions, and professionals in Canada and abroad who provide guidance on study abroad, counsel international students, develop international education projects and related activities.

Canadian Council on International Law

John Peters Humphrey Fellowship, c/o Canadian Council on International Law
215-236 Metcalfe Street, Ottawa, ON, K2P 1R3, Canada, ☎ 613-235-0442 www.ccil-ccdi.ca

Humphrey Student Fellowships

The Canadian Council on International Law annually awards up to four John Peters Humphrey Student Fellowships in International Human Rights Law or International Organization. The Fellowships are awarded to outstanding students in order to permit them to pursue full-time graduate studies at leading graduate institutions in Canada or worldwide. Students in Canadian law and political science (or their equivalent) faculties are eligible to apply for the Fellowship.

Each Fellowship will fund the recipient up to $35,000 CDN – up to a maximum of CDN$25,000 for tuition and fees plus a stipend of $10,000 CDN for living expenses. Fellowship holders will be eligible to apply for the Fellowship in open competition for a second term.

Each year, the Competition opens on September 15th and closes on November 15th.

Canadian Federation of University Women Fellowships and Awards

Canadian Federation of University Women, 251 Bank Street, Suite 305, Ottawa, Ontario, K2P 1X3
☎ 613 234 8252 613 234 8221 www.cfuw.org

Founded in 1919, The Canadian Federation of University Women (CFUW) is a voluntary, non-profit, self-funded bilingual organization of close to 10,000 women university graduates. CFUW/FCFDU members are active in public affairs working to raise the social, economic and legal status of women, as well as to improve education, the environment, peace, justice and human rights. There are many fellowships and awards available and study may take place in Canada or abroad. See the website for a complete list.

Canadian Institute for Advanced Legal Studies

Canadian Institute for Advanced Legal Studies, P.O. Box 321, Station R, Toronto, Ontario, M4G 4C3
☎ 416-429-3292 416-429-9805 www.canadian-institute.com

Paul Martin Senior Scholarship for Cambridge University Endeavour

The Right Honourable Paul Martin Sr. Scholarship covers full University and College fees (i.e. full tuition), a monthly living allowance, and return airfare from any point in Canada to London, England, subject to any other awards received by the successful candidate.

The Canadian Institute for Advanced Legal Studies annually awards two full scholarships for graduate studies in law at the University of Cambridge, England to candidates who in the year the proposed studies are to begin are:

- a graduate in law from a Canadian university; or
- an attendee at a Bar Admissions Course in Canada; or
- an articling student in Canada.

An applicant must be accepted into the University of Cambridge and a College of the University of Cambridge for graduate studies in law in order to receive the award.

DAAD German Academic Exchange Service

DAAD New York, 871 United Nations Plaza, New York, NY 10017
☎ (212) 758-3223 (212) 755-5780 daadny@daad.org www.daad.org

DAAD Informationcentres, Toronto, ON, Contact: Dr. Stefan Haas
☎(416)926-2308 daadca@daad.org

DAAD offers a wide range of opportunities to graduate and post-graduate students for study and research in Germany. The DAAD offers scholarships for studies and internships, during the academic year or the summer. Please see visit the website for a complete list of scholarships.

Embassy of China in Canada

Education Office, The Chinese Embassy in Canada, 80 Cobourg Street, Ottawa, ON K1N 8H1
☎ (613) 789-6312 (613) 789-0262 www.chinaembassycanada.org and www.chineseeducation.ca

China-Canada Scholars' Exchange Program

Under the auspices of China-Canada Scholars' Exchange Program with China Scholarship Council acting as the executing agency, and in partnership with Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT), a number of awards are offered to Canadian academics and students who wish to study and/or do research in subject areas related to China.

Applicants should be faculty members at Canadian Universities or students who have a bachelor's degree or are enrolled in a graduate program. Academic merit of the candidate and the proposed research plan will be the foremost considerations in the choice of recipients. Preference will be given to those candidates whose research is related to the study of China, however applicants may also undertake studies in any of the fields approved by a Chinese university.

Applicants should have a certain level of Chinese language proficiency in both speaking and writing however French or English speaking candidates may be selected as long as their Chinese host universities are willing to accept them. The award will be for a period of no less than 4 months and no more than 12 months from the date of arrival in China.

For more information, please visit the website for the Embassy of China in Canada.

Embassy of Italy in Canada

Embassy of Italy, Cultural Office, 275 Slater Street, suite 2100, Ottawa, ON K1P 5H9, Canada
☎ (613) 232-2401 www.ambottawa.esteri.it ambasciata.ottawa@esteri.it

Consulate General of Italy in Montreal, 3489 Drummond St., Montreal, QC H3G 1X6
☎ (514) 849-8351 consolato.montreal@esteri.it

Italian Cultural Institute in Montreal:
☎ (514) 849-3473 cours.iicmontreal@esteri.it

The Government of Italy offers scholarships to Canadian citizens wishing to pursue studies in Italy. They are intended for students, professionals, teachers, and artists who meet the necessary requirements for enrolment in Italian post-secondary institutions (universities, academies, conservatories, art restoration institutes, National School of Cinematography, research centres or laboratories, libraries, archives, museums and other national or nationally-recognized institutions), and who would like to attend specialized courses or conduct research in specific fields. For Italian language study, the scholarships are awarded for specific programs at the Universities for Foreigners in Perugia, Siena and Roma Tre or at other recognized Italian institutions (authorized to issue certification of Italian as a second language).

The short-term scholarships may consist of periods of one two or three months and are reserved for courses in Italian language and culture beginning in the summer 2009. Applicants must possess a high school diploma at the time they apply and must be 35 years of age or younger. Italian language and culture courses of a one-month period are reserved for Italian language teachers to whom no age limit applies and for third year University students in the Italian Studies.

The long-term scholarships may consist of periods of 3, 6, 9, or 12 months, (depending on the length of the course) beginning in October 2008. They are awarded for specific research or specialized courses at public post-secondary institutions in any area of study, except medicine. All courses of study must be undertaken at Government-recognized educational institutions. Applicants for the long-term scholarships interested in undergraduate research or study must possess a high school diploma entitling the applicant to enroll in university; for those wishing to study or conduct research at the post-graduate level, the minimum requirement is a Master's degree. Applicants must be 35 years of age or younger. All applicants for long-term scholarships must speak Italian.

The **deadline** is normally around the beginning of May.

Embassy of Japan in Canada

255 Sussex Drive, Ottawa, Ontario, K1N 9E6, Canada
☎ (613) 241-8541 (613) 241-7415 infocul@embjapan.ca www.ca.emb-japan.go.jp

MEXT Scholarship Programmes

The Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology (Monbukagakusho) of the Government of Japan offers scholarships to foreign students who wish to study at Japanese universities.

Research Studies

Applicants must have been born on or after April 2, 1974 (for the 2009 Program). The term of this scholarship is 2 years or 18 months (including 6 months of Japanese language studies in either case). Applicants must be university graduates. The study area should be the same field that the applicant has studied or a related field. In 2008, the allowance will be 170,000 yen per month and 160,000 yen per month in and after the 13th month of the student's stay in Japan (these terms may be subject to change).

The deadline for Research Studies applications is normally mid-May. All forms must be completed and submitted to the Embassy of Japan or the appropriate Consulate General of Japan by the deadline (see the links at the bottom of the page). For more details, please see the website.

Erasmus Mundus

http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/ EACEA-Erasmus-Mundus@ec.europa.eu

The Erasmus Mundus programme is a co-operation and mobility programme in the field of higher education which promotes the European Union as a centre of excellence in learning around the world. It supports European top-quality Master's Courses and enhances the visibility and attractiveness of European higher education in third countries. It also provides EU-funded scholarships for third country nationals participating in these Master's Courses.

Erasmus Mundus Master's Courses are high-quality study programmes at Master's level offered by a consortium of at least three European higher education institutions. They last between one and two years and lead to the award of a recognized double, joint or multiple degrees. Students have to study in at least two institutions. Prospective students from any country are invited to apply to participate in an Erasmus Mundus Master's Course, provided they have obtained a first degree awarded by a higher education institution.

Erasmus Mundus scholarships are available for students who have been admitted to an Erasmus Mundus Master's Course. The scholarships are for non-European students to study in Europe and for European students to study outside Europe. These scholarships are awarded to the best students on a competitive basis. The scholarship covers travel and living expenses and tuition in Europe for the full duration of the course:

1-year Course = 21,000 €
2-year Course = 42,000 €
Course between 1 and 2 years = proportional amount between 21,000 € and 42,000 €

In order to apply for a scholarship, check the list of available Erasmus Mundus Master's Courses, pick the Course of your choice and apply directly to the consortium offering the course. Each Course has its specific application and admission conditions as well as application forms and deadlines. The consortium offering the Course decides which students to admit and which students to award a scholarship on the basis of merit and transparent selection mechanisms. Students are advised to contact the coordinator of the Course of their choice for all questions related to the Course.

In 2008, three Erasmus Mundus Master's in Law were offered:

- European Master's in Transnational Trade Law Finance (www.transnational.deusto.es/EMTTL)

- European Legal Practice – LL.M. Eur (www.elpis.eu)
- European Master's in Law and Economics (www.emle.org)

Fondation Desjardins : Programme Girardin-Vaillancourt (Maîtrise et Doctorat)

Fondation Desjardins, 1, complexe Desjardins, C.P.7, succursale Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B2
☎ 514-281-7171 or 1-800-443-8611 💻 www.desjardins.com

La Fondation Desjardins offre des bourses de maîtrise de 5 000 $ et des bourses de doctorat de 7 000 $.

Conditions d'admission : Est admissible toute personne domiciliée au Québec et ayant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent. Au moment où il accepte l'offre d'une bourse de la Fondation, le lauréat doit établir qu'il est engagé à temps plein dans un programme d'études universitaires en vue de la maîtrise ou du doctorat. Pour percevoir sa bourse, le lauréat doit fournir une attestation d'études à temps plein pour chacune des sessions d'automne et d'hiver; de plus, il doit être membre d'une caisse Desjardins ou accepter de le devenir. Toute bourse est renouvelable une fois par cycle, sur présentation d'une nouvelle demande.

Le lauréat peut bénéficier d'autres bourses, en s'assurant toutefois que la somme totale des bourses accordées pour une année donnée ne dépasse pas 15 000 $ à la maîtrise et 20 000 $ au doctorat.

Période d'inscription : du 15 décembre au 1er mars de chaque année. Les demandes de bourses reçues passé cette période (le cachet de la poste faisant foi) seront rejetées. Aucun accusé de réception ne sera envoyé aux candidats. Toutefois, la Fondation s'engage à fournir une réponse, favorable ou non, à chaque étudiant avant le 1er juillet.

Foreign Affairs and International Trade Canada

Enquiries Service (BCI), Foreign Affairs and International Trade Canada, 125 Sussex Drive, Ottawa, ON, K1A 0G2
☎ 1-800-267-8376 (toll-free in Canada) 💻 www.international.gc.ca/culture/education-youth and www.scholarships.gc.ca

The Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) offers a number of opportunities for Canadians to pursue graduate studies and research abroad. There are many International Scholarship Programs for Canadians wishing to study abroad. Most of the programs are administered by the Canadian Bureau for International Education.

- *China-Canada Scholars' Exchange Program* (See Embassy of China in Canada)
- *Commonwealth Scholarship Plan* (See the section on the Canadian Bureau for International Education)
- *Foreign Government Awards Program* (See the section on the Canadian Bureau for International Education)
- *Organization of American States (OAS) Fellowships* Programs (See the section on the Canadian Bureau for International Education)

International Postgraduate Research Scholarship (IPRS) Endeavour Programme

www.endeavour.dest.gov.au/

The Endeavour Programme is an Australian Government initiative that brings together under the one umbrella all of the Department of Education, Science and Training's (DEST) international scholarships, so that high achieving students and scholars from around the world can undertake study or research in Australia.

The IPRS programme provides 330 new scholarships each year and enables international students to undertake a postgraduate research qualification in Australia and gain experience with leading Australian researchers. Scholarships are open to international students of all countries (except New Zealand) and are available for a period of two years for a Master's by research degree or three years for a Doctorate by research degree. The Scholarship covers tuition fees and health cover costs for Scholarship holders, and health cover costs for their dependents. The allocation of scholarships to participating institutions is based on a formula that is reflective of their overall research performance and consistent with the funding obtained under the Research Training Scheme (RTS) for new research students.

Applications for a scholarship should be made directly to a participating institution. Each institution is responsible for determining the selection process by which scholarships are allocated to applicants.

All enquiries regarding IPRS awards need to be directed to the university at which the applicant wishes to conduct their postgraduate research.

Ireland Canada University Foundation

ICUF, c/o The Canadian Embassy, 7-8 Wilton Terrace, Dublin 2, Ireland, www.icuf.ie

The Ireland Canada University Foundation is a non-profit organization established in 1993 for the purpose of encouraging and facilitating links between scholars in Ireland and institutions and scholars in Canada. Its concern is particularly focused on emerging scholars and its operation is primarily directed towards the provision of scholarships covering travel costs and short-term visits.

These awards are designed principally for young scholars and academics who are currently engaged at graduate level research and who are commencing such research in a discipline which is, or has potential to be, related to both Ireland and Canada. All academic disciplines are eligible.

The ICUF Scholarships are for short visits which are to benefit the scholar's research, to establish new academic contacts in the other country, and which will provide the opportunity for the development of ongoing links in that research area.

Mackenzie King Scholarship Trust

Mackenzie King Scholarships , c/o J. Blom , Curtis Building, 1822 East Mall, University of British, Columbia, Vancouver, BC , V6T 1Z1. Canada. ☎ (604) 822-4564 (604) 822-8108
mkingscholarships@law.ubc.ca www.mkingscholarships.ca

Two classes of Mackenzie King Scholarship are available to graduates of Canadian universities: the Open Scholarship and the Travelling Scholarship. Both are to support graduate study.

The Open Scholarship is available to graduates of Canadian universities who pursue graduate study in any discipline, in Canada or elsewhere. One Open Scholarship is awarded each year. The value has recently been about $10,000 but is subject to change.

The Travelling Scholarship is available to graduates of Canadian universities who pursue graduate study in the United States or the United Kingdom in the areas of international relations or industrial relations. Recently four scholarships of $11,000 each have been awarded annually, but the number and the amount are subject to change.

Overseas Research Student Awards Scheme (ORSAS)

www.orsas.ac.uk

ORSAS was set up by the Secretary of State for Education and Science in the United Kingdom in 1979 to attract high-quality international students to the United Kingdom to undertake research. The Scheme is funded through the four higher education funding bodies in the UK(for England, Scotland, Wales and Northern Ireland).

ORSAS helps outstanding postgraduate research students from outside the United Kingdom and European Community to study in the UK by providing some of the costs of their training and supervision.

ORS awards provide funding to pay the difference, in most cases, between the international student tuition fees and the home /EU student tuition fees charged by the academic institution that the student is or will be attending. ORS awards do not cover the home/EU fee element, maintenance or travel expenses.

The only two criteria for winning an award are: (1) academic ability, and (2) research potential. Other factors, such as: proposed field of study, financial status, nationality, ethnicity, gender, age, disability, sexual orientation, religion/belief, marital status or any other inappropriate distinctions, will not be taken into account.

Participating Higher Education Institutions (HEIs) receive an annual grant to fund ORSAS awards. Prospective applicants should contact institutions directly for information on how to apply for an ORSAS award. Please see the website to have a complete list of participating institutions.

Organization of American States Scholarships

Organization of American States, Department of Human Development
1889 F St., NW , 6th Floor Washington , DC 20006
☎ (202) 458-6166 or (202) 458-3897 scholarships@oas.org www.educoas.org

The objective of the Organization of American States (OAS) Program of Scholarships and Training is to assist the member states with their domestic efforts in pursuit of integral development goals by supporting human resource development in the priority areas established by the Summits of the Americas, the Strategic Plan for Partnership for Integral Development of the Inter-American Council for Integral Development (CIDI), and the OAS General Assembly.

The OAS is committed to promoting and supporting human capacity development and the strengthening of bonds among the peoples in the Hemisphere by maximizing the number of scholarships awarded in reputable educational institutions in its member states with the resources

available. To achieve this goal, the OAS Scholarship Program will place more scholarship recipients in universities which belong to the OAS consortium of universities or with which the OAS will make written agreements for the placement of students. Accordingly, the number of scholarships that will be awarded to individuals who have obtained their own admission to a university will be seriously reduced. Thus, applicants who elect the Self-placed Scholarship option only will have less of an opportunity to win an OAS scholarship.

The funds provided by the OAS are intended to serve as a complement to those funds which the scholarship recipient may already be receiving from other sources or to assist the recipient with general costs to make the completion of her/his studies feasible.

Rhodes Scholarship

Mr Arthur R A Scace QC, The Secretary, The Rhodes Scholarships in Canada
Suite 3910, PO Box 142, Toronto Dominion Bank Tower, Toronto-Dominion Centre, Ontario M5K 1H1
☎1 416 361 3117 1 416 868 0673 ascace@mccarthy.ca
www.rhodesscholar.org and www.canadian-rhodes-scholars.ca

The Rhodes Scholarships were initiated after the death of Cecil Rhodes in 1902 and bring outstanding students from many countries around the world to Oxford University.

Rhodes Scholars are elected for two years with the possibility of renewal for a third year of study at the University of Oxford without restriction as to their field of academic specialization or career plans. All educational costs, such as matriculation, tuition, laboratory and certain other fees are paid on the Scholar's behalf by the Rhodes Trustees. Each Scholar receives an additional maintenance allowance adequate to meet necessary expenses for term-time and vacations. The Rhodes Trustees cover the necessary costs of travel to and from Oxford and, upon application, may approve additional grants for research purposes or study-related travel.

For further information about Rhodes Scholars, regulations and applications, please refer to the Rhodes scholarship's Website.

Shastri Indo-Canadian Institute – India Studies Fellowship

Shastri Indo-Canadian Institute (Canada Office), 1402 Education Tower, 2500 University Drive N.W., Calgary, Alberta, T2N 1N4, ☎ (403) 220-7467 (403) 289-0100 sici@ucalgary.ca www.sici.org

Under the Institute's India Studies Programme, fellowships are provided to Canadian scholars, librarians and artists and Indian imprints are supplied to Canadian universities. In the past 40 years fellowships were awarded to 1300 Canadian faculty members, researchers and students to further their studies of India and Indian languages. The Institute's India office has been facilitating the affiliation process. So far the fellows have been affiliated with 113 prestigious Indian Institutions and renowned teachers of the arts in India.

Student Research Fellowships

Student Research Fellowships enable Canadian citizens enrolled in Master's or doctoral programmes at institutions outside India to conduct research in India towards their degree. The Institute offers support only for the period spent in India and only for a maximum of one year. Students must affiliate themselves with an Indian institution.

Post-doctoral Research Fellowships

Post-doctoral Research Fellowships are open to scholars who have completed a Ph.D. and wish to do research in India. Applicants need not have an academic position. These awards will not normally be made if it has been greater than five years since completion of a doctoral degree.

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC)
Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)

Social Sciences and Humanities Research Council
350 Albert Street, P.O. Box 1610, Ottawa, ON K1P 6G4, ☎ 613-992-0691 www.sshrc.ca;

Doctoral Awards Program, Fellowships and Institutional Grants Division
☎ 613-943-7777 613-943-1329 fellowships@sshrc.ca;

Canada Graduate Scholarships ☎ 613-943-7777 613-943-1329 cgs@sshrc.ca

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) est l'organisme fédéral qui encourage et appuie la recherche et la formation en milieu universitaire dans le domaine des sciences humaines. Grâce à ses programmes et à ses politiques, il permet d'atteindre les plus hauts niveaux d'excellence en recherche au Canada et favorise la collaboration ainsi que le partage des connaissances entre les disciplines, les universités et tous les secteurs de la société.

Programme de bourses d'études supérieures du Canada – Bourses de maîtrise

Le Programme de bourses d'études supérieures du Canada offre des bourses de maîtrise non renouvelables, d'une valeur de 17 500 $ et valables pendant 12 mois uniquement. Ces bourses doivent être utilisées dans les universités canadiennes reconnues par des étudiants ayant l'intention de poursuivre des études de maîtrise à temps plein dans une discipline financée par le CRSH.

Afin d'être admissible à ce programme, vous devez : 1) être citoyen ou résident permanent du Canada; 2) faire une demande de financement afin d'obtenir votre premier diplôme d'un programme de maîtrise, ou l'équivalent, et ne pas avoir effectué plus de 12 mois d'études à temps plein au niveau des cycles supérieurs à la date d'entrée en vigueur de la bourse : toutes les études antérieures au niveau des cycles supérieurs, peu importe la discipline, serviront à déterminer si vous êtes admissible ou non; 3) avoir obtenu une moyenne de première classe , tel que défini par votre université, au cours de chacune des deux dernières années d'études à temps plein, ou l'équivalent; 4) ne pas avoir déjà reçu une bourse du CRSH, du CRSNG ou des IRSC afin de financer vos études de maîtrise; 5) ne pas soumettre de demande de financement des études supérieures au CRSNG ou aux IRSC pour l'année universitaire 2007-2008 ; 6) ne pas suivre un programme combinant des diplômes d'études de premier cycle et d'études supérieures.

Bourses de doctorat du Programme de bourses d'études supérieures du Canada et Bourses de doctorat du CRSH

Les bourses de doctorat du Programme de bourses d'études supérieures du Canada ont une valeur de 35 000 $ par année pendant 36 mois.

Les bourses de doctorat du CRSH ont une valeur de 20 000 $ par année pendant 12, 24, 36 ou 48 mois.

Le CRSH détermine la valeur et la durée d'une bourse selon le nombre de mois d'études à temps plein, ou l'équivalent, complétés par le candidat à la date proposée d'entrée en vigueur de la bourse.

Les bourses de doctorat du CRSH sont offertes aux étudiants de toutes les universités canadiennes ou étrangères reconnues à condition que le titulaire de la bourse ait déjà obtenu au moins un diplôme d'une université canadienne. Pour les titulaires de bourses qui ne répondent pas à ce critère, les bourses ne sont valables que dans les établissements postsecondaires reconnus du Canada.

University of Oxford Wadham College Graduate Scholarship in Law

University Offices, Wellington Square, Oxford OX1 2JD
☎ +44 1865 270105 (international) 🖷 +44 1865 270077 (international)
Student.funding@admin.ox.ac.uk (enquiries about scholarships and US/Canada loans)
www.admin.ox.ac.uk/postgraduate

The Wadham College offers a graduate scholarship open only to Canadian citizens studying for the Oxford BCL or MJur (one year taught Master's) degree programs at Wadham College. The scholarship, which is in memory of Peter Carter, former Fellow of the College, will be awarded on grounds of academic excellence and aptitude.

The Donner scholarship has a value of approximately £7,000 (GBP). Since the first advertisement, generous benefactions from the College's Canadian alumni have increased the value to a total of approximately £17,000 (GBP). Wadham College will have three Law Fellows in 2008 and has a long tradition of legal study. There are usually around 35 law students studying for taught degrees and three or four for research degrees.

Applicants should apply to Oxford University in the normal way, naming Wadham College as their college of preference. They should also send a separate brief letter to the Tutor for Graduates of Wadham College or send an email to the Tutorial Office confirming that they are applying for the scholarship: no separate application is required.

1.3. Student exchange

Canada Student Loans Program

www.canlearn.ca

The website www.canlearn.ca is a resource of the Government of Canada. It provides useful information about grants and awards for Canadians. Contact your provincial government's student aid branch for specific address, fax and e-mail.

Programme de bourses du Ministère de l'Éducation du Québec pour de courts séjours d'études universitaires à l'extérieur du Québec (PBCSE)

Service de l'accueil et des renseignements, Aide financière aux études
1035, rue De La Chevrotière, Québec (Québec) G1R 5A5
☎ 1-877-643-3750 (sans frais) et 1-888-345-4505 (service interactif) 🖷 www.afe.gouv.qc.ca

The Ministère de l'Education, des Loisirs et des Sports (MELS) has made available for Québec resident students paying Québec tuition fees the Programme de Bourses pour Courts Séjours à l'Extérieur du Québec. This program aims to help Quebec resident students in supporting not all but some of the financial expenses related to their study program outside of the province of Quebec such as exchange travel and accommodation.

The amounts available are up to $1,000 per month for up to 3 months per semester for a maximum of two semesters. The amount per month is determined by a financial need assessment, exchange destination, and the funds available. Certain other sources of funding may be deducted.

Universitas 21 Travel Awards

Universitas 21 Secretariat, Strathcona 109, c/o University of Birmingham, Edgbaston, Birmingham, B15 2TT, UK u21@contacts.bham.ac.uk www.universitas21.com

The Universitas 21 Consortium is an international network of leading research-intensive universities whose objective is to assist members' plans for internationalization, particularly in facilitating student exchanges and short-term research visits. McGill University currently has bilateral student exchange agreements with many institutions.

To apply for a U21 Travel Award, McGill undergraduate and graduate students must submit a short essay (approximately one-page in length) with the U21 bilateral student exchange application.

The amounts available are $1,250 for undergraduate students and $2,500.00 for graduate students.

1.4. Internships, jobs and other projects

As mentioned earlier in this chapter, you should know that the intergovernmental organizations, the non-governmental organization and the United Nations often have their own financial scheme to support their interns. It is therefore very important to get information directly from these organizations; however here are some external sources of funding available for internships, jobs and other projects.

Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse

Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse
11 boul. René-Lévesque Est, Bureau 100, Montréal (Québec) H2X 3Z6
☎ (514) 873-4355 (514) 873-1538 www.oqwbj.org

L'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse est l'organisme bilatéral permanent et l'outil majeur de coopération au profit des jeunes. L'OQWBJ offre divers programmes conçus pour répondre aux besoins des jeunes adultes québécois âgés de 18 à 35 ans désirant élargir leurs horizons professionnels et personnels par la réalisation d'un séjour en Wallonie ou à Bruxelles. Études, activité professionnelle, implication sociale ou coproduction, les programmes reflètent la volonté de l'OQWBJ de présenter une offre correspondant aux besoins de sa clientèle.

L'Office finance divers programmes initiés par les jeunes québécois eux-mêmes. Pour obtenir ce financement, les jeunes doivent présenter un projet qui doit être sélectionné par l'OQWBJ. Les divers programmes (cursus, curriculum, contact et coproduction) s'adressent aux 18-30 ans et peuvent être d'une durée de 7 jours à 1 an. Les projets peuvent être proposés seul ou en groupe (maximum 10 personnes). La bourse est d'une valeur approximative de 650$ par personne.

Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC)

Association of Universities and Colleges of Canada, Canadian Awards Program, 350 Albert Street, Suite 600, Ottawa, ON K1R 1B1 ☎ (613) 563-1236 (613) 563-9745 awards@aucc.ca www.aucc.ca

Students for Development

The Students for Development program allows senior-level university students and faculty members from Canadian universities to work together with partners in the developing world to promote good governance.

Senior-level university students (third and fourth-year undergraduates through to PhD students) participate in three-month internships within a partner organization in a developing country. They carry out a work plan designed to support their partner organization's efforts in improving governance. Through these internships, students deepen their own understanding of governance as an essential foundation for development and take part in the search for solutions. A total of 138 students are selected every year to participate in these internships.

Designed and managed by the Association of Universities and Colleges of Canada, Students for Development was formerly known as the Canada Corps University Partnership Program. The program is made possible with the financial support of the Government of Canada through the Canadian International Development Agency.

N.B. Only international liaison officers (ILOs) can submit internship proposals to this program. Students are NOT allowed to submit proposals directly to AUCC.

Please contact Chantal Lemire at sfd@aucc.ca, or (613) 563-3961 ext. 314, if you have any questions about this program.

Testimonial from Kristin McHale

Kristin McHale
B.C.L/LL.B. 2009-10
McGill University, Faculty of Law
Overseas Internship

Kristin McHale is currently in the third year of her programme at McGill. Between May and August 2008 she volunteered as an intern with a human-rights and development NGO in Caracas, Venezuela. Her internship was funded by an AUCC and CIDA funded bursary called Students for Development.

> "I spent 3 months in Caracas, Venezuela over the summer of 2008, working for a Venezuelan NGO called Corsorcio Desarrollo y Justicia. Led by a group of lawyers, professors, and other human rights experts, this organization runs programs promoting democracy, citizen participation, and protection of human rights in Venezuela.
>
> Luckily, I was able to obtain funding for my internship through the Students for Development Program (described above). There are a few things you should keep in mind when applying for the award. First, just apply! There are a relatively high number of awards for a low number of applicants – for example, last year, only twelve McGill students applied and four awards were given out. Second, you need to keep in mind that the award is partially funded by CIDA and the idea of the program is to promote governance. That

means that if your internship is clearly related to governance as CIDA conceives of it, you have a much better chance of getting the funding. If possible, before you choose your internship, read up on CIDA's idea of governance and then try to find an internship that relates. Then, when you fill out the (lengthy) award application form, make sure that you are explaining very clearly and explicitly how your internship will promote governance in the country you're going to. (Of course, check that this award's focus on governance hasn't changed before you do this.) Third, the award application is usually due before reading week and you can't apply unless you already have an internship set up – so you need to find an internship fairly early – start looking in November or December if possible.

How to find the internship? I knew that I wanted to volunteer somewhere in Latin America so I asked around until I found a professor who had worked with my NGO here in Venezuela, and who was able to propose that they take me on as an intern. To find a similar position, first decide what part of the world you are interested in, and then search university websites (don't limit yourself just to McGill) to find professors or other students who have worked there. Write to these people, explain that you want to do an internship, and ask them if they have ideas or contacts for you. You could also search online for NGOs directly and contact them with an offer to volunteer your services as an intern.

There are NGOs all over the world and most of them welcome free labour so all you have to do is find one that is right for you and ask them if you can come work there. From there, you apply for the award, focus on governance, and you're all set!

Summer 2008

Bureau de votre député fédéral et provincial

Assemblée nationale du Québec, Hôtel du Parlement, Québec (Québec) G1A 1A4
☎ 1-866-337-8837 (sans frais) www.assnat.qc.ca

Parlement du Canada, Chambre des Communes, Ottawa (Ontario) K1A OA6
☎ 1-866-599-4999 (sans frais) www.parl.qc.ca

En présentant votre projet de droit international à votre député fédéral ou provincial, vous pourriez aussi bénéficier d'une bourse afin de financer votre expérience à l'étranger. De plus, si votre projet est soutenu par votre institution scolaire ou s'inscrit dans le cadre d'un programme spécifique d'une organisation internationale, vos chances de succès sont maximisées. Joignez à votre demande des lettres de vos professeurs, des directeurs de recherche avec qui vous travaillez, des diplômes et une lettre de motivation personnelle. Si vous ne recevez pas de réponse dans un délai raisonnable, contactez directement votre député et sollicitez en personne sa collaboration.

Curtin Justice Fund Legal Internship Program (ABA)

ABA Commission on Homelessness and Poverty, 740 15th St. N. W., Washington, DC 20005 USA
homeless@abanet.org www.abanet.org/homeless/curtin.html

The Curtin Justice Fund Legal Internship Program is managed jointly by the ABA Commission on Homelessness and Poverty and the Standing Committee on Legal Aid and Indigent Defendants. The Program pays a $ 2,500 stipend to students who spend the summer months working for a bar association or legal services program designed to prevent homelessness or assist homeless or indigent clients or their advocates. The Legal Internship Program will provide much-needed legal assistance to organizations serving the under-represented and give students direct experience in a public interest forum. Through this, it aims both to help homeless clients and to encourage careers in the law which

further the goals of social justice. The ideal intern will have a demonstrated interest in public interest law and experience working with the poor or on issues affecting them. All law students are eligible and first year law students are encouraged to apply.

For more details, refer to Curtin Justice Fund Legal Internship Program's Website.

DAAD German Academic Exchange Service

DAAD New York, 871 United Nations Plaza, New York, NY 10017
☎ (212) 758-3223 (212) 755-5780 daadny@daad.org www.daad.org

DAAD Informationcentres, Toronto, ON, Contact: Dr. Stefan Haas
☎(416)926-2308 daadca@daad.org

The DAAD offers scholarships for internships in Germany. The scholarships are available for US and Canadian students, during the academic year or the summer. EMGIP (Émigré Memorial German Internship Program), for example, offers internship opportunities for US and Canadian students in the German parliament, the Bundestag. The two month long internships match the student's interest and experience. For other opportunities, please visit the website.

Foreign Affairs and International Trade Canada (International Youth Programs)

International Youth Programs, Foreign Affairs and International Trade Canada
☎ 1-877-461-2346 (toll-free in Canada) pcee@international.gc.ca www.international.gc.ca

If you are between 18 and 35 years of age and interested in travelling or working overseas, one of these programs can help you achieve your goal. The International Youth Programs provide support for a variety of travellers, both students and non-students.

Working Holiday Programs

Working holiday programs enable you to travel to one of the participating program countries, with the option of taking on short-term work to help pay your travel expenses. These programs allow Canadian participants to gain professional work experience through overseas training. Consider this program if you are a non-student whose primary goal is to gain work experience amidst a foreign culture.

SWAP Working Holiday

This is a program of the Canadian Federation of Students, administered through Travel CUTS/Voyages Campus. Through this program, Canadian students and youth can enjoy an overseas working holiday in a variety of countries and have assistance in finding work and accommodation from SWAP's partner organizations abroad. More than 3,000 young Canadians participate in SWAP annually. A few of SWAP's destination countries are limited to students only so please read the eligibility criteria carefully. For more information, please visit the website www.swap.ca.

Office franco-québécois pour la jeunesse

11, boul. René Lévesque Est, bureau 100, Montréal (Québec) H2X 3Z6
☎(514) 873-4255 info@ofqj.gouv.qc.ca www.ofqj.gouv.qc.ca

Constitué en 1968, cet organisme bigouvernemental implanté en France et au Québec, gouverné par un conseil d'administration formé de huit membres français et de huit membres québécois, poursuit, sur les

deux continents, sa mission de contribution au rapprochement des jeunesses française et québécoise. En effet, l'OFQJ a une compétence importante en matière de conception et de gestion des projets outre-Atlantique et accompagne les adultes de 18 à 35 ans, qu'ils soient entrepreneurs, chercheurs, artistes, salariés, demandeurs d'emploi ou étudiants, dans leurs projets d'internationalisation des PME, de développement local, d'entrepreneuriat, d'échanges culturels, de participation à une immersion, à une université d'été, etc. Par ailleurs, l'OFQJ offre des stages en entreprises, des missions exploratoires et commerciales, des participations à des colloques et acceptent, selon certaines modalités, de financer des projets d'études de jeunes qui désirent explorer l'une ou l'autre des cultures.

Si vous planifiez de partir en France pour étudier, pour faire un stage ou pour un autre projet contribuant au rapprochement des jeunesses française et québécoise, informez-vous auprès de l'OFQJ puisque celle-ci offre une aide précieuse qui peut faire économiser temps et argent. Ainsi, vous aurez la possibilité de vous voir défrayer une partie du coût du billet d'avion ou encore vous obtiendrez de l'aide pour vous trouver un logement ainsi que pour vous procurer des renseignements sur les visas et les documents nécessaires pour votre voyage.

Voici un exemple de projet qui illustre l'aide que peut apporter l'OFQJ. Une étudiante inscrite à l'école du Barreau du Québec à Montréal a réalisé un stage de trois mois en pratique du droit commercial et arbitrage dans un cabinet de Paris. La stagiaire était encadrée par trois avocats du département d'arbitrage commercial.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

265, rue de la Couronne, bureau 200, Québec (Québec), G1K 6E1, Canada
☎ (418) 644-2750 ou 1 877 516-6725 (sans frais) 🖷 (418) 644-2953 info@oqaj.gouv.qc.ca
www.oqaj.gouv.qc.ca

Créé en septembre 2000, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a été mandaté par le gouvernement du Québec pour développer, par la réalisation d'activités de formation à l'étranger, des relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques en vue de favoriser la connaissance de leur culture respective, d'accroître les échanges et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Pour les pays d'Amérique latine et des Antilles, l'OQAJ prend en charge 70 % des frais de transport aérien, à partir de l'aéroport international de Montréal, jusqu'à concurrence de 1 050 $.

Pour les États-Unis, l'OQAJ prend en charge 70 % des frais de transport aérien à partir de l'aéroport international de Montréal, sauf pour les États suivants : Connecticut, Delaware, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont et Washington (DC). Pour ces États, l'OQAJ remet aux participants un montant forfaitaire de 300 $, quel que soit le mode de transport qu'ils auront choisi pour ces destinations.

Prenez note que l'OQAJ ne soutien aucun projet se déroulant dans l'État américain de Hawaï, dans les territoires où la sécurité des jeunes peut être compromise ou de ceux relevant de l'autorité du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la France. De plus l'OQAJ n'accorde aucun soutien financier aux projets réalisés dans les provinces du Canada.

1.5. Further information

McGill Student Aid Office and Scholarships Office

Brown Student Services Building, 3600 McTavish, Suite 3200, Montreal, Quebec, H3A 1Y2
Student Aid Office: ☎ 514-398-6013 🖷 514-398-7352
Scholarships Office: ☎ 514-398-4807 🖷 514-398-7352
💻 www.mcgill.ca/studentaid

McGill Graduate and Postdoctoral Studies Office Fellowships and Awards Section

James Administration Building, Room 400, 845 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec, H3A 2T5
☎ 514-398-3990 🖷 514.398.2626, 📧 graduate.fellowships@mcgill.ca
💻 www.mcgill.ca/gps/fellowships

Bureau de l'aide financière de l'Université de Montréal

Pavillon J.-A.-DeSève, 2332, boul. Édouard-Montpetit, 4e étage, local A-4302
☎ 514 343-6145 📧 baf@sae.umontreal.ca 💻 www.baf.umontreal.ca

Bureau des bourses d'études de l'Université de Montréal

Pavillon J.-A.-DeSève, 2332, boul. Édouard-Montpetit, 3e étage, local B-3429
☎ 514 343-6111, poste 4835

Information sur les bourses de l'Université de Montréal et autres organismes pour les étudiants au 1er cycle.

Chapitre ✈ Chapter

4

Chapter 4
While you are at law school
Pendant vos études de droit

Developing your Passion for International Law

Développer sa passion du droit international

1. Choix de cours en droit international 63
2. Study abroad programs 63
3. Universités d'été 73
   A. Afrique 74
   B. Amérique 75
   C. Asie 77
   D. Europe 79
4. Mooting Competitions 82
5. Stages 85
6. Associations, Clubs and Societies 91
7. Centres de recherche 91

Introduction

On ne doit jamais sous-estimer l'incidence du parcours universitaire sur sa future vie professionnelle. Ainsi, l'expérience que vous acquérez dans un domaine particulier durant vos études universitaires rend compte auprès de vos futurs employeurs de votre intérêt et expertise dans ce domaine. Après tout, les étudiants friands de droit international n'ont pas à attendre d'être sur le marché du travail pour vivre à fond leur passion!

Par conséquent, participer à un échange étudiant constitue une expérience personnelle hautement édifiante et enrichissante pour l'étudiant qui souhaite travailler à l'international. Cela permet en effet de découvrir une autre culture, de s'ouvrir sur le monde et d'acquérir des connaissances sur un système juridique, politique et socio-économique différent. De ce fait, l'étudiant est amené non seulement à appréhender d'un angle nouveau sa propre société, mais également à prendre un tant soit peu la mesure de la diversité du monde qui l'entoure.

Par ailleurs, vous avez également la chance de bonifier vos connaissances en droit international sans avoir nécessairement à partir pour l'étranger. Participer activement aux conférences et séminaires régulièrement organisées par les facultés de droit constitue une avenue facile et peu coûteuse pour se tailler une place dans la sphère du droit international, notamment en agrandissant son réseau de contacts. Des opportunités de s'impliquer dans des travaux de recherche ayant une forte résonnance dans le milieu universitaire international s'offrent aussi à vous au sein des divers centres de recherche.

For a student interested in international law, the best way to cultivate his passion during law school is to take advantage of all the opportunities that the faculty offers. A law student benefits from various exchange programs, summer study abroad programs, mooting competitions, internships, student clubs, international law journals, conferences and seminars which provide an excellent start to a career in international law. Why not then take advantage of some of these opportunities? For instance, if you are interested in pursuing a career in international law, a good start is to select courses that are offered in that domain. This is certainly the perfect occasion to get the best from your studies in law!

1. Choix de cours en droit international

Les cours que vous choisissez tout au long de votre parcours universitaire constituent le socle de vos connaissances futures. Afin d'ajouter à votre bagage juridique un savoir directement lié à vos champs d'intérêts, nous vous proposons de consulter le répertoire en ligne des cours relatifs au droit international offerts par votre faculté de droit afin de relever ceux auxquels il pourrait être pertinent de vous inscrire. Les séminaires de rédaction orientés en droit international et les stages en milieu communautaire qu'offrent les facultés peuvent par exemple constituer une option intéressante pour ceux qui souhaitent approfondir leur compréhension du droit international.

Pour les programmes de deuxième et troisième cycle, veuillez consulter le Chapitre 12 du présent Guide.

2. Study abroad programs

Étudier à l'étranger est une véritable expérience de vie qui dépasse le strict cadre universitaire. Séjourner dans un autre pays pour plusieurs mois permet d'élargir ses horizons de façon significative et de s'intégrer dans une nouvelle société. Les formalités administratives, même si elles peuvent paraître lourdes et complexes au premier abord, ne devraient absolument pas constituer un obstacle à poursuivre des études à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échange.

International exchanges definitely help students develop the life skills necessary to adapt to the rapid pace of change in today's global environment. This is why both McGill University and Université de Montréal support students who want to spend part of their curriculum in a foreign university by offering a large range of exchange program agreements with institutions from all around the world. By the same token, McGill University and Université de Montréal receive foreign students each year, thus encouraging strong academic dialogue in their halls and classes.

Note aux étudiants de l'Université de Montréal :

Les informations qui suivent proviennent du *Guide des programmes d'échange et 4e année de common law* de la Faculté de droit de l'Université de Montréal que vous retrouverez en version électronique sur le site internet de la Faculté, sous les rubriques *International*, puis *Programmes d'échanges* ou à l'adresse internet suivante : http://www.droit.umontreal.ca/baccalaureat_droit/fichiers2/ECHANGES/Guide_2008-2009.pdf.
et du *Guide de l'étudiant de l'Université de Montréal* que vous retrouverez à l'adresse suivante : http://www.intl.umontreal.ca/guide/ .

Afin de faciliter vos recherches et la mise à jour de ces informations, veuillez vous y référer.

Pour tout renseignement supplémentaire, vous pouvez également communiquer avec le Bureau des étudiants internationaux de la Maison internationale de l'Université de Montréal :

Adresse civique :
2332 boul. Édouard-Monpetit
Pavillon J.-A. DeSève
3e étage, local C-351

Tél : 514-343-6935

Courriel : maisonintl@sae.umontreal.ca
Site internet : www.bei.umontreal.ca/maisoninternationale

Ou, directement à la Faculté de droit :

Mme Danielle Pinard, Professeur titulaire
Vice-doyenne aux études de premier cycle
Bureau A-9470 (Pavillon Maximilien-Caron)
Tél : 514-343-2357
Courriel : danielle.pinard@umontreal.ca

Note to McGill Students:

Please note that the information included in this section comes from the McGill Faculty of law (Student Affair Office) website at:
www.mcgill.ca/law-studies/undergrad-programs/exchange/frommcgill

and the website of McGill Student Information - Study Abroad at www.mcgill.ca/studyabroad.

Every year, the SESA (Student exchange and Study Abroad) also publishes a very comprehensive guide called *Steps to a successful exchange* that can be found online at the previous address. Please consult these websites in order to facilitate your research and to update the information provided.

For further information, please contact:

Véronique Bélanger
Assistant Dean, Internal Affairs
Email: veronique.belanger@mcgill.ca
Tel: 514-398-8196

2.1. Comment ça fonctionne?

Les programmes d'échanges permettent aux étudiants inscrits à l'Université de Montréal ou à McGill de compléter une ou deux sessions universitaires dans une université étrangère avec laquelle leur université possède une entente. L'étudiant paie alors ses frais à son université d'attache et aucun frais supplémentaire n'est exigé par l'université d'accueil. Les cours qu'il a suivi à l'étranger lui sont reconnus au retour.

Exchange agreements fall under two broad categories: bilateral agreements and CRÉPUQ agreements. If a university appears on both the Bilateral and CRÉPUQ listings of exchange partners, you must apply under the bilateral agreement.

A. Les ententes bilatérales générales et sectorielles – The General and Specific Bilateral Agreements

Les ententes bilatérales, parmi lesquelles on retrouve les ententes générales et sectorielles, sont conclues dans un esprit de réciprocité directement entre votre université et des universités étrangères de presque toutes les régions du monde. Ainsi, chaque entente contient des modalités et des conditions propres en vertu desquelles les universités partenaires envoient chacune un certain nombre de leurs étudiants poursuivre un maximum d'un an de leur parcours universitaire dans l'autre établissement. Les ententes bilatérales peuvent parfois ne concerner qu'une ou plusieurs disciplines. Il s'agit alors d'ententes sectorielles conclues entre facultés et départements précis. Autrement, elles sont dites générales.

Le responsable des études de votre faculté pourra vous renseigner sur les programmes bilatéraux vous concernant plus spécifiquement. Dans la recherche d'une université étrangère, nous vous suggérons en effet d'accorder une attention particulière aux établissements avec lesquels votre faculté de droit a conclu des programmes d'échanges, puis aux programmes bilatéraux liant toutes les unités de votre université d'attache.

Nous vous proposons une liste des universités avec lesquelles les facultés de droit des universités McGill et de Montréal ont conclu des ententes sectorielles.

McGill University

Law-specific agreements:

Country	University	Teaching language	Website	Number of positions* (if limited)
France	Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po)	French	www.sciences-po.fr	6 positions
Italy	Università di Torino	Italian	http://www.giurisprudenza.unito.it/sito/index.htm	
Netherlands	Rijksuniversiteit Groningen	Dutch (some courses in English)	www.rug.nl/Rechten/index?lang=en	5 positions
Netherlands	Universiteit Maastricht	Dutch	www.unimaas.nl	
Netherlands	Vrije Universiteit Amsterdam	Dutch	www.rechten.vu.nl	
Spain	Universitat	Catalan	www.ub.edu/dret	1 position

* Note that the numbers represent positions available to McGill University students and not only to law students.

	de Barcelona	and Spanish		
United States	Vermont Law School (Environmental Lawcentre).	English	www.vermontlaw.edu	

In addition, the McGill Faculty of Law is a member of the **North American Consortium on Legal Education (NACLE),** which allows students to study in seven American or Mexican institutions.

The following universities participate in the agreement:

Country	University	Teaching language	Website	Number of positions* (if limited)
Mexico	Instituto Tecnologico y de Estudios Superiores de Monterrey (Tec)	Spanish	www.studyattecdemonterrey.com.mx	5 positions
Mexico	Universidad Panamericana	Spanish	www.up.edu.mx	
Mexico	Centro de Investigacion y Docencia Economicas (CIDE)	Spanish	www.cide.mx	
United States	Georges Washington University	English	www.law.gwu.edu	
United States	University of Arizona	English	www.law.arizona.edu	
United States	University of Houston	English	www.law.uh.edu	
United States	Fordham University School of Law	English	www.aw.fordham.edu	

The complete list of all general bilateral agreements can be found on the McGill Student Exchanges and Study Abroad (SESA) Office website. McGill law students can apply to study in one of these institutions that has a faculty of law (of which they do not all have). Note that some agreements specifically exclude the Faculty of law.

* Note that the numbers represent positions available to McGill University students and not only to law students.

Nevertheless, we provide you with a list of institutions where the Faculty of Law has reserved space for law students:

Country	University	Teaching language	Website	Number of positions* (if limited)
Australia	University of Melbourne	English	http ://www.futurestudents.unimelb.edu.au/int/saex/index.html	5 positions
Australia	University of New South Wales	English	http://www.international.unsw.edu.au/exchange/exchangecome.html	5 positions
Denmark	University of Copenhagen	Danish (some courses in English)	www.ku.dk	4 positions
Singapore	National University of Singapore	English	www.nus.edu.sg	6 positions
Sweden	Lund University	Swedish (some courses in English)	www.lu.se/o.o.i.s/10928	3 positions
United Kingdom	University of Edinburgh (one year only)	English	www.ed.ac.uk	5 positions

Université de Montréal

Ententes sectorielles de la Faculté de droit :

Pays	Université	Langue d'enseignement	Site internet	Nombre de places (si limité)
Argentine	Universidad Torcuato Di Tella	Espagnol	www.utdt.edu	1 place
Belgique	Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (Namur)	Français	www.fundp.ac.be	
Belgique	Université catholique de Louvain	Français	www.uclouvain.be	

* Note that the numbers represent positions available to McGill University students and not only to law students.

Canada	École de droit Osgoode Hall de l'Université York	Anglais	www.yorku.ca/yorkweb	2 ou 3 places
Canada	Université de Colombie-Britannique (UBC)	Anglais	www.ubc.ca	2 ou 3 places
Chine	City University Hong Kong	Anglais	www.cityu.edu.hk	2 places sous réserve d'approbation
Espagne	Universitat de Barcelona	Catalan et espagnol	www.ub.es	
Espagne	Université Pompeu Frabra (Barcelone)	Catalan, espagnol et anglais	www.upf.es	1 place
France	Université Lumières – Lyon II	Français	www.univ-lyon2.fr	
France	Université Jean-Moulin – Lyon III	Français	www.univ-lyon3.fr	
France	Université de Paris II – (Panthéon-Assas)	Français	www.u-paris2.fr	
France	Université de Poitiers	Français	www.univ-poitiers.fr	
Italie	Université de Bologne	Italien	www.unibo.it	
Suisse	Université de Genève	Français	www.unige.ch	

Pour connaître la liste des universités avec lesquelles l'Université de Montréal a conclu des ententes bilatérales, consulter le *Guide de l'étudiant de l'Université de Montréal* (http://www.intl.umontreal.ca/echange/udem-inter/guide.html).

B. Les ententes CRÉPUQ – The CRÉPUQ Agreements

En plus des ententes bilatérales, les Universités McGill et de Montréal, à titre d'universités membres de la **Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ)**, ont signé des ententes multilatérales avec des universités de partout à travers le monde établissant des programmes d'échanges étudiants. Les ententes CRÉPUQ permettent aux étudiants québécois d'étudier dans des universités américaines, européennes, et plus récemment avec des universités mexicaines et sud-américaines.

Pour une liste complète des ententes CRÉPUQ, visitez le site internet de la CRÉPUQ au www.echanges-etudiants.crepuq.qc.ca.

C. Autres institutions - Other institutions

McGill students may also request permission to study for one term at an institution with which there is no established exchange program. If permission is granted, the student is responsible for applying directly to the host institution. As a general rule, law students who wish to complete a term at another institution will be expected to choose from one of the existing exchange programs. In order to attend another institution as a visiting student, one must have sound academic reasons for wanting to study at that institution or, alternatively, compelling personal circumstances must exist.

L'Université de Montréal offre à titre exceptionnel seulement de telles possibilités à ses étudiants. Il est à noter qu'il revient alors à l'étudiant de payer les frais d'inscription et d'études requis par l'université qui le reçoit pour la durée du séjour. Sauf avis contraire, la Maison internationale ne s'implique pas dans de telles démarches personnelles.

2.2. La marche à suivre

Notez que votre faculté de droit organise à chaque année une **séance d'information** sur les programmes d'échanges pour les étudiants au baccalauréat ayant lieu lors de la session d'automne. Veuillez consulter le site internet de votre faculté pour de plus amples informations à ce sujet.

La procédure à suivre est sensiblement la même pour les étudiants de McGill et de l'Université de Montréal, quoique certaines procédures varient selon l'établissement universitaire. Veuillez donc vous assurez de vous référer à la section qui concerne votre université en particulier.

A. McGill University

The procedure to submit an application for an exchange includes two major steps:
1) Obtain the Faculty's of Law approval; and
2) Obtain McGill's approval (SESA)

1) OBTAIN THE FACULTY OF LAW APPROVAL

For all exchange and study abroad programs, students must complete the online application and submit the required documents to the SAO by mid-November of the preceding year, at a date to be announced by the SAO. Students will be informed of the result of their application before the beginning of the Winter term.

The decision to grant permission to a student to participate in an exchange or a study abroad program is based on the student's reasons for wanting to undertake law studies at the host institution, and the student's academic record in the Faculty. In addition, students must have completed the first two years of the McGill program. In addition, students are also required to have a cumulative GPA of 2.70 or above.

2) OBTAIN MCGILL APPROVAL (SESA)

After the Faculty has approved your application, you must submit it to the SESA which then carries out another application process. The approval of both the Faculty of Law and the SESA is obligatory in order to do an exchange but it does not mean that the host university will necessarily accept you. You have to wait until the host university sends its approval in order to be considered fully accepted into the exchange program.

The application process with SESA varies depending on the type of agreement you choose:

a) CRÉPUQ applications

After you hand in your complete CRÉPUQ application, SESA will check to assure that your first choice institution will be able to review your application. You will then be asked to complete the CRÉPUQ online application and the host institution application forms, if required. Please note that the time you will be given to complete the CRÉPUQ application and the partner institution-specific application forms will be short.

b) Bilateral Applications

SESA will contact all students who submit a completed bilateral application to inform them of their applications will be sent. There will be host institution application forms to be completed, and the time you will be given to complete the institution specific application forms or any other documentation, will be very short. As the number of spaces at your first-choice or second-choice institution may be limited, McGill may be unable to offer you your first or second choice bilateral institution. If this is the case, a third choice institution will be suggested to you.

B. Université de Montréal

La marche à suivre pour participer à un programme d'échange comporte deux grandes étapes :
1) Obtenir l'approbation de la Faculté de droit
2) Déposer son dossier complet à la Maison internationale

1) OBTENIR L'APPROBATOIN DE LA FACULTE DE DROIT

Une fois l'université d'accueil choisie (l'étudiant disposant de 3 choix), le dossier de candidature doit être soumis à la Faculté de droit qui assure un processus de sélection interne des candidats qui seront autorisés à soumettre une demande d'échange à une université étrangère. La Faculté de droit pose ses propres conditions d'admissibilité aux échanges. Notamment, les étudiants doivent avoir complété un minimum de 67 crédits, c'est-à-dire de deux années de droit avant d'être admissibles à un échange.

Les dates limites de soumission des dossiers sont susceptibles de varier. Normalement, les étudiants qui souhaitent faire un échange pour l'année scolaire suivante (incluant la session d'hiver) doivent soumettre leurs dossiers de candidature dès le début janvier. Il est donc important de commencer à préparer son dossier de candidature au moins 18 à 12 mois avant la date de départ prévue.

Au terme de l'étape de sélection interne, la Faculté informe les candidats de ses recommandations. Les candidats acceptés en programme d'échange reçoivent une lettre d'approbation de la Faculté pour une seule destination choisie par le candidat.

2) DEPOSER SON DOSSIER A LA MAISON INTERNATIONALE

La Maison internationale est le service central qui gère l'ensemble des programmes d'échange de l'Université de Montréal.

Pour connaître les documents à fournir à la Maison internationale, veuillez consulter le *Guide des programmes d'échange et 4e année de common law* de la Faculté de droit ou le site internet de la Maison internationale.

Lorsque vous aurez déposé votre dossier à la Maison internationale, celle-ci le vérifie, l'approuve et l'achemine à la Direction des Relations internationales (DRI) qui se chargera de l'expédier à l'université d'accueil. Celle-ci évalue alors le dossier selon ses propres critères. La décision finale dépend ainsi toujours de l'université d'accueil, même si la Faculté de droit de l'Université de Montréal a déjà approuvé le dossier du candidat.

Aide financière

Le gouvernement du Québec a mis sur pied un programme de bourses de mobilité (Programme de bourse du Ministère de l'éducation du Québec pour de courts séjours d'études universitaires à l'extérieur du Québec) qu'il offre aux étudiants universitaires qui partent en échange. Ces bourses sont généralement suffisantes pour défrayer une bonne part des coûts liés au séjour à l'étranger (sauf peut-être pour ce qui est des villes où le coût de la vie est particulièrement élevé). La majorité des étudiants qui partent en programme d'échanges obtiennent une telle bourse, mais son obtention n'est pas automatique et dépend de certains critères de sélection. Le montant offert est d'un maximum de 1000$ par mois par trimestre d'étude, jusqu'à concurrence de deux trimestres.

D'autres sources de financement sont aussi à la disposition des étudiants en échange. Il suffit de faire preuve d'imagination pour se retrouver parfois plus riche qu'en restant à Montréal! Les consulats, les entreprises œuvrant dans le pays où l'on compte se rendre et les fondations privées peuvent constituer des sources de financement potentiel. Nous vous conseillons de consulter le Chapitre 3 de ce Guide pour obtenir de plus amples informations sur des sources de financement possibles.

Témoignage de Amélie Aubut

Amélie Aubut
LL.B. 2009
Université de Montréal, Faculté de droit

Amélie Aubut partage avec nous son expérience d'échange étudiant à l'Université d'Oxford, en Angleterre :

> « Participer à un échange étudiant dans le cadre de sa formation est une expérience passionnante. Pour ma part, j'ai eu la chance de prendre part à un tel échange à l'été et à l'automne 2007 à l'Université d'Oxford en Angleterre. Cette expérience fut pour moi une opportunité enrichissante tant du point de vue académique que personnel.
>
> Avoir la chance d'étudier dans une université de renommée internationale constitue un grand défi en soit, d'autant plus que la méthode d'enseignement à l'Université d'Oxford est assez singulière. En effet, il s'agit pour la plupart du temps de cours privés entre l'élève et son tuteur. Chaque semaine l'élève doit écrire un essai sur une question, puis le faire parvenir à son tuteur avant la rencontre. Lors de cette rencontre hebdomadaire, le tuteur commente l'essai pour ensuite poser une foule de questions sur le sujet.

Cette forme d'apprentissage fut extrêmement formatrice. J'ai ainsi pu écrire une quinzaine d'essais, et par conséquent améliorer par beaucoup mon anglais à l'écrit. Cette méthode m'a également appris à lire une grande quantité d'information en peu de temps, de développer mes habiletés à synthétiser ma pensée et à élaborer une structure dans mes rédactions. De plus, cette expérience m'a permis d'aiguiser mon sens critique. En effet, lors des rencontres avec les tuteurs, je devais débattre avec eux et répondre à leurs questions. En ce sens, je devais toujours soupeser chaque argument afin d'en apprécier ses forces et ses faiblesses et étant redevable de chaque mot que j'écrivais, je devais constamment m'assurer de la véracité et de la justesse de mes propos.

Cet échange fut également très enrichissant au plan personnel. J'ai ainsi pu rencontrer des gens de partout dans le monde qui avaient tous le même but; apprendre tout en s'amusant. L'Université d'Oxford compte en tout 39 différents collèges et chaque élève appartient à l'un d'eux. Pour ma part, j'ai eu la chance d'être affiliée à New College. Que ce soit en dînant dans une cafétéria sortant tout droit de l'univers d'Harry Potter, en étudiant à la bibliothèque ou encore en prenant une pinte au pub du collège ressemblant à un donjon, j'ai pu échanger avec des gens fascinants. C'est donc dire qu'en plus de rencontrer des gens merveilleux et de me dépasser au niveau académique, j'ai eu le privilège de baigner dans une ambiance féérique.

J'ai également eu le plaisir de cohabiter avec des étudiants venant d'Espagne, des États-Unis, d'Italie et d'Angleterre. Côtoyer sous un même toit des gens de différentes cultures m'a permis d'ouvrir mes horizons tant au niveau de mes perceptions qu'au niveau culinaire!

L'Université d'Oxford regorge de plus d'une centaine de sociétés et de clubs auxquels les étudiants peuvent être membre. Cela constitue une superbe opportunité d'apprendre tout en rencontrant des gens de divers champs d'études. Par exemple, durant mon séjour, j'ai été membre de plusieurs clubs, dont un, le Liberty, où les membres se réunissaient à tous les lundis dans le cadre d'une soirée intitulée Rhum & Rights. À chaque semaine un invité venait faire un discours et s'ensuivait une discussion au cours de laquelle les membres dégustaient du rhum.

Cet échange à l'Université d'Oxford m'a donc apporté énormément. Perdre quelque peu mes repères m'a permis de me surpasser. Laisser derrière mes conceptions d'alors pour m'ouvrir à l'inattendu fut pour moi une expérience inoubliable. Alors si l'opportunité que j'ai vécue s'offre à vous, je ne vous conseille qu'une chose : saisissez-là! »

Été 2008

Témoignage de Charles Côté-Lépine

Charles Côté-Lépine
LL.B. 2008
Université de Montréal, Faculté de droit

Charles Côté-Lépine partage avec nous son expérience d'échange étudiant à Oslo, en Norvège :

« La possibilité de faire un échange étudiant est non seulement une expérience unique, mais aussi un atout de taille pour ceux et celles qui envisageront d'attaquer le marché du travail tant au Canada qu'à l'étranger, particulièrement dans le domaine du droit international.

Pour ma part, il était clair, dès mon admission à la Faculté, que mes études universitaires devaient être marquées par un échange étudiant. Les faibles connaissances que j'avais de la culture scandinave, ma passion pour l'hiver et certains témoignages d'expériences passées dans les pays du Nord ont guidé mon choix sur la capitale norvégienne, Oslo. Bien que l'Université d'Oslo ne figure pas sur la liste d'universités avec lesquelles la Faculté partage une entente sectorielle, je rappelle aux étudiants qu'ils peuvent toujours étudier dans les universités partageant une entente bilatérale ou CRÉPUQ avec l'Université de Montréal.

Une fois sur place, je n'ai, à aucun moment, regretté d'avoir participé à l'expérience et d'avoir choisi Oslo comme lieu d'étude. En effet, vu la situation particulière de la Norvège, où seulement 4 ou 5 millions d'habitants parlent norvégien, l'Université d'Oslo offre une panoplie de cours en anglais attirant du même coup un nombre important d'étudiants étrangers. Lors de mon séjour, nous étions 90 étudiants étrangers uniquement à la Faculté de droit. Il s'agit d'une occasion unique de tisser des liens avec des gens de diverses nationalités et cultures.

Sur le plan académique, le système pédagogique est très différent de celui préconisé au Québec. Une session comporte très peu de cours et le nombre d'heures en classe est minime. Toutefois, l'accent est mis sur les lectures personnelles. En plus, l'Université d'Oslo offre une gamme importante de cours en droit international public. Le rattachement du *Norwegian Centre for Human Rights* à l'Université offre aux étudiants la possibilité de choisir divers cours de droit international donnés par des professeurs et praticiens compétents.

Finalement, sur une touche plus personnelle, un échange étudiant, peu importe le lieu, est une occasion unique de s'épanouir pleinement. Au quotidien, un étudiant en échange est appelé à faire preuve de débrouillardise, à rencontrer de nouvelles personnes, et, surtout, à garder un esprit ouvert sur le monde et la culture qui l'entoure. Malheureusement, l'échange est une occasion qui ne se présentera pas à plusieurs reprises : saisissez là dès la première occasion. À ceux et à celles qui partiront l'an prochain, je vous souhaite de vivre une aventure inoubliable. »

Été 2008

3. Universités d'été

There are many summer study opportunities that are offered by a wide variety of universities around the world. Students are therefore encouraged to conduct their own research as to the type of programs and locations that are of interest to them. Students participating in summer programs are not always eligible to receive credits towards their law degree. It is important to keep in mind that in order to receive academic credit, the summer program in question must be held by a recognized university and approved by yours.

Certaines universités d'été sont plutôt dispendieuses. Pour les plus petits budgets, les écoles d'été du CÉRIUM, l'Université d'été européenne à Lyon, l'Université en droit des réfugiés de Strasbourg et le Summer International Arbitration Program de McGill représentent des choix avantageux. Quant aux programmes d'écoles d'été organisés par l'Université de San Diego (à Barcelone, Paris, Oxford, Florence, Dublin, Moscou et Londres), nous conseillons aux étudiants de l'Université de Montréal de vous informer auprès de votre Centre de développement professionnel afin de vérifier si vous bénéficiez toujours d'un privilège autorisant les candidats retenus à jouir d'un tarif préférentiel.

Nous vous présentons dans cette section une brève liste, par régions du monde, des universités d'été ouvertes aux étudiants en droit des Université de Montréal et McGill. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive. Pour un plus large éventail, vous pouvez également consulter le site internet du CDP de la Faculté de droit de l'Université de Montréal au www.droit.umontreal.ca/services/placement sous la rubrique *Universités d'été*. Nous conseillons également aux étudiants de McGill de consulter le site protégé https://law.myfuture.mcgill.ca/students dans la section « Career Resources ». De même, l'Université d'Idaho propose sur son site internet une liste très fournie d'universités d'été en droit : www.law.uidaho.edu/default.aspx?pid=85176#bylawschool.

A. Afrique

Modern Day Slavery and Human Trafficking (Zanzibar, Tanzania)

Seton Hall University School of Law
Contact: Maria Polimeni
Room # 04, One Newarkcentre, Newark, NJ 07102-5210
☎ 973-642-8839 973-642-8031 or 973-642-8955 Zanzibar@shu.edu www.law.shu.edu/zanzibar

University Responsible: Seton Hall University School of Law

Host University: Seton Hall University School of Law (in Zanzibar)

Duration and Dates: Two weeks long. Normally from mid-December to the beginning of January.

Program Description: Students will have the opportunity to expand their knowledge of international and comparative law in a rich, diverse, and exciting academic and cultural environment while exploring the extraordinary history, sights and beaches of Zanzibar.

Students will also have the opportunity to meet and interact with prominent judges and lawyers working in the International Criminal Tribunal of Rwanda, located nearby in Arusha, Tanzania and with NGO representatives and UN personnel working to combat the twin scourges of modern day slavery and human trafficking.

Costs: Tuition will be assessed at a rate of no more than US$1,400 per credit. Each student will pay US$2,800 in tuition plus a US$190 registration fee and a US$100 activity fee.

How to apply: Interested students have to submit an online application; Registration normally closes by mid-September.

B. Amérique

Droit international et européen de l'environnement* (Montréal)

Université de Montréal
C.P. 6128 Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 3J7 Canada,

☎ 514-343-7536 514-343-7348 www.cerium.ca/Droit-international-et-europeen-de

Université organisatrice et d'accueil: Université de Montréal, Centre d'études et de recherches internationales de l'Universités de Montréal (CÉRIUM)

Durée et dates : Dure 1 semaine. Habituellement au début juillet.

Commentaires : Le programme vise à offrir une formation accélérée mais intense, de qualité et axée sur la pratique en droit international et comparé de l'environnement (droit canadien, européen, nord-américain). Le cours regroupe une équipe de 15 spécialistes du Québec et de 10 pays d'Europe et des Amériques.

Coûts: Les étudiants de l'Université de Montréal de premier et de deuxième cycle qui reçoivent des crédits pour le programme ne paient pas de frais supplémentaires au CÉRIUM.

Les étudiants crédités inscrits dans un programme de deuxième cycle (ou de premier cycle avec l'approbation de leurs directeurs académiques et de la direction du département qui offre le cours d'été) dans une université faisant partie de la CRÉPUQ (y compris les étudiants de France) paient des frais de 400.00$ + taxes.

Comment postuler : Les étudiants de l'Université de Montréal doivent remplir un formulaire d'inscription disponible sur le site internet du CÉRIUM. Les étudiants d'autres universités doivent procéder à travers la CRÉPUQ.

Summer International Arbitration Program (Montréal)

Institute of Comparative Law, McGill University
3690 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1X1, ☎ 514-398-4400, poste 00981 514-398-3233
www.mcgill.ca/icl/teaching/arbitration

Responsible Universities: University of Pennsylvania and McGill University

Host University : McGill University

Program Description: The Summer International Arbitration Program, the first in North America, was launched in 2004 in cooperation with the Penn-State Dickinson School of Law. The program familiarizes U.S. and Canadian law students with the emergent and vital field of international commercial arbitration and promotes transnational understanding of arbitration, administering arbitral institutions, and international treaties that use arbitration as a means of dispute resolution.

The programme takes place at the McGill Faculty of Law. Those who aren't registered as McGill student can apply to this programme through Penn State University. For more information, please visit

* Le CÉRIUM organise d'autres universités touchant à divers sujets d'actualité géopolitique qui peuvent être créditées par votre Faculté de droit. Renseignez-vous sur le site du CÉRIUM.

the following website: www.dsl.psu.edu/programs/montreal_academics.cfm/ For students at McGill's Faculty of Law, the information is available on the web site of the Student Affairs Office in the section Current Courses and Registration Information.

Durée et dates : Dure 4 semaines. Habituellement de la mi-mai à la mi-juin.
Commentaires : Le programme allie les cours généraux et plus spécialisés en arbitrage international. Les cours ont lieu du lundi au vendredi et se terminent par un examen final.

Coûts: Les frais d'inscription s'élèvent à 4000$.

Comment postuler : Les étudiants de McGill peuvent s'inscrire directement sur *Minerva*. Les étudiants des autres universités doivent postuler par l'entremise de la Penn State University (www.dsl.psu.edu/programs/montreal_academics.cfm).

Summer Law Institute, International and Comparative Law (Guanajuato, Mexique)

The University of New Mexico, Summer Law Institute, MSC02 1690
Contact: Robyn Cote
1 University of New Mexico, Albuquerque, NM, 87131-0001
☎(505) 277-6843 (505) 277-5989 rcote@unm.edu www.mexicanlawclasses.unm.edu

Responsible Universities: University of New Mexico School of Law, Southwestern University School of Law, Texas Tech University School of Law, Universidad de Guanajuato, University of New Mexico Latin American and Iberian Institute

Host University: Universidad de Guanajuato

Duration and Dates: Four weeks long, normally from the beginning until the end of June.

Program Description: The Institute offers an introduction to Mexican Law and International Law subjects related to the USA and Latin America. It is offered to all law students, graduate students and professionals interested in learning the legal systems and culture in Mexico.

Costs: The registration fees and tuition to attend the four-week Summer Institute are $3,000 regardless of the number of courses or credit hours taken by a student.

How to apply: Online documents are available on the Program's website. They have to be completed and mailed to the address above. Applications for admission may be made at any time however, as past programs have been oversubscribed, early submission is advised.

Summer Legal Program - Rights of Alaska Natives and Environmental Law (Anchorage, Alaska, USA)

Seattle University School of Law
Contact: Shawn Lipton
Sullivan Hall, 901 12th Avenue, P.O. Box 222000, Seattle, WA 98122-1090
☎ (206) 398-4104 liptons@seattleu.edu www.law.seattleu.edu/alaskasummer

Responsible Universities: Seattle University School of Law, University of Alaska

Host University: University of Alaska

Duration and Dates: Eight weeks long. Normally from the beginning of June until the end of July.

Program Description: Designed for law students at approved law schools who have an interest in exploring career options in Alaska, the program includes a substantive course, "Alaska Natives and Environmental Law", and a variety of related externships and internships that examine Alaska law and practice in the context of this specialized offering.

Costs: Tuition for the Study Law in Alaska program is US$996.00 per credit hour. Housing is available for students enrolled in the program on the main campus of the University of Alaska.

How to apply: Applicants to the program must complete the registration form available online, and mail the form and a tuition deposit of $250.00 to the administration of the program.

C. Asie

Asia-America Institute in Transnational Law (Hong Kong, China)

Asia-America Institute in Transnational Law, Duke University School of Law
Contact: Ms. Tonya Jacobs, Coordinator
Box 90375, Durham, NC 27708-0375 USA
☎ 919-613-7147 919-681-6550 jacobs@law.duke.edu www.law.duke.edu/internat/asia/

Universités organisatrices : Duke University School of Law, Hong Kong University Faculty of Law

Université d'accueil : Hong Kong University Faculty of Law

Durée et dates : Dure environ un mois. Habituellement de la fin juin à la fin juillet.
Commentaires : Les cours, dispensés en anglais, touchent en particulier le domaine du droit des affaires dans un contexte international.

Coûts: Les frais sont d'environ 6500$ et couvrent l'inscription, les cours, les activités, les repas et le logement.

Comment postuler : Le formulaire d'inscription, disponible sur le site internet du programme, doit être complété et retourné par la poste.

Programme d'École d'été en Chine (Beijing, Chine)

Programme d'été en Chine, Faculté de droit, Université de Montréal
C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal (QC) H3C 3J7
☎(514) 343-6111, poste 1835 infochine@droit.umontreal.ca www.droit.umontreal.ca/chine

Université organisatrice : Université de Montréal

Université d'accueil : China University of Political Science and Law (CUPL)

Durée et dates : Dure 4 semaines. Habituellement du début mai au début juin

Commentaires : Le programme d'été, organisé depuis 2002, par la Faculté de droit de l'Université de Montréal en collaboration avec l'une des plus prestigieuses institutions d'enseignement du droit, la China University of Political Science and Law, entend répondre aux besoins des juristes québécois, canadiens et étrangers qui s'intéressent à la Chine dans son ensemble. Le programme allie une formation de base en système judiciaire chinois et en droit privé à un volet culturel et touristique qui permet aux étudiants de démystifier ce grand pays et cette grande civilisation.

Coûts: Le tarif normal est de 4400$. Les étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Montréal inscrits à temps plein au trimestre d'hiver bénéficient d'une bourse de 1000$ versé par l'UdM.

Comment postuler : En remplissant un formulaire d'inscription disponible sur le site internet et en envoyant un chèque avant la date limite mentionnée sur le site (habituellement avant la fin janvier).

Témoignage de Sébastien Bouthillier

Sébastien Bouthillier
LL.B. 2007
Université de Montréal, Faculté de droit
Candidat au doctorat en administration à HEC Montréal

Sébastien Bouthillier a participé au programme d'école d'été en Chine en 2007. Il partage avec nous son expérience:

> « On peut étudier un pays étranger en lisant des livres. On peut aussi le découvrir en voyageant sur place. C'est ce que propose la Faculté de droit avec le voyage annuel d'études en Chine. Quoi de mieux pour connaître plus en profondeur le système politique et juridique chinois que de vivre à Beijing un mois d'été ?
>
> La formation que j'ai reçue à la *Beijing University of Political Science and Law* est unique et incomparable. Étudier en Chine représente sans conteste un moment privilégié pour discuter avec les professeurs, parmi les juristes les plus réputés de ce pays, au sujet des défis que nous devrons relever une fois notre formation en droit achevée et notre carrière entamée… Développement durable, promotion du commerce international, consolidation de l'État de droit pour n'évoquer qu'un petit nombre !
>
> Les cours étant le matin, j'ai étudié les notions et principes juridiques qui guident les Chinois et leur gouvernement dans tous les domaines du droit. Puis, l'après-midi venu, en circulant dans cette immense capitale d'une douzaine de millions d'habitants, en côtoyant les citadins, en visitant musées et sites historiques, j'ai pris conscience de la transposition dans la réalité des promesses et des mesures dont le droit est porteur.
>
> …
>
> La vocation du juriste au vingt-et-unième siècle est de repérer des éléments pour la comparaison, l'arrimage et l'interprétation entre les systèmes juridiques du monde entier, de plus en plus interdépendants. Par exemple, saviez-vous que le Québec et la Chine ont plusieurs similarités quant à leur droit civil? La Faculté de droit offre un tremplin idoine pour tout étudiant qui désire entreprendre une spécialisation en droit international, voire une carrière internationale. »
>
> Été 2008

D. Europe

Droit des réfugiés (Strasbourg, France)

Cours d'été sur les réfugiés, Institut international des droits de l'homme
2, allée René Cassin, 67000 STRASBOURG, France
+ 33 (0)3.88.45.84.50 administration@iidh.org www.iidh.org/cours

Université organisatrice : Institut international des droits de l'homme (en collaboration avec le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)

Université d'accueil : Université de Strasbourg

Durée et dates : Dure 2 semaines. Habituellement de la mi-juin à la fin juin.

Commentaires : Ce cours d'été est organisé conjointement par la Représentation du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (UNHCR) en France et l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg (IIDH). L'enseignement est dispensé par des experts de l'UNHCR, ainsi que par des spécialistes du monde académique, institutionnel, judiciaire et associatif.

Coûts: Les frais d'inscription obligatoires sont de 350€. Des frais optionnels de 300€ sont exigés pour ceux qui souhaitent un logement et les repas fournis.

Des bourses sont disponibles. Le formulaire est disponible sur le site internet de l'Institut international des droits de l'homme.

Comment postuler : Le formulaire de candidature est disponible sur le site internet de l'Institut international des droits de l'homme. La date limite se situe habituellement à la mi-avril.

Institute on International and Comparative Law (Londres, Royaume-Uni - Oxford, Royaume-Uni - Barcelone, Espagne Florence, Italie - Paris, France – Russie – Dublin, Irlande)

cking@sandiego.edu www.sandiego.edu/lawabroad

Université organisatrice: University of San Diego

Universités d'accueil :
Barcelone- Universitat de Barcelona
Paris- Université Paris I
Oxford- Manor Road Building
Florence- Syracuse University
Dublin- University College Dublin
Moscou - University of San Diego's Moscow
London- College of Law of England and Wales

Durée et dates : Durent environ un mois. Les dates varient selon l'université d'accueil choisie.

Commentaires : Le programme a pour objectif d'enrichir la formation des étudiants en les amenant à comparer les approches de droit civil et de common law dans un contexte de droit comparé et de droit international.

Des visites dans les cours et tribunaux de même que dans les institutions nationales et européennes sont prévues.

Coûts et financement : Les frais obligatoires, pour l'inscription aux cours, varient entre 4500$ et 10 000$ dépendamment du nombre de crédits offerts par le programme choisi.

Les étudiants de l'Université de Montréal ont bénéficié dans le passé d'un privilège réduisant à 500$ les frais d'inscription au programme et ce, pour toutes les destinations. Comme il ne s'agit pas d'une entente en tant que telle, nous vous recommandons de vous adresser au Centre de développement professionnel pour vérifier si le privilège est toujours en vigueur.

Comment postuler : Le formulaire d'inscription est disponible sur le site internet de l'Université de San Diego.

Les étudiants de l'Université de Montréal qui bénéficient du privilège doivent soumettre leur dossier de candidature au Centre de développement professionnel qui procède à une sélection selon les destinations choisies par les participants.

Introduction to German and European Law (Munich, Allemagne)

IUCM /LMU, c/o International Affairs
Geschwister-Scholl-Platz 1, D-80539 München, Germany, 49.89.288036689
must@jura.uni-muenchen.de www.mist-misu.de

Responsible University: Munich University Law School

Host University: Munich University Law School

Duration and Dates: Four weeks long. Normally from the beginning until the end of July.

Program Description: The course provides an in-depth introduction to German and European law. Special attention is devoted to areas that are of interest to the foreign business lawyer (i.e. corporate, securities, and antitrust law as well as business taxation).

Costs: The tuition fee is € 640 for the entire program. The tuition fee covers extra-curricular activities except for the official trips.

How to apply: An online application has to be completed and sent, together with the following materials: a letter of reference, a transcript, a resume, a statement of motivation and an essay stating the reasons for applying for a scholarship. The registration period normally ends in mid-March.

Université d'été européenne (Lyon, France)

Centre d'Études européennes, Faculté de Droit, Université Jean Moulin - Lyon 3
Contact : Mme Violette KERRIEN
15, quai Claude Bernard, B.P. 0638, 69239, LYON Cedex 02 France ☎ 33(0)4-78-78-70-61
kerrien@univ-lyon3.fr http://cee.facdedroit-lyon.com/rubrique.php3?id_rubrique=20

Université organisatrice : Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin, Lyon 3

Université d'accueil : Université Jean Moulin, Lyon 3

Durée et dates : Dure deux semaines pour une quarantaine d'heures de cours. Habituellement de la mi-août à la fin août.

Commentaires : Le sujet des cours est l'Union européenne (cadre institutionnel, ordre juridique, droits fondamentaux, élargissement, relations extérieures, Constitution, finances publiques communautaires, politiques économiques, union monétaire etc.). Des excursions et des activités culturelles sont aussi prévues.

Coûts et financement : Le programme étant subventionné par des institutions françaises et européennes, son coût se limite à 340€ de frais d'inscription et de participation et à 360€ de frais d'hébergement.

Comment postuler : L'Université de Lyon 3 opère une sélection des candidats sur la base de leur curriculum vitae, de leur lettre de motivation, de leur relevé de notes et de leurs diplômes obtenus. Le dossier d'inscription peut être téléchargé à partir du site internet du programme.

Témoignage de Miriam Israël

Miriam Israël
Programme combiné LL.B. – Études supérieures (2009)
Université de Montréal, Faculté de droit

Miriam nous raconte son expérience à l'Université d'été européenne à Lyon, à l'été 2007 :

> « Pour ceux d'entre vous qui êtes intéressés par le droit international comme je le suis, et plus spécifiquement pour ceux qui veulent apprendre plus sur le droit européen, vous ne devez pas manquer l'opportunité d'aller étudier à l'Université européenne d'été à Lyon en France.
>
> Non seulement aies-je appris énormément sur l'Union européenne dans une ambiance intellectuellement stimulante et agréable, mais aussi dans une perspective interdisciplinaire où chaque jour on avait le plaisir d'assister à des conférences offertes par des professeurs, des juges et des politiciens, tous avec des domaines de spécialisation très variés. Chaque conférencier nous a offert une perspective fascinante sur l'Union européenne, plus particulièrement sur son origine, son évolution et sa mutation.
>
> Mais mon expérience lyonnaise m'a donnée beaucoup plus que 3 crédits et une bonne introduction aux sphères politique, économique et juridique de l'Union européenne. C'était aussi une expérience culturelle, touristique et sociale. Je passais mes soirées entre amis, avec des étudiants suisses, français, portugais et québécois. C'était aussi une expérience culinaire, on dînait au vieux Lyon, en somme on profitait d'une ville fantastique où je souhaite retourner bientôt.
>
> Le groupe était composé d'étudiants en droit québécois et français mais aussi d'étudiants en science politique français et algériens. Bref, c'était un groupe très diversifié et cela m'a permis d'apprendre beaucoup de ces différences pendant les conférences elles-mêmes (en observant l'approche académique divergente selon les cultures) et surtout en dehors des cours en parlant avec les autres étudiants. »
>
> Été 2008

4. Mooting Competitions

Les concours de droit international, véritables événements internationaux ouverts aux étudiants en droit de nombreuses facultés à travers la planète, constituent une occasion en or pour les futurs juristes en droit international de rencontrer des sommités dans leur domaine d'intérêt tout en nouant des liens avec des étudiants étrangers qui partagent leur passion. De plus, les concours de droit international vous offrent une plate-forme pour exploiter vos habiletés de recherchistes, de négociateurs et de plaideurs et vous permettent de se distinguer en remportant de prestigieux prix.

There are a number of opportunities available for students interested in International Law including the possibility of participating in the Jessup International Law Moot, the Concours Charles-Rousseau and the Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot. Please note that this is not a complete list of the Moots that are available to McGill and Université de Montréal students.

Concours Charles-Rousseau

Réseau Francophone de Droit International, Faculté Jean Monnet
54, Boulevard Desgranges, Bureau A 110, 92331 Sceaux cedex, France
☎ + 33 (0)1-40-91-18-72 🖷 + 33 (0)1-40-91-18-70
💻 www.rfdi.net/rousseau.html

Le Concours de procès simulé en droit international Charles-Rousseau, créé en 1985, est un concours francophone de procès simulé en droit international ouvert aux universitaires de tous pays et destiné à développer la connaissance et la maîtrise du droit international public. Les équipes s'y affrontent autour d'un cas fictif, pour lequel elles doivent présenter des mémoires puis plaider devant des spécialistes du droit international. Le Concours vise notamment à rapprocher les universitaires ayant le français en partage et à approfondir différentes questions juridiques d'actualité.

Chaque institution participante présente deux équipes de deux plaideurs, défendant chacune un des deux États ou entités Parties au différend. Les universités sélectionnées se rencontrent lors d'une épreuve internationale qui se déroule chaque année dans une ville différente. Ces épreuves comportent une phase écrite (dépôt de mémoires) et une phase orale (plaidoiries).

Témoignage de Guillaume Bigaouette

Guillaume Bigaouette
B.C.L. / LL.B. 2010
Université McGill, Faculté de Droit

« Lors de ma deuxième année à la Faculté de droit, j'ai eu la chance de participer au concours de plaidoirie en droit international Charles Rousseau. Organisé par le Réseau francophone de droit international (RFDI), la compétition regroupait cette année 28 universités provenant d'Europe (en majorité), d'Afrique et des Amériques. Chaque année, le concours se tient dans une ville différente et cette année l'équipe de McGill a eu la chance de se rendre en Tunisie fin avril / début mai pour plaider. Il s'agissait d'une affaire soumise devant la Cour pénale internationale.

Comme le problème sur lequel on est appelé à travailler est mis en ligne en octobre, le concours ou plutôt la préparation s'étale sur un peu plus de six mois. Les premières semaines sont consacrées à cerner l'ensemble du problème qui nous est soumis et à cibler et approfondir les questions juridiques sous-jacentes. Comme il peut s'agir d'un sujet tout à fait nouveau, beaucoup de choses sont à apprendre et ce, en accéléré vu l'ampleur du problème posé. Malgré tout, la charge de travail reste moindre à l'automne étant donné que la première «vraie» échéance (dépôt des mémoires) n'a lieu qu'au début du mois de mars. Il faut rappeler que le concours n'est d'ailleurs crédité (3 crédits) qu'au semestre d'hiver. C'est à ce moment que les heures de travail s'accumulent. Que ce soit pour continuer les recherches, pour discuter (et parfois s'obstiner) avec les autres membres de l'équipe, pour élaborer un plan de rédaction ou encore et surtout pour rédiger le mémoire, le concours monopolise alors bien du temps, surtout en février et en mars.

Comme j'ai eu la chance de tomber sur une branche du droit international qui m'a particulièrement intéressé, tout le processus fut très intéressant et stimulant, bien que très demandant. Le concours m'a permis d'apprendre non seulement les rouages d'une des grandes institutions judiciaires internationales et le droit que celle-ci applique, mais aussi la façon de travailler en équipe, comment décortiquer une question juridique et comment rédiger un mémoire à présenter en cour. Peu importe le type de carrière internationale envisagée, toutes ces compétences sont de grands atouts. Ceci est sans compter la capacité d'analyser et de "déconstruire" rapidement un texte dense (dans ce cas le mémoire de l'équipe adverse qui nous est donné un peu plus de 24 heures avant que l'on plaide), la capacité d'être éloquent et la capacité à gérer son stress et à formuler des réponses claires et concises, aptitudes mises à l'épreuve lors des plaidoiries. L'expérience du concours fut donc très intéressante et stimulante et le fait que la compétition ait eu lieu en Tunisie n'a rendu le tout que plus spécial et plaisant! »

Été 2008

Concours Jean Pictet

Jean-Pictet, 25 rue des Garnaudes, F-63400 Chamalières
+ 33 473 177 755 info@concourspictet.org http://www.concourspictet.org

Le concours Jean-Pictet, organisé chaque année dans une université différente, s'adresse aux étudiants en droit de premier cycle et plus, qui souhaitent acquérir une expérience empirique en droit international humanitaire. Basé sur les techniques de la simulation du jeu de rôle, le concours Jean-Pictet consiste en un scénario fictif, mais réaliste de conflit armé que les différentes équipes doivent résoudre dans des rôles qui varient tout au long de la compétition. Cela permet à chaque équipe d'envisager la situation selon divers angles d'approche.

Pour des étudiants souhaitant travailler dans le domaine du DIH, de la solidarité internationale, du droit pénal international, du droit des réfugiés, la participation au Pictet constitue un atout de taille dans un *curriculum vitae*, comme le démontre le profil professionnel de nombreux anciens participants : on estime que près de 300 anciens participants sur 1500 travaillent aujourd'hui dans ces domaines.

Jessup International Law Moot

International Law Students Association
25 E. Jackson Blvd., Suite 518, Chicago, IL 60604
☎ (312) 362-5025 (312) 362-5073 ilsa@ilsa.org www.ilsa.org

Now in its 49th year, the Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition is the world's largest moot court competition, with participants from over 500 law schools in more than 80 countries. The competition is a simulation of a fictional dispute between countries before the International Court of Justice, the judicial organ of the United Nations. Representing both sides of the argument, each Jessup team is required to prepare oral and written pleadings.

Thousands of law students from around the world work all year long on this season's Jessup Problem, which addresses important and timely issues concerning terrorism and human rights. The students first compete in national competitions (mostly held in January-March) in hope of earning the right to advance to the world championship Shearman & Sterling International Rounds held every spring in Washington, D.C.

Témoignage de Imrad Ahmad

Imrad Ahmad
LL.B. 2005
Université de Montréal, Faculté de droit

Imrad Ahmad nous explique le fonctionnement du concours Philip C. Jessup :

> « Le Concours de plaidoirie Philip C. Jessup doit être, sans exception, une des expériences les plus valorisantes à laquelle un étudiant en droit peut participer au courant de son baccalauréat. À chaque année, les étudiants et étudiantes de 21 facultés de droit canadiennes débattent de questions de droit international public à partir d'un scénario fictif présenté à la Cour internationale de justice.
>
> Un étudiant inscrit au Concours de plaidoirie Jessup peut s'attendre à travailler d'arrache pied et devra passer à travers deux phases hautement compétitives pour se rendre à Washington, c'est-à-dire à la ronde internationale.
>
> La première phase consiste en une sélection interne où l'étudiant sera jumelé à un autre étudiant. Ils devront représenter les intérêts d'une des parties au compromis spécial (partie requérante ou appelante) et devront produire un mémoire d'environ 25 pages et plaider contre leurs collègues. Après une évaluation basée sur leurs performances et les mémoires, cinq étudiants seront retenus (4 plaideurs et un recherchiste).
>
> La deuxième phase, et probablement la plus difficile est la compétition canadienne. En 2006, la compétition aura lieu à Ottawa. Lors de cette étape, les étudiants auront à plaider la cause de leur « client » et convaincre les juges de leur donner raison. Or, les juges sont, souvent sinon toujours, des experts en droit international public qui cherchent à tester la connaissance de l'étudiant en matière de droit international, à voir à ce qu'il puisse (ou non) faire des liens avec les faits et démontrer des habiletés de répondre à des questions souvent difficiles et inattendues. De plus, c'est à cette étape que l'étudiant remarquera le style de plaidoirie fort différent des universités anglophones. D'ailleurs, il aura l'opportunité de plaider en anglais ou en français (il existe des traductions simultanées).

> Outre l'aspect « compétitif », l'étudiant sera invité à rencontrer les étudiants des autres universités canadiennes et aura l'occasion de tisser de nouvelles amitiés. Des conférenciers d'une grande qualité partageront leurs expériences et conseils avec les étudiants lors d'un souper collectif.
>
> En 2005, l'Université de Montréal a remporté le prix pour le meilleur mémoire. C'est une distinction qui mérite d'être soulignée puisqu'un jury d'éminents juristes et spécialistes en droit international a reconnu la qualité de nos arguments juridiques. »
>
> Été 2008

Vis International Commercial Arbitration Moot

Pace Law School
78 North Broadway, White Plains, NY 10603 ☎ (914) 422-4159 (914) 422-4405
cisg@law.pace.edu www.cisg.law.pace.edu/vis.html

The business community's marked preference for resolving international commercial disputes by arbitration is the reason this method of dispute resolution was selected as the clinical tool to train law students through two crucial phases: the writing of memorandums for claimant and respondent and the hearing of oral argument based upon the memorandums - both settled by arbitral experts in the issues considered. The forensic and written exercises require determining questions of contract - flowing from a transaction relating to the sale or purchase of goods under the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods and other uniform international commercial law -- in the context of an arbitration of a dispute under specified Arbitration Rules.

In the pairings of teams for each general round of the forensic and written exercises, every effort is made to have civil law schools argue against common law schools, so each may learn from approaches taken by persons trained in another legal culture. Similarly, the teams of arbitrators judging each round are from both common law and civil law backgrounds.

ICC International Commercial Mediation Competition

International Chamber of Commerce
38 cours Albert 1er, 75008 Paris, France ☎ +33 1 49 53 28 28 +33 1 49 53 28 59 www.iccwbo.org

The ICC International Commercial Mediation Competition is aimed at informing students about amicable dispute resolution techniques such as mediation, mini-trial, neutral evaluation or hybrid settlement procedures under many circumstances to better meet the interests of parties of international business disputes. The competition provides students with an excellent opportunity to learn about these techniques.

5. Stages

Afin d'ajouter à votre bagage de connaissances un savoir directement lié à vos champs d'intérêts et d'acquérir des notions qui vous aideront à préciser votre choix de carrière, certains stages ouverts aux étudiants de l'Université de Montréal et à McGill peuvent constituer un tremplin de choix vers une carrière internationale.

Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) - Centre for the Law of Business and International Trade

Pavillon Maximilien-Caron, 3101 chemin de la Tour, Montréal, Québec H3T 1J7
http://www.cdaci.umontreal.ca/index_fr.html /
Stéphane Rousseau (Directeur du CDACI): stephane.rousseau@umontreal.ca

The CDACI was created in 1997 and received substantial support from the Faculty of law at Université de Montréal. Over the years, the Centre has undertaken a range of activities covering the variety of business law sectors. For instance, members of the Centre have undertaken a series of research projects, several of which have been funded by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.

Le stage au CDACI s'adresse spécialement aux étudiants qui ont un dossier académique de haut niveau (moyenne d'au moins 2,7) et qui prévoient entreprendre des études supérieures. Il vaut six (6) crédits*. Les stagiaires sont intégrés à l'une des équipes de recherche du Centre, à l'intérieur d'un des quatre axes de recherche. Ils participent pleinement aux recherches et voient leur contribution reconnue, éventuellement même comme coauteur d'une publication si leur contribution le justifie.

Cybertribunal 2†

loubov.protopopova@mail.mcgill.ca www.cybertribunal.org

Le CyberTribunal 2 offre aux étudiantes et aux étudiants en droit la possibilité de se familiariser avec le règlement en ligne des conflits. Il s'agit en fait d'un tribunal-école électronique qui propose aux étudiantes et aux étudiants de participer à la résolution d'un problème d'arbitrage commercial international en ligne.

Le concours est ouvert aux facultés de droit québécoises, canadiennes et étrangères. Les participants se voient soumettre un problème fictif d'arbitrage. Ils sont alors divisés en plusieurs groupes de demandeurs et de défendeurs. Sous la supervision d'un tuteur, ils doivent soumettre leurs prétentions respectives sous forme de requêtes, de messages électroniques, de dépôt de pièces, de mémoires etc. à un arbitre.

Les étudiantes et les étudiants répondent en ligne à des incidents de procédure (récusation, cautionnement etc.) et sont appelés à rédiger un mémoire final de leurs prétentions. À la fin de la procédure, l'arbitre rend une sentence en ligne. Le concours est d'une durée de deux sessions.

Human Rights Internships

Center for Human Rights and Legal Pluralism
Dr. Nandini Ramanujam, Executive Director
3661 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1X1 ☎ (514) 398-3577 nandini.ramanujam@mcgill.ca

The International Human Rights Internship Program is a six-credit course offered by the Faculty of Law at McGill University. The International Human Rights Internship Program carefully selects law students for placements as interns with NGOs and tribunals for a period of 12 weeks, with a view to providing students with an opportunity to experience and contribute to the work of human rights

* Ce stage est crédité aux étudiants du baccalauréat en droit de l'Université de Montréal dans le cadre des cours suivants : DRT 3916 STAGE DE RECHERCHE I C.D.A.C.I. et DRT 3966 STAGE DE RECHERCHE II C. D.A.C.I. (PRÉALABLE : STAGE DE RECHERCHE I).

† Ce stage est crédité aux étudiants du baccalauréat en droit de l'Université de Montréal et de l'Université McGill.

organizations in Canada and beyond. Partner organizations provide students with practical work experience in human rights investigation, monitoring, and reporting. The internships also provide exposure to the operation and implementation of international legal human rights instruments and norms. The Internship Program is coordinated by the *Faculty's Human Rights Committee*.

Testimonial from Malcom Dort

Malcolm Dort
B.C.L. / LL.B. 2010
McGill University, Faculty of Law

Malcolm is currently a third-year law student with previous experience in international human rights. During summer of 2007, he interned in Cambodia through the McGill Faculty of Law's International Human Rights Internship Programme. Malcolm details his experience below and offers some advice for fellow students who would like to work on public interest issues internationally:

> "During the summer of 2007, I worked at la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (LICADHO) in Phnom Penh, Cambodia. Prior to enrolling at the Faculty of Law, I had worked for five years at several grassroots and institutional-level human rights, development, and policy research organizations in France, Japan, Senegal, and the United States. Having worked on conflict and post-conflict issues related to human rights during this time helped me realize that I wanted to pursue a career in legal reform and institutional development in post-conflict and developing countries. Since coming to the Faculty, I had been looking for substantive local-level experience in a Southeast Asian post-conflict nation like Cambodia, and for this reason I applied to work at LICADHO.
>
> Working in Cambodia, which still suffers every day from the legacy of the Khmer Rouge, was a true eye-opener. The rule of law is very weak. Corruption exists throughout society. The judicial system is compromised, and human rights abuses abound.
>
> I had encountered these issues before in my past work, but they became much more vivid during my time at LICADHO. I had the opportunities to monitor and report on staged criminal trials, interview victims of illegal land grabs, and report on illegal detention of foreigners who had engaged in peaceful protest. I also conducted a research and advocacy project in relation to the powers of the Cambodian Bar Association, which had been threatening public-interest lawyers who were involved in cases implicating government officials. I found this work exciting and fulfilling: it helped me internalize how easily law can be manipulated or ignored in the post-conflict context, and it enabled me to provide some assistance and support to victims of human rights abuses.
>
> If you are interested in working internationally either in the non-governmental or intergovernmental sectors in the future, a good place to start is by getting some field experience over the summer in a developing country. Unfortunately, many international organizations do not offer paid internships and airfare is quite expensive, but the very low cost of living in most developing countries helps offset this drawback. Consider that any work in a developing country is an investment in the future, as it will expose you to the issues that are encountered on the ground in ways that office work never could.

> While applying for a position through the International Human Rights Internship Programme at McGill is one way of gaining experience, you can also organize an internship on your own by contacting organizations directly. Make sure that the organizations you contact have established internship programs, can put you in touch with previous interns, and can provide you with some institutional support (housing assistance, food allowance, etc.). In addition, consider carefully where you would like to live—in an urban environment, a rural area, a hot or cold environment, etc. If you have not lived in a developing country before, you may want to consider looking for work in mid-income countries such as Brazil, Thailand or Ukraine, as they have more developed infrastructure and are often easier to become acclimated to than very low-income or post-conflict countries.
>
> Working on public interest issues abroad is an enriching experience that I wholeheartedly encourage, even if you do not plan to make a career of it. If you would like to talk more about international work in the non-governmental or intergovernmental sectors, please do not hesitate to contact me."
>
> Summer 2008

International Judicial Internship Program

Center for Human Rights and Legal Pluralism
Dr. Nandini Ramanujam, Executive Director
3661 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1X1 ☎ (514) 398-3577 nandini.ramanujam@mcgill.ca

The *Centre for Human Rights and Legal Pluralism* at the McGill University's Faculty of law organizes the International Judicial Internship Program. With financial assistance from the Ministère des relations internationales du Québec, McGill University offers this programme in order to provide young jurists with the opportunity to undertake a remunerated internship abroad while also preparing them for the transition into the labour market.

Although they may vary each year, these internship normally include international judicial institutions as the International Court of Justice, the Permanent Court of Arbitration and the International Court of Arbitration. The applications must generally be submitted by the beginning of the Winter term and the deadline varies depending on the internship you choose.

Interested candidates are invited to review specific call for applications at the *Centre for human rights and Legal Pluralism* at www.mcgill.ca/humanrights.

Revue québécoise de droit international*

Société québécoise de droit international, Secrétariat général
Faculté de science politique et de droit, Département des sciences juridiques
Contact : Me François Roch
Case postale 8888, succ. Centre-Ville, Montréal, QC, Canada, H3C 3P8
☎ (514) 987-3000 poste 0242 (514) 987-3000 poste 0115 info@sqdi.org www.sqdi.org

La Revue québécoise de droit international (RQDI) est l'organe scientifique de la Société Québécoise de droit international. La RQDI a pour mission de rendre compte de la recherche et de la pratique en droit international, tant public que privé, au Québec, dans la Francophonie, et ailleurs.

La tâche centrale des stagiaires consiste en la vérification scientifique et la correction linguistique des textes acceptés pour publication. Selon les besoins identifiés par la rédaction, d'autres tâches peuvent être confiées aux rédacteurs(trices): administration, correspondance avec les auteurs, promotion, visibilité de la Revue, préparation du lancement annuel, etc.

Témoignage de Kristine Plouffe-Malette

Kristine Plouffe-Malette
LL.B. 2005
Université de Montréal, Faculté de droit

Kristine Plouffe-Malette est actuellement avocate auprès de la magistrature de la Cour d'appel du Québec, candidate à la maîtrise en droit à l'Université Laval et candidate au Master's 2 de l'Université Panthéon-Assas en droit de l'homme et droit humanitaire. Elle nous parle de son expérience à la RQDI :

> « Dans le cadre de mon baccalauréat, j'ai eu la chance d'effectuer plusieurs stages à temps partiel à l'Association des aides familiales du Québec, à la Clinique juridique de l'Université de Montréal ainsi qu'à la Revue québécoise de droit international (RQDI). Ces trois expériences furent des plus enrichissantes. Mon travail au sein de la RQDI m'a confirmé mon choix de poursuivre mes études en droit international et m'a aussi permis d'occuper un poste au sein du comité d'administration de la Société québécoise de droit international (SQDI), un poste que j'occupe encore à ce jour.
>
> Fondée en 1982, la RQDI est l'organe scientifique de la SQDI. Seul périodique en droit international public et privé des Amériques à publier principalement en français, elle a pour principale mission la diffusion des développements les plus récents de la recherche en relations internationales et en droit international. En plus de cette vocation de diffusion de la recherche, la RQDI cherche à favoriser le développement de l'intérêt pour le droit international et les relations internationales ainsi que les compétences des étudiants de 1er cycle en leur confiant d'importantes responsabilités tant administratives qu'éditoriales. Ce mandat, bien que louable, n'est pas des plus simples à atteindre.
>
> Lors de mon travail à la Revue, j'ai pu acquérir de nombreuses connaissances en droit international. En effet, le travail d'édition est effectué par des rédacteurs étudiants de tous cycles universitaires. J'ai ainsi pu me familiariser avec des domaines de droit jusqu'à lors

* Ce stage est crédité aux étudiants du baccalauréat en droit de l'Université de Montréal dans le cadre des cours suivants : DRT 3944 – STAGE À LA REVUE QUÉBÉCOISE DE DROIT INTERNATIONAL

très peu connu de ma part. Dans ce contexte, la débrouillardise et les aptitudes de recherche sont mises à rudes épreuves, mais combien améliorées une fois le travail complété. Qui plus est, le travail d'édition permet d'entrer en contact avec des auteurs d'ici et d'ailleurs.

Toutefois, j'ai aussi été confrontée à la réalité quotidienne d'une publication scientifique ce qui implique la gestion administrative, l'organisation d'activités de financement et de promotion et la création d'un site Internet. Dans ce cadre, j'ai été appelée à produire des demandes de subventions, une forme de financement sans laquelle un périodique sans ancrage universitaire ne peut survivre, des documents de promotion afin de recruter de nouveaux abonnés notamment en Amérique latine et en Asie, en plus de participer activement à la gestion quotidienne de la Revue (ex. suivi des réclamations, communications avec les membres du comité de rédaction, de lecture et de direction, production de rapport annuel, etc.).

Évoluant toujours dans un cadre scientifique, qui cependant se trouve sous-financé, plusieurs aptitudes sont requises pour quiconque désire faire partie et s'impliquer dans ce type d'organisation : autonomie, rédaction claire et succincte, bonne communication tant à l'oral qu'à l'écrit, originalité, persévérance, et bilinguisme, voire trilinguisme.

Finalement, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un travail bénévole; cette dynamique est très enrichissante, permettant de rencontrer des étudiants de toutes les universités du Québec, issus de divers milieux, de différents programmes et cycles universitaires, tous mus par un même objectif : la diffusion et la promotion du droit international!

En conclusion, si vous êtes passionnés de droit international et désirez vous impliquer dans ce milieu dès vos études de premier cycle en droit, la Revue est l'endroit tout désigné pour ce faire. Vous serez à même d'y acquérir de nombres compétences et connaissances, en plus de pouvoir discuter et échanger avec nombre d'internationalistes de par le monde. »

Été 2008

5.1. Self-organized internships*

Some McGill students take the initiative of organizing their own placements independently of the Faculty's formal Program. These students may apply to the Faculty for partial funding to facilitate their internships. In recent years, students from the McGill Faculty of Law have received partial funding to work with various organizations such as the Palestinian Red Cross Human Rights Office, the Palestine Peace Project, the Human Rights Information Centre of the Council of Europe, Interrights, and Article 19. Students have also worked in Bolivia, Guatemala, Peru, the Dominican Republic, Mauritius, St. Lucia, the United Nations in New York, and with the Supreme Court of Jamaica.

These students can earn credits for their work through the Term Essay courses offered at the Faculty. Under the supervision of Faculty member, students can earn 3 credits by writing a research paper which is normally related to the work they undertake during their independently-organized internships upon agreement with the supervisor.

* For McGill law students only.

6. Associations, Clubs and Societies

L'implication au sein d'une association étudiante oeuvrant dans le domaine du droit international est une façon accessible et stimulante de s'intégrer dans la vie facultaire et de retirer une expérience enrichissante de vos études de droit, qui peut s'avèrerer particulièrement pertinente pour votre de recherche d'emploi.

7. Centres de recherche

Students can take advantage of the numerous conferences, workshops, seminars and events that take place through the research centres supported by McGill University and Université de Montréal. Visiting lecturers frequently speak on a multitude of topics including those relating to international law and the centres host a number of conferences throughout the year some of which might pertain to international law. In addition, it may be an interesting experience for a prospective international lawyer to contribute to a research project within one of these centres.

Centre for Human Rights and Legal Pluralism

3661 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1X1
☎ (514) 398-3577 human.rights@mcgill.ca www.mcgill.ca/humanrights

The primary objectives and mission of this Centre include advancing innovative research on human rights and the role of law in a legally plural world; to enrich the nexus of scholarship and teaching by engaging undergraduate and graduate students in human rights research projects, human rights internships and advanced scholarship; and to communicate research results and provide a forum for the exchange of ideas through scholarly publications, public conferences, seminars, and workshops. Moreover, a key objective of the Centre is to deepen transdisciplinary collaboration on the complex social, ethical, political and philosophical dimensions of human rights.

This centre is also responsible for some internships programs in international law: the International Judicial Clerkship Program and the Human Rights Internships. Please see the above section on *Internships in International Law* for more information about these programs.

Centre for International Sustainable Development Law (CISDL)

3661 Peel St., Montreal (Quebec), Canada, H3A 1X1
☎ 514-398-8918 secretariat@cisdl.org www.cisdl.org

The CISDL is a semi-independent research centre supported by McGill University, whose mission is to promote sustainable societies and the protection of ecosystems by advancing the understanding, development and implementation of international sustainable development law. The CISDL hosts academic workshops, dialogue sessions, legal expert panels parallel to international negotiations, law courses and seminar series, and conferences to further its legal research agenda.

The CISDL collaborates closely with the Law Faculty of McGill University in engaging students and interested faculty members in sustainable development law research and scholarly initiatives. The CISDL also works in cooperation with a network of developing country faculties of law, and is developing closer ties with the University of Cambridge Faculty of Law through the LRCIL and the Université de Montréal through the CÉRIUM.

Institute of Comparative Law (ICL)

3690 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1X1
☎ 514-398-4400, Ext: 00981 514-398-3233 www.mcgill.ca/icl

Since its creation in 1965, the ICL has been at the cutting edge of research and teaching from the perspectives of diverse legal traditions and legal systems.

On the research front, the Institute is first engaged, through its members, in fundamental research relating to commercial law, trade law, dispute resolution, and the governance of mobility. ICL leads McGill's participation in the North American Consortium on Legal Education (NACLE) and the American Society of Comparative Law. It has established strong ties with the Public Law Research Centre (Centre de recherche en droit public) at Université de Montréal in the area of online dispute resolution and cyberjustice. It also maintains strong ties with international bodies such as the International centre for Settlement of Investment Disputes, the Permanent Court of Arbitration at The Hague, the Hague Conference on Private International Law and the International Court of Arbitration of the International Chamber of Commerce in Paris, drawing upon them for research and teaching purposes.

The ICL also organizes the Summer International Arbitration Program. Please see the above section on *Summer Study Programs* to get further details on the summer school program in arbitration hosted by McGill Faculty of Law.

Le Centre de Droit des Affaires et du Commerce international (CDACI)

Pavillon Maximilien-Caron, 3101 chemin de la Tour, Montréal, Québec H3T 1J7
http://www.cdaci.umontreal.ca/index_fr.html /
Stéphane Rousseau (Directeur du CDACI): stephane.rousseau@umontreal.ca

Les activités principales du CDACI s'articulent autour de quatre grands axes de recherche soit l'entreprise, la gouvernance et son action ; les affaires à l'ère de la mondialisation et du numérique ; la prévention et la résolution des différends; et l'analyse économique du droit, comme cadre théorique pour l'ensemble des domaines.

La Faculté de droit de l'Université de Montréal et le CDACI offrent un programme de deuxième cycle en droit des affaires et du commerce international incluant un microprogramme, un programme de DESS, un programme de maîtrise avec travail dirigé et un programme de maîtrise avec mémoire.

Le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM)

3744 rue Jean-Brillant, Bureau 581, Montréal, H3T 1P1
☎ 514-343-7536 514-343-7348 http://www.cerium.ca

Le CÉRIUM a pour mission de favoriser le développement des connaissances sur les questions internationales. Cette mission s'accomplit à travers des activités de recherche, de formation et de rayonnement. Les domaines d'études et de recherches du CÉRIUM qui forment le socle de ses activités sont la dynamique transatlantique; les défis de la mondialisation économique; la gouvernance démocratique; la paix et la sécurité; la diversité, les identités et les transferts culturels ainsi que les enjeux et stratégies du développement.

Le CÉRIUM organise notamment des écoles d'été destinées aux étudiants des cycles supérieurs, aux gens d'affaires, aux fonctionnaires, aux membres d'ONG et aux journalistes sur des enjeux internationaux d'importance. Outre l'école d'été en droit international de l'environnement (voir la section *Universités d'été* du présent Guide pour plus de détails), le CÉRIUM organise d'autres écoles d'été, par exemple en politique américaine, moyen-orientale, africaine et chinoise. Le CÉRIUM organise également une école d'été sur le thème des opérations de la paix.

Le CÉRIUM tient régulièrement des cycles de conférences, des colloques et des séminaires qui touchent à des questions relatives aux relations internationales et au droit international.

Le Centre d'excellence sur l'Union européenne (CEUE) – European Unioncentre of Excellence (EUCE)

3744, rue Jean-Brillant, suite 515-60, Montréal (Québec), H3T 1P1
☎ 514-343-6586 ceue@umontreal.ca www.centreurope-montreal.ca

Fruit d'une initiative conjointe de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, le CEUE/EUCE a été créé le 1er septembre 2006. Par ses activités de recherche, de formation et de collaboration, le CEUE/EUCE vise à développer à Montréal une structure de recherche sur l'Union européenne de grande qualité; à programmer des manifestations publiques diversifiées, assurant un meilleur rayonnement de la recherche menée au Canada et à l'échelle internationale; à donner le maximum d'audience aux enseignements et améliorer leur impact en termes de nombre d'étudiants, de cursus de formation et de mobilité étudiante; et à planifier des activités de formation permettant de joindre des publics de la société civile, de procéder au transfert de connaissances et de sensibiliser l'opinion québécoise à la vie de l'Europe.

Le Centre de recherche en droit public (CRDP)

Université de Montréal, Pavillon Maximilien-Caron
3101, Chemin de la Tour, Montréal ☎ 514-343-7210 514-343-7508
info@crdp.umontreal.ca http://www.crdp.umontreal.ca

Le CRDP représente actuellement le plus grand centre de recherche en droit au Canada. Ses travaux sont connus à travers le pays et à l'étranger. Les publications et les autres réalisations du CRDP font preuve d'originalité et plusieurs d'entre elles ont marqué leur domaine. Pensons notamment au droit du cyberespace, à la bibliothèque virtuelle du droit canadien, au cybertribunal, au droit de la génétique humaine ou au droit des autochtones. Le CRDP laisse aux chercheurs une grande autonomie tout en assurant la cohérence de l'ensemble des activités, anime les échanges, soutient les collaborations et assure l'intégration des étudiants à la vie académique.

Chaque année, le CRDP organise des séminaires étudiants qui touchent aux développements récents en droit international, au cours desquels des étudiants de deuxième cycle des facultés de droit de plusieurs universités présentent des conférences.

Chapitre ✈ Chapter

5

Chapitre 5
Joining the Bar in an International Context
Être membre d'un Barreau dans un contexte international

1. Quebec: Articling Overseas 97
2. Ontario: Articling Overseas 99
3. Foreign Bars 99
   3.1. Australia 100
   3.2. China 101
   3.3. France 101
   3.4. Germany 101
   3.5. Hong Kong 101
   3.6. Italy 102
   3.7. Japan 102
   3.8. United Kingdom 102
4. United States Bars 102

Introduction

Each law society or bar governs the practice of law in its respective jurisdiction, therefore the decision of what bar to join, if any, is an important one. There are specific requirements for each one. This chapter aims at giving you the starting point for a wide range of domestic and international law societies.

One thing to keep in mind is that there are mobility agreements in place in many regions therefore, once you are an accredited member of a bar, you can choose to move to another place following equivalencies or mobility processes of the jurisdiction. If this is your situation, you shall contact the bar association of the specific region to which you are interested in transferring.

Canada has a National Mobility Agreement (NMA) signed by all two provinces that allows lawyers to move temporarily or permanently across the country, without even having to write transfer exams. You can read more about it at www.flsc.ca/en/committees/mobility.asp.

Please note that there is a difference between joining a bar or a law society and a bar association. In order to practice law in a jurisdiction you must qualify by joining the Bar. In contrast, it is not mandatory to be a member of a Bar Association, which more like a club. Most lawyers do join the Bar Association in their jurisdiction of practice as membership provides, among other things, numerous networking, career and social opportunities.

Here are the websites for the Canadian Law societies:

Alberta	www.lawsocietyalberta.com
British Columbia	www.lawsociety.bc.ca
New Brunswick	www.lawsociety-barreau.nb.ca
Newfoundland	www.nsbs.ns.ca
Northwest Territories	www.lawsociety.nt.ca
Nova Scotia	www.lawsociety.nf.ca
Manitoba	www.lawsociety.mb.ca
Ontario	www.lsuc.on.ca
Québec	www.barreau.qc.ca
Saskatchewan	www.lawsociety.sk.ca
Yukon	www.lawsocietyyukon.com

1. Quebec: Articling overseas

When completing the Articling requirement for admission to the Quebec Bar, it is possible for an articling student to spend a portion or the whole of their time working in a foreign jurisdiction. The professional training can be done abroad provided there is supervision by a member of the Quebec Bar. However, if the articling supervisor is a member of another Bar or Law association, the internship will only be recognized for a maximum of three months.

Note that under section 24 of the *By-law respecting the professional training of advocates*, an articling period with a department or agency of the federal government or with a judicial or quasi-judicial tribunal having jurisdiction over litigation originating in Québec is deemed to have been completed entirely in Québec. In that case, the professional training can be valid for a period of six months. The articling supervisor has to meet the conditions under the sections 26 and 27 of the By-law.

L'école du barreau a mis en place un programme de stages internationaux qui peuvent êtres effectués dans des organisations privées ou publiques. Ainsi, le programme permet à des étudiants du barreau d'effectuer des stages dans des institutions internationales prestigieuses comme la Commission européenne.

Il est possible aussi d'organiser soi-même son stage dans une juridiction étrangère. Dans ce cas, votre projet devra être présenté et accepté par le Comité de formation professionnelle de l'École du Barreau.

Pour plus d'information, consultez le site internet du Barreau du Québec au www.barreau.qc.ca ou de l'École du Barreau du Québec au www.ecoledubarreau.qc.ca. Les témoignages suivants illustrent les possibilités de stages à l'étranger qui s'offrent à vous.

1.1. Témoignages

Témoignage de Justin Roberge

Justin Roberge
B.C.L. / LL.B. 2001
Université McGill, Faculté de droit
Ex-stagiaire au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

En juillet 2000, Justin Roberge fut l'un des stagiaires à partir à La Haye (Pays-Bas) pour effectuer son stage du Barreau auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). La concurrence était vive, car trois étudiants de l'École du Barreau du Québec avaient été retenus par le TPIY sur un total de quinze postes disponibles. Parmi les nombreuses candidatures que l'École du Barreau a reçues, quatre ont fait l'objet d'une recommandation au TPIY. Justin explique que c'est entre autre son parcours universitaire ou professionnel qui lui a permis d'être sélectionné :

> « Je pense avoir été sélectionné grâce à ma formation après le baccalauréat, car j'ai fait une maîtrise à l'Université de Montréal et mon sujet de mémoire était : *La répression du tourisme sexuel en droit international et droit pénal canadien*. Donc le conseil que je donnerai à ceux qui veulent faire une carrière en droit international est de réaliser un projet en rapport avec le droit international afin de se démarquer des autres candidats et du parcours classique de la formation en droit. Dans mon cas, c'est ma maîtrise qui a attiré l'attention du jury.

J'ai fait mon stage au bureau du procureur et j'ai essentiellement travaillé sur un procès extrêmement long – près de 300 jours d'audience et plus de 300 témoins. Mais j'ai eu l'immense chance de voir l'issue de ce procès, car le dernier jour de stage concordait avec le dernier jour de plaidoirie. Le travail a été passionnant, j'aimais ce que je faisais et j'étais facilement absorbé les soirs et les fins de semaine à finir des dossiers.

Ce qui m'a marqué, dès le début de mon stage, est qu'on est très vite intégré au milieu de travail. En arrivant, je ne m'attendais pas à travailler tout de suite avec les procureurs et les plaideurs; ce sont les premières personnes que j'ai rencontrées […]. Le déroulement des stages était bien organisé : il y avait deux juristes qui, pendant la moitié de leur temps, s'occupaient des stagiaires. L'un d'entre eux organisait les formations et travaillait très fort pour nous donner le plus d'informations possible sur le conflit dans les Balkans, conflit extrêmement compliqué […]. Sur le plan professionnel, on se retrouve avec des gens qui se démarquent par leur excellence. Le procureur avec qui je travaillais était tellement bon que j'avais l'impression de me retrouver dans un film… J'avais le goût d'applaudir à chaque fois que je le voyais plaider! Par ailleurs, ce sont des gens qu'on n'oubliera jamais, car, en plus d'être attachants, ils sont admirables et ils travaillent par vocation, une vocation éblouissante. »

1.2. Offres de stages du Ministère des relations internationales

Le programme de stages au sein d'organisations internationales gouvernementales (OIG) s'adresse à de jeunes étudiants ou diplômés récents de niveau maîtrise ou doctorat, en leur offrant la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger. Le programme est administré par la Direction des organisations internationales du ministère des Relations internationales.

Les stagiaires reçoivent une allocation qui peut atteindre 15 000 $ dans le cas d'un stage de six mois. Chacun des stages fait l'objet d'une convention entre le stagiaire et le ministère des Relations internationales.

Pour être admissible, le candidat doit être en voie de compléter ses études de 2e ou 3e cycle ou avoir obtenu son diplôme dans la période de deux ans qui précède le début de stage. **Les étudiants inscrits à l'École du Barreau du Québec, tout comme ceux inscrits à un autre ordre professionnel où un stage est exigé pour l'obtention du droit d'exercice de la profession, sont également admissibles au programme.**

Les personnes intéressées doivent envoyer par courriel le formulaire de candidature, un curriculum vitae accompagné d'une lettre de présentation et de motivation par courriel.

Pour information :
Programme de stages au sein d'organisations internationales gouvernementales
Direction des organisations internationals, Ministère des Relations internationales
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5R9 ☎ 418 649-2320
stages.oig@mri.gouv.qc.ca www.mri.gouv.qc.ca/fr/faire_stage/organisations_internationales

2. Ontario: Articling overseas

It is also possible to spend a portion of your Articles overseas when qualifying for the Ontario Bar. The articling period in Ontario is 10 months and interested students have the opportunity to spend 6 months (or 26 weeks) working outside of Ontario or Canada. Accordingly, a minimum of four months of the Articling Term shall be Ontario articles. For more information on the requirements of this program and the application procedure, please visit the Law Society of Upper Canada's website at: www.lsuc.on.ca (click on licensing process).

The Law Society of Upper Canada gives examples of National and International Articles on its website:

- Articling Placement served with a principal in Hong Kong who provides the student-at-law with an experience that substantially deals with Hong Kong real estate law;
- Articling Placement served with a principal in Quebec who provides the student-at-law with an experience that substantially deals with Quebec civil law;
- Articling Placement served in Boston with a lawyer called to the Massachusetts' Bar who provides a student-at-law with an experience that substantially deals with U.S. trade laws; and
- Articling Placement served with the War Crimes Tribunal under the direct supervision of a judge.

For more information, please contact the LSUC:

The Law Society of Upper Canada
130 Queen Street West, Toronto, ON M5H 2N6
☎ 416-947-3315 or 1-800-668-7380 ext. 3315 🖷 416-947-3403
💻 www.lsuc.on.ca (click on licensing process)
✉ Articling program: articling@lsuc.on.ca

3. Foreign Bars

As a student of Université de Montréal or McGill University, you are principally knowledgeable about Canadian Common Law and Québec Civil Law. As a result, it can sometimes be difficult to qualify to practise law in another country. However, as McGill students study transystemically and Université de Montréal students have the opportunity to enroll in the Common Law programme, some of the barriers that exist for those wishing to become a member of a foreign bar have already been overcome.

You do not need to pass a foreign bar right out of law school. For many jurisdictions, provided you have passed a bar somewhere else and have been working for 3-5 years, it is sometimes possible to become accredited by passing an equivalency exam. Therefore, if your goal is to be accredited and work in a jurisdiction outside of Canada, it may be easier to pass the bar at home before attempting to qualify in a foreign jurisdiction.

However, for those who wish to practise law in a foreign country immediately following law school, some helpful information is outlined below for popular American destinations such as New York and Boston, as well as for countries such as the United Kingdom and France. For those who are considering relocating to jurisdictions that have not been covered in this Guide, we suggest that you consult each Bar's website and contact their administration to explain your personnal situation.

Bar Qualifications

If you are interested in working abroad, it is important to recognize that each jurisdiction has its own rules and regulations about allowing foreign trained lawyers to practice law. Therefore, it is important to acquire all the available information about the location in question in order to ensure that it is possible and feasible to relocate. The NALP Foundation has published a comprehensive guide titled "*International Directory of Lawyer Qualifications: Education, Training, and Admission of Lawyers in Selected Countries Worldwide*" that provides information on qualifying as a foreign lawyer in 36 different countries/regions. The information provided in this section is based on or directly quoted from the contents of the NALP publication, which can be referenced at the McGill Career Development Office. Please note that that the **École du Barreau du Québec** also provides a list of bar websites on their website at www.ecoledubarreau.qc.ca/. Simply follow the "Références et Liens" link on the main page.

3.1. Australia

The two most popular destinations for Australia are Sydney, in the province of New South Wales (NSW), and Melbourne, in the province of Victoria. Victoria seems to have a defensive stance towards international lawyers who wish to practice Australian Law. There are no clear-cut procedures to be admitted as an international lawyer by the Law Institute of Victoria. Foreigners can register for permits allowing them to give legal advice about their home jurisdiction's law in Victoria; the procedure to get such a permit can be found with the law services board, the legal practice's regulating body: www.lsb.vic.gov.au. For those of you who want to get admitted in order to practice local law, the requirement can be found at www.liv.asn.au/regulation/practising/practising-Steps.html. All cases are decided individually.

One piece of advice: if you want to work in Melbourne practising Australian law, become a member of the law society of New South Wales and register as an interstate lawyer. As such, you will have no restrictions to your legal practice.

The first step towards practicing in NSW is to be admitted as a lawyer by the Law Society of New South Wales (www.lawsociety.com.au). There are academic and practical requirements to meet in order to be admitted as a lawyer. For an overseas candidate, the evaluation will be conducted by the Legal Profession Admission Board. See the following website for more information www.lawlink.nsw.gov.au/lawlink/lpab/ll_lpab.nsf/pages/lpab_index

The board can require you to take specific courses, to complete a professional training course followed by an exam, or exempt you from parts of, if not both, requirements. Once you have completed the board's specific requirements, you can apply for admission to the law society of NSW without further exams. Once admitted as a lawyer, to become a barrister, admission to this title will be handled by the NSW bar association: www.nswbar.asn.au/index.php

They will require you to take a Bar exam and complete the reading programme. The procedure is discussed at www.nswbar.asn.au/Professional/Profdevt/Prep4Bar/startpractice.htm

3.2. China

Only a foreign law firm, not foreign lawyers, can apply for a permit to set up an office in China. Also, foreign lawyers working at foreign law firms must have more than three years of practical experience and any legal issues related to Chinese law must be referred to Chinese law firms (foreign lawyers are prohibited from interpreting or practicing Chinese law). For more information please contact cilec@public.bta.net.cn.

3.3. France

Il est possible pour une personne ayant obtenu la qualité d'avocat dans un état situé en dehors de l'Union Européenne d'être inscrite à un Barreau français après avoir passé un examen de contrôle des connaissances en droit français. Pour être autorisé à se présenter à cet examen, une requête doit être adressée directement au Président du Conseil National des Barreaux.

L'autorisation est faite au cas par cas, sans qu'il y ait d'entente officielle entre les différents barreaux français et le Barreau du Québec ou d'autre Barreau canadien. Il y a 181 barreaux en France, il vous faudra donc contacter le barreau qui vous intéresse afin de savoir s'il sera nécessaire de refaire des années d'études en France ou d'avoir simplement à passer un examen de contrôle des connaissances en droit français.

Il sera souvent plus rapide pour une personne ayant obtenu un diplôme d'une université québécoise de faire son barreau au Canada avant de chercher à obtenir la qualité d'avocat en France. En effet, la voie normale pour devenir avocat en France requiert que les candidats aient obtenu au moins un Master's 1 ou l'équivalent en droit et qu'ils soient titulaires du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA). Le CAPA s'obtient à la suite d'une formation commune de base d'une durée de 6 mois, de la réalisation d'un projet pédagogique individuel d'une durée de 6 mois et d'une troisième période de formation, d'une durée de six mois également, consacrée à un stage auprès d'un avocat. Il faut donc un minimum de 18 mois après avoir fait un Master's 1 avant d'obtenir la qualité d'avocat en France.

Pour plus d'information, visitez le site web du Conseil National des Barreaux www.cnb.avocat.fr ou informez-vous auprès du Barreau français qui vous intéresse.

3.4. Germany

All non-European lawyers will either have to undergo a full legal education in Germany (passing the first and second state exams) or become registered as a foreign lawyer who is not qualified to practice German Law or appear before German courts. For more information please consult the Federal Chamber of German Attorneys-at-Law website at www.brak.de.

3.5. Hong Kong

An in-training lawyer has to undertake the Postgraduate Certificate in Laws (PCLL) course to qualify as a Hong Kong solicitor. However, lawyers admitted in other jurisdictions must meet a number of special requirements (including having at least two years of post-admission experience in the practice of law – either in a home jurisdiction or as a registered foreign lawyer in Hong Kong). It is useful to note that Hong Kong firms are known to look favorably upon interested parties who are members of the New

York Bar. The specific procedures and requirements for qualification are found in Rule 4 (2) (b) of the Overseas Lawyers (Qualification for Admission) Rules of Hong Kong and, for more information, interested parties can e-mail the Hong Kong Bar Association at info@hkba.org.

3.6. Italy

Foreign trained lawyers can be recognized in Italy after passing an aptitude exam. For more information contact the Consiglio Nazionale dell Ordine Forense at: +39 06 688 02 689. Additional, information is available at www.giustizia.it.

3.7. Japan

Law students who are in training in another country (those who have successfully completed law school but are not yet qualified lawyers) cannot qualify to practice law in Japan. To qualify as a foreign lawyer in Japan, one must obtain the approval of the Ministry of Justice and register with the Japan Federation of Bar Associations. To obtain this approval, lawyers must be qualified to practice law in a foreign country and have experience practicing law for a period of three years or longer. As in China, foreign lawyers cannot practice Japanese law. However, a Japanese lawyer and a foreign lawyer may establish a joint venture (firm) and foreign lawyers can handle cases involving Japanese law providing that the case also involves law from the jurisdiction where the foreign firm is registered. For more information please contact the Japanese Federation of Bar Associations at: kouhou@nichbenren.or.jp or visit their website at: www.nichibenren.or.jp.

3.8. United Kingdom

To qualify as a lawyer in England or Wales, a lawyer must be qualified in his or her home country. The qualifications of non-EU lawyers are governed by the Qualified Lawyers Transfer Regulations. The Law Society of England & Wales determines which tests (property, litigation, professional conduct, and accounts and principles of common law) each individual practitioner must undertake. Also, some candidates might be expected to undertake a two-year work experience placement. However, this requirement can be waived or reduced if the candidate has already completed a work placement such as an articling placement in Canada. For more information please contact the Law Society House at telephone number 0171 242 1222 or visit their website at http://www.lawsociety.org.uk/.

4. United States Bars

Some American states allow students from foreign schools to write their bar exams and to practise in their jurisdiction without too much red tape, such as New York. Others, such as Alabama, as a general rule, do not accept students from foreign law schools to write their exams without petitioning the state's Supreme Court. Illinois requires you to prove that you are a member of a foreign bar and have at least 5 years of practical experience and are in good standing to sit at their bar exam. If you have not studied in the US, in most states, in order to sit at the bar exam, you will either have to take a year of courses in an American Bar Association accredited university or satisfy a legal experience requirement such as in the Illinois example.

In practice, statistics show that permission to sit at the exams of all these states is obtainable but atypical. The bottom line is that most students will work their way into the New York bar out of

convenience. Not only is there a beaten track available for McGill students, but it's also the most exportable and recognized bar both domestically and worldwide.

All admission requirements for the various American bars are published annually by the American Bar Association and by the National Conference of Bar Examiners in the Comprehensive *Guide to Bar Admission Requirements*, available electronically at www.ncbex.org/the-bar-examiner/article-archive

Unlike in Canada, students planning to practise in the United States are not required to article in order to gain admission to a Bar. Once you have passed the appropriate Bar exams, you can join an American firm as a first-year associate. Bar exams usually take place during the summer after you graduate, so you can start working for a firm in the month of September following your last year of law school.

Since two most popular destinations for McGill and Université de Montréal law students are New York and Massachusetts, this section will provide the details for these jurisdictions only including some information about the California bar as well. If you are already a bar member in a jurisdiction, contact the bar admission authorities of either state to find out more about your situation. You may not have to go through the entire bar exam process.

4.1. New York

The Multistate Professional Responsibility Exam (MPRE):

If you choose to become a member of the New York Bar, you will be required to take the Multistate Professional Responsibility Exam, a preliminary test lasting two hours. This test takes place in November, March, and August and can be taken prior to graduation from law school. The registration deadlines for these tests are generally in late September for the November test date, the first week of February for the March test date, and the first week of July for the August test date. Further information concerning this test may be obtained by visiting the National Conference of Bar Examiners website at www.ncbex.org/tests.htm.

The New York Bar Exam:

After the Multistate Professional Responsibility Exam, you must take the New York Bar Exam. This exam is 8 hour long and takes place over 2 days. It evaluates your knowledge of basic procedural and legal matters, in both multiple-choice and essay formats and takes place twice a year, at the end of July and at the end of February. The registration deadlines for the Bar Exam are:

- For the July exam: between March and April
- For the February exam: between October and November

In order to register for the bar exam, several documents must be sent to the offices of both the NYS Law Examiners in Schenectady, N.Y., and the examination centre in Albany, N.Y. There are several deadlines for the submission of these documents, which must be respected. For more information, consult the website at www.nybarexam.org.

Bar Preparation (BAR/BRI):

There is no official bar school in New York. Preparation for the Bar exam is offered through private companies such as BAR/BRI or Gilber Multistate, which offer intensive courses during which instructors teach specific elements of the content of the Bar exam. BAR/BRI courses are offered on

the McGill campus and are 3 month long from May to July. Preparation for the Bar exam is a rigorous process and you should plan to devote several hours per day to this preparation. Each year, a senior student volunteers to be the BAR/BRI Coordinator for McGill University. Additional information on Bar Preparation courses may be found by contacting BAR/BRI:

BAR/BRI Bar Review (New York)
1500 Broadway, New York, NY 10036
Tel: (212) 719-0200, Fax: (212) 719-1421
Website: www.barbri.com

Bar Preparation (PMBR):

PMBR is a supplemental Multistate course that specializes in preparing students specifically for the *Multistate Bar Examination* (commonly referred to as the "MBE"). As such, PMBR is not in competition with BAR/BRI, which is primarily designed to prepare students for the essay section, rather than the MBE. The MBE is a uniform, national, 200 question multiple-choice exam covering the six subject areas of Torts, Contracts/Sales, Real Property, Evidence, Constitutional Law, and Criminal Law/Procedure. Every state (with the exception of Louisiana and the state of Washington) has adopted the MBE as part of its exam. The course is offered in many states, including New York and Boston. It is not currently available in Canada. For more information, visit **www.pmbr.com** or contact PMBR directly at:

PMBR

450 7th Avenue, Suite 3002, New York, NY 10123
Tel.: (212) 947-2525, E-mail: info@pmbr.com

4.2. Massachusetts

The Massachusetts Board of Bar Examiners administers the Bar exams for admission to the Massachusetts Bar. Applicants seeking admission to the Massachusetts Bar must write the Multistate Professional Responsibility Examination in addition to the state's own Bar exams. Applicants must receive a passing score on the MPRE *before applying* to sit the Bar exam.

The stated prerequisites for applying to the Massachusetts Bar are:

- An undergraduate degree *;* and
- A Bachelor of Laws degree from an approved Canadian Common Law Faculty (McGill Law School and the Université de Montréal are approved faculties).

We know of one McGill law graduate whom did not hold an undergraduate degree and was granted permission to write the bar exams of Massachusetts. Such applications are evaluated on a case-by-case basis, so if you do not have an undergraduate degree but would still like to become a member of the Massachusetts Bar, please contact the Massachusetts Board of Bar Examinerss:

Massachusetts Board of Bar Examiners
Suffolk County Courthouse, 3 Pemberton Square, 7th Floor, Room 707, Boston, MA 02108
Tel.: (617) 482-4466, Fax: (617) 542-5943 www.state.ma.us/bbe/

The Multistate Professional Responsibility Exam:

Before filing an application, you must pass the Multistate Professional Responsibility Exam. It is offered three times a year in March, August, and November, by the National Conference of Bar Examiners. For an application, please contact the National Conference of Bar Examiners at contact@ncbex.org or visit their website at www.ncbex.org.

The Massachusetts Bar Exam:

The Bar exam is held in February and July in Boston and occasionally in other locations. Please note that a number of documents must be submitted with your application. You can download an application from www.state.ma.us/bbe/BBEDocs.htm. The exam is held on two consecutive days and has two parts: 1) the Multistate Bar Examination (MBE) and 2) the essay exam. The MBE will cover the fields of Constitutional Law, Contracts/Sales, Criminal Law/Procedure, Evidence, Real Property, and Torts, however questions will not be grouped or identified by subject matter. The essay portion of the examination usually consists of ten questions based on statements of facts, each calling for an "essay" type answer. The deadline for submitting a completed application is mid-May. Please note that completed applications must be received on or before the deadline (**applications that are postmarked before the deadline but received late will not be accepted**). For more information, please contact the Massachusetts Board of Bar Examiners.

Bar Preparation (BAR/BRI):

As in New York there is no official bar school in Massachusetts. Preparation for the Bar exam is offered through private companies, such as BAR/BRI or Gilber Multistate. These companies offer intensive courses during which instructors teach specific elements of the content of the exam. BAR/BRI courses for the Massachusetts Bar are not currently offered in Canada. McGill students can take the BAR/BRI Massachusetts course at the Vermont Law School in South Royalton, VT. In addition, BAR/BRI now offers a home-study package where they mail course materials and tapes/CDs of lectures to individuals that live a certain distance from any course locations. Arrangements should be made through the BAR/BRI headquarters in Boston (see address below). These courses are 3 months long from May to July. Preparation for the bar exam is a rigorous process and therefore you should plan to devote at least several hours per day to this process. Additional information on bar preparation courses may be found at **www.barbri.com** or contact BAR/BRI directly at:

BAR/BRI Bar Review (Massachusetts)
31 St. James Avenue, Suite 820, Boston, MA 02116
Tel.: (617) 695-9955, Fax: (617) 695-9386

4.3. California

To be admitted to practice law in California, an applicant must comply with the following requirements:
1. Completion of the requisite pre-legal and legal education;
2. Registration as a law student;
3. Successful completion or exemption from the First-Year Law Students' Examination;
4. A positive moral character determination;
5. Successful completion of the Multistate Professional Responsibility Examination;
6. Successful completion of the California Bar Examination.

Law students who received their legal education outside the United States must establish their eligibility to take the California Bar Examination by showing they have successfully completed the equivalent of two years of undergraduate studies. Law studies completed in a foreign state or country where the common law of England is not the basis of jurisprudence can only be recognized towards the "Legal Education" requirement contained in the *Rules Regulating Admission to Practice Law in California* (for a complete list of the rules, please visit **www.calbar.ca.gov**). Law students who receive an LL.M. degree based on substantive classes from a law school approved by the American Bar Association or accredited by the Committee will be exempt from the requirement of taking and passing the First-Year Law Students' Examination.

Consequently, there are several ways by which it is possible to become a member of the California Bar:

- Becoming a member of another Common Law Bar (for example, New York, Massachusetts, or any Canadian Common Law province) and then applying for admission to the California Bar;
- Pursuing an LL.M. at a law school approved by the American Bar Association and then applying for admission to the California Bar;
- Request recognition, for the purposes of admission to the Bar, of courses taken while on exchange at a California law school.

Please keep in mind that the alternatives listed above do not guarantee membership to the California Bar as each request for admission is evaluated on a case-by-case basis. A determination of eligibility to take the California Bar Examination will be made after a review of all required documents and applicants will then be notified of their status regarding eligibility to take the California Bar Examination, exemption or the requirement to take the First-Year Law Students' Examination, and whether any additional course work is required.

The California Bar Examination is conducted twice a year and is administered in the San Francisco Bay and the Los Angeles Areas.

The dates and deadlines for the California Bar Examination are as follows:

February	Examination: End of February Application deadline: Beginning of November
July	Examination: End of July Application deadline: Beginning of April

These deadlines tend to appear around the same time each year. For more information regarding membership requirements and deadlines for future years, contact the State Bar of California at the following coordinates:

The State Bar of California, San Francisco (Main Office)
180 Howard Street, San Francisco, CA 94105-1639
Tel.: (415) 538-2000 www.calbar.ca.gov

The State Bar of California, Los Angeles
1149 South Hill Street, Los Angeles, CA 90015-2299
Tel.: (213) 765-1000 www.calbar.ca.gov

Bar Preparation (BAR/BRI):

There is no official bar school in California. Preparation for the Bar exam is offered through private companies such as BAR/BRI or Gilber Multistate. These companies offer intensive courses during which instructors teach specific elements of the exam. These courses are 3 months long from May to

July. Preparation for the Bar exam is a rigorous process and you should plan to devote several hours per day to this preparation. BAR/BRI courses for the California Bar are not currently offered in Canada.

Additional information on bar preparation courses may be found at **www.barbri.com** or contact BAR/BRI directly at (310) 287-2360 (Los Angeles) or (415) 441-5600 (San Francisco).

Testimonial from Heather M. Cooper

Heather M. Cooper
B.C.L. / LL.B. 2002
McGill University, Faculty of Law
Associate, Sheppard, Mullin, Richter & Hampton LLP (Los Angeles, California)

Ms. Cooper works as an associate for a full service firm that is ranked in American Lawyer's list of top 100 law firms in the United States and has over 400 attorneys working in nine offices located throughout California and in New York City and Washington DC. She currently practices in the area of antitrust and trade regulation, having also had experience with Canadian Competition Law, international commercial arbitration and international trade. Ms. Cooper has enjoyed a varied career and has shared a candid account of her experiences as a law graduate and the path that led to her current position:

> « Like many incoming students of McGill's Faculty of Law, I wanted to pursue an international career. I figured that during my time at the Faculty, I would find a way to make this happen by taking the appropriate coursework, working for the professors who taught and were themselves involved in international legal subjects, and involving myself in other extracurricular activities that would teach more about opportunities in these fields and foster networking opportunities. I had come to law school via the public sector, where I had worked for one of the world's largest international human rights non-governmental organizations. While the work of the organization and my experience there was amazing, I wanted to see what opportunities there were in the private sector, so I was pretty certain I would work for a law firm after I graduated.
>
> While in law school, I focused on international trade and international business coursework. I enjoyed it, respected the professors who taught these courses and involved myself in projects I thought would help lead me to a career in these or similar areas of law. Looking back, this approach worked for me. As a research assistant, I learned a lot more about these areas of the law. This knowledge helped give me the confidence I needed to speak up, seek out and perform work on trade and international matters with the law firms I worked at as a student. Likewise, my involvement as an organizer and moderator of McGill's International Careers in Law Day had its own pay-off. One of the panelists of this event practiced international trade and competition law for a respected firm in Montreal. As a moderator, I had the opportunity to express to him my interest in international trade and he remembered this when I joined his firm after deciding to article and obtain my license to practice law in Quebec. Working for this partner, I gained valuable experience in handling the antitrust aspects of the largest merger in Canada in 2003. Obtaining approval from antitrust regulators in a merger transaction, and much of antitrust work itself, requires one to gain a close understanding of the business of the merging clients, the industry more generally, and the economic impact of the transaction. Banner antitrust issues like conspiracy and price-fixing themselves raise all kinds of issues I

think are highly interesting. Trade regulation work deals with how people get their products to the market and how they protect their interests once they're there. Just like international trade is economics-based and interdisciplinary, so is competition law. So I was not surprised to find that I enjoyed competition law just as much as international trade law and that I wanted to pursue it.

Finding a job you are happy with is about more than just the field you are in and the work you do. In law firms especially, factors such as who you work for, the culture of the firm, the expectations, time commitments, benefits, professional development and growth opportunities are important too. While I really enjoyed my competition and some of the other work I did as an articling student, certain of the aforementioned factors were off for me. Between this and my personal situation, I decided to move back to California, my home state, to begin a career in law anew there. This transition was not an easy one. California's bar exam has the lowest passing rate in the country and California firms generally will not hire someone, especially someone who went to law school outside the U.S., who has not yet taken and passed the exam. Moreover, they generally do not hire summer associates from foreign schools like many New York and Boston firms do, so hiring coordinators reviewing resumes may not be familiar with the quality of schools like McGill. I was pretty scared about finding a job and how long it would take. What many people do not mention in recounting stories like mine is the support they had which enabled them to take such plunges. I had my family which in addition to their emotional support, gave me shelter, food and loaned me a car and the funds needed to pay for a bar exam course. That's about all I had. I had no job lined up, the market was full of lawyers, and I faced a significant obstacle in getting firms to look at a non-U.S. educated lawyer with no U.S. experience. Firms hiring associates usually want someone who can run with the ball. I would have to convince them I could come up to speed quickly and that I was worth their investment in me.

After the exam, I poured myself into contacting Canadian lawyers working in California to learn about how they established themselves here and if they had any suggestions for my job search. Some were extremely helpful and generous with their time. Others did not return my phone calls. I also worked with legal recruiters, some of whom were good and some of whom were not. Eventually, I found a job on my own. But it was in corporate law, an area I was never drawn to. Still, the firm had an historical international profile, the position was in San Francisco, an exciting city, and the hiring partner promised to mentor me. Unbeknownst to me, however, the office had a history of problems, the work I would do would never once deviate from "vanilla" corporate law and the partner would not live up to his promise. While I was there, my desire to work in the fields I had worked so hard to pursue did not wane. I figured I would move firms; I just was not sure how soon I could do it. Things became uncomfortable for me at the firm and I was unhappy. The writing was on the wall: It was time to get back to my interests. I started to search for a new position and while I was scared again, I figured that after making it through the first transition to California, I could get through this one. What surprised me was that it felt better to look for a job than to stay in one I did not like. To my own delight, I found a position in antitrust and trade regulation (what we call competition law in Canada) law with a great firm in Los Angeles, my hometown.

After all this, I am beginning to reap the benefits of being a dual-licensed Quebec and California attorney, with experience in Canadian law and French language skills. Even my limited corporate experience proved helpful to me. I have finally found the right fit with

the firm I practice with now. Some might think I was being paid to say this, but I am not: I practice in a field I enjoy tremendously and am eager to keep learning more about, admire the partners I work for who give me meaningful guidance, and am part of a respected, healthy firm whose work environment is positive, friendly and upbeat and which has a demonstrated interest in the development and retention of its members.

While my practice is not necessarily international in that I am not always working on international law per se or on international cases or business transactions, my practice area is sufficiently "international" and intellectually challenging to satisfy me. Within my first week with my present firm, I was analyzing whether a transaction involving intellectual property would create antitrust exposure under India's competition and U.S. Antitrust Law. One month later, I analyzed and applied Dutch and EC Extradition Law. I may travel to Europe soon for an antitrust case I am involved in. I advise and write articles on Canadian Competition Law and developments and attend conferences with international antitrust topics. I am the only French speaker in my firm and the only lawyer it has who is licensed in civil law. These qualifications have and will be utilized by the firm, which furnishes me with added value. In working in the U.S., I have seen that my McGill education was top-notch. The partners who hired me knew McGill is a first-rate school and were impressed with my background. As for interviewers who did not know much about the training or experience I had at McGill and as a Canadian lawyer, I turned their uncertainty as to how I would fit in into an opportunity market myself. McGill graduates are highly capable and in the U.S., we offer law firms excellent product differentiation. I now have opportunities I would not have if I did not study at McGill.

Not everything worked out exactly the way I wanted it to at the time, and the twists and turns my career took so soon after graduating were greater in difficulty and number than I imagined they would be, but being as happy as I am now, I have no regrets. Even if you think you know what you want to do, it won't always be easy to find what you love and a way to pursue that. It's not meant to be easy. But that makes it all the more gratifying when you do. I chose McGill because I knew it would give me something I could not get from anywhere else. Now I have something just as hard to get: a satisfying career, a balanced life and the confidence that having made it this far, I can make it through whatever challenges come my way. »

Chapitre ✈ Chapter

6

Chapter 6
Opportunities in Government
Une carrière au gouvernement

1. Le Gouvernement du Canada 113
   1.1. Testimonies of Canadian Ambassadors Joht T.Holmes and Henri-Paul Normandin 113
   1.2. The Department of Justice 115
   1.3. Department of Foreign Affairs and International Trade 119
   1.4. Other Government Departments and Organizations 122
   1.5. Human Rights Work in the Canadian Government 128
   1.6. Department of Justice – Legal Services 130
2. Le Gouvernement du Québec 132
   2.1. Ministère de la Justice du Québec 133
   2.2. Ministère des Relations internationales 136

Introduction

For those of you with a particular interest in practicing international law or pursuing an alternative international career, the Government of Canada or Quebec is an appealing option. Assignments can include drafting international treaties, settling international trade disputes, setting immigration and refugee policy, preparing financial aid contracts with developing countries or working as Foreign Service officer. There is no shortage of challenges and variety. One of the many benefits of working within governments is that they are committed to such workplace policies as employment equity, flexible working hours, job sharing and telecommuting. Employees are enabled to make choices about their working conditions and reach a proper balance between their professional and personal lives.

Les possibilités de carrière en droit international ou en diplomatie au **Gouvernement du Canada** sont gérées par le ministère de la Justice et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). À l'exception de certaines organisations telles que les tribunaux, les sociétés d'État et les commissions qui doivent opérer à distance, un professionnel juridique est assigné à la plupart des ministères du gouvernement du Canada par le ministère de la Justice ou le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

For example, to work at Environment Canada on trans-boundary pollution issues, the Department of Justice would assign an in-house counsel to the division responsible for such programs. Often, students and entry-level legal professionals are put on rotation through many departments and are encouraged to determine which area they prefer.

Au **Gouvernement du Québec**, la situation est quasiment semblable. C'est par l'entremise de la Direction générale des affaires juridiques et législatives (DGAJL) que le Ministère de la justice réalise son mandat de jurisconsulte du gouvernement. Chaque ministère du gouvernement du Québec bénéficie des services d'une direction d'affaires juridiques qui lui est assignée, soit exclusivement, soit en mode partagé avec un ou plusieurs autres ministères. Ces directions d'affaires juridiques constituent donc en quelque sorte l'assise de la DGAJL.

Vous trouverez dans ce chapitre l'information concernant ces nombreuses possibilités de carrières au gouvernement ainsi que des témoignages d'anciens étudiants qui ont gracieusement accepté d'écrire quelques lignes sur leur parcours international après leur diplôme de droit. Nous tenons à remercier particulièrement Messieurs les Ambassadeurs John T. Holmes et Henry-Paul Normandin qui ont gracieusement accepté d'écrire quelques lignes pour les étudiants malgré un horaire plus que chargé.

Bonne lecture.

1. Le Gouvernement du Canada

1.1. Testimonies of Canadian Ambassadors John T. Holmes and Henri-Paul Normandin

Ambassador John T. Holmes

Ambassador of Canada to the Republic of Indonesia
and to the Democratic of Timor Leste
Faculty of Law, McGill University (B.C.L. / LL.B. 1982)

John Holmes is the Ambassador of Canada to the Republic of Indonesia and to the Democratic Republic of Timor Leste. After graduating from the McGill Faculty of Law in 1982, he joined the Department of Foreign Affairs and International Trade. Mr. Holmes served abroad as Second Secretary at the Canadian High Commission in Bridgetown, Barbados from 1983–1987, as First Secretary at the Canadian High Commission in Accra, Ghana from 1991–1993, and as Legal Counsellor from 1996–2000 at Canada's Permanent Mission to the UN in New York. In 2003, Mr. Holmes was appointed Canada's Ambassador to the Hashemite Kingdom of Jordan, where he served until 2006. In 2005, Mr. Holmes was appointed non-resident Ambassador to the Republic of Iraq. During his career, Mr. Holmes has worked on a variety of topics including human rights, humanitarian law and international criminal law. He has also been involved in the drafting of the Rome Statute of the International Criminal court.

> "Unlike many law students, I attended McGill Law School from 1979-1982 with the express goal of pursuing a career in international affairs and law. While completing my LLM, I had the wonderful opportunity to study international law under the late Professor John Humphrey and Professor Ivan Vlasic. I was fortunate to be recruited in my final year into the (then) Department of External Affairs. Over the course of my 26 year career with DFAIT, I have had many opportunities to work in the international law arena, while also doing traditional diplomatic work during assignments in Barbados and Ghana, as well as representing Canada as Ambassador to Jordan (and Iraq) from 2003-2006 and Indonesia (and Timor-Leste) from 2006 to the present.
>
> My work on international law issues remains my passion. From 1987-1989, I led Canada's delegation to the UN working group on the Convention on the Rights of the Child and supported the Canadian delegation to the 1990 World Summit of Children. During my assignment to Canada's Permanent Mission to the United Nations in New York, from 1996-2000, I was involved in a diverse range of international legal issues, from criminal law to New York City's periodic battles against diplomatic parking tickets. I provided legal advice to Canada's delegation on the UN Security Council (1999-2000) and helped draft the Convention Against Terrorist Bombings and the Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism.
>
> By far, my proudest achievement was my involvement in the establishment of the International Criminal Court. I chaired negotiations on a key element of the Rome Statute (complementarity) and worked closely with the Rome Conference Chair, Philippe Kirsch (now President of the ICC) to ensure adoption of the Statute. I later represented Canada at the inaugural meeting of the Court in the Hague in 2003.

A career at Foreign Affairs and International Trade will be a rewarding one for people who wish to make a difference in the world. The opportunities for challenging legal work are growing, in fields as diverse as the environment, criminal law, human rights, international trade and investment, disarmament, maritime and Arctic issues, and many more exciting areas.

In Jordan and here in Indonesia, I am continually struck by the resonance of the McGill name. I constantly run into graduates, including from the Faculty of Law, and like me they are proud of their experiences at McGill.

My advice to students: set your goals high and pursue your dreams. I did and have never regretted my choices. I wish you every success."

John Holmes, B.A. (1978), LLM (1982)
Jakarta, Indonesia
July 24, 2008

Ambassadeur Henri-Paul Normandin

Représentant permanent adjoint du Canada auprès des Nations-Unies à New York
Université McGill, Faculté de droit (B.C.L. 1981)

Henri-Paul Normandin a été nommé le 8 août 2006 Représentant permanent adjoint du Canada auprès des Nations-Unies, à New York. L'Ambassadeur Normandin était auparavant Directeur, Droits de la personne, égalité des sexes, santé et population au sein d'Affaires étrangères et commerce international Canada, un poste qu'il a occupé de janvier 2004 à juillet 2006. Après avoir obtenu un Baccalauréat en droit civil de l'Université McGill en 1981, il a d'abord travaillé comme directeur du Groupe de recherche sur l'information juridique, établi à Montréal, et il a exercé les fonctions d'avocat à la Commission des services juridiques, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie. Il est entré ensuite à l'Agence canadienne de développement international, en 1983, et a été affecté à Kinshasa et à Beijing (à deux reprises), la deuxième fois à titre de Conseiller et Chef de la Section du développement. À Ottawa, il a notamment occupé les postes suivants : Spécialiste principal en gouvernance pour la région de l'Asie; Directeur de la Coordination des politiques; et Directeur du Secrétariat du Fonds canadien pour l'Afrique. M. Normandin détient également une Maîtrise en Sciences politiques (Université d'Ottawa, 1996). Il a publié des articles sur la gouvernance et la démocratie, et parle français, anglais et chinois.

« Diplôme en poche, mon premier emploi d'avocat à l'Aide juridique dans le Bas St-Laurent Gaspésie (eh oui, par choix !) m'a comblé - droit criminel, droit social, activisme communautaire, autant de façon de relever des défis professionnels qu'on aime tout en aidant des gens qui en ont besoin et en découvrant une belle région.

Mais voilà, la piqure d'aller construire un monde meilleur dans des contrées éloignées m'a amené à joindre l'Agence canadienne de développement international. Pendant plusieurs années, j'ai ainsi planifié et géré des projets de développement, ce qui m'a exposé aux dimensions multiples des réalités du « Sud », du développement rural à l'environnement, en passant par l'éducation, la santé, l'inégalité envers les femmes, etc. Si pendant toutes ces années mon expertise juridique est demeurée en mode « pause », celle-ci a repris du service lorsque les questions de gouvernance, démocratie, règle de droit et droits de la personne ont émergé comme dimension critique du développement. J'ai ainsi eu le plaisir de

développer des types de coopération nouveau dans ces domaines, allant de la réforme juridique en Chine, par exemple, au développement d'une Commission sur les droits de la personne en Indonésie. En cours de route, beaucoup de voyages, de découvertes culturelles, de rencontres tant avec des ministres que des paysans dans leurs champs; un séjour de 2 ans dans l'ex-Zaïre (aujourd'hui République Démocratique du Congo), et 7 ans en Chine après avoir appris le mandarin.

Having moved on to the Department of Foreign Affairs and International Trade, I then had the pleasure of focusing on human rights at the time when we actively contributed to the establishment of the new UN Human Rights Council. A few other challenges to deal with along the way – such as humanitarian assistance in the wake of the 2006 tsunami.

And now, as Ambassador at the Canadian Mission to the United Nations, I get to deal with just about any type problem of the world – they have a tendency to make their way to New York, from deep sea fishing, to outer space, and any natural or man-made crisis in between. Thank God I have a great team to work with !

At no point in my international career did I ever occupy a "legal" position. Yet, in many instances, my legal background has proven extremely relevant and useful – whether directly such as when I work on human rights, or indirectly, for instance as a manager handling contracts, money or overseeing human resources.

Yet, there's more to life than law and professional achievements. For instance, the satisfaction of making a contribution, however modest, to improving the lives of those who need it most – whether they face poverty, disease, discrimination or other. And then…. this vast, diverse world to discover !

By the way, even living as a nomad, it's also possible to raise a family and have your spouse and kids enjoy the ride.

And one thing I've learned along the way is: a career in the international arena does not necessarily follow a linear path. Having a clear view of one's broad objectives and interests is most useful. Yet, flexibility and open-mindedness to take on unforeseen and diverse challenges adds spice to life and enriches it.»

Summer 2008

1.2. The Department of Justice

Department of Justice (General Inquiries), 284 Wellington Street Ottawa, Ontario, K1A 0H8
☎(613) 957-4222 webadmin@justice.gc.ca http://canada.justice.gc.ca

Careers: As the largest single legal organization in the country, the Department of Justice employs more than 2000 lawyers from all over Canada. The Department's headquarters are located in Ottawa and its lawyers are employed in legal service units attached to more than 40 federal departments and agencies in the National Capital Region. Across Canada, the Department maintains regional offices in Halifax, Montreal, Toronto, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton, Vancouver, Whitehorse, Yellowknife, Iqaluit and Inuvik. A career at Justice offers a range of opportunities including the chance to work in human rights law and international law. The Canadian Charter of Rights and Freedoms, and the North American Free Trade Agreement are some examples of legislation that Justice lawyers played an important role in preparing. Lawyers entering the Department of Justice may specialize in a particular area of law, or take advantage of the excellent opportunities offered for rotation through several specialties in the course of a career. The Department of Justice, which is responsible for the recruitment

of almost all lawyers and notaries to the federal Public Service, advertises current employment opportunities on its website.

Étudiants: Dans la plupart des cas, les étudiants qui veulent travailler pour le ministère de la Justice pendant l'été doivent soumettre leur candidature au programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETÉ ou FSWEP en anglais). Par contre, veuillez noter que le bureau régional de l'Ontario (Toronto) et le bureau régional de la Colombie-Britannique n'utilisent pas la base de données du PFETÉ et engagent plutôt les étudiants directement.

Le processus de sélection est effectué par les gestionnaires du ministère de la Justice qui examinent les demandes des étudiants en droit. Les candidats qualifiés seront contactés afin de déterminer leurs intérêts à l'égard d'un emploi et leur disponibilité pour passer une entrevue. Les étudiants sont évalués soit par téléphone, soit en personne. Pour plus de renseignements sur le processus d'application et les différentes dates limites pour poser sa candidature veuillez visiter la section intitulée « Occasions d'emploi » sur le site web du ministère de la Justice.

The Legal Excellence Program
Le programme d'excellence pour les avocats

Department of Justice (Human Resources Directorate), 284 Wellington Street, URB-334, Ottawa, Ontario, K1A 0H8 ☎ (613) 941-9955 LEP-PEA@justice.gc.ca http://canada.justice.gc.ca/en/dept/lep-pea/index.html

Students: Through this program, the Department provides articling students with the opportunity to develop the essential knowledge, skills and experience for practicing law. Students in the Legal Excellence Program draw on the experience and expertise of an assigned mentor who provides them with professional guidance and support. Additionally, they benefit from the formal training and development component, which enhances advocacy skills, introduces them to issues facing Crown counsel and gives them an overview of the Department's array of legal work. The Department of Justice also pays its students a salary during the articling term as well as during the Bar Admission Course (with the current exception of the Quebec Regional Office). The Legal Excellence Program has Regional Offices across Canada. You may apply to as many Regional Offices as you wish. Submit your application directly to the Office(s) in which you would like to work. Please note that each Regional Office has its own application deadline and interview process and you will receive detailed interview procedures from each Regional Office to which you have applied. Note that the recruitment for the Ottawa and Montreal offices takes places during the Course aux Stages in February and that the Toronto Office recruits in the fall.

Careers: Lawyers who work in the public law area perform a number of different tasks which include providing advice on the development of international human rights standards in international organizations such as the United Nations Commission on Human Rights, and on the implementation of those standards in Canadian law. They also conduct proceedings on Canada's behalf relating to complaints by individuals that Canada has breached those standards. As well, the Department represents Canada in regional bodies that deal with human rights, including the Council of Europe and the Organization of American States.

The Public Service Commission of Canada (PSC)
La Commission de la Fonction Publique du Canada (CFP)

National Capital & Eastern Ontario Region (see website for other Regional Offices)
Public Service Commission of Canada Recruitment and Assessment Services Branch
66 Slater Street, Ottawa, Ontario, K1A 0M7 ☎1-800-645-5605 (613) 996-8048
pscnceor@psc-cfp.gc.ca http://www.psc-cfp.gc.ca/

Careers: One of the missions of the Public Service Commission is the integrity of staffing in the Public Service and the political impartiality of public servants. It develops policies and guidance for Public Service managers and holds them accountable for their staffing decisions. It conducts audits and investigations to confirm the effectiveness of the staffing system and to make improvements. As an independent agency, it reports its results to Parliament. The Public Service Commission of Canada staffs most positions in the Canadian Federal Government. The Commission works in cooperation with Justice Canada and the Department of Foreign Affairs and International Trade to appoint jurists to the departments and services that need them most.

As such, the Commission can be the starting point for your international legal career with the Government of Canada because it allows you to apply to many government departments at once. The Commission will make the appropriate department aware of your application, either through the Department of Justice, or directly to the department in need of your talents. The career opportunities in the federal government are wide-ranging. You can work at the Department of Justice representing the Attorney General, as counsel to the Minister Foreign Affairs where you will no doubt travel often, or even work for a government agency engaged in programs requiring legal advice in a specific area of law that you are interested in. We recommend that you create your job profile on the PSC website and apply to positions you qualify for. Be aware that positions are usually posted for a few days only due to a very high number of applicants.

The PSC has also developed a number of recruitment programs aimed at graduates, post-secondary graduates or current students. You have hereinafter a description of a number of them.

Post-Secondary Recruitment Program (PSR)
Programme de recrutement postsecondaire (RP)

The Post-Secondary Recruitment Program (PSR) seeks post-secondary graduates who have the qualifications needed to fill entry-level positions in federal organizations. There are two components to PSR: advertised career choices and general inventory. Career choices may be advertised throughout the year by means of recruitment campaigns. The campaigns generally begin in the fall and winter. While the career choices are targeted towards specific job opportunities, the general inventory is non-specific and is open to university students in all fields of study. It is a quick way for managers to fill positions. Job opportunities vary with the needs of government organizations. Education requirements for advertised career choices range from college diplomas to doctorate degrees. Please ensure you meet the requirements before applying or your application will automatically be rejected. Anyone with a university degree may submit an application to the general inventory, although only those candidates who meet the requirements of the requesting government organization will be referred.

Recruitment of Policy Leaders Program (RPL)
Programme de recrutement de leaders en politiques (RLP)

The Recruitment of Policy Leaders (RPL) program targets and recruits exceptional graduates into the public service of Canada. It takes into account candidates' advanced educational and professional qualifications, in order to recruit policy analysts for higher levels of responsibility. Successful candidates will have demonstrated leadership, initiative, and community commitment through academic, work and volunteer experience, which will enable them to take on significant responsibilities in shaping Canadian policies. The selection process consists of multiple levels of screening and assessment. Applicants meeting the minimum criteria are invited to a first interview where their skills are assessed against the posted requirements of a policy leader. In addition, reference checks will be used to finalize the evaluation process. Successful candidates are then invited to a second round of interviews with senior managers from various government organizations. These interviews are tailored to candidates' backgrounds and interests. Those candidates meeting the requirements of the targeted organizations are approached with an offer.

Federal Student Work Experience Program (FSWEP)
Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE)

http://jobs-emplois.gc.ca/srp-fswep-pfete/index_e.htm

Étudiants: Le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETÉ) est le mécanisme de base par lequel les ministères et agences du gouvernement fédéral recrutent des étudiantes et des étudiants pour des emplois temporaires. Le PFETÉ accorde aux personnes qui fréquentent à temps plein les institutions post-secondaires des chances égales et équitables de postuler un emploi à la Fonction publique du Canada. Ce programme offre aux étudiantes et étudiants une excellente occasion de se familiariser avec les rouages de l'administration fédérale tout en acquérant de l'expérience, en parfaisant leurs compétences et en améliorant leur aptitude à l'emploi. Pour être admissible, vous devez étudier au Canada ou être un citoyen canadien ou une citoyenne canadienne étudiant à l'étranger et remplir les critères suivants: étudier à plein temps au niveau secondaire ou postsecondaire dans une maison d'enseignement reconnue; être présentement reconnu(e) comme étudiante ou étudiant à temps plein par cette maison d'enseignement; retourner aux études à plein temps à votre prochaine session d'études; et avoir l'âge minimum requis pour travailler dans la province ou le territoire où l'emploi est offert. Même si les personnes ne détenant pas la citoyenneté canadienne peuvent poser leur candidature au PFETÉ, la préférence sera accordée aux citoyens canadiens et aux citoyennes canadiennes.

It is important to note that while there are approximately 7,000 jobs available for students, there are usually over 90,000 applicants for the available positions. Also, the FSWEP inventory operates by randomly selecting students who meet the job requirements determined by the hiring department. Consequently, there is a possibility that you may not receive an interest call despite possessing all of the qualifications for the particular position. Nevertheless, students wishing to work for the Government during the summer should complete a FSWEP application. For example, The Department of Justice participates in this Program by hiring many summer students in various fields of studies, including a large number of law students.

1.3. Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) / Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International (MAECI)

Enquiries Service Foreign Affairs Canada, 125 Sussex Drive, Ottawa, ON K1A0G2 or
Enquiries Service (SXCI) International Trade Canada, 125 Sussex Drive, Ottawa, ON K1A 0G2
☎ (613) 944-4000 / 1-800-267-8376 enqserv@dfait-maeci.gc.ca http://www.dfait-maeci.gc.ca/

Careers: The Department of Foreign Affairs Canada and International Trade Canada is separated into two different departments: Foreign Affairs Canada and International Trade Canada. While Foreign Affairs Canada (FAC) supports Canadians abroad, works towards a more peaceful and secure world, and promotes Canadian culture and values internationally, International Trade Canada (ITCan) supports the development of trade by providing services to exporters, developing policy, and by attracting investment in the Canadian economy.

There are a number of different employment opportunities available with both departments. Candidates interested in international affairs have the possibility of specializing in management and consular affairs, becoming a trade commissioner, specializing in political and economic affairs, and becoming a foreign affairs immigration officer. It is possible to obtain more information on each of these positions by consulting the Foreign Affairs Canada and International Trade Canada websites. Lawyers who want to work for FAC and ITCan apply directly through the Public Service Commission of Canada. Lawyers have the opportunity to work in a number of different practice areas including environment and oceans, criminal security and treaties, United Nations Human Rights, economics, and justice legal services (civil litigation).

Testimonial from Thomas Fetz

Thomas Fetz
B.C.L / LL.B. 1999
Faculty of Law, McGill University
Foreign Service Officer, DFAIT

Thomas Fetz is a Foreign Service Officer at the Department of Foreign Affairs and International Trade. He articled in the Legal Bureau of the Department after graduation and then practiced international law until his posting to the Permanent Mission of Canada to the United Nations in Geneva in 2002. He graduated from McGill University having been a member of the editorial board of the McGill Law Journal and la Revue québécoise de droit international. Prior to attending law school, he studied international affairs at Carleton University and at the Paul H. Nietze School of Advanced International Studies (John Hopkins). He will soon be transferred to the Canadian Embassy in Germany. Following is an excerpt from his testimonial:

> "In Geneva I was able to combine my interest in international law and policy by negotiating treaties and other texts in various UN and other fora, including the Commission on Human Rights, WHO, UNAIDS, and the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria.
>
> I came back from Geneva in 2005 and returned to the Legal Bureau to work in the Criminal, Security and Treaty Law Division until taking up a temporary duty assignment

(six months) at the Canadian Embassy in Washington in 2007. Upon my return to headquarters I took up a position at the Non-Proliferation and Disarmanent Division. In the fall of 2008, I will soon transfer to Berlin to work at Canada's Embassy to Germany.

I do have to say that I enjoy working for DFAIT as it provides truly enriching and challenging opportunities. Within a short time in the Legal Bureau, I was working on highly interesting legal as well as policy issues, including in the areas of international sanctions, air and space law, and international criminal law. I was also able to represent Canada in a number of international meetings at the United Nations and elsewhere.

I also took advantage of the opportunity to serve abroad, first at the Canadian Mission to the United Nations in Geneva, where I covered mostly human rights and health issues, and then at our Embassy in Washington where I dealt with a variety of foreign policy issues ranging from nuclear non-proliferation, US-Europe relations, and Arctic sovereignty. Intrigued by the security related issues in Washington, I took on a position in the Non-proliferation and Disarmament Division upon my return to Ottawa. I am also looking forward to my assignment in Berlin. With all this variety life does not get boring.

My personal approach of getting involved in international (legal) work during my studies was to seize opportunities that presented themselves, including taking courses at university in relevant areas, participating in exchange programmes, and looking for possibilities of international work available during my studies, etc. That all helped in my efforts to join the Canadian Foreign Service together with passing the Foreign Service Exam."

Summer 2008

DFAIT Diplomatic Service
Le service diplomatique du MAECI

http://www.dfait-maeci.gc.ca/world/embassies/menu-en.asp

Careers: DFAIT is also responsible for hiring Foreign Service Officers, who serve as Canadian diplomats in foreign Embassies and Consulates. There are a number of factors to consider before applying to the Canadian Foreign Service. Officers in the Canadian Foreign Service must make a commitment to work in Ottawa and at any of Canada's missions abroad on a rotational basis. Therefore some officers may spend half to two thirds of their career working and living abroad. Also, life in foreign environments can sometimes mean restrictions on personal movements due to political or safety considerations and returning to Canada can provoke a certain amount of culture shock. Potential Foreign Service Officers must consider very carefully what this nomadic lifestyle may mean for children's education, spousal employment and family well-being.

Par contre, il y a certaines mesures qui sont prises pour faciliter les choses pour les agents du service extérieur. À l'étranger, la plupart des enfants des diplomates canadiens fréquentent des écoles françaises, américaines, britanniques ou internationales et les familles qui partent à l'étranger ou qui rentrent au Canada disposent d'un conseiller en éducation qui les aide à trouver les écoles qui conviennent le mieux à leurs enfants. De plus, à l'administration centrale, un conseiller explique les possibilités d'emploi à l'étranger pour les conjoints et aide ces derniers à tirer parti des techniques de recherche d'emploi à leur retour à Ottawa. Les candidats sont embauchés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à travers la Commission du service public. On s'attend à ce que les candidats aient écrit l'examen du Service des affaires étrangères qui est tenu annuellement pour quiconque s'intéresse à une carrière en affaires étrangères. Pour une liste des différents bureaux du gouvernement canadien à

l'étranger, veuillez visiter le site web du ministère des Affaires étrangères à l'adresse suivante : http://www.dfait-maeci.gc.ca/world/embassies/menu-fr.asp.

Student Internships at Canadian Embassies
Stages étudiants dans les ambassades canadiennes

Canadian Embassies also provide student internship opportunities. It is necessary to inquire about these types of programs by contacting each individual office. For example, the Canadian Embassy in Washington, D.C., has an established unpaid summer internship programme available to all Canadian and American students at colleges and universities in Canada and the United States.

Canadian Embassy (United States of America)
Ingrid Summa, Intern Coordinator
501 Pennsylvania Avenue, NW, Washington 20001 USA
☎ (202) 682-1740 (202) 682-7791 ingrid.summa@dfait-maeci.gc.ca
www.canadianembassy.org/embassy/internships-en.asp

To Apply: Send the following documents by fax:

- A completed Application Form (contact the intern coordinator to obtain a copy);
- An autobiographical sketch stating your goals/interests and reasons for applying to the program;
- A résumé;
- An unofficial transcript; and
- Three letters of recommendation (academic/employment).

Testimonial from Neil Horner

Neil Horner
B.C.L. / LL.B. 2006
Faculty of Law, McGill University
Overseas Internship

Mr. Horner is an associate practicing in the Global Syndicated and Leveraged Finance group at Sidley Austin LLP in New York. He graduated from the McGill Faculty of Law in May 2006, after which he spent six months as a clerk at the Trial Chambers of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, in the Hague, Netherlands. Between August 2002 and August 2004 he worked in Budapest, Hungary, after having obtained a government sponsored internship through the Young Professionals International Program. He has shared details of his experience with us:

> "I spent 16 months working in Budapest, Hungary, between August 2002 and August 2004. My initial work experience in Hungary was through the Young Professionals International Program through Foreign Affairs Canada (FAC), coordinated by the Centre for Russian and East European Studies at U of T. The program sponsors a series of six-month internships in a variety of fields, designed to propel young Canadians who have completed a university degree into an international work environment. While the program is funded by FAC, individual internships are coordinated by universities across Canada or specific NGOs, and I would encourage anyone applying to use the FAC website (www.fac-aec.gc.ca) to learn more about the individual internship coordinators, and then be

persistent (even personal) in approaching the coordinators of the internships which interest you.

My internship involved work as a journalist with an English language business magazine in Budapest, where I covered local political and commercial developments. My contact with the expatriate community led to an offer of a summer internship with the Canadian Embassy in Budapest, where I spent 2 summers working as a political affairs attaché. Work involved local political analysis and economic reporting, and I learned a great deal about the political challenges of EU accession and the difficulties facing transition economies.

My experience with searching for overseas work has been that often, your placement will depend on your persistence and personal skills. Unlike recruiting, where dozens of candidates apply for positions, most internships require more initiative to apply, which acts as a vetting process. By carefully researching the kind of placement you are interested in and making a strong effort (e-mails and phone calls to the specific person responsible!) to pursue it, some very interesting overseas work is available for both summer and full-time positions. Most Canadian Embassies do not have regular internship programs, but are able to hire "emergency employees" when suitable interns present themselves.

After completing law school, I sought out an internship with the ICTY by applying directly to the Tribunal, and found the application process at both the ICTY and ICTR to be consistent with what is described above."

Summer 2008

1.4. Other Government Departments and Organizations

Government Departments and Government Organizations often provide opportunities for articling students and lawyers to gain experience in international law and international affairs. The following list serves as a starting point for those wishing to research the possibility of working or articling with the Government of Canada. For a complete list of Government Departments that hire lawyers through the Department of Justice, please refer to the list provided at the end of this section.

Canada Border Service Agency (CBSA)
Agence des services frontaliers du Canada

contact@cbsa-asfc.gc.ca http://www.cbsa-asfc.gc.ca

Careers: Created on December 12, 2003, the Canada Border Services Agency (CBSA) operates as an agency under the Public Safety and Emergency Preparedness (PSEP) portfolio. The CBSA is responsible for managing, controlling and securing Canada's borders to: ensure that all people coming into Canada are admissible and comply with Canadian laws and regulations; process all commercial shipments that cross ports of entry to ensure that Canada's border laws and regulations are adhered to, that no illegal goods enter or leave the country, and that related trade statistics are accurate; make sure all applicable duties and taxes are paid; ensure food safety and plant and animal health, by identifying and interdicting high-risk regulated commodities arriving at our air, land and sea ports; detain those who may pose a threat to Canada; remove people who have been determined inadmissible to Canada, including those involved in war crimes or crimes against humanity; and assist in combating money laundering. With a workforce of approximately 12,000 public servants, CBSA provides services at

approximately 1,200 points across Canada and 39 locations abroad. They administer more than 90 acts and regulations on behalf of other federal departments and agencies and international agreements.

Canadian Commercial Corporation
Corporation commerciale canadienne

Head Office – Human Resources (See website for Regional Offices), 1100-50 O'Connor Street, Ottawa, Ontario, K1A 0S6, ☎ (613) 996-0034 / 1-800-748-8191 (613) 943-5859 hr@ccc.ca www.ccc.ca

Carrières: À titre de société d'État rendant compte au Parlement, la CCC est investie d'un mandat très clair, qui consiste à faciliter le commerce international. Cela est accompli en travaillant étroitement avec de nombreuses autres institutions fédérales et autres paliers gouvernementaux et plusieurs intervenants du secteur privé afin de soutenir et stimuler le commerce d'exportation du Canada. Organisme public, la CCC est habilitée à signer des contrats de vente au nom des exportateurs canadiens. Par son intermédiaire, plusieurs entreprises réalisent et contractent des occasions d'affaires intéressantes. Les curriculums vitæ doivent être envoyés directement à la CCC par courriel.

Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC)
Commission canadienne de sûreté nucléaire

CNSC Headquarters, 280 Slater Street P.O. Box 1046 Station B, Ottawa, ON K1P 5S9 ☎ (613) 995-5894 or 1-800-668-5284 (613) 995-5086 info@cnsc-ccsn.gc.ca http://www.nuclearsafety.gc.ca/

Careers: The task of the CNSC is to regulate the use of nuclear energy and materials and to respect Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy. This is accomplished by the work of a Commission of up to seven members and a staff of approximately 400 employees. The mandate of the legal services division is to support the CNSC and Commission in meeting their outcomes and fulfilling its mission by providing legal advice in all activity areas. Legal Services is staffed by Department of Justice lawyers.

Canadian Space Agency
Agence spaciale canadienne

CSA Headquarters, 6767 Route de l'Aéroport, Longueuil, Québec, J3Y 8Y9
☎ (450) 926-4800 (450) 926-4352 http://www.space.gc.ca/asc/index.html

Careers: Established in March 1989, the Canadian Space Agency (CSA) derives its authority from the Canadian Space Agency Act, sanctioned in December 1990. The CSA has a status equivalent to that of a department of the Federal Government. The legislated mandate of the CSA is, "To promote the peaceful use and development of space, to advance the knowledge of space through science and to ensure that space science and technology provide social and economic benefits for Canadians." The CSA has its own legal department and any available positions are advertised through the various Public Service Commission of Canada (PSC) recruitment programs. Therefore you must submit your credentials and qualifications to the PSC rather than the Canadian Space Agency. CSA does not accept resumes sent directly to its offices.

Étudiants: Les étudiants ont aussi l'occasion de travailler à l'ASC. Pour en savoir davantage, veuillez consulter les pages consacrées au Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE) du site web de la CFP. L'Agence spatiale canadienne emploie également de nombreux étudiants dans le cadre du Programme de stages d'enseignement coopératif et d'internat de niveau postsecondaire à la fonction publique du Canada.

Citizenship and Immigration Canada
Citoyenneté et immigration Canada

CIC Call Centre ☎1-888-242-2100 www.cic.gc.ca

Carrières: Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), créé en 1994, regroupe les services d'immigration et de citoyenneté dans le but de promouvoir les idéaux particuliers que partagent tous les Canadiens et de favoriser l'édification d'un Canada plus fort. Le Ministère admet des immigrants, des étudiants étrangers, des visiteurs et des travailleurs temporaires qui contribuent à la croissance du Canada aussi bien sur le plan économique que social; réinstalle, protège et offre un asile aux réfugiés; aide les nouveaux arrivants à s'adapter à la société canadienne et à acquérir la citoyenneté; gère l'accès au Canada de manière à protéger la sécurité et la santé des Canadiennes et des Canadiens, de même que l'intégrité des lois canadiennes.

Department of Finance Canada
Ministère des Finances du Canada

Legal Services Branch of the Department of Finance, 140 O'Connor Street, Ottawa, Ontario K1A 0G5
☎ (613) 992-1573 www.fin.gc.ca

Careers: Finance Canada plans and prepares the federal government's budget, analyzes and designs tax policies, develops rules and regulations for Canada's banks and other financial institutions, administers the transfer of federal funds to the provinces and territories, develops policies on international finance and helps design the country's tariff policies. It also monitors economic and financial developments in Canada and provides policy advice on a wide range of economic issues.

Legal Department: Finance Canada's legal department manages and administers all legal services for the Department. It also manages and administers the Access to Information and Privacy Unit and the Department's legislative program. The Branch is composed of two divisions and two units. All lawyers in the Branch are officers of the Department of Justice Canada.

The Parliamentary Relations Unit within the Department provides advice to the Minister and officials on Parliamentary procedure. The Unit co-ordinates speeches for delivery in the House during debates on legislation, prepares opposition motions, and debates on adjournment and Private Members' hour.

The General Legal Services Division provides legal services to the Department in a range of areas, including financial institutions, federal-provincial relations, budget implementation and trade issues. It also instructs and monitors major litigation of concern to the Department.

The Tax Counsel Division prepares tax legislation and regulations and provides internal legal advice and support on all tax policy matters. It also monitors and reports on provincial taxation developments and assists in federal-provincial negotiations on tax issues. Another responsibility is to monitor and sometimes provide litigation support for court cases with implications for tax policy.

The Access to Information and Privacy Unit administers the Access to Information Act and the Privacy Act for the Department of Finance.

Environment Canada
Environnement Canada

National Office (see website for Regional Offices)
☎1-800-668-6767(819) 953-2225 enviroinfo@ec.gc.ca www.ec.gc.ca

Carrières: Le mandat d'Environnement Canada consiste à conserver et à améliorer la qualité de l'environnement naturel, notamment celle de l'eau, de l'air et du sol; il consiste aussi à préserver les ressources renouvelables du Canada, notamment les oiseaux migrateurs, la flore et la faune sauvages en général, à conserver et à protéger les ressources en eau du Canada, à fournir des services météorologiques, à assurer le respect des règles prises par la Commission mixte internationale du Canada et des États-Unis relativement aux eaux limitrophes, à coordonner les plans et les programmes fédéraux relatifs à l'environnement.

Students: The Environment Canada website provides a number of links to external sites that offer environmentally related internships to students. For example, the United Nations offers an Environment Internship Programme to current students.

Export Development Corporation of Canada (EDC)
Exportation et développement Canada

Head Office (See website for Regional and Foreign Offices) 151 O'Connor Street Ottawa, ON K1A 1K3
☎(613) 598-2500 (613) 237-2690 www.edc.ca

Careers: EDC is a Canadian financial institution devoted exclusively to providing trade finance services to support Canadian exporters and investors in some 175 markets, 153 of which are in developing markets. EDC was recently honoured in Maclean's magazine as one of Canada's TOP 100 Employers. EDC also provides a bilingual working environment with equal and advancement opportunities for English-speaking and French-speaking employers. The lawyers that work with EDC are employees of the Department of Justice

Étudiants: EDC fournit de nombreuses occasions pour les étudiants. Pour plus de renseignements sur les postes vacants, veuillez consulter la section « postes à pourvoir » sur son site web. Il est important de noter que toutes les demandes d'emploi doivent être soumises en ligne. Afin de postuler, le candidat doit pouvoir travailler légalement au Canada et doit donc être citoyen canadien, immigrant admis ou résident permanent. De plus, il faut être inscrit à temps plein dans un établissement d'enseignement reconnu et retourner à temps plein à l'automne. La période d'emploi d'été est d'une durée approximative de seize semaines (4 mois), de mai à août. Pour être considérées, les demandes doivent être reçues avant la date limite indiquée sur chaque offre d'emploi. Sauf indication contraire, tous les postes sont offerts au siège social d'EDC, à Ottawa.

Fisheries and Oceans Canada
Pêche et océans Canada

Communication Branch (See website for Regional Offices)
200 Kent Street, 13th Floor, Station 13228, Ottawa, Ontario, Canada K1A OE6
☎(613) 993-0999 (613) 990-1866 info@dfo-mpo.gc.ca, http://www.dfo-mpo.gc.ca/

Careers: Fisheries and Oceans Canada is the lead federal government department responsible for developing and implementing policies and programs in support of Canada's economic, ecological and scientific interests in oceans and inland waters. This mandate includes responsibility for the conservation and sustainable use of Canada's fisheries resources while continuing to provide safe,

effective and environmentally sound marine services that are responsive to the needs of Canadians in a global economy. Legal Services is staffed by Department of Justice lawyers.

Immigration and Refugee Board Canada
Commission de l'immigration et du statut de réfugié

National Headquarters (See website for Regional Offices)
Minto Place, Canada Building, 344 Slater Street, 12th, Floor Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0K1
☎(613) 995-6486 (613) 943-1550 info@irb-cisr.gc.ca http://www.irb-cisr.gc.ca/

Carrières: La CISR est le plus important tribunal administratif indépendant au Canada. À ce titre, sa mission consiste à rendre, de façon efficace et équitable, des décisions éclairées sur des questions touchant les immigrants et les réfugiés, conformément à la loi. De plus, à titre de partenaire de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la CISR participe à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme canadien sur l'immigration et les réfugiés. La Commission compte parmi les organisations qui permettent au gouvernement d'honorer ses obligations internationales en ce qui concerne les réfugiés. Finalement, la CISR a acquis une solide réputation sur la scène internationale. Elle est un leader au sein de l'Association internationale des juges aux affaires des réfugiés (AIJAR) et constitue un modèle pour de nombreux pays notamment à l'égard des procédures et de la formation. À la CISR, tous les employés de la fonction publique, y compris les avocats, sont recrutés par l'intermédiaire des programmes généraux ou spécifiques administrés par la Commission de la fonction publique.

International Development Research Centre
Le centre de recherches pour le développement international

Human Resources, IDRC, PO Box 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9
☎ (613) 236-6163 (613) 238-7230 competitions@idrc.ca http://web.idrc.ca/

Careers: IDRC is a Canadian public corporation that works in close collaboration with researchers from the developing world in their search for the means to build healthier, more equitable, and more prosperous societies. IDRC is a Crown corporation. As a member of Canada's international policy community, the Centre works collaboratively with a number of federal government departments, especially Foreign Affairs Canada and the Canadian International Development Agency (CIDA). The Centre's status as a Crown corporation means that it can support projects that the government of Canada would like to encourage (i.e. the early days of democratic transitions in South Africa and Kenya) but may not yet be ready to become involved in political reasons. As a result of its international reputation, IDRC attracts partnerships with many leading development agencies — including CIDA, the UK Department for International Development, the Ford Foundation, and Swiss Agency for Development and Cooperation — as well as with private sector partners, including Microsoft Corporation and several other federal government departments. There are a number of positions (both local and abroad) that are available for lawyers who are interested in international law and international affairs. Job openings are updated regularly on the website. Interested applicants should send their resumes either by mail, fax, or e-mail.

Étudiants: Le Centre de recherches pour le développement international offre de nombreux postes aux étudiants. Les postes sont publiés sur son site web et la date limite pour soumettre les candidatures à la division des Ressources humaines est au début du mois de février.

International Joint Commission
Commission mixte internationale

Paula Fedeski-Koundakjian (Public Information Officer - Canadian Section)
234 Laurier Ave. West, 22nd Floor Ottawa, ON K1P 6K6
☎ (613) 995-0088 (613) 993-5583 fedeski-koundakjianp@ottawa.ijc.org http://www.ijc.org/

Careers: The International Joint Commission prevents and resolves disputes between the United States and Canada under the *1909 Boundary Waters Treaty* and pursues the common good of both countries as an independent and objective advisor to the two governments. In particular, the Commission rules upon applications for approval of projects affecting boundary or transboundary waters and may regulate the operation of these projects; it assists the two countries in the protection of the transboundary environment, including the implementation of the *Great Lakes Water Quality Agreement* and the improvement of transboundary air quality; and it alerts the governments to emerging issues along the boundary that may give rise to bilateral disputes.

National Ressources Canada
Ressources Naturelles Canada

Duncan Cameron (General Counsel and Manager, Deputy Minister's Office/Legal Services)
580 Booth Street, 14th Floor Ottawa, ON K1A 0E4
☎ (613) 992-0039 (613) 995-2598 duncan.cameron@nrcan.gc.ca www.nrcan.gc.ca

Carrières: Ressources Naturelles Canada (RNCan) est un ministère du gouvernement fédéral qui œuvre principalement dans les domaines du développement durable et de l'utilisation des ressources naturelles, de l'énergie, des minéraux et des métaux, des forêts et des sciences de la Terre. RNCan aborde ces questions d'un point de vue national et international, en s'appuyant sur l'expertise scientifique et technologique de même que sur l'expérience de l'élaboration de politiques et de programmes. RNCan fait valoir les intérêts internationaux du Canada, en collaboration avec des organismes internationaux et d'autres pays, afin que le Canada puisse respecter ses engagements internationaux sur le plan des ressources naturelles et que ses produits, sa technologie et ses services puissent bénéficier d'un accès continu aux marchés mondiaux.

Office of the Judge Advocate General for the Canadian Forces / Cabinet du juge-avocat général des forces canadiennes

Office of the Judge Advocate General, General Office, Constitution Building, National Defence Headquarters
305 Rideau Street, Ottawa, Ontario K1A 0K2 ☎ (613) 992-6420 (613) 995-3155 www.forces.gc.ca/jag/

As members of the Canadian Forces, lawyers deploy overseas with Canadian contingents to provide legal advice to commanders on international and domestic law. They deploy across Canada as part of the Canadian Forces domestic operations to provide legal advice. They advise on operational legal issues at every level of headquarters.

They serve the military justice system as part of autonomous prosecution and defense organizations representing their clients at courts martial and appearing before the Court Martial Appeal Court. They represent the interests of the Department of National Defence and the Canadian Forces as members of Canadian delegations negotiating international treaties. They provide general legal advice and services to all levels of command at bases and headquarters across Canada and overseas. They represent Canadian interests at allied headquarters. They provide training on military law and military justice. They provide legal advice on military personnel and administrative issues.

While serving as part of the Office of the Department of National Defence/Canadian Forces Legal Adviser they fill a number of positions requiring military expertise and experience working in areas such as legislative drafting, pensions, claims and administrative law. Some eventually may be appointed military judges and move to serve in the independent Office of the Chief Military Judge.

The Office of the Judge Advocate General (JAD) comprises 114 regular force legal officer positions and 64 reserve force legal officer positions. The regular force legal officers are employed throughout the Canadian Force (CF), in Canada and abroad. Like their regular force colleagues, reserve force legal officers are employed throughout the CF and on operations. They are also integrated into the defense and prosecution functions of the military justice system.

If you are interested in joining the Office of the Judge Advocate General, contact your local Canadian Forces Recruiting Centre. More information can be found at www.recruiting.forces.gc.ca.

Students: The Office of the Judge Advocate General has a program for summer students. Interested parties must apply through the Federal Student Work Experience Program. For more information about the summer intern program, please contact the JAG Administration Manager at (613) 995-8904.

1.5. Human Rights Work in the Canadian Government

Canadian International Development Agency (CIDA)
Agence canadienne de développement international (ACDI)

Main Office, 200 Promenade du Portage, Gatineau, Québec, K1A 0G4
☎ (819) 997-5006 or 1-800-230-6349 (819) 953-6088 info@acdi-cida.gc.ca www.acdi-cida.gc.ca

Careers: The Canadian International Development Agency (CIDA) is the federal agency charged with planning and implementing most of Canada's development cooperation program in order to reduce poverty and to contribute to a more secure, equitable and prosperous world. CIDA administers approximately 80 percent of the aid budget. The other 20 percent is administered by the Department of Finance, Foreign Affairs Canada and the International Development Research Centre. CIDA supports projects in more than 150 countries, representing four fifths of the world's population. CIDA works in partnership with developing countries, Canadian organizations, institutions and businesses, as well as international organizations and agencies. CIDA is making efforts to eradicate extreme poverty and hunger, achieve universal primary education, promote gender equality and empower women, reduce child mortality, improve maternal health, combat HIV/AIDS, malaria and other diseases, ensure environmental sustainability, and develop a global partnership for development.

Lawyers are assigned to CIDA through the Department of Justice. There are also links to a number of different organizations in the "employment" section of the CIDA website which could provide employment opportunities for lawyers and students interested in pursuing careers in international law and international affairs.

Students: CIDA's International Youth Internship Program is an employment program for young Canadian professionals (ages 19 to 30 inclusive). It offers post-secondary graduates the opportunity to gain valuable international development work experience. CIDA is one of the federal government departments that delivers international internships in the Career Focus stream of the government's Youth Employment Strategy (YES). Although the program is managed by Youth Action, the funding is

provided through YES by the Government of Canada. Since IYIP began in 1997, about 3,100 young professionals have participated as CIDA interns, sponsored by more than 190 Canadian organizations and their overseas partners. Organizations (including non-governmental organizations, private sector companies and academic institutions active in CIDA-eligible countries) submit proposals for internship projects to CIDA. Once a project is approved, the sponsor organization recruits and selects young professionals for overseas assignments, prepares them for departure and provides them with ongoing job-search support and overseas supervision.

À leur retour au Canada, les stagiaires peuvent compter sur l'aide de leur organisation partenaire pour réintégrer la société canadienne. Les stages sont d'une durée minimale de six mois, dont cinq au moins sont passés à l'extérieur du Canada. L'ACDI, les organisations canadiennes et étrangères et le stagiaire partagent les coûts de chaque stage. L'ACDI verse une contribution à l'organisation participante en espèces ou en nature (par exemple en offrant de la formation). Les participants reçoivent une allocation qui les aidera à prendre en charge leurs dépenses et leurs frais de séjour. Les exigences d'admissibilité dictent que les participants doivent être âgés de 19 à 30 ans, doivent vouloir consacrer au moins six mois à un stage, doivent être titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires, doivent avoir terminé leurs études, doivent être prêts à commencer une carrière professionnelle, doivent être sans emploi ou sous-employés, et doivent être autorisés à travailler au Canada. Vous n'êtes toutefois pas admissible si vous avez déjà occupé un emploi rémunéré lié à votre formation à l' étranger ou si vous avez participé à un programme de stage international financé par la SEJ.

Canadem

Vicky Singmin (Junior Professional Consultants Assistant Coordinator) 1 Nicholas #1102, Ottawa, ON K1N 7B7 vicky.singman@canadem.ca http://www.canadem.ca/

Students: As part of the Youth Employment Strategy (YES), through the Young Professionals International program (YPI), financed by Foreign Affairs Canada (FAC) and through the International Youth Internship Program (IYIP), financed by the Canadian International Development Agency (CIDA), CANADEM sponsors a number of Junior Professional Consultants (JPCs) to work with various agencies of the United Nations and other international organizations, in particular the Organization for Security and Cooperation in Europe and the International Organization for Migration. Internship assignments promote human rights, gender equality, the building and consolidation of democratic institutions, environmental sustainability, health, education and the creation of societies that are more peaceful, open, and economically strong. JPCs will receive a $12,000 stipend out of which all direct expenses must be paid (i.e. international air travel, medical insurance, visa, training/briefing/de-briefing costs, accommodation).

Pour être admissibles, les candidats doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents, être âgés de 30 ans ou moins, être prêts à travailler sur une base permanente et déterminés à entreprendre une carrière internationale, être sans emploi ou sous-employés, être participants pour la première fois à un stage de la Stratégie emploi jeunesse, et ne pas encore avoir d'expérience de travail à l'étranger rémunérée et ayant un rapport avec la carrière envisagée. Quatre éléments sont nécessaires pour compléter une demande: un formulaire de demande, une lettre de présentation, un curriculum vitae, ainsi qu'un court essai. Les candidatures peuvent être envoyées ou par la poste ou par courriel.

Rights and Democracy
Droits et démocratie

Anne-Marie Lavoie (Senior Assistant, Human Ressources)
1001 de Maisonneuve Blvd. East. Suite 1100, Montreal, Québec, H2L 4P9
☎ (514) 283-6073 (514) 283-3792 AMLavoie@dd-rd.ca http://www.dd-rd.ca

Carrières: Droits et Démocratie (le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) est un organisme non partisan investi d'un mandat international et qui a été créé en 1988 par le Parlement canadien pour encourager et appuyer les valeurs universelles des droits humains et promouvoir les institutions et pratiques démocratiques partout dans le monde. Droits et Démocratie s'emploie à promouvoir, en collaboration avec des individus, des organismes et des gouvernements, au Canada et à l'étranger, les droits humains et les droits démocratiques tels que définis dans la Charte internationale des droits de l'homme. Doté d'un mandat très large, Droits et Démocratie articule néanmoins son travail sur quatre thématiques : le développement démocratique, les droits des femmes, la mondialisation et les droits humains, et les droits des peuples autochtones. Droits et Démocratie travaille en partenariat avec des groupes et associations de défense des droits humains, des droits des femmes et des droits des peuples autochtones, avec des mouvements démocratiques et avec des gouvernements afin de promouvoir le respect des droits humains et la démocratie.

Students: In collaboration with Foreign Affairs Canada, Rights and Democracy offers eight six-month international internships with the following partners: the High Commissioner of Human Rights (Switzerland), the UNESCO (France), the African Commission for Human and People's Rights (Gambia), the African centre for Democracy and Human Rights Studies (Gambia), tebtebba (Philippines), CEJIL (United States), the National centre for Human Rights (Jordan), the Continental Network of Indigenous Women (Panama). Participants must be citizens or permanent residents of Canada, 30 years of age or younger; youth who are out of school and currently unemployed or underemployed youth with a genuine interest in permanently entering the workforce and launching an international career; youth who are participating for the first time in a placement funded by the Career Focus Program of the Youth Employment Strategy (internship or summer job), youth for whom this internship would be their first paid, career-related international experience. There are also separate qualifications for each internship. The internships are not paid but participants do receive a living allowance. Interested applicants must e-mail a completed application form, a one-page cover letter explaining their reasons for applying, their curriculum vitae, and, if applicable, their references to the senior assistant of Human Resources.

1.6. Department of Justice – Legal Services

The following is a list of the Agencies and Departments that are staffed by the Department of Justice. Those that might be of special interest to students considering a career in international law are in bold.

1. Agriculture & Agri-Food / Agriculture et Agro-Alimentaire
2. Atlantic Canada Opportunities Agency / Agence de promotion économique du Canada atlantique
3. Atomic Energy Control Board / Commission de contrôle de l'energie atomique
4. **Canada Customs and Revenue Agency / Agence des douanes et du revenue du Canada**
5. Canada Economic Development for Québec regions / Développement économique Canada pour les regions du Québec

6. **Canadian Commercial Corporation / Corporation commerciale canadienne**
7. Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA) / Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE)
8. Canadian Food Inspection Agency / Agence canadienne de l'inspection des aliments
9. Canadian Heritage / Patrimoine canadien
10. **Canadian International Development Agency / Agence canadienne de développement international**
11. **Canadian Security Intelligence Service / Service canadien du renseignement de sécurité**
12. **Canadian Space Agency / Agence spatiale canadienne**
13. **Citizenship & Immigration / Citoyenneté et immigration**
14. **War Crimes, Citizenship & Immigration / Crimes de guerre, Citoyenneté et immigration**
15. **Communications Security Establishment / Centre de la sécurité des télécommunications**
16. **Competition Law Division, Industry Canada / Section du droit de la concurrence, Industrie Canada**
17. Correctional Service of Canada / Service correctionnel du Canada
18. Electronic Commerce Secretariat / Secrétariat au commerce électronique
19. **Environment Canada / Environnement Canada**
20. Finance – Tax counsel Division / Finances – Division du droit fiscal
21. Department of Finance, General Legal Services / Ministère des finances, Services juridiques généraux
22. **Department of Fisheries and Oceans / Ministère des Pêches et des Océans**
23. **Department of Foreign Affairs and International Trade / Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**
24. **International Trade Law Bureau, Department of Foreign Affairs and International Trade / Direction générale du droit commercial international, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**
25. Health Canada and Statistics Canada / Santé Canada et Statistiques Canada
26. Human Resources Development / Développement des ressources humaines
27. Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada
28. Industry Canada / Industrie Canada
29. **Maritime Law Secretariat / Secrétariat du droit maritime**
30. **National Defence and Canadian Forces Legal Advisor / Conseiller juridique de la Défense nationale et des Forces canadiennes**
31. National Parole Board / Commission nationale des libérations conditionnelles
32. National Research Council of Canada / Conseil national de recherches du Canada
33. **Natural Resources Canada (NRCan) / Resources naturelles Canada (RNCan)**
34. Office of Indian Residential Schools Resolution of Canada / Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones
35. Office of the Superintendent of Financial Institutions / Bureau du surintendant des institutions financières
36. Public Service Commission / Commission de la fonction publique
37. Public works & Government Services Canada / Travaux publics et services gouvernementaux Canada
38. Royal Canadian Mint / Monnaie royale du Canada
39. Royal Canadian Mounted Police / Gendarmerie royale du Canada
40. Solicitor General of Canada / Solliciteur général du Canada
41. Transport Canada / Transports Canada
42. Treasury Board / Conseil du Trésor

The Federal Department of Justice also has a number of different divisions. Again, those that might be of interest to students considering a career in international law appear in bold.

1. Aboriginal Law and Strategic Initiatives (ALSI) / Le droit des autochtones et initiatives stratégiques
2. Agents Affairs Unit / Unité de coordination des mandataires
3. Civil Code, Legislative Services Branch / Code Civil, Direction des services législatifs
4. Civil Litigation Section / Section du contentieux des affaires fiscales
5. Constitutional and Adminstrative Law Section / Section du droit administratif et constitutionnel
6. Criminal Law Policy Section / Section de la politique en matière de droit pénal
7. Dispute Resolution Services / Services de règlement des différends
8. Family, Children and Youth Section / Section de la famille, des enfants et des adolescents
9. Federal Prosecution Service – Ottawa/Gatineau / Service federal des poursuites Ottawa/Gatineau
10. **Human Rights Law Section / Section des droits de la personne**
11. Information Law and Privacy Section / Section du droit à l'information et à la protection des renseignments personnels
12. Intellectual Property Secretariat / Secretariat de la propriété intellectuelle
13. **International Cooperation Group / Groupe d'entraide internationale**
14. **International Law and Activities Section / Section du droit international et des activités internationales**
15. Legislation Services Section and regulation Section / Section de la législation et Section de la réglementation
16. Legislation Services Branch / Direction des services législatifs
17. Office of Corporate Counsel / Bureau de l'Avocate ministérielle
18. Professional Development Directorate – Continuing Legal Education Division / Direction générale du développement professionnel – Division de la formation juridique permanente
19. Programs Branch / Direction générale des programmes
20. Property Law / Droit immobilier
21. Public Law Policy Section / Section des politiques de droit public
22. Québec Civil Affairs Directorate / Direction des affaires civiles du Québec
23. Tax Litigation Section / Contentieux des affaires fiscales

2. Le Gouvernement du Québec

Le Gouvernement du Québec offre des possibilités de carrières aux jeunes juristes qui voudraient faire du droit international, nombre d'emplois étant étroitement liés au droit international ou ayant un aspect international au sein des différents ministères. Les avocats sont généralement embauchés par le ministère de la Justice, que ce soit au siège du ministère ou auprès des autres ministères dans ce que l'on appel les directions d'affaires juridiques (DAJ).

La Direction générale des affaires juridiques et législatives (la DGAJL), qui chapeaute l'ensemble des DAJ, tient son mandat du ministre de la Justice et du Procureur général. Elle conseille l'ensemble des ministères et le gouvernement sur les questions de droit, étudie les problèmes de nature juridique

qu'entraîne l'application des lois confiées à la responsabilité des ministres et rédige les projets de loi, les règlements, les décrets et les autres instruments juridiques. Elle représente le procureur général devant tous les tribunaux du Québec (sauf en matière de poursuites criminelles).

Parmi les ministères desservis par la DGAJL qui ont des besoins en droit international, outre bien entendu le ministère des Relations internationales, mentionnons le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de l'Environnement ou le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Vous remarquerez que la section qui suit ne traite que du ministère de la Justice et du ministère des Relations internationales. Cela s'explique du fait que c'est le ministère de la Justice, par le biais des directions d'affaires juridiques, qui embauche les avocats pour les différents ministères. D'autre part, le ministère des Relations internationales peut offrir des carrières intéressantes à l'international pour de jeunes diplômés en droit qui seraient intéressés davantage par des postes administratifs ou en diplomatie que par un travail en tant que juriste. Notez que l'information fournie dans cette section provient en partie ou directement des sites internet des ministères. Nous vous encourageons donc à les consulter pour obtenir plus d'information.

2.1. Ministère de la Justice du Québec

Édifice Louis-Philippe-Pigeon, 1200, route de l'Église, Québec (Québec) G1V 4M1
☎ 418 643-5140 Sans frais : 1 866 536-5140 informations@justice.gouv.qc.ca www.justice.gouv.qc.ca

La Direction générale des affaires juridiques et législatives (DGAJL)

Carrières : C'est par l'entremise de la Direction générale des affaires juridiques et législatives que le Ministère de la justice réalise son mandat de jurisconsulte du gouvernement. Elle donne des avis sur les contrats auxquels est partie l'administration gouvernementale ainsi que sur les droits et les obligations des différents ministères au regard de leur loi constitutive, des lois qu'ils sont chargés d'administrer et, de façon générale, des lois qui s'appliquent à eux.

C'est à la Direction générale des affaires juridiques et législatives (DGAJL) qu'on retrouve la grande majorité des juristes qui agissent, au ministère de la Justice, comme conseillers juridiques, légistes, avocats plaidants ou notaires. En effet, c'est cette direction générale qui exerce la fonction de jurisconsulte du ministre de la Justice, en plus de participer à sa mission de procureur général, principalement en droit civil, administratif et constitutionnel.

C'est ainsi qu'elle répond aux besoins juridiques du gouvernement et de chacun de ses ministères à qui elle donne son opinion sur toutes les questions de droit les concernant, dirige la demande et la défense dans les litiges les mettant en cause, en plus de rédiger et d'approuver les actes juridiques et administratifs du gouvernement.

La DGAJL a aussi pour mandat de rédiger les projets de loi et de règlement requis par les ministères, d'améliorer et de promouvoir la qualité et l'accessibilité du corpus législatif et réglementaire aux plans ministériel et gouvernemental et d'effectuer la refonte des lois et des règlements.

La DGAJL comprend les directions suivantes :

- la Direction du droit administratif
- la Direction du droit autochtone et constitutionnel
- la Direction de la législation
- les directions du contentieux en droit civil et administratif (Québec et Montréal)

- la Direction du contentieux du Revenu
- **14 directions d'affaires juridiques dans les ministères**
- la Direction des services professionnels

Les directions d'affaires juridiques dans les ministères

Chaque ministère du gouvernement du Québec bénéficie des services d'une direction d'affaires juridiques qui lui est assignée, soit exclusivement, soit en mode partagé avec un ou plusieurs autres ministères. Ces directions d'affaires juridiques constituent donc en quelque sorte l'assise de la DGAJL.

Chaque direction d'affaires juridiques doit assurer la légalité de l'action du ministère qu'elle sert. Pour ce faire, elle élabore les projets de loi et de règlement, formule les opinions juridiques et rédige des actes juridiques (contrats, décrets, arrêtés, ordonnances ministérielles, etc.). Ces directions agissent en priorité dans les domaines du droit qui concernent leurs ministères clients.

C'est dans les directions d'affaires juridiques que l'on retrouve les avocats spécialisés en droit international ou traitant de dossier ayant une portée internationale. Voici certaines DAJ dont la pratique inclut du droit international :

- Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Développement économique, Innovation et Exportation
- Relations internationales
- Tourisme
- Affaires intergouvernementales canadiennes
- Immigration et Communautés culturelles

Pour une liste complète, visitez l'adresse suivante:
www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/organisation/emploi/juriste.htm

Étudiants : Le ministère de la Justice recrute chaque année des étudiants pour des emplois d'été. Le recrutement s'effectue parmi les inscriptions faites auprès de Placement étudiant. Cet outil du gouvernement permet l'inscription et la consultation des candidatures étudiantes et des offres d'emploi étudiant. Le formulaire de demande d'emploi d'été est disponible à l'adresse suivante : www.emploietudiant.qc.ca

Témoignage de Me Frédérique Sabourin

Me Frédérique Sabourin
Ministère de la Justice du Québec, Direction des affaires juridiques, Relations internationales
Université Laval (LL.D., 1995); Université Mc Gill (LL.M., 1989)
Université de Montréal, Faculté de droit (LL.B., 1984)

Membre du Barreau depuis 1985, Me Sabourin est avocate au Ministère de la Justice du Québec depuis 1987. Récipiendaire du prix Minerve 1996, sa thèse de doctorat, portant sur les effets patrimoniaux du mariage en droit international privé québécois, a été publiée aux éditions Yvon Blais.

« C'est en troisième année de mon baccalauréat en droit à l'Université de Montréal que j'ai vraiment su ce que je voulais faire, ou du moins dans quel domaine je voulais travailler: le droit international privé.

J'ai fait mon Barreau et mon stage au gouvernement du Québec. Ayant indiqué lors de l'entrevue d'embauche mon intérêt pour le droit international privé, j'ai pu travailler sur des dossiers qui impliquaient la négociation de conventions internationales et leur mise en œuvre au Québec. Par la suite, j'ai poursuivi mes études à l'Université McGill afin de perfectionner mon anglais et de me familiariser avec un autre système juridique (la common law). Au hasard d'une conversation, j'ai appris que le gouvernement avait entrepris la réforme du Code civil en ce qui concernait notamment le droit international privé. J'ai immédiatement demandé à rencontrer les personnes responsables de ce projet, auquel je voulais absolument être associée et j'ai été engagée, d'abord comme occasionnelle, puis comme permanente, après avoir réussi un concours écrit et une entrevue. J'ai pu bénéficier d'un congé à traitement différé pour faire des études de doctorat afin de continuer à me perfectionner en droit international privé sur des controverses soulevées par la nouvelle codification.

J'ai gardé un excellent souvenir des professeurs qui m'ont enseigné et maintenu des liens avec plusieurs d'entre eux. J'ai donné des cours sur la nouvelle réforme aux membres du Barreau et eu l'opportunité de travailler à d'autres réformes législatives. J'ai également assuré pendant quelques années le support juridique aux opérations d'entraide juridique internationale du gouvernement du Québec. J'ai rédigé les comptes-rendus des interventions des délégués à la Conférence diplomatique d'UNIDROIT à Ottawa en 1988, avant de participer moi-même à la négociation de conventions internationales comme membre de la délégation représentant le Canada à la Conférence de la Haye de 1997 à 2005. J'y ai côtoyé des juristes de renom et de tous les horizons avec lesquels j'ai développé des liens professionnels et d'amitié. J'ai donné des conférences et des cours, rédigé des rapports dans le cadre des congrès de l'Académie internationale de droit comparé et de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, ainsi que des articles pour des revues.

Au cours des huit dernières années, j'ai développé une expertise dans un autre domaine international : les droits de la personne. Sans délaisser mon domaine de prédilection, j'ai pu mettre à profit les connaissances et les habiletés que j'avais développées pour aider à définir la position défendue par le gouvernement du Québec sur la scène internationale lorsque des plaintes sont formulées, dans la négociation de nouveaux instruments internationaux ainsi que dans leur mise en œuvre au Québec. J'ai également été membre de la délégation canadienne au groupe de travail chargé d'élaborer un Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Au cours de mes années de carrière dans la fonction publique québécoise, j'ai pu toucher à plusieurs aspects du droit international: recherche fondamentale, négociation, législation, argumentation, conseil, etc. Chaque jour, j'apprends encore quelque chose de nouveau. D'ailleurs, il y a très peu de domaines du droit que je ne suis pas amenée à toucher puisque le droit international est toujours en lien avec un domaine du droit national: privé, public et comparé. Heureusement que l'on peut compter sur l'aide des collègues pour nous aider dans les domaines avec lesquels on est moins familier. Un des plus grands défis de nos fonctions est d'ailleurs d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale. La direction des affaires juridiques et législatives à laquelle j'appartiens regroupe plus de trois cents juristes répartis en une vingtaine de directions différentes. Les dossiers qui nous sont attribués nous amènent souvent à travailler ensemble et même avec d'autres juristes d'organismes ou du ministère de la Justice. Ces personnes professionnelles, dévouées, dédiées, ayant à cœur l'intérêt public, ont développé une grande expertise qu'elles partagent volontiers. Je suis fière de faire partie de cette grande équipe de juristes qui est aussi une grande famille à laquelle je suis très attachée.

Ce qui m'a principalement aidée jusqu'ici a été de susciter les opportunités et de les avoir saisies lorsqu'elles se sont présentées, d'être demeurée persévérante, curieuse et respectueuse des autres, ainsi que de connaître mes limites et de les accepter.

J'ai commencé à travailler pour le gouvernement parce que je voulais participer à changer le monde pour le mieux et je peux dire que je pense y avoir contribué à ma façon. »

Été 2008

2.2. Ministère des Relations internationales

Ministère des Relations internationales du Québec, Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5R9
☎ (418) 649-2300 (418) 649-2656 communications@mri.gouv.qc.ca www.mri.gouv.qc.ca

Carrières : Le ministère des Relations internationales a pour mission de promouvoir et de défendre les intérêts du Québec sur la scène internationale, de planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement à l'étranger, et de coordonner les activités au Québec en matière de relations internationales. Pour ce faire, le gouvernement du Québec dispose d'un réseau de bureaux à l'étranger composé de 7 délégations générales, 4 délégations, 10 bureaux et 4 antennes distribués à travers le monde. Un nombre conséquent d'avocats occupent des fonctions administratives tant au ministère à Québec que dans des missions à l'étranger.

Etudiants : Le MRI a mis en place plusieurs programmes de stages pouvant être effectués tant au Québec qu'à l'étranger, que ce soit dans des organisations gouvernementales internationales ou au sein du MRI et de ses bureaux. Plusieurs stages sont offerts par le biais de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, que nous avons déjà mentionné dans le chapitre *Sources de Financement*. Il existe aussi un programme de stages à Washington D.C. offrant aux jeunes universitaires québécois l'occasion d'acquérir une formation professionnelle et académique créditée dans la capitale des Etats-Unis. Les stages sont principalement liés aux domaines de spécialités suivants : relations internationales; sciences politiques; communications (relations publiques); droit international; commerce international; environnement. Pour plus d'information, visitez le site internet du ministère des Relations internationales du Québec, rubrique Faire un stage.

Chapitre ✈ Chapter

7

Chapitre 7
International Organizations
Les organisations internationales

The origin of International Law

Dans le creuset du droit international

1. L'Organisation des Nations Unies 139
   1.1. Le recrutement aux Nations Unies 139
   1.2. The Main Bodies 140
   1.3. Les institutions spécialisées 144
   1.4. Programs and Funds 155
   1.5. Instituts de recherche et de formation et autres organismes de l'ONU 164
2. Les autres organisations internationales 166
3. Regional Organizations 169

Introduction

Les États signent des traités internationaux dans le but de favoriser la bonne entente et la coopération entre nations. Ce faisant, ils unissent leurs efforts pour faire triompher la diplomatie et le règlement pacifique des différends sur les conflits armés. Créées par l'entremise de ces traités, les organisations internationales (OI) existent en vue de réaliser ce même objectif de paix mondiale. Les États membres de chaque OI se soumettant volontairement au respect de son autorité en échange du même engagement de la part des autres membres, les OI deviennent de véritables forums de discussion qui permettent aux États de traiter collectivement les enjeux qui affectent les sociétés. Dès lors, les OI forment le siège d'une intense activité de codification et de régulation par le droit des relations internationales.

Il est donc passionnant pour un juriste de travailler ou d'effectuer un stage au sein d'une organisation internationale. À l'instar du nombre grandissant d'OI, les opportunités dans ce milieu pour les jeunes juristes foisonnent. Outre le gigantesque système onusien, d'autres organisations internationales et régionales peuvent constituer des milieux de travail dynamiques et stimulants. À vous de faire preuve d'imagination!

The international organizations contained in this chapter are exclusively intergovernmental organizations, with either a regional or international vocation. To give the most accurate portrait of the current display of the international organizations' order, this chapter analyzes this exciting world by exploring the complex UN system. Then, we will investigate the non-UN international organizations such as the *World Trade Organization* and the *Organization for Economic Co-Operation and Development*. Finally, will be examined some of the regional organizations offering interesting internships or career opportunities. Please do not hesitate to further investigate any of these organizations for more details. Other organizations may also be good potential employers, and this Chapter contains a small part of all the opportunities you have in that area!

1. L'Organisation des Nations Unies

www.unsystem.org

Reposant sur le principe fondateur de l'égalité souveraine de ses membres, l'Organisation des Nations Unies (ONU) est unique en son genre. Avec ses 192 États membres, l'ONU regroupe à ce jour la quasi-entièreté des États souverains au travers de sa myriade d'organes internes, d'institutions spécialisées, de programmes, de fonds et d'instituts affiliés. Fondée en réaction aux atrocités de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU a pratiquement quadruplé son *membership* en plus de 50 ans d'existence.

C'est sous l'égide de l'ONU que se traitent la plupart des grandes questions d'intérêt international comme la promotion du respect des droits de la personne, la protection de l'environnement, la lutte contre les épidémies et les maladies endémiques, l'appui au développement et la lutte contre la pauvreté. Ce sont également les organismes onusiens qui définissent les normes de sécurité et d'efficacité des transports aériens et maritimes, qui contribuent à améliorer les établissements humains et le contrôle démographique, qui cherchent à faire respecter les droits de la propriété intellectuelle et coordonnent l'attribution des fréquences radio. L'ONU mène aussi les campagnes internationales de lutte contre le trafic des drogues et le terrorisme.

The structure of the UN is complex. The six principal organs of the United Nations are the General Assembly, the Security Council, the Economic and Social Council, the Trusteeship Council (whose operations were suspended on the 1st of November 1994, with the independence of Palau, the last remaining United Nations trust territory), the International Court of Justice and the Secretariat. The United Nations family, however, is much larger, encompassing several agencies, programmes and bodies.

The United Nations is central to global efforts to solve problems that challenge humanity. Cooperating in this effort are more than 30 affiliated organizations, known together as the UN system. Day in and day out, the UN and its family of organizations work to promote respect for human rights, protect the environment, fight disease and poverty. The United Nations family of organizations is made up of the United Nations programmes and funds, such as the UN Children's Fund (UNICEF) the UN Development Programme (UNDP), and the specialized agencies. The programmes, funds and agencies have their own governing bodies and budgets and set their own standards and guidelines. Together, they provide technical assistance and other forms of practical help in virtually all areas of economic and social endeavour.

The UN Secretariat employs some 7750 staff members under the regular budget and some 8230 under special funding. Coming from nearly 175 countries, they administer the UN's policies and programmes in New York and at duty stations around the world. The UN and its related programmes and specialized agencies, including the World Bank and the IMF, employs some 63,450 people worldwide.

1.1. Le recrutement aux Nations Unies

Le recrutement aux Nations Unies peut se faire par deux principaux moyens : les candidats peuvent appliquer directement sur le site internet de l'organisation pour les postes vacants qui y sont affichés, ou

encore passer par l'entremise de la Commission de la fonction publique du Canada pour soumettre leur candidature.

Dans un premier temps, les individus intéressés à œuvrer au sein d'un des organes onusiens devraient consulter régulièrement **le site de l'ONU** sous la rubrique *Emploi à l'ONU* pour obtenir une liste des postes vacants et des conditions d'application pour chacun de ces postes. Le candidat peut soumettre directement son dossier d'application via le système électronique *Galaxy* des ressources humaines de l'ONU.

Dans un second temps, le candidat peut également avoir recours à l'assistance de la **Commission de la fonction publique du Canada** (**www.psc-cfp.gc.ca**) dans son processus de recherche d'emplois à l'ONU. En effet, le gouvernement canadien est avisé chaque fois que des postes sont ouverts aux Nations Unies ou dans l'une de ses agences spécialisées et recommande souvent des candidats canadiens intéressés par les offres d'emploi. De plus, les Nations Unies ont tendance à faire des vérifications auprès des différents gouvernements avant de considérer les candidatures reçues. Dans ce cadre, la Commission de la Fonction publique du Canada, de concert avec le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, a mis sur pied un programme intitulé *Programmes internationaux* qui vise essentiellement à répertorier les postes à caractère international aux Nations Unies et à s'assurer que des candidatures seront soumises pour les postes disponibles par des Canadiens et Canadiennes.

Les personnes intéressées par un poste à l'ONU peuvent se renseigner ou faire parvenir directement leur dossier de candidature à la Commission canadienne de la fonction publique:

Programme des affaires extérieures et programmes internationaux

Commission de la Fonction publique du Canada
700 l'Esplanade Laurier ouest, Tour ouest, 21e étage, Ottawa, Ontario K1A 0M7
Tél: (613) 992-5902 🖷 (613) 943-0771

Nous vous invitons en outre à consulter les sites internet des divers organes dans les sections suivantes pour vous informer sur les programmes de stages et les possibilités d'emplois qu'ils offrent. Certains organismes procèdent à leur propre processus de recrutement. En outre, la plupart offrent des stages qui peuvent constituer une porte d'entrée adéquate vers des emplois permanents. Les jeunes juristes sans grande expérience peuvent également bénéficier de programmes pour jeunes professionnels qu'ont élaborés certains organismes de façon à faciliter l'embauche de jeunes au sein de leur organisation.

1.2. The Main Bodies

The United Nations has six main organs. Five of them (the General Assembly, the Security Council, the Economic and Social Council, the Trusteeship Council and the Secretariat) are based at UN Headquarters in New York. The sixth, the International Court of Justice, is located at The Hague in the Netherlands.

A. Les stages au sein des organes principaux

Le programme de stages au Siège de l'ONU – UN Headquarters New York Internships Programme

The United Nations provides opportunities to students enrolled in a graduate programme to undertake a non-remunerated internship at its Headquarters in New York. The objective of the Internship Programme is threefold: to provide a framework by which graduate and post-graduate students from diverse academic backgrounds may be assigned to United Nations Offices where their educational experience can be enhanced through practical work assignments; to expose them to the work of the United Nations and to provide UN offices with the assistance of highly qualified students specialized in various professional fields.

The UN Headquarters Internship Programme is offered on a two-month basis three times a year beginning in mid-January, early June and mid-September. The internship can be extended up to 6 months. The programme is full-time, therefore interns are expected to work five days per week under the supervision of a staff member in the department or office to which they are assigned.

Les candidats éligibles, désireux d'effectuer un stage au sein du Siège de l'ONU à New York, peuvent postuler sur le site *Galaxy* des Ressources Humaines de l'Organisation des Nations Unies au http://www.jobs.un.org.

Pour de plus amples renseignements sur le Programmes de stages au Siège de l'ONU et pour connaître les modalités de participation, veuillez consulter leur site internet au : www.un.org/Depts/OHRM/sds/internsh/htm/french/objective.htm.

Le programme de stages à la Cour internationale de justice

La Cour internationale de Justice (CIJ) procède à son propre appel de candidatures pour des postes de stagiaires non rémunérés au Greffe.

The International Court of Justice offers internships of one to three months to students and young professionals who are in the early stages of their careers. The internship is an opportunity for them to put their knowledge and experience into practice while performing certain tasks for the Court under the supervision of Registry officials.

Given the size of the organization, only a limited number of internships can be offered throughout the year. Placements are, however, possible in all departments and divisions of the Registry. The working languages of the Court are English and French.

Pour se porter candidat, il suffit de remplir le formulaire de demande en ligne et de le soumettre par le biais du site internet de la CIJ au www.icj-cij.org.

B. Les Opportunités d'emploi au sein des organes principaux de l'ONU

La soumission d'une candidature pour un emploi au sein d'un des organes principaux de l'ONU se fait selon la procédure décrite ci-haut, dans la section Le recrutement aux Nations Unies. Toutefois, en ce qui concerne la Cour internationale de Justice, elle procède à son propre processus de recrutement. Consultez la section suivante sur la Cour internationale de Justice afin d'obtenir plus de détails.

De façon à mieux comprendre le système des organes centraux de l'ONU, nous vous offrons un bref portrait de leur fonctionnement et de leurs mandats.

L'Assemblée générale / General Assembly

All UN Member States are represented in the General Assembly, a "parliament of nations" which meets regularly and in special sessions to consider the world's most pressing problems. Each Member State has one vote. Decisions on such key issues as international peace and security, admitting new members and the UN budget are decided by two-thirds majority. Other matters are decided by simple majority. In recent years, a special effort has been made to reach decisions through consensus, rather than by taking a formal vote. The Assembly cannot force action by any State, but its recommendations are an important indication of world opinion and represent the moral authority of the community of nations.

L'Assemblée générale chapeaute, en outre de l'assemblée plénière, une foule d'entités subsidiaires (commissions, conseils, groupes de travail, groupe d'experts, etc.) qui assument le fonctionnement quotidien de cet organe. À titre d'exemple, le Tribunal administratif des Nations Unies, créé par la résolution 351 A (IV) de l'Assemblée générale en 1949, est un organe indépendant, qui reçoit et juge les plaintes pour inobservation des contrats ou des conditions d'emploi des fonctionnaires onusiens ainsi que les plaintes pour non-respect des règlements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies par une décision de celle-ci.

Le Conseil économique et social (ÉCOSOC)
Economic and Social Council (ECOSOC)

Créé afin de mettre en œuvre les objectifs de l'ONU en matière de développement économique et social, l'ÉCOSOC « peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées »[11]. Ainsi, l'objet principal de la fonction de l'ÉCOSOC est la formulation d'observations et de rapports de nature non contraignante à l'intention des États membres ou du système onusien dans son ensemble.

The Council's subsidiary bodies meet regularly and report back to it. The Commission on Human Rights, for example, monitors the observance of human rights throughout the world. Other bodies focus on such issues as social development, the status of women, crime prevention, narcotic drugs and

[11] Charte de l'ONU, art. 62(1).

sustainable development. Five regional commissions promote economic development and cooperation in their respective regions.

Le Conseil de sécurité / Security Council

There are 15 Council members. Five of these, China, France, the Russian Federation, the United Kingdom and the United States, are permanent members. The other 10 are elected by the General Assembly for two-year terms. Member States continue to discuss changes in Council membership and working methods to reflect today's political and economic realities. Decisions of the Council require nine yes votes. Except in votes on procedural questions, a decision cannot be taken if there is a no vote, or veto by a permanent member.

The UN Charter gives the Security Council primary responsibility for maintaining international peace and security. The Council may convene at any time, whenever peace is threatened. Under the Charter, all Member States are obligated to carry out the Council's decisions.

Le Secrétariat / The Secretariat

The Secretariat carries out the substantive and administrative work of the United Nations as directed by the General Assembly, the Security Council and the other organs. At its head is the Secretary-General, who provides overall administrative guidance. The current Secretary-General, Ban Ki-moon, was nominated in 2007.

Les tâches des fonctionnaires du Secrétariat sont extrêmement diversifiées en raison de la variété de problèmes dont cet organe est en charge. Plus spécifiquement, les juristes employés par le Secrétariat sont appelés à prendre part à l'une ou à plusieurs des activités suivantes : rédaction d'avis juridiques et travaux d'interprétation de la Charte des Nations Unies et des règles du droit international; développement progressif, codification et harmonisation du droit international; conseil en matière de litiges commerciaux relevant du droit international ou du droit privé; aide aux États membres ayant à régler des problèmes de droit de la mer ou d'affaires maritimes sous leurs aspects juridiques, politiques, économiques, scientifiques, techniques ou environnementaux; représentation du Secrétaire général devant la Cour internationale de Justice et dans le règlement des litiges.

La Cour internationale de justice(CIJ)
International Court of Justice (ICJ)

The International Court of Justice, also known as the World Court, is the main judicial organ of the UN. Its 15 judges are elected by the General Assembly and the Security Council, voting independently and concurrently. The Court decides disputes between countries based on the voluntary participation of the States concerned. If a State agrees to participate in a proceeding, it is obligated to comply with the Court's decision. The Court also gives advisory opinions to the United Nations and its specialized agencies.

Les activités quotidiennes de la CIJ sont exercées par le Greffe, organe administratif de la Cour. La CIJ étant à la fois un tribunal et un organe international, la mission du Greffe est aussi bien celle d'un service auxiliaire de la justice, avec des États souverains pour justiciables, que celle d'un secrétariat de

comité international. Son activité a donc d'une part un aspect judiciaire et diplomatique, et d'autre part un aspect administratif. Le Greffe est constitué de trois départements (affaires juridiques ; affaires linguistiques ; information) et d'un certain nombre de services techniques. Il comprend actuellement une centaine de fonctionnaires.

Les effectifs du Greffe étant réduits, les vacances de poste sont, en conséquence, assez rares. Quand elles se produisent, elles font l'objet d'un avis de vacance publié sur le site internet de la Cour. Pour postuler à un poste vacant, les candidats doivent établir une lettre de motivation et remplir une notice personnelle.

Toutes les candidatures doivent être envoyées à :
M. le Greffier de la Cour internationale de Justice
Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas
+ 31 70 364 99 28 recrutement-recruitment@icj-cij.org www.icj-cij.org

1.3. Les institutions spécialisées

Organisations autonomes reliées à l'ONU par des accords spéciaux, les 15 institutions spécialisées sont actives dans une gamme étendue d'activités touchant autant à la bonne gouvernance qu'aux enjeux de la société civile de même qu'à l'économie, à la science et à la technique. Elles permettent donc à l'ONU de remplir ses objectifs à l'aide de leur expertise dans un domaine particulier.

Each of these Specialized Agencies functions on an autonomous basis with their own charter, budget, governing boards, staff, and publishing operations. These organizations make annual or biannual reports to the Economic and Social Council. The General Assembly can examine their budgets and make recommendations however each Specialized Agency exercises final control over its operations.

Chaque institution spécialisée possède ses propres modalités d'emplois et de stages. Certaines offrent des programmes de stages intéressants pour se familiariser avec leurs activités. Certaines permettent également aux jeunes professionnels qui sont des ressortissants d'États donateurs de débuter leur carrière dans leur organisation, en vertu de programmes spéciaux pour jeunes professionnels.

Carefully read each of the following sections and consult the websites of the agencies in order to deepen your research.

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
International Atomic Energy Agency (IAEA)

Siège-social : Vienne, Autriche
www.iaea.org

Créée en 1957, l'AIEA est une organisation intergouvernementale autonome qui s'emploie, sous les auspices de l'ONU, à promouvoir l'utilisation sûre et pacifique de l'énergie nucléaire.

In order to do so, IAEA assists its Member States, in the context of social and economic goals, in planning for and using nuclear science and technology for various peaceful purposes, including the generation of electricity and facilitating the transfer of such technology and knowledge in a sustainable manner to developing Member States.

1. Opportunités de stage

L'AIEA offre aux étudiants universitaires ainsi qu'aux jeunes diplômés, en droit et dans plusieurs autres disciplines, des opportunités des stages d'une durée minimale de 3 mois et maximale d'un an. Les stages offrent la chance aux participants d'ajouter une expérience professionnelle à leur formation universitaire tout en les familiarisant avec le travail de l'Agence dans le contexte onusien.

Les candidats peuvent appliquer toute l'année sans attendre la publication d'offres de stages, à l'exception de certains stages précis offerts pour une durée limitée. Pour être éligibles, les candidats doivent avoir complété au moins deux ans d'études universitaires de premier cycle ou être diplômés universitaires depuis moins de deux ans.

To apply, the application form available online must be completed and submitted by post, fax or e-mail. It must be accompanied by a cover letter, two signed letters of recommendation, and the most recent academic transcript (optional), and must be sent three to six months prior to the preferred start date of the internship to the following address:

Division of Human Resources, IAEA

Wagramer Strasse 5, P.O. Box 100, A-1400, Vienna, Austria
43-1-2600-7 Official.Mail@iaea.org

2. Opportunités d'emploi

Aside from hiring highly qualified and experienced candidates, the IAEA offers some job opportunities for young professionals under a "Junior Professional Officer" (JPO) program. The purpose of the program is not only to give young professionals an opportunity to gain work experience in an international environment, but also to provide the IAEA with additional expertise. The JPO works as part of a team and under the guidance of a senior Professional in either a scientific/technical or administrative field.

Le programme est destiné en priorité aux jeunes de moins de 32 ans provenant de pays en développement. Il est également ouvert aux jeunes de pays développés dont les gouvernements ont conclu un accord avec l'AIEA pour supporter financièrement leurs candidats.

Pour vérifier si le Canada supporte le programme JPO de l'AIEA, vous pouvez vous informer auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en consultant leur site internet au www.acdi-cida.gc.ca. Le Canada ne supportait pas, au moment où ce Guide a été rédigé, le programme JPO de l'AIEA.

Banque mondiale / World Bank

Siège-social : Washington, États-Unis
www.banquemondiale.org et www.worldbank.org

Le Groupe de la Banque mondiale, composé d'une part de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et d'autre part de l'Association internationale de développement (AID), fournit un appui financier et technique aux pays en développement. Le Groupe la Banque mondiale a comme mission de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des pays en développement en finançant des projets de développement (en santé, en infrastructure, etc.) grâce à des dons et des prêts à faible taux d'intérêt. Cela permet à des pays qui n'ont normalement pas accès aux

marchés internationaux de crédits, ou qui y ont accès uniquement à des taux défavorables, de financer leurs projets de développement.

1. Opportunités de stage

The Internship Program is open to students who are nationals of the Bank's member countries (including Canada) and attracts a large number of highly qualified candidates. The goal of this Internship Program is to offer successful candidates an opportunity to improve their skills as well as the experience of working in an international environment.

To be eligible for the Internship Program, candidates must possess an undergraduate degree and already be enrolled in a full-time graduate study program (pursuing a Master's degree or PhD with plans to return to school in a full-time capacity). Generally, successful candidates have completed their first year of graduate studies or have already begun their PhD programs.

Les stagiaires sont rémunérés par la Banque mondiale pour leur travail et obtiennent parfois un dédommagement pour leurs frais de déplacement. Bien que la majorité des postes offerts soient à Washington, certains postes peuvent être comblés dans les bureaux régionaux situés dans plusieurs pays. Deux périodes de stages sont prévues : l'une débutant en juin et se terminant en septembre et l'autre débutant en décembre et se terminant en mars. Les dossiers de candidature doivent obligatoirement être soumis en ligne à partir du site internet de la Banque mondiale.

2. Opportunités d'emploi

Le recrutement de jeunes professionnels se fait à travers le *Young Professionals Program* (YPP). Pour être éligible, les candidats doivent mettre en relief leur attachement aux questions de développement international, posséder un très bon dossier universitaire ainsi que des expériences de travail significatives et démonstratives des qualités de leader du candidat. Les candidats doivent également avoir 32 ans ou moins et posséder un diplôme de maîtrise au moment de la soumission du dossier de candidature.

Les dossiers de candidature doivent être acheminés en ligne à partir du site de la Banque mondiale durant des périodes déterminés.

Fonds international de développement agricole (FIDA)
The International Fund for Agricultural Development (IFAD)

Siège-social : Rome, Italie
www.ifad.org

The International Fund for Agricultural Development (IFAD), a specialized agency of the United Nations, was established as an international financial institution in 1977 as one of the major outcomes of the 1974 World Food Conference. IFAD is dedicated to eradicating rural poverty in developing countries. Working with rural people, governments, donors, non-governmental organizations and many other partners, IFAD focuses on country-specific solutions which can involve increasing rural peoples' access to financial services, markets, technology, land and other natural resources.

1. Opportunités de stage

Le programme de stages mis sur pied par FIDA s'adresse aux étudiants possédant au moins un diplôme de premier cycle universitaire. Le stagiaire est sélectionné par une division du Fonds en rapport avec son domaine d'étude et son travail est supervisé par un maître de stages. Durant le stage, les stagiaires

ont parfois l'opportunité de visiter quelques-uns des projets mis en place et supervisés par FIDA dans les pays en développement.

Les stagiaires reçoivent un salaire pour la durée du stage. Les stages, qui ont lieu au siège de l'organisation à Rome, sont d'une durée maximale de six mois.

Applicants should not be more than 30 years of age. Applicants must fill in an electronic IFAD Personal History Form and forward it to the address mentioned in the form which will be retained for 12 months. Applications may be submitted at any time of the year.

2. Opportunités d'emploi

Afin de faciliter l'insertion des jeunes professionnels au sein du FIDA, un programme appelé *Associate Professional Officer Program* (APO), par lequel les agences spécialisées des Nations Unies recrutent des jeunes ressortissants de pays donateurs, a été adopté par le Fonds. Les jeunes intéressés doivent avoir 32 ans ou moins pour être éligibles et détenir un diplôme universitaire dans un domaine d'intérêt pour le Fonds.

The agreed donor government will publish the job description in the form of a vacancy announcement through its own network. Nationals of sponsoring countries who consider themselves eligible may obtain information on the vacancy and/or send their applications to the relevant government office.

Pour vérifier si le Canada supporte le programme APO de FIDA, vous pouvez vous informer auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ou consulter leur site internet au www.acdi-cida.gc.ca. Le Canada ne supportait pas, au moment où ce Guide a été rédigé, le programme APO de FIDA.

Fonds monétaire international (FMI)
International Monetary Fund (IMF)

Siège-social : Washington, États-Unis
www.imf.org

Le Fonds monétaire international a été créé en 1945 pour promouvoir le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Les États fondateurs, réunis à Bretton Woods, ont créé le FMI dans le but de renforcer la coopération économique et financière pour éviter que ne se répètent les événements désastreux de la crise des années 30. Basé à Washington D.C., il est gouverné par ses 185 États membres devant lesquels il est responsable.

IMF works to promote international monetary cooperation, exchange stability, and orderly exchange arrangements to foster economic growth and high levels of employment and to provide temporary financial assistance to countries to help ease balance of payments adjustment.

1. Opportunités de stage

Le *Fund Intership Program* s'adresse aux étudiants de deuxième cycle, préférablement en voie de compléter des études doctorales en économie, ou dans un domaine en rapport avec les activités de l'organisation, par exemple le droit économique international. Les stages offerts se déroulent soit entre mai et octobre ou entre novembre et avril. Chaque année, le FMI recrute environ une cinquantaine de stagiaires.

En plus d'un salaire compétitif, les stagiaires bénéficient d'une compensation monétaire pour leur transport vers le siège de l'organisation (Washington).

Les dossiers de candidature doivent être soumis à travers le processus d'application en ligne sur le site internet du FMI. Les dates de soumission des dossiers sont affichées sur le site.

2. Opportunités d'emploi

IMF occasionally solicits applications for professional positions outside the economist career streams. See the IMF website for current positions to be filled. Applications must be submitted online.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
International Civil Aviation Organization (ICAO)

Siège-social : Montréal, Canada
www.icao.int

Forum mondial en matière d'aviation civile regroupant 190 États membres, l'OACI œuvre au développement d'une aviation civile sûre, sécuritaire et durable. Elle sert de tribune où les règles et procédures à normaliser peuvent être présentées, analysées et débattues avant de faire l'objet d'une décision. L'OACI cherche ainsi à promouvoir la sécurité et la sûreté de l'aviation civile de même que la protection de l'environnement.

1. Opportunités de stage

To date, ICAO does not have an internship program.

2. Opportunités d'emploi

Vacancies are advertised on the website of the organization. Interested candidates should download and complete the ICAO Application-for-Employment Form and submit it to the Human Resources Branch prior to the closing date to the following email address: recruitment@icao.int.

Organisation internationale du travail (OIT)
International Labour Organization (ILO)

Siège-social : Genève, Suisse
www.ilo.org

The International Labour Organization (ILO) is devoted to advancing opportunities for women and men to obtain decent and productive work in conditions of freedom, equity, security and human dignity. Its main aims are to promote rights at work, encourage decent employment opportunities, enhance social protection and strengthen dialogue in handling work-related issues.

In promoting social justice and internationally recognized human and labour rights, the organization continues to pursue its founding mission that labour peace is essential to prosperity. Today, the ILO helps advance the creation of decent jobs and the kinds of economic and working conditions that give working people and business people a stake in lasting peace, prosperity and progress.

1. Opportunités de stage

Le programme de stages de l'OIT permet aux étudiants universitaires de mieux comprendre les enjeux sur lesquels travaille activement l'OIT à l'échelle internationale tout en gagnant une expérience pratique

dans leur domaine d'étude. Pour être éligibles, les candidats doivent avoir en poche au moins un diplôme de niveau baccalauréat ou être dans leur dernière année d'études en vue de l'obtention de ce diplôme. Les stages sont d'une durée minimale de 3 mois et maximale de 6 mois. Un montant forfaitaire sera accordé au stagiaire pour couvrir ses dépenses.

The selection of candidates for internships is completely decentralized to individual departments. The ILO does not have specific vacancies for interns. There is no list of internship vacancies. Internships are awarded by individual departments based on their needs and whether or not a candidate's profile meets those needs.

Candidates are therefore advised to consult the ILO's website to familiarize themselves with the work of the various sectors and departments and to submit a CV and covering letter directly to those departments which interest them most. Should there be a need for an intern in that department, the candidate will be contacted directly.

Pour toute demande de renseignements concernant les stages, veuillez écrire à l'adresse courriel suivante : internship@ilo.org.

2. Opportunités d'emploi

Les postes à combler sont affichés sur le site Internet de l'OIT. Les candidats sont donc invités à consulter les offres pour connaître le détail des modalités d'application relatives à chacune d'elle.

Témoignage de Isabelle Dupplessis

Isabelle Duplessis
Professeure agrégée
Université de Montréal, Faculté de droit (Ph. D.)

Professeure à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, Isabelle Duplessis se spécialise en droit international public, en droit international du travail et en droit des institutions internationales. Elle partage avec nous son expérience de travail au sein de l'Organisation internationale du Travail à la suite de ses études doctorales et ses recherches postdoctorales auprès du Centre de recherche en droit public (CRDP):

> « Raconter mon expérience de travail au sein de l'Organisation internationale du Travail (OIT) exige au préalable, une brève présentation de cette organisation, institution spécialisée des Nations Unies. L'OIT est une organisation tripartite, la seule à ce jour, réunissant sur un pied d'égalité des représentants employeurs, travailleurs et gouvernementaux. Elle est chargée de veiller à l'amélioration des conditions des travailleurs.
>
> Je venais de terminer mes études doctorales et des recherches postdoctorales auprès du Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal lorsque j'ai obtenu un stage auprès de l'OIT à Genève en Suisse. Ce stage était l'initiative conjointe de la Société québécoise de droit international (SQDI) et de l'OIT. Il visait à recruter pour une période de huit mois de jeunes juristes. Les organisations internationales ont en général une prédilection pour ce genre de recrutement. Leurs ressources financières étant limitées, cette méthode leur permet d'avoir une main-d'oeuvre qualifiée et dynamique sans en assumer les coûts. Ces derniers sont souvent pris en charge par des programmes

gouvernementaux et constituent en quelque sorte une contribution de l'État au fontionnement de l'organisation internationale. J'ai passé la première année à Genève au sein du Département des normes internationales du travail, plus précisément pour le Service de la liberté syndicale. Mon travail s'inscrivait dans le cadre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations. Je devais notamment examiner les rapports périodiques fournis par les États de l'Afrique francophone concernant le respect de leurs obligations en matière de liberté syndicale et de négociation collective. J'ai également été appelée à travailler pour le Comité de la liberté syndicale, organe tripartite quasi judiciaire du Conseil d'administration, chargé de recevoir les plaintes en violation de la liberté syndicale émanant des représentants travailleurs, employeurs et gouvernementaux.

Suite à ce stage, j'ai été engagée à titre de fonctionnaire internationale pour un contrat indéterminé par le Centre de formation de l'OIT à Turin en Italie. À l'opposé de mon expérience plus « bureaucratique » de Genève, je devais donner des ateliers de formation concernant les normes internationales du travail et les mécanismes de contrôle de l'OIT à des groupes employeurs, travailleurs et gouvernementaux provenant de toutes les régions du monde. Cette expérience a été extraordinaire pour la qualité des gens rencontrés et les endroits visités. Finalement, une expérience au sein d'une organisation internationale ne se restreint pas seulement à l'aspect professionnel. Elle comporte une dimension d'enrichissement personnel inestimable qui vous suivra indépendamment de vos choix de carrière. »

Été 2008

Organisation maritime internationale (OMI)
International Maritime Organization (IMO)

Siège-social : Londres, Royaume-Uni
www.imo.org

The Convention establishing the International Maritime Organization (IMO), a specialized agency of the United Nations with 167 Member States and three Associate Members, was adopted in Geneva in 1948. IMO's main task has been to develop and maintain a comprehensive regulatory framework for shipping and its remit today includes safety, environmental concerns, legal matters, technical co-operation, maritime security and the efficiency of shipping.

L'OMI a adopté une quarantaine de conventions et protocoles et plus de 800 recueils de règles, codes et recommandations ayant trait à la sécurité maritime, à la prévention de la pollution et à d'autres questions connexes.

1. Opportunités de stage

Students are considered for internships at IMO Headquarters only at the request of their Governments or appropriate governmental authorities if the country concerned is a Member State of IMO or at the request of Universities/high learning institutions. All applications must be accompanied by a letter from the Sponsor, addressed to the Secretary-General.

Internships are offered for periods of two weeks to a maximum of three months. The Internship Programme is particularly designed for students undertaking research in the activities of the Organization for the main purpose of writing their dissertation or to further their own research. Priority

is given to students with an academic background in the fields of shipping, marine environment, international maritime and environmental law, and who have already obtained a University Degree and are studying for, or completed, a Master's or Ph.D. Degree. The purpose of the internship must be directly related to the work of IMO and the request for internship should indicate clearly the specific areas of the Organization's work that are of interest to the applicant.

Pour soumettre sa candidature, l'étudiant doit adresser une lettre expliquant son projet de recherche et la durée souhaitée du stage, accompagnée de son curriculum vitae et d'une lettre de son parrain (université ou gouvernement) à :

Ms. Olga Bósquez, Senior Deputy Director/Head
External Relations Office, P.4 Albert Embankment
London SE1 7SR, United Kingdom

2. Opportunités d'emploi

Les postes à combler sont affichés sur le site internet de l'OIT. Les candidats sont donc invités à consulter les offres pour connaître le détail des modalités d'application relatives à chacune d'elle. Un formulaire électronique doit impérativement être complété en vue de soumettre sa candidature et envoyé par courrier régulier ou électronique à l'une des adresses suivantes :

Human Resource Officer
Recruitment & Staff Development, IMO, HR Services
4 Albert Embankment, London SE1 7SR, United Kingdom
+44 20 7587 3210, bnayna@imo.org

L'OIT n'a pas de programme d'emplois spécifique pour les jeunes professionnels.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
World Intellectual Property Organizatoin (WIPO)

Siège-social : Genève, Suisse
www.wipo.org

The World Intellectual Property Organization (WIPO) is a specialized United Nations agency dedicated to developing a balanced and accessible international intellectual property (IP) system which rewards creativity, stimulates innovation and contributes to economic development while safeguarding public interest.

WIPO was established by the WIPO Convention in 1967 with a mandate from its Member States to promote the protection of IP throughout the world through cooperation among states and in collaboration with other international organizations. Its headquarters are in Geneva, Switzerland.

Dans ce cadre, l'OMPI veille à l'élaboration d'un système de propriété intellectuelle équilibré et accessible qui récompense la créativité, stimule l'innovation et contribue au développement économique tout en préservant l'intérêt général. Par ailleurs, l'OMPI explore de concert avec les États membres certaines questions relatives aux savoirs traditionnels, aux expressions culturelles traditionnelles et aux ressources génétiques qui ont trait à la propriété intellectuelle.

1. Opportunités de stage

L'OMPI organise un programme de stages d'été qui vise à permettre à des étudiants universitaires et à de jeunes diplômés d'acquérir une connaissance pratique de la propriété intellectuelle et de s'initier aux activités de l'organisation, tant en ce qui concerne l'élaboration de traités, l'enregistrement international et les travaux de recherche et de publication. Les stagiaires ont aussi la chance d'assister à des conférences et à des exposés sur des domaines spécialisés.

Les stages ont lieu l'été et sont d'une durée de 6 semaines.

Les candidats intéressés sont priés de contacter l'OMPI à l'adresse suivante pour connaître les modalités de participation :

34 Chemin des Colombettes, 1211 Genève 20, Suisse
☎ 41-22-338-9820, personnel.mail@wipo.int

2. Opportunités d'emploi

The recruitment of candidates for career posts at various levels is generally effected through vacancies published on WIPO website and through the appropriate administrations of the member States of the Organization. Most of these posts require staff with a legal academic background and considerable professional experience in the field of intellectual property.

Organisation mondiale de la santé (OMS)
World Health Organization (WHO)

Siège-social : Genève, Suisse
www.who.int

WHO is the directing and coordinating authority for health within the United Nations system. It is responsible for providing leadership on global health matters, shaping the health research agenda, setting norms and standards, articulating evidence-based policy options, providing technical support to countries and monitoring and assessing health trends.

1. Opportunités de stage

WHO's Internship Programme provides a wide range of students opportunities to gain insight into the work of WHO. Every year a limited number of internship places are available.

To take part in the program, applicants must be enrolled in a graduate school degree programme (second university degree or higher) both at the time of application and during the internship and be a minimum of 20 years of age.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir au siège-social à Genève ou à l'un des bureaux régionaux son *curriculum vitae* (indiquant le parcours scolaire, les études en cours, les langues et les connaissances informatiques, la date de disponibilité, une indication des domaines d'intérêt et toute information supplémentaire susceptible de contribuer à l'évaluation). Il revient donc au candidat de s'informer sur les activités de l'OMS pour envoyer son dossier à l'endroit approprié selon ses champs d'intérêt et de compétence.

Pour de plus amples informations, les candidats intéressés peuvent écrire à l'adresse courriel suivante : interns@who.int.

2. Opportunités d'emploi

Les postes à combler sont affichés sur le site internet de l'OMS. Les candidats sont donc invités à consulter les offres pour connaître le détail des modalités d'application relatives à chacune d'elle. La plupart des emplois exigent une vaste expérience préalable dans un domaine pertinent par rapport aux activités de l'organisation. Une expérience à l'international peut également être requise.

Applicants are strongly encouraged to apply to an advertised vacancy notice for which they consider themselves to be qualified. Upon completion of the personal history form, online applications will be acknowledged via e-mail.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Food and Agriculture Organization (FAO)

Siège-social **:** Rome, Italie
www.fao.org

La FAO est une organisation dédiée à la lutte contre la faim à l'échelle internationale par le biais de l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire. Sa principale mission est l'élévation du niveau de vie des populations rurales.

FAO acts as a neutral forum where all nations meet as equals to negotiate agreements and debate policy. FAO is also a source of knowledge and information. It helps developing countries and countries in transition modernize and improve agriculture, forestry and fisheries practices and ensure good nutrition for all.

La FAO compte plus de 4000 employés, répartis de manière équitable entre ses bureaux décentralisés et les projets de terrain mis en œuvre dans les pays en développement, et son siège à Rome.

1. Opportunités de stage

La FAO ne propose pas de programme de stages en tant que tel. Néanmoins, les étudiants intéressés à acquérir une expérience de travail non rémunérée au sein de l'organisation peuvent soumettre leur candidature à titre de bénévoles, par l'entremise du *Programme de bénévoles de la FAO*.

The FAO volunteer programme is designed to expand FAO's human resources capacity by providing opportunities to individuals to contribute their services on a voluntary basis. Those selected for the volunteer programme will be placed in areas according to their qualifications and the needs of the Organization. No financial assistance is available from FAO. It is preferable that candidates have an academic interest in the mandate and objective of the Organization. Assignments under the FAO Volunteer Programme are not designed to lead to a staff position within the Organization.

Pour postuler, les candidats doivent préparer une proposition écrite d'affectation (de deux pages au maximum) illustrant les objectifs visés et les résultats escomptés de leur travail à titre bénévole auprès de la FAO et remplir l'imprimé administratif disponible en ligne. Les dossiers doivent être transmis par courriel à Volunteer-Programme@fao.org.

2. Opportunités d'emploi

Les candidatures spontanées ne seront pas acceptées par la FAO. Il est nécessaire de répondre à un avis de vacance pour chaque poste disponible. Ces derniers sont publiés régulièrement sur le site internet de la FAO.

Les candidats intéressés par un poste doivent faire parvenir à l'organisation une lettre de candidature et remplir l'imprimé administratif disponible en ligne.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) United Nation Educational Scientific and Cultural Organization

Siège-social : Paris, France
www.unesco.org

UNESCO was founded in November 1945. Today, it functions as a laboratory of ideas and a standard-setter to forge universal agreements on emerging ethical issues. The Organization also serves as a clearinghouse – for the dissemination and sharing of information and knowledge – while helping Member States to build their human and institutional capacities in diverse fields.

En outre, l'UNESCO travaille à protéger les spécificités inhérentes à chaque culture tout en sensibilisant les populations au respect des cultures minoritaires. Le but est de les inscrire dans une démarche cohérente qui les unit dans un esprit d'interaction et d'interdépendance.

1. Opportunités de stage

L'UNESCO offre des Opportunités de stage à son siège à Paris et dans ses bureaux hors siège. Ces stages, d'une durée de 1 à 4 mois, sont ouverts aux étudiants issus des cursus les plus divers et aux chercheurs de façon à coupler à leur savoir théorique une formation pratique, tout en les initiant aux activités de l'organisation.

Internships are exclusively reserved for students pursuing a graduate or postgraduate degree programme (second university degree or higher) or technical/professional studies. UNESCO does not remunerate or pay interns. Costs and arrangements for travel, visas, accommodation and living expenses are the responsibility of interns or their sponsoring institutions.

Les candidats intéressés peuvent postuler en remplissant un formulaire disponible sur le site internet de l'UNESCO.

2. Opportunités d'emploi

L'UNESCO a mis sur pied deux programmes visant à aider l'insertion des jeunes professionnels dans ses rangs : le programme *Jeunes professionnels* et le programme *Experts associés*.

Le programme *Jeunes professionnels* est ouvert exclusivement aux ressortissants de pays non ou sous-représentés. Au moment de la rédaction du présent Guide, le Canada figurait parmi les États surreprésentés à l'UNESCO, et donc ses ressortissants n'étaient pas éligibles à ce programme. Nous vous prions de consulter le site internet de l'UNESCO pour vérifier le statut du Canada pour une année précise.

Quant au programme *Experts Associés*, il est réservé aux jeunes professionnels issus de pays donateurs, avec qui l'UNESCO a une entente de placement. Au moment de la rédaction du Guide, le Canada ne figurait pas parmi cette liste, et donc ses ressortissants n'étaient pas admissibles à ce programme. Prière de consulter le site internet de la délégation permanente du Canada à l'UNESCO pour vérifier si le programme s'offre aux Canadiens pour une année précise (www.geo.international.gc.ca/canada_un/paris/menu-fr.asp).

1.4. Programs and Funds

Outre les organes centraux et les institutions spécialisées, le système onusien englobe une myriade de programmes et de fonds qui l'aident à mettre en œuvre ses objectifs.

The UN programmes and funds, such as the UN Children's Fund (UNICEF), the UN Development Programme (UNDP) and the World Food Programme (WFP), work together for development, humanitarian assistance and human rights.

Nous vous proposons une liste qui couvre une partie seulement des opportunités pour les jeunes juristes auprès des fonds et programmes de l'ONU. Pour obtenir une liste la plus complète et à jour possible des programmes et fonds, veuillez consulter le www.un.org/french/unworld/otherprgs.

Centre du Commerce International (CCI)
International Trade Centre (ITC)

Siège-social : Genève, Suisse
www.intracen.org

Le CCI est l'agence de coopération technique conjointe de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce centre travaille en collaboration avec des entreprises des pays en développement et en transition économique afin de les aider à développer des programmes d'exportations.

ITC enables small business export success in developing countries by providing, with partners, sustainable and inclusive trade development solutions to the private sector, trade support institutions and policymakers.

1. Opportunités de stage

Les stages offerts par le CCI s'adressent entre autres aux étudiants dont le domaine de formation touche au commerce international, tel que les étudiants en droit commercial international.

Applicants may be enrolled in a degree programme (i.e. Master's or doctorate) in a graduate school at the time of application and also during the internship or enrolled in future studies or have recently completed graduate studies.

The initial period of an internship with ITC is two months. The internship may be extended in agreement between ITC and the intern/sponsor. The maximum duration of an internship is eight months. An internship may be terminated at any time by ITC if this is in the interest of the organization.

Pour poser leurs candidatures, les demandeurs doivent remplir un formulaire disponible en ligne sur le site du CCI et le retourner avec les documents demandés à l'adresse postale suivante :

Human Resources Section
Division of Programme Support
International Trade Centre (ITC)
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland

2. Opportunités d'emploi

Vacancies are published on its website. Applicants have to register online prior to responding to a vacancy.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et sur le développement (CNUED)
United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)

Siège-social : Genève, Suisse
www.unctad.org

Established in 1964, UNCTAD promotes the development-friendly integration of developing countries into the world economy. UNCTAD has progressively evolved into an authoritative knowledge-based institution whose work aims to help shape current policy debates and thinking on development. Its particular focus on ensuring that domestic policies and international action are mutually supportive in bringing about sustainable development.

1. Opportunités de stage

Le programme de stages au siège de la CNUCED est proposé aux étudiants poursuivant des études universitaires supérieures afin de leur permettre de mieux comprendre les problèmes ayant trait au commerce et au développement et leur montrer comment la CNUCED s´emploie à trouver des solutions. L'admission au programme peut se faire à tout moment dans l´année. Pour se porter candidat, l'on doit absolument être inscrit aux cycles supérieurs au moment du dépôt de la demande et pendant le stage.

La durée des stages est de deux mois au minimum et de six mois au maximum. La CNUCED ne disposant pas de fonds pour rémunérer les stagiaires, toutes les dépenses liées aux stages sont à la charge des étudiants concernés, de leurs établissements d'origine ou de leurs gouvernements.

Applicants may complete in the Internship Application Form and send it by mail with all the required documents at least three months prior to the proposed starting date of the internship at:

Programme de stages de la CNUCED
Section de la gestion des ressources humaines, Service de gestion des ressources
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse

2. Opportunités d'emploi

Applications for vacancies have to be made through the UN online system (*Galaxy*). Applicants must then follow the instructions at the end of the vacancy announcement.

Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme (UNIFEM)
United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)

Siège-social : New York, États-Unis
www.unifem.org

UNIFEM est un fonds d'assistance mis sur pied par l'ONU pour venir en aide aux femmes à travers la planète. Ce fonds sert à fournir une assistance financière et technique pour mettre en place des programmes stratégiques d'amélioration des conditions de vie des femmes et de promotion de l'égalité des sexes. Pour ce faire, UNIFEM articule son action autour de quatre pôles stratégiques : la réduction de la violence envers les femmes; la lutte contre la pauvreté des femmes; la diminution de l'incidence du VIH/SIDA sur les femmes et les jeunes filles; et la promotion d'une saine gouvernance démocratique respectueuse de l'égalité des genres.

1. Opportunités de stage

The UNIFEM Internship Programme offers a small group of outstanding graduate-level students the opportunity to acquire direct exposure to UNIFEM's work. It is designed to complement women's development-oriented studies with practical experience in various aspects of multilateral technical cooperation, as well as other international studies, including law.

La durée des stages varie selon les besoins du stagiaire et de l'organisation. Des stages peuvent être entrepris tout au long de l'année. Les stages ne sont pas rémunérés. Cependant, les institutions universitaires d'attache de même que les gouvernements peuvent fournir une aide financière à l'intéressé.

Les candidats sont invités à appliquer directement en ligne sur le site internet d'UNIFEM, à n'importe quel moment de l'année en indiquant leur disponibilité.

2. Opportunités d'emploi

The JPO Programme is a donor-funded programme that provides young professionals from donor countries an opportunity to gain experience in an international organization. To apply, young professionals must usually be under 32 years of age and hold a Master's degree (or equivalent) in a development-related discipline.

Au moment de la rédaction de ce Guide, le Canada comptait parmi les pays donateurs participant au programme JPO d'UNIFEM. Veuillez consulter le site internet d'UNIFEM pour la mise à jour de cette information.

Les ressortissants canadiens peuvent soumettre leur candidature en ligne directement à partir du site internet d'UNIFEM.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
United Nations Children's Fund (UNICEF)

Siège-social : New York, États-Unis
www.unicef.org

Crée par l'ONU en 1946 pour sauver les enfants de la Deuxième Guerre mondiale de la famine, l'UNICEF se dévoue depuis ce temps à la promotion du respect des droits de l'enfant partout sur la

planète. Selon l'UNICEF, la progression de l'humanité est foncièrement tributaire du développement et de la protection des enfants. Il s'agit donc pour cette organisation d'aider les enfants à surmonter les obstacles qui entravent leur sain développement, comme la pauvreté, la discrimination, la violence et la maladie.

1. Opportunités de stage

The UNICEF Internship Programme offers eligible and qualified students at both Headquarters and country offices the opportunity to acquire direct practical experience in UNICEF's work under the direct supervision of experienced UNICEF staff.

To be eligible, the candidates must be enrolled in graduate or post-graduate studies related to UNICEF's interests and must be enrolled during the proposed internship period. Undergraduates are not accepted.

Les candidats doivent remplir un formulaire de candidature, disponible en ligne sur le site de l'UNICEF, et spécifier clairement s'ils postulent pour un stage au siège de New York ou dans un autre bureau. Si le candidat postule pour un stage dans plusieurs bureaux autres que New York, il doit donner une liste d'au maximum 3 bureaux. Une nouvelle candidature est requise si le candidat veut postuler dans plus de 3 bureaux autres que New York. Un *curriculum vitae* et une lettre d'un enseignant complètent le dossier.

Le dossier peut être expédié par courrier électronique à internships@unicef.org.

2. Opportunités d'emploi

Le *Programme des administrateurs auxiliaires* s'adresse à une catégorie particulière de fonctionnaires qui sont de jeunes administrateurs et administratrices désireux d'acquérir une expérience dans le domaine du développement. Parrainés par leurs gouvernements respectifs, ces jeunes professionnels acquièrent par l'entremise du programme une expérience des activités de coopération internationale pour le développement sous la supervision étroite de hauts fonctionnaires de l'UNICEF. Ils contribuent également à l'exécution de ces programmes au sein de divers pays.

An individual must meet these requirements for entry into UNICEF as a JPO: be a citizen of a donor country (Canada was, at the time of writing this Guide, a donor country. Please consult the UNICEF website to make sure this information is still accurate.), be between 28 and 32 years of age hold a University degree equivalent to a Master's Degree or, as an absolute minimum, to a Bachelor's Degree and have a minimum of two years of relevant work experience.

Les ressortissants du Canada intéressés sont invités à soumettre directement leur candidature, leur CV et un formulaire P-11 des Nations Unies disponible en ligne à partir du site internet de l'UNICEF, à l'adresse suivante :

Administrateur des ressources humaines (administrateurs auxiliaires)
DHR, CDS (TA-26-78), UNICEF House
3 United Nations Plaza, New York, NY 10017
Courriel : jpo@unicef.org

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

Siège-social : Genève, Suisse
www.unhcr.fr

Depuis 1950, le HCR remplit le mandat de coordination de l'action internationale en matière d'aide aux réfugiés. Le HCR œuvre donc à l'élaboration d'un régime efficace de protection des réfugiés de façon à solutionner les principaux problèmes qui les accablent. Pour le HCR, chacun devrait avoir le droit de demander l'asile et à trouver refuge dans un autre État pour éviter d'être persécuté. À terme, les solutions qu'elle met en œuvre sont le retour dans le pays d'origine, l'intégration dans le pays d'accueil ou la réinstallation dans un pays tiers.

For more than five decades the agency has helped an estimated 50 million people restart their lives. Today, a staff of roughly 6,300 people from more than 110 countries continues to help 32.9 million people.

1. Opportunités de stage

Le HCR offre des possibilités de stages à son siège à Genève et dans ses bureaux régionaux.

Candidates are asked to complete an online application form available on UNHCR's website. Applicants' details will be stored in UNHCR's central database for six months, after which time the application will be withdrawn. Managers consult the database when searching for intern candidates with specific academic profiles. If your application is found to be of interest to one of their departments, the relevant manager will contact you directly.

2. Opportunités d'emploi

Afin de favoriser l'insertion des jeunes professionnels dans ses rangs, le HCR a mis sur pied un *Junior Professional Officer Program* (JPO) à l'instar de plusieurs autres agences et organismes onusiens. Ce programme est ouvert aux jeunes entre 25 et 32 ans, quoique des exceptions quant à l'âge des postulants puissent être octroyées. Les jeunes doivent impérativement être ressortissants de l'un des pays donateurs qui participent au programme. Au moment de la rédaction de ce Guide, le Canada participait au programme JPO du HCR. Veuillez consulter le site internet du HCR pour la mise à jour de cette information.

Candidates must hold a Bachelor's Degree or a Master's Degree in a field equivalent to and/or relevant to the functions stated in the job description and have at least two to three years of relevant work experience.

A list of JPO vacancies are regularly submitted to participating Governments who are then required to select/earmark the posts they can sponsor through the recruitment of a JPO. An interested government sponsor then initiates its own recruitment search and pre-selection process. Upon completion it submits to UNHCR its nominations. These nominations are subsequently screened and evaluated by UNHCR and interviews are organised accordingly.

Les ressortissants canadiens doivent donc consulter le site de l'ACDI au www.acdi-cida.gc.ca pour obtenir des renseignements sur les postes ouverts et le processus de sélection.

Témoignage de Love St-Fleur

Love St-Fleur
Candidate au doctorat
Université de Montréal, Faculté de droit
Diplôme d'études approfondies, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Love St-Fleur a participé a plusieurs écoles d'été en droit international dans le cadre de ses études au baccalauréat. Elle a également effectué des stages en droit international de la personne auprès de deux ONG canadiennes avant de travailler pour l'ONU, notamment pour le HCR. Dans son témoignage, elle nous raconte son parcours hors du commun :

« Obtenir un emploi au sein d'une organisation internationale demande je crois une véritable passion pour les questions internationales et surtout beaucoup de persévérance. Selon moi, pour y arriver, il faut être bien préparé, acquérir une bonne compréhension du fonctionnement des organisations internationales et de leur mandat respectifs. En ce sens, il est bon de repérer des occasions de formation et de compléter des stages, si possible sur le terrain.

Pour ma part, j'ai débuté en suivant tous les cours de droit international offerts durant mon baccalauréat en droit à l'Université de Montréal. J'ai suivi des cours d'été offerts par des institutions connues en cette matière l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg, l'Académie de Droit International de La Haye, l'Institut Interaméricain des droits humains et d'autres et complété un Diplôme d'études approfondies en droit international public et organisations internationales à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1). Bien sûr, le financement pour suivre de telles formations n'est pas évident lorsqu'on est étudiant et demande de nombreux sacrifices.

Ensuite, je crois que les stages avec des organisations sérieuses sont extrêmement formateurs. Ils nous permettent de comprendre la réalité du travail à l'international et évaluer si c'est quelque chose qui nous convient réellement. Dans mon cas, j'ai complété d'abord un stage de trois mois au El Salvador avec une ONG canadienne, l'Association des juristes canadiens pour le respect des droits humains dans le monde. Ensuite, j'ai eu la chance de faire mon stage en droit dans la seule institution montréalaise où il était possible de le faire à l'époque, l'organisme Droit et Démocratie. Là, j'avais la chance de travailler sur des dossiers concrets visant la protection des droits humains dans le monde au sein d'une équipe de professionnels engagés. L'appel du terrain s'est alors fait sentir.

J'ai débuté à l'ONU en tant que Conseillère technique de la section Justice de la Mission Internationale Civile d'Appui en Haïti (MICAH), Port-au-Prince, Haïti. Le fait que j'étais au bon endroit au bon moment m'a certainement aidé à obtenir ce contrat. La mission de l'ONU en Haïti venait de changer de mandat et il y avait plusieurs postes disponibles. J'ai envoyé à la mission et l'on m'a téléphoné. Par conséquent, j'ai été affecté en Haïti, ce qui a été une expérience très profitable. J'ai eu l'occasion de travailler dans une situation complexe avec des collègues de tous les horizons.

À la fin de la mission, je suis revenue à Montréal pour entreprendre une maîtrise en droit international public à l'UQAM. Là encore une fois l'appel du terrain était fort. J'ai donc appliqué sur plusieurs postes à l'ONU et le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) m'a offert une affectation de protection d'une durée de deux ans à San Cristobal au Venezuela, une ville frontalière de la Colombie. Je n'ai pas hésité. Là, j'ai eu

l'occasion d'exercer des responsabilités vastes et complexes pour assurer la protection des droits des réfugiés colombiens ayant fuit le conflit armé dans leur pays d'origine. À la fin de mon affectation, puisque j'étais une employée du HCR, j'ai pu appliquer sur des postes ouverts à l'interne et j'ai obtenu le poste de spécialiste de la réinstallation à Quito, en Équateur. J'ai donc continué à m'occuper de réfugiés mais cette fois-ci, il s'agissait des cas les plus difficiles présentant des besoins spéciaux de protection.

Bref, si l'on aime voyager, être sur le terrain, faire preuve de diplomatie, travailler dans un environnement hautement interculturel, si l'on s'intéresse à l'histoire politique, culturelle, économique, sociale d'un pays, à sa population, si le droit international vous passionne, alors le travail dans une organisation internationale, qui est à mon avis au confluent de tous ces intérêts, est fascinant. »

Été 2008

Programme alimentaire mondial (PAM)
World Food Programme (WFP)

Siège-social : Rome, Italie
www.wfp.org

WFP is the United Nations frontline agency in the fight against global hunger. Its operations aim to save lives in refugee crisis and other emergencies, improve nutrition and quality of life of the world's most vulnerable people at critical times in their lives and enable development by helping people build assets that benefit them directly and promoting the self-reliance of underprivileged people and communities.

WFP works to put hunger at the centre of the international agenda, promoting policies, strategies and operations that directly benefit the underprivileged and hungry. WFP works closely with the other members of the UN family, governments and NGOs, offering its logistics expertise to guarantee the delivery of all kinds of humanitarian assistance.

1. Opportunités de stage

Les étudiants ayant complété au moins deux années d'études universitaires peuvent poser leur candidature au programme de stages du PAM. Le PAM distribue le dossier de candidature du postulant à travers ses différents départements et bureaux régionaux. Un directeur intéressé par le dossier d'un candidat peut alors le contacter pour une entrevue.

Le PAM fournit un salaire à ses stagiaires et couvre leurs assurances-médicales. Les candidats intéressés peuvent appliquer en remplissant un curriculum vitae et un formulaire d'application en ligne, accessibles à partir du site internet du PAM.

2. Opportunités d'emploi

WFP runs a *Junior Professional Officers Program*. JPO's are young professionals (under the age of 35) who are selected by their governments through a rigorous recruitment process to work for WFP (or other United Nations agencies). The government pays the JPO's salary and benefits for two to three years, depending on WFP's contractual agreement with the donor country. JPOs work either in Headquarters in Rome, Italy, or in one of WFP's 80 Country Offices.

Au moment de la rédaction de ce Guide, le Canada participait au programme JPO du PAM. Veuillez consulter le site internet du HCR pour la mise à jour de cette information.
Pour appliquer à titre de JPO, les ressortissants canadiens doivent communiquer avec l'Agence canadienne de développement international du Canada (ACDI) qui est en charge du processus de recrutement.

Agence canadienne de développement international (ACDI)
Canadian International Development Agency (CIDA)
200 Promenade du Portage, Hull, Québec, Canada K1A 0G4
Tél : (819) 953-0488 Télécopieur : (819) 953-5384 www.acdi-cida.gc.ca/index-f.htm

Programme des Nations Unies sur le contrôle international des drogues (PNUCID)
United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)

Siège-social : Vienne, Autriche
www.unodc.org

The United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) is a global leader in the fight against illicit drugs and international crime. Established in 1997, UNODC operates in all regions of the world through an extensive network of field offices. UNODC relies on voluntary contributions, mainly from governments, for 90 per cent of its budget.

UNODC is mandated to assist Member States in their struggle against illegal drugs, crime and terrorism. In the Millennium Declaration, Member States resolved to intensify efforts to fight transnational crime in all its dimensions, to double its efforts to implement the commitment to counter the world drug problem and to take concerted action against international terrorism.

1. Opportunités de stage

Les Opportunités de stage au PNUCID sont offertes dans le cadre du *Programme de stages aux bureaux des Nations Unies à Viennes* (United Nations Offices in Vienna ou UNOV). Les candidats doivent obligatoirement être inscrits à la maîtrise ou au doctorat au moment de leur inscription au programme de stage et durant le stage en tant que tel.

Pour obtenir de plus amples informations sur les Opportunités de stage et les modalités d'application, veuillez consulter le site internet du PNUCID ou contacter les personnes responsables :

Division for Management
United Nations Office on Drugs and Crime
PO Box 500, 1400 Vienna, Austria
Téléphone : +43 1 26060 5886 Email: internship@unvienna.org

2. Opportunités d'emploi

Les emplois à combler sont affichés sur le site du PNUCID. Un système d'application en ligne est mis à la disposition des requérants. Les candidats peuvent également envoyer leur dossier de candidature par la poste au :

Recruitment and Placement Unit
Human Resources Management Service

United Nations Office on Drugs and Crime
Wagramerstrasse 5, P.O. Box 500, 1400 Vienna, Austria
Télécopieur: (+43-1)26060-5886 Courriel : recruitment@unvienna.org.

Il n'existe pas de programme d'emplois spécifique pour les jeunes professionnels.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
United Nations Environment Programme (UNEP)

Siège-social : Nairobi, Kenya
www.unep.org

Créé en 1972, le PNUE est la plus haute autorité environnementale au sein du système des Nations Unies. Ce programme joue le rôle de défenseur, d'instructeur et de facilitateur œuvrant à promouvoir l'utilisation avisée et le développement durable de l'environnement mondial.

UNEP plays a significant role managing the protection of the environment through enhanced collaboration with the multitude of major group actors who share the same purpose around the world. UNEP's strategy on enhancing these efforts is based on commitment at the policy level to take into account expertise and views at the intergovernmental level, and on the implementation of UNEP's work programme.

1. Opportunités de stage

Les étudiants de dernière année au baccalauréat ainsi que les étudiants aux cycles supérieurs sont éligibles au programme de stages du PNUE. Les stages ont une durée minimale de trois mois et maximale de six mois. Des postes de stagiaires sont d'ailleurs affichés sur le site internet du PNUE et énoncent les conditions particulières propres à chacun d'eux. Vous êtes priés de consulter le site pour connaître le détail des offres.

Les candidats intéressés peuvent postuler grâce au formulaire en ligne sur le site du PNUE. Ils doivent également envoyer une lettre de leur université d'attache attestant leur niveau de scolarité.

2. Opportunités d'emploi

The *Junior Professional Officer Programme* (JPO) provides young professionals with hands-on experience in the international arena. JPOs are professional level staff whose applications for specific positions are submitted to UNEP through their respective governments who then finance their assignment through trust fund arrangements, normally for a period of two to three years. JPOs have the status of international civil servants and are subject to the United Nations Staff Regulations and Rules.

Pour vérifier si le Canada supporte le programme JPO du PNUE, vous pouvez vous informer auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ou consulter leur site internet au www.acdi-cida.gc.ca. Le Canada ne supportait pas, au moment où ce Guide a été rédigé, le programme JPO du PNUE.

1.5. Instituts de recherche et de formation et autres organismes de l'ONU

Pour l'ONU qui œuvre dans des domaines diversifiés touchant à un éventail de questions, disposer de centres de recherches indépendants capables de mener des études approfondies s'avère indispensable au bon fonctionnement de l'organisation. Ces centres de recherche constituent ainsi la source primaire des politiques de l'organisation. De même, ils forment le noyau dur de bon nombre de travaux de recherche menés par des sommités de divers pays.

Over the years, the United Nations system has developed a considerable capacity for policy analysis and research carried out by a network of research institutes and similar bodies. Such bodies are directly linked to the United Nations, in most cases falling under the jurisdiction of the General Assembly or the Economic and Social Council. These institutes vary considerably in terms of their mandates, funding modalities and governing structures.

Broadly speaking, these bodies can be placed in three different categories: those engaged in policy research, those that concentrate on basic research and those whose primary preoccupation is capacity building (in terms of training and different types of technical assistance). The activities of some of the bodies fall into more than one of these categories.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez un échantillon de ces instituts et autres organismes de l'ONU. Libre à vous d'entreprendre de plus amples recherches à ce sujet, sachant que ces organismes peuvent changer dans leurs formes et contenus, au gré des contingences du temps.

Institut interrégional des Nations Unies sur la criminalité et la justice
United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI)

Siège-social : Turin, Italie
www.unicri.it

Fondé en 1968 pour assister les gouvernements ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans la formulation et la mise en place de politiques de prévention et de lutte contre le crime, UNICRI travaille à améliorer la justice criminelle afin de créer des environnements de vie pacifiques et sécuritaires.

Knowledge management, creativity in finding solutions and the power of partnerships are the major UNICRI instruments of work. UNICRI operates in select areas as a "laboratory of ideas" and its activities help the integration of national and international efforts to search for good practices and adapt them to different national situations.

1. Opportunités de stage

À ce jour UNICRI n'offre pas de programme de stages.

2. Opportunités d'emploi

Les avis de vacances sont affichés sur le site d'UNICRI. Le candidat intéressé par l'une d'elles est donc invité à en consulter le contenu pour découvrir les modalités d'application.

Il n'existe pas de programme d'emplois spécifique pour les jeunes professionnels.

Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR)

Siège-social : Genève, Suisse
www.unidir.org

L'UNIDIR, qui souhaite insuffler des idées nouvelles à la logique de sécurité, rapproche les questions de sécurité, de désarmement et de développement pour montrer que la sécurité, à quelque niveau que ce soit (national, régional ou mondial), est toujours une question de sécurité humaine.

The Institute's activities encompass diverse realities from the intricacy of global diplomacy to local entrenched tensions and violent conflicts. UNIDIR explores both current and future security issues, examining topics as varied as tactical nuclear weapons, refugee security, computer warfare, regional confidence-building measures, and small arms.

1. Opportunités de stage

Each year UNIDIR offers a limited number of unpaid internships. Successful applicants are those who demonstrate a strong interest in disarmament, security, arms control, peace studies or related issues and have an understanding of and experience in research. Internships last approximately two to three months with the possibility of extension. Interns are expected to work full time although part-time internships are available to applicants studying in Geneva.

The applicants may be undergraduate, graduate or post-graduate students or have already completed their studies. Practical experience is essential.

Les candidatures doivent comporter une lettre de présentation et un *curriculum vitae*. La sélection repose sur trois critères : la lettre de présentation du candidat et son *curriculum vitae* ; les intérêts personnels du candidat exprimés dans la lettre de présentation ; et les besoins de l'Institut à ce moment de l'année.

Les candidatures doivent être envoyées à l'adresse suivante : application-unidir@unog.ch.

2. Opportunités d'emploi

Les avis de vacances sont affichés sur le site d'UNIDIR. Le candidat intéressé par l'une d'elles est donc invité à en consulter le contenu pour découvrir les modalités d'application.

Il n'existe pas de programme d'emplois spécifique pour les jeunes professionnels.

Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)
Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR)

Siège-social : Genève, Suisse
www.ohchr.org

The High Commissioner for Human Rights is the principal human rights official of the United Nations. The High Commissioner heads OHCHR and spearheads the United Nations' human rights efforts. OHCHR offers leadership, works objectively, educates and takes action to empower individuals and assist States in upholding human rights.

Les priorités du HCDH comprennent un plus grand engagement des pays, une collaboration étroite avec les partenaires aux niveaux national et local, afin de garantir l'application des normes internationales des droits de l'homme sur le terrain; un rôle de leader plus prononcé pour le ou la Haut-Commissaire ; un partenariat renforcé avec la société civile et les organisations des Nations Unies.

1. Opportunités de stage

Participants in the internship programme are selected from graduate students and holders of graduate level degrees in disciplines related to the UN's work. Preference will be given to those who, within these disciplines, have specialized in human rights issues. Typically, interns do not have previous working experience of this nature. Applicants must be sponsored by an academic institution.

There are two selections a year: the first deadline to apply is mid-May for the period starting from July. The second deadline is mid-October for the period starting from January. Internships are for a minimum period of three months and may be renewed once for another three-month period unless otherwise agreed upon by HCHR and the academic institution.

Veuillez consulter le site internet du HCDH pour connaître les éléments essentiels au dossier de candidature. Les étudiants intéressés peuvent adresser leur demande au :

Coordonnateur du programme de stages
ONUG/OHCDH, CH1211 Genève 10 Suisse
Courriel: internship@ohchr.org

2. Opportunités d'emploi

Les avis de vacances sont affichés sur le site du HCDH. Le candidat intéressé par l'une d'elles est donc invité à en consulter le contenu pour découvrir les modalités d'application.

2. Les autres organisations internationales

Les organisations internationales de l'ONU ne sont pas les seules existantes sur la planète. Certaines OI d'une importance indéniable évoluent en marge du système onusien. Ces organisations répondent à des besoins spécifiques de la communauté internationale ou d'un groupe d'États en particulier.

Young jurists may be interested in the professional opportunities, including the internships, within these international organizations. Due to their increasing number, several have been analyzed further based on their relative importance with regards to today's international law challenges. Those of you who would like to learn more about working in one of these IOs are invited to further research these possibilities.

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)
Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)

Siège-social : Paris, France
www.oecd.org

L'OCDE regroupe trente pays membres, dont le Canada, tous fortement attachés à la démocratie et à l'économie de marché. Organisation chargée de l'étude des grands changements qui affectent les sociétés, l'OCDE est une source importante de données socio-économiques pour les États. Elle fournit

également des analyses et des prévisions sur les évolutions économiques. De cette façon, elle aide les gouvernements à comparer les résultats de leurs politiques, à trouver des solutions aux problèmes communs, à identifier les pratiques à suivre et à coordonner leurs politiques nationales et internationales.

1. Opportunités de stage

Only full-time students who are eligible for a Memorandum of Agreement between their academic institution and the OECD can obtain an unpaid traineeship within the Organization. Trainees are, in principle, nationals of an OECD member country (including Canada). Their areas of study must be directly related to the Organization's programme of work.

Les intéressés par un stage à l'OCDE qui ont le profil recherché peuvent contacter directement les Directions de leur choix ou celles dont le secteur d'activité correspond aux domaines d'application de leur cursus au travers du lien "Contactez-nous" en bas de leurs pages internet d'accueil respectives.

2. Opportunités d'emploi

L'OCDE offre un programme d'emplois pour les jeunes professionnels. Ces derniers doivent être titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de doctorat dans un des domaines de travail de l'OCDE (le doctorat est un avantage significatif), être dotés d'une expérience professionnelle appropriée et maîtriser le français ou l'anglais.

If you think you have the right profile and wish to apply, please check the list of vacancy notices to determine when to apply for the next programme. Use the online application form to apply and attach your CV in Word format to it before submitting. Paper applications and faxes are not accepted.

Organisation mondiale du commerce (OMC)
World Trade Organization (WTO)

Siège-social : Genève, Suisse
www.wto.org

The World Trade Organization (WTO) is the only global international organization that deals with the rules of trade between nations. At its heart are the WTO agreements, negotiated and signed by the bulk of the world's trading nations and ratified by their parliaments. The goal is to help producers of goods and services, exporters, and importers conduct their business.

L'OMC s'acquitte de sa mission en servant de cadre aux négociations commerciales, en réglant les différends commerciaux, en examinant les politiques commerciales nationales, en aidant les pays en développement dans le domaine de la politique commerciale par le biais de l'assistance technique et des programmes de formation et en coopérant avec d'autres organisations internationales.

1. Opportunités de stage

The WTO secretariat maintains a limited internship programme for post-graduate university students wishing to gain practical experience and deeper knowledge of the multilateral trading system. Only a limited number of such internship posts are available.

Interns are recruited from among nationals of WTO Members (including Canada) and countries and customs territories engaged in accession negotiations. Interns will have completed their undergraduate

studies in a relevant discipline (i.e. economics, law, political science, international relations), and shall have completed at least one year of their postgraduate studies.

Les stages sont rémunérés et se déroulent exclusivement à Genève, en Suisse. L'admission au programme peut se faire à tout moment; il n'y a pas de période de recrutement spécifique. Il n'y a pas de date d'ouverture ni de date de clôture pour l'envoi des candidatures. Le formulaire de candidature, disponible en ligne sur le site internet de l'OMC, doit être rempli et envoyé à l'adresse suivante:

Directeur, Division des ressources humaines
Organisation mondiale du commerce, Centre William Rappard
154 rue de Lausanne, 1211 Genève 21, Suisse
Courriel: humanresources@wto.org

2. Opportunités d'emploi

Les avis de vacances sont affichés sur le site de l'OMC. Le candidat intéressé par l'une d'elles est donc invité à en consulter le contenu pour découvrir les modalités d'application.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
North Atlantic Treaty Organization (NATO)

Siège-social : Bruxelles, Belgique
www.nato.int

L'OTAN est une alliance de 26 pays d'Amérique du Nord et d'Europe qui se sont engagés à respecter les objectifs du Traité de l'Atlantique Nord, en vigueur depuis 1949. Le but premier de l'OTAN est d'assurer la liberté et la sécurité des populations de ses États membres par des moyens pacifiques et militaires. Cette organisation veille ainsi au respect des valeurs communes que partagent ses États membres telles que la liberté individuelle, la primauté du droit et le règlement pacifique des différends. Expression d'un effort collectif pour défendre la sécurité de tous ses membres, l'OTAN constitue une structure organisationnelle qui permet aux pays d'Amérique du Nord et d'Europe de se consulter sur des questions de sécurité et d'intérêt commun de façon à prendre des mesures concertées.

1. Opportunités de stage

NATO Headquarters (HQ) introduced its Internship Programme in 2004. The aim of the programme is to provide a small number of current or recent students with the opportunity to intern with the International Staff at NATO Headquarters in Brussels. There is one call for applications per year, from March until June, with two starting dates in September and March of the following year. Internships typically last 6 months.

Les candidats doivent être ressortissants d'un État membre de l'OTAN (dont fait partie le Canada) et poursuivre des études universitaires depuis au moins deux ans ou être fraîchement diplômés (un an au maximum).

Pour postuler, les candidats doivent remplir un formulaire disponible en ligne sur le site de l'OTAN. Ils doivent également envoyer leur *curriculum vitae* et une lettre de motivation à l'adresse suivante : intern.applications@hq.nato.int.

2. Opportunités d'emploi

Candidates must apply for a specific post published in the list of vacancies. Applications must be made using the NATO application form and submitted to:

Recruitment Service
NATO Headquarters
1110 BRUSSELS, Belgium
32-2-707.3677 E-mail: Recruitment.A@hq.nato.int

3. Regional Organizations

Les organisations régionales occupent une place notable dans l'univers international en assurant une cohésion entre les politiques et pratiques d'États situés dans une même région géographique. À leur façon, chacune des organisations régionales fait état de la volonté des pays d'une même région de se solidariser en vue de donner plus de poids à leurs actions sur la scène internationale.

Since 2007, the UN has demonstrated its commitment to cooperating with regional organizations because of their crucial role in preventing conflict and pursuing peacemaking, peacekeeping and peace building objectives. Working with regional and sub-regional organizations allows for a more prompt response at the start of a crisis and for more effective post-conflict peace building efforts.

Bien que la liste des organisations régionales soit longue, nous devrons nous restreindre à présenter dans cette section les seules organisations dont le Canada fait partie. En effet, la plupart des organisations régionales limitent les candidatures acceptées pour les stages et emplois aux ressortissants de leurs États membres.

Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA)
North America Free Trade Agreement (NAFTA)

Siège-social : Ottawa, Canada; México D.F., Mexique; Washington, États-Unis
www.nafta-sec-alena.org

In January 1994, Canada, the United States and Mexico launched the North American Free Trade Agreement (NAFTA) and formed the world's largest free trade area. The Agreement has brought economic growth and rising standards of living for people in all three countries. In addition, NAFTA has established a strong foundation for future growth and has set a valuable example of the benefits of trade liberalization.

The NAFTA Secretariat, comprised of a Canadian Section, a Mexican Section and a United States Section, is responsible for the administration of dispute settlement provisions of the North American Free Trade Agreement (NAFTA).

1. Opportunités de stage

Les stagiaires participant au *Programme d'excellence pour les avocats* du Ministère de la Justice du Canada (voir le Chapitre intitulé *Les opportunités de travail au gouvernement* du présent Guide) ont la chance de réaliser l'une de leurs rotations de stage auprès du Secrétariat canadien de l'ALÉNA. Il est donc impératif d'être préalablement choisi comme stagiaire par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre de son programme d'excellence.

The duration of the article with the NAFTA Secretariat should provide students with a good knowledge of the procedural aspects of dispute settlement under the Agreement. Students will develop a general knowledge of international trade law and administrative law. They will acquire a familiarity with the legal issues presented to panels and will work with the legal counsel on various projects in preparation of case summaries. Students will be provided with as much exposure to the process as is practically available by attending hearings. This may involve traveling to Washington, D.C. or even Mexico.

2. Opportunités d'emploi

Les gouvernements des trois États membres sont responsables des nominations aux postes vacants des sections nationales du Secrétariat de l'ALÉNA. Les candidats intéressés peuvent se renseigner auprès de la fonction publique du Canada (www.psc-cfp.gc.ca) pour prendre connaissance des emplois offerts.

Organisation des États Américains (OEA)
Organization of American States (OAS)

Siège-social : Washington, États-Unis
www.oas.org

The Organization of American States (OAS) brings together the nations of the Western Hemisphere to strengthen cooperation on democratic values, defend common interests and debate the major issues facing the region and the world. The OAS is the region's principal multilateral forum for strengthening democracy, promoting human rights, and confronting shared problems such as poverty, terrorism, illegal drugs and corruption. It plays a leading role in carrying out mandates established by the hemisphere's leaders through the Summits of the Americas.

1. Opportunités de stage

Offerts deux fois l'an au Secrétariat général de l'organisation à Washington, les stages de l'OEA permettent aux étudiants de parfaire leurs connaissances dans l'un des champs de travail de l'organisation tout en acquérant une expérience de travail significative dans un organisme international. Les stages sont d'une durée de deux mois et ont lieu à l'automne et à l'hiver. Il importe de visiter de site internet de l'OEA pour se tenir au courant des dates d'échéance pour l'application, qui ont lieu plusieurs mois avant le début des stages.

Les intéressés doivent remplir un formulaire d'inscription disponible en ligne sur le site internet de l'OEA, et y joindre deux lettres de recommandations, un relevé de notes ainsi que leur *curriculum vitae*.

2. Opportunités d'emploi

Les avis de vacances sont affichés sur le site de l'OMC. Le candidat intéressé par l'une d'elles est donc invité à en consulter le contenu pour découvrir les modalités d'application.

Il n'existe pas de programme d'emplois spécifique pour les jeunes professionnels.

Chapitre ✈ Chapter

8

Chapter 8
International Non-Governmental Organizations
Les organisations internationales non gouvernementales

Testing the limits of new ideas in international law

Pour des défis hors du commun

1. Online NGO's Directories 173
2. Les ONG actives en droit international 175
   2.1. Développement international 176
   2.2. Droits de la personne et démocratisation 178
   2.3. Enfants 179
   2.4. Environnement 181
   2.5. Femmes 182
   2.6. Migrants et réfugiés 183
   2.7. Prévention des conflits armés et maintien de la paix 185
   2.8. Santé 186
   2.9. Travail 187

Introduction

À l'avant-scène des grandes mobilisations autour de questions d'intérêt public sur la planète, les organisations non gouvernementales (ONG) servent essentiellement de courroies de transmission entre les groupes sociaux et les gouvernements, dans le but de faire progresser les causes qu'elles défendent. Grâce à leurs actions médiatiques, les ONG tentent de sensibiliser l'opinion publique, par exemple en compilant des données et en publiant des analyses fouillées, en dénonçant des situations d'abus, en réalisant des reportages et des documentaires, en organisant des actions chocs, en interpellant les gouvernements, etc. Certaines ONG œuvrent également directement sur le terrain auprès des populations qu'elles visent à protéger.

Les progrès de la communication entre les peuples ont suscité une multiplication d'ONG à caractère international. Cela sert sans conteste les intérêts des jeunes juristes qui souhaitent s'orienter vers une carrière hors des sentiers battus. Les ONG actives en droit internationales représentent en effet une option à considérer sérieusement pour ceux qui sont attirés par la défense de l'intérêt public et qui veulent s'engager dans la lutte en faveur d'une cause précise. Ce type d'organisations est également idéal pour les étudiants qui désirent s'immerger dans une autre culture.

Below you will find a list of non-governmental organizations. Please keep in mind that this list is hardly exhaustive and there are a multitude of other NGOs throughout the world. Rather, it is simply meant to serve as a starting point for any student who is considering working for an NGO. You might also want to consult the McGill Faculty of Law's publication "*Public Interest Career Guide*" (available at the McGill Faculty Law Career Development Office and at the Centre de développement professionnel de la Faculté de droit de l'Université de Montréal), which provides a comprehensive listings of organizations offering internships in the public interest field.

While all of these organizations have an international focus, it is important to identify the type of experience that you are seeking. Certain organizations will provide actual experience in either public or private international law while others are focused less on specific legal issues and more on the grassroots promotion of human rights or environmental causes. Nevertheless, these organizations can supply employees, fellows, interns or volunteers with valuable experience while, in some cases, providing the candidate with the opportunity to live and work in a foreign environment.

Finally, it is important to remember that all NGOs have specific objectives. Therefore it is strongly suggested that interested students conduct their own research in addition to consulting the information provided in this handbook in order to ensure they are choosing to work for an organization working towards a cause they wish to support. While the popularity of working abroad has increased, there are risks associated with choosing to work in an unstable region of the world and it is up to each individual to choose the level of risk that she is willing to undertake. Remember, there are many opportunities for both the tireless crusaders and the more safety conscious alike.

1. Online NGO's Directories

One of the best places to start one's research is at on-line websites that provide comprehensive listings of NGOs. Below are some examples of useful websites to start your research:

Action sans frontières

www.idealist.org

Action sans frontières est une organisation internationale sans but lucratif fondée en 1995. Cette organisation gère le site internet *Idéaliste*, qui se veut une tribune d'échange entre gens intéressés à œuvrer dans l'action communautaire. Entre autres, ce site répertorie plus de 77 000 ONG et de 14 000 opportunités de bénévolat et de stages en milieu communautaire.

Association for Women's Rights in Development (AWID)

www.awid.org/jobs

AWID is an international membership organization connecting, informing and mobilizing people and organizations committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights. AWID's website includes a list of NGOs that are its institutional members.

Campusaccesss.com

www.campusaccess.com

Il s'agit d'un site internet canadien qui fournit de l'information utile aux étudiants des collèges et universités du pays. On y retrouve une liste de stages offerts aux étudiants dans divers domaines d'activités, notamment en développement et en droit humanitaire; en droit de l'enfant et en environnement.

Directory of Development Organizations

www.devdir.org

The directory, which lists 53 750 development organizations, is aimed at facilitating international cooperation and knowledge sharing in development work, both among civil society organizations, research institutions, governments and the private sector.

Fédération internationale des ligues des Droits de l'Homme

www.fidh.org

Créée en 1922, la FIDH regroupe aujourd'hui 155 organisations de défense des droits de l'homme dans près de 110 pays. La FIDH coordonne et soutient leurs actions et leur apporte un relais sur le plan international. En plus de fournir une mine de renseignements sur l'actualité internationale, le site internet de la FIDH vous donne accès à l'ensemble des organisations qu'elle chapeaute.

Global Directory Forum

www.globalpolicy.org/ngos/index.htm

GDF's website is a major public outreach vehicle and one of the world's largest in the global policy field. Since its launch in 1996, the site has grown rapidly both in size and in popularity. The website now contains almost 30,000 text files and provides an extensive list of NGOs.

Human Rights Internet

www.hri.ca

Fondé en 1976, *Human Rights Internet* (HRI) se spécialise dans la défense de la justice sociale, de la bonne gouvernance et de la prévention des conflits. Le site de l'organisation propose une liste impressionnante d'ONG actives dans le domaine des droits de la personne.

Human Rights Law

www.derechos.net/links/law

This site provides resources on human rights law and a list of international NGOs. The database makes it possible to conduct research on NGOs by issues, regions, foundations, networks, support groups, etc.

Human Rights Resource centre

www1.umn.edu/humanrts/center/fellowshipguide/index.shtm

The *Human Rights Resource centre* makes resources produced by NGOs and independent publishers accessible to all. These resources include more than 50 curricula, guides, videos, documents, and other educational aids. The Resource centre also creates and publishes innovative materials through its own *Human Rights Education Series*.

Institute for Global Communications

www.igc.org

L'*Institute for Global Communications* constitue une porte d'entrée vers une constellation d'ONG que vous pouvez repérer par secteurs d'activités. De plus, vous pourrez chercher des stages et des opportunités de volontariat au sein d'ONG.

InterAction

www.interaction.org/jobs/index.html

InterAction constitue une ressource intéressante pour qui est à la recherche d'un stage volontaire ou payé au sein d'une ONG œuvrant en développement international.

International Affairs Resources (The WWW Virtual Library)

www.etown.edu/vl

The *WWW Virtual Library* system is an Internet directory of about 2000 annotated links to high-quality English-language sources of information and analysis in a wide range of international affairs, international studies, and international relations topics.

International Development

www.experiencedevelopment.org/opportunities/jobs.php

Il s'agit d'un bon outil pour ceux qui recherchent des stages payés, des Opportunités d'emploi et des expériences de bénévolats dans des ONG spécialisées dans le développement international.

PS LawNet

www.pslawnet.org

PSLawNet is an online clearinghouse for law students and lawyers to connect with public interest opportunities and information on public interest careers. As a collaborative project among over 190 American and Canadian law schools, PSLawNet is a free resource for law students and alumni of our subscriber schools to search among thousands of public interest job opportunities and employer profiles. Employer organizations may also post job opportunities for free.

Taking It Global

www.takingitglobal.org

TakingITGlobal.org is an online community that enables youth to access information, get involved, and take action in their local and global communities. TIG's interactive website provides a connection to internship and job opportunities within NGOs.

The Southern African Legal Assistance Network (SALAN)

www.salan.org/links

Ce site répertorie différentes ONG africaines. Créé en 1994, SALAN vise en effet à bâtir un réel réseau d'échanges sur la question des droits de l'homme en Afrique.

United Nations Partnership List

www.unv.org/partners/partnership-list.html

Le *United Nations Partnership List* fournit une liste d'ONG qui collaborent avec le programme de volontariat mis en place par l'ONU.

World Association of Non Governmental Organizations (Wango)

www.wango.org/resources.aspx?section=ngodir

Wango's website contains an online worldwide NGO directory organizations listed by regions of the world.

2. Les ONG actives en droit international

The number of professionals who choose to work in public international law and in the public interest has increased in the last few years. This is due to a rapid explosion of non-governmental organizations in Canada, the United States and throughout the rest of the world, especially in the area of human rights.

Parmi la multitude d'ONG dont les activités touchent directement ou indirectement au droit international, nous vous en proposons quelques-unes en espérant vous encourager à mener plus avant des recherches dans les domaines qui vous intéressent. La classification proposée sert avant tout à établir une bonne vue d'ensemble des opportunités, mais l'on ne saurait s'y confiner sachant que plusieurs ONG œuvrent dans différents domaines à la fois.

2.1. Développement international

Abri international (AI)

Siège-social : Saint-Lambert (pour le Québec), Toronto (pour le Canada), Canada
Québec : Casier postal 67023 Lemoyne, Saint-Lambert, Québec, Canada J4R 2T8
☎ 450-671-1245 🖷 450-671-3520 info@rooftops.ca www.abri.ca

AI milite en faveur du droit au logement pour tous sur la planète, travaillant dans plusieurs pays en partenariat avec des groupes communautaires de logement, des organismes non gouvernementaux, des syndicats, des gouvernements locaux et d'autres paliers de gouvernement et avec le secteur privé.

Opportunités de stage : AI participe au Programme de stages internationaux pour les jeunes de l'ACDI et offre à chaque année un certain nombre de postes de stagiaires pour travailler avec ses organismes partenaires dans des pays en développement.

Les intéressés peuvent consulter la section *Découvrir le monde : programmes de stages de bénévolat et de coopération internationaux* du Chapitre 2 du présent Guide sur les PSIJ de l'ACDI ou le site internet d'AI.

Pour postuler, vous devez faire parvenir votre cv, deux lettres (de présentation et de candidature) à internships@rooftops.ca.

Opportunités d'emploi : À l'occasion, AI offre des postes bénévoles ou rémunérés généralement accessibles uniquement aux personnes qui détiennent un passeport canadien. Consultez la section *Quoi de neuf* du site internet d'AI pour connaître les postes actuellement disponibles.

Alternatives

Siège-social : Montréal, Canada
3720 avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec), Canada H2X 2J1
☎ 514-982-6606 🖷 514-982-6122 www.alternatives.ca

Fondée en 1994, Alternatives est une ONG de solidarité et de développement international qui milite en faveur de la justice participative, de la démocratisation et des relations égalitaires entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ses actions visent le soutien de groupes sociaux du Québec et de l'étranger qui prônent le respect des droits de la personne et qui mettent sur pied des projets de développement.

Opportunités de stage : Alternatives est l'un des organismes qui participent au programme de stages Québec Sans Frontières (QSF) du gouvernement du Québec. Chaque année, Alternatives supporte plus de 60 jeunes Québécois qui souhaitent réaliser un stage de coopération internationale avec l'un de ses partenaires à l'étranger.

Voir le Chapitre 2 du présent Guide sur les programmes QSF pour plus de détails ou le site internet d'Alternatives.

Opportunités d'emploi : Des avis de vacances sont publiés régulièrement sur le site internet d'Alternatives. Les intéressés sont priés de les consulter pour connaître les modalités d'application pour chaque poste.

CARE Canada

Headquarters: Ottawa, Canada
9 Chemin Gurdwara, Suite 200, Ottawa, ON, K2E 7X6 Canada
☎ 613-228-5600 🖷 613-226-5777 info@care.ca www.care.ca/main/?es&_hom

CARE Canada is a leading humanitarian organization fighting global poverty through long-term development and emergency relief. CARE works alongside women to give them the power to help whole families and communities escape poverty in the developing world.

CARE has a presence in almost 70 countries, focusing on global issues like HIV and AIDS, economic strengthening, women's empowerment, adaptation to climate change, development and relief.

Internship opportunities: Internships are funded through the CIDA's Youth International Internship Program. Interns will acquire cross-cultural skills for working and interacting in an international setting, enhance their skills and knowledge acquired in Canadian educational and work environments; learn about how an international development agency functions; acquire contacts for future work in an international context, and learn how development processes and programs are implemented by southern partners. To get more information about CARE's internships programs, please consult Chapter 2 section titled *To discover the world: international voluntary service and cooperation programs* or CARE Canada's website.

Job opportunities: CARE Canada employs 75-100 international staff annually to support programs overseas. International staff manages or work on projects, administer field office functions, provide technical advice and support emergency humanitarian assistance programs.

Employment opportunities are advertised through *Careers United*, a website specialized in recruitment for international development agencies:
www.careersunited.ca/gold1/clientspostings.asp?goldclientID=118&lang=5.

A database maintains individual resumes with relevant international work experience.

Centre d'études et de coopération internationale (CECI)
Center for International Studies and Cooperation (CECI)

Siège-social : Montréal, Canada
3000, rue Omer-Lavallée, Montréal (Québec) Canada H1Y 3R8
☎ (514) 875-9911 🖷 (514) 875-6469 info@ceci.ca www.ceci.ca

Le CECI est une société privée à but non lucratif qui a été fondée en 1958. Sa mission est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en œuvrant à renforcer les capacités de développement des communautés défavorisées, partout sur la planète. Le CECI entretient des alliances avec des organismes actifs dans les pays du Sud en appuyant leurs projets.

Opportunités de stage : Les stages du CECI sont offerts par l'entremise du programme *Uniterra*. Les volontaires *Uniterra* sont des professionnels qui souhaitent s'impliquer dans la réduction de la pauvreté par des actions concrètes sur le terrain. En collaboration avec les partenaires, les volontaires agissent afin de soutenir les initiatives de développement local.

Pour postuler, les candidats doivent consulter le site dédié au programme *Uniterra* (**www.uniterra.ca**) et appliquer en ligne sur les postes qui les intéressent.

Opportunités d'emploi : À la demande de ses partenaires du Sud et pour ses propres besoins, le CECI recherche souvent des candidates ou candidats compétents et capables d'engagement social. Pour un aperçu des possibilités d'engagement avec le CECI, consultez la liste des postes disponibles sur leur site internet.

2.2. Droits de la personne et démocratisation

Center for Democracy and Development (CDD)

Headquarters : London, United Kingdom
Unit 2L Leroy House, 436 Essex Road, P.O. Box N1 3QP London, United Kingdom
☎ 442073597775 🖷 442073592221 cdd@cdd.org.uk www.cddwestafrica.org

Since 1997 CDD's goal has been to serve as the ultimate catalyst in the transformation of the West African sub-continent into an integrated, economically vibrant and democratically governed community that assures holistic security to the population and is capable of permanent peaceful conflict management.

Internship opportunities: Internship opportunities are occasionally offered and normally last between three and six months. Those of you who are interested in becoming an intern for CDD should consult their website for these opportunities.

Job opportunities: Vacancies are regularly posted on the website. Candidates are required to send their CV with a letter of intention to careers@cddwestafrica.org.

Commission internationale de juristes

Siège-social : Genève, Suisse
P.O. Box 91, 33 rue des Bains, 1211 Genève 8, Suisse
☎ +41 22 9793800 🖷 +41 22 9793801 info@icj.org www.icj.org

La Commission, créée à Berlin en 1952, est composée de 60 juristes éminents qui représentent les divers systèmes juridiques du monde. Elle se consacre à la primauté, à la cohérence et à l'application du droit international et des principes qui font progresser les droits de l'homme.

Opportunités de stage : Les stages offerts ont une durée habituelle variant entre deux et six mois. Chaque stagiaire est affecté à l'accomplissement de certaines tâches substantives, dans le domaine légal par exemple, ainsi qu'administratives. Les stages ne sont pas rémunérés. Les stagiaires ont habituellement entre 22 et 28 ans au moment de débuter leur stage et sont titulaires d'un diplôme en droit international ou en sciences politiques. Les candidats peuvent envoyer leur CV accompagné d'une lettre de motivation au coordonateur des stages : recruitment@icj.org.

Opportunités d'emploi : Une liste de postes vacants est affichée sur le site internet de l'organisation.

Droits et Démocratie
(Le centre international des droits de la personne et du développement démocratique)

Siège-social : Montréal, Canada
1001, boul. de Maisonneuve Est, Bureau 1100, Montréal (Québec) Canada H2L 4P9
☎ (514) 283-6073 (514) 283-3792 dd-rd@dd-rd.ca www.ichrdd.ca

Droits et Démocratie est un organisme non partisan investi d'un mandat international et qui a été créé en 1988 pour encourager et appuyer les valeurs universelles des droits humains et promouvoir les institutions et pratiques démocratiques partout dans le monde.

Droits et Démocratie travaille en partenariat avec des groupes et associations de défense des droits humains, des droits des femmes et des droits des peuples autochtones, avec des mouvements démocratiques et avec des gouvernements afin de promouvoir le respect des droits humains et la démocratie.

Opportunités de stage : *Droits et Démocratie* offre des programmes de stages qui permettent à des jeunes de travailler auprès de ses partenaires à l'étranger ou d'organisations internationales ciblées. Les candidats retenus terminent habituellement des études universitaires avancées dans les secteurs de travail du stage.

Veuillez consulter le site internet de *Droits et Démocratie* pour connaître les dates d'ouverture du processus de sélection ainsi que les modalités d'application.

Opportunités d'emploi : Des avis de postes à combler sont publiés régulièrement sur le site internet de *Droits et Démocratie.*

2.3. Enfants

Bureau International des droits de l'enfant (IBCR)
International Bureau for Children's Rights

Siège-social : Montréal, Canada
2715, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec), Canada H3T 1B6
☎ 514-932-7656 514-932-9453 info@ibcr.org www.ibcr.org

ONG internationale basée à Montréal depuis sa création en 1994, l'IBCR milite en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'enfant, et plus particulièrement au respect des droits énoncés dans la *Convention relative aux droits de l'enfant*. L'IBCR élabore ainsi des outils de surveillance des droits des enfants, fait pression sur les décideurs pour changer les lois et les politiques au profit d'un meilleur respect des droits des enfants, s'engage par ses actions dans le système international de protection des droits de l'enfant et élabore des coalitions sur des questions stratégiques. L'IBCR jouit également d'un statut consultatif spécial auprès de l'ÉCOSOC de l'ONU.

Opportunités de stage : Des stages sont offerts régulièrement, notamment durant la période estivale. Les intéressés sont priés de contacter directement l'IBCR. Vérifiez également sur le site de myFuture/ourCareerLink où sont parfois affichés des offres de l'IBCR.

Opportunités d'emploi : L'IBCR compte sur une équipe multidisciplinaire formée de juristes et défenseurs des droits de l'enfant, étudiants, stagiaires et bénévoles, tous professionnels, passionnés et surtout dévoués au sort des enfants dans le monde.

Les personnes intéressées par un poste au sein d'IBCR peuvent contacter directement l'organisme.

Défense des enfants international

Siège-social : Genève, Suisse
International Secretariat, 1 rue Varembé, PO Box 88, 1211 Genève 20, Suisse
☎ 41-22-734-0558 41-22-740-1145 info@dci-is.org www.dci-is.org

Défense des enfants international est une organisation à but non lucratif qui s'efforce de coordonner l'action internationale dans le domaine de la protection internationale des droits de l'enfant, notamment par la mise en œuvre des obligations contenues dans les instruments internationaux comme la *Convention relative aux droits de l'enfant* et ses protocoles.

Opportunités de stage : Des postes de stagiaires pour étudiants sont régulièrement affichés sur le site internet de l'organisation. Les détails du poste et les modalités d'application sont également indiqués.

Les stagiaires sont supervisés par des membres permanents de l'organisation et ont parfois la chance d'assister à des réunions d'organisations internationales comme l'ONU.

Opportunités d'emploi : Les postes vacants sont affichés sur le site de l'organisation. Les langues de travail de l'organisation sont l'anglais, le français et l'espagnol. Les dossiers de candidature doivent être acheminés à l'adresse électronique suivante : vacancies@dci-is.org

War Child Canada

Headquarters: Toronto
01 Richmond Street West, Suite 204, Toronto, Ontario, M5V 3A8
☎ 416-971-7474 416-971-7946 info@warchild.ca www.warchild.ca

War Child Canada is a Canadian charity dedicated to providing urgently needed humanitarian assistance to war-affected children around the world. War Child Canada helps generate awareness, support and advocacy for children's rights everywhere.

Internship opportunities: Internship positions are available and normally paid. The tasks may vary depending on the department in which the intern will be placed. Interns are typically asked to conduct research and develop resources for youth.

Job opportunities: Vacancies are published on the website.

2.4. Environnement

Centre pour le droit environnemental international
Center for International Environmental Law (CIEL)

Siège-social : Washington, États-Unis et Genève, Suisse
CIEL United States: 1350 Connecticut Avenue, NW Suite #1100, Washington, DC 20036
☎(202) 785-8700 (202) 785-8701 info@ciel.org www.ciel.org

CIEL est une organisation à but non lucratif qui œuvre à la protection de l'environnement et à la promotion de la santé humaine à travers le droit international et les institutions. Ce faisant, CIEL exerce une gamme étendue d'activités dont de l'assistance juridique, de la recherche en politiques publiques, de l'analyse, de l'éducation, de la formation et du soutien technique.

Opportunités de stage : Des stages pour les étudiants de deuxième cycle et récents diplômés en droit sont offerts dans les bureaux de l'organisation à Washington et à Genève. Les stages se déroulent soit temps plein ou temps partiel, et ils ne sont pas rémunérés. Des postes de stagiaires sont notamment disponibles durant l'été.

Les candidats intéressés par un poste à Washington peuvent envoyer leur dossier de candidature à l'adresse suivante :

Center for International Environmental Law
Intern Coordinator
1367 Connecticut Avenue, N.W., Suite 300, Washington, D.C. 20036
Courriel: splagakis@ciel.org

Les candidats intéressés par un poste à Genève peuvent envoyer leur dossier de candidature à l'adresse électronique suivante : geneva@ciel.org.

Opportunités d'emploi : Les postes à combler sont affichés sur le site de l'organisation.

Earth Rights International (ERI)

Headquarters: Washington, USA and Chiang Mai, Thaïland
Washington Office : 1612 K Street, NW Suite 401 Washington, DC 20006
☎ (202) 466-5188 infousa@earthrights.org www.earthrights.org

ERI is a nongovernmental, non profit organization that combines the power of law and the power of people in defense of earth rights.

ERI specializes in fact-finding, legal actions against perpetrators of earth rights abuses, training grassroots and community leaders, and advocacy campaigns. Through these strategies, ERI seeks to end earth rights abuses, to provide real solutions for real people, and to promote and protect human rights and the environment in working communities.

Internship opportunities: ERI offers internship programs to law students and to university graduates and undergraduates. The Research Associate Program offers an internship for law students in ERI's Thailand and U.S. Offices. Interns will have the unique opportunity to work with ERI for one year on a variety of projects. ERI provides summer articling opportunities for law students who are able to work full-time over an 8-10 week period. Legal interns provide legal research, writing, and program support

for ERI activities all over the world. Vacant positions are regularly posted on ERI's website. They include a description of the internship post and the application procedures.

Job opportunities: Vacancies are published on the website.

International Union for the conservation of nature (IUCN)

Headquarters: Gland, Suisse
Rue Mauverney 28, Gland 1196, Switzerland
☎ +41 (22) 999-0000 +41 (22) 999-0002 webMaster's@iucn.org http://cms.iucn.org

IUCN helps the world find pragmatic solutions to the most pressing environment and development challenges. It supports scientific research, manages field projects all over the world and brings governments, non-governmental organizations, United Nations agencies, companies and local communities together to develop and implement policy, laws and best practice.

Internship opportunities: In addition to its core global programme staff, the IUCN USA & Caribbean Multilateral Office also provides internship opportunities to select candidates in Washington D.C. They also offer volunteer or "for-credit" internships at any time during the year. All interested students should submit a resume and cover letter to the Human Resource Manager, at dgood@iucnus.org.

Job opportunities: Vacant positions with IUCN are posted on the website of the organization.

2.5. Femmes

Association for women's rights in development (AWID)

Siège-social : Toronto, Canada
215 Spadina Avenue, Suite 150, Toronto, Ontario M5T 2C7
☎ 416-594-3773 416-594-0330 awid@awid.org www.awid.org

AWID travaille activement à tisser des liens, informer et mobiliser personnes et organisations engagées dans la lutte pour l'égalité entre les sexes, le développement durable et les droits des femmes dans le but de provoquer un changement politique fondamental au niveau individuel et institutionnel et d'améliorer la vie des femmes et des filles dans le monde entier.

Opportunités de stage : AWID publie régulièrement sur la version anglaise de son site internet des avis de vacances pour des postes de bénévoles au sein de l'organisation. Les postes proposés permettent notamment aux volontaires d'acquérir une solide expérience dans le domaine des droits des femmes et de la lutte internationale pour l'égalité des genres tout en développant leurs habiletés de recherche.

Les stages sont d'une durée habituelle de 3 à 6 mois.

Opportunités d'emploi : Les avis d'emplois à combler sont affichés sur la version anglaise du site internet d'AWID.

MADRE

Headquarters: New York, USA
121 West 27th Street, # 301, New York, NY 10001
☎ (212) 627-0444 (212) 675-3704 madre@madre.org www.madre.org

Over the past 24 years, MADRE has built a network of community-based women's organizations worldwide. Through its programs, MADRE researches and develops innovative social and political strategies that: deliver resources and support to women and families, use human rights advocacy to promote social justice, research and offer alternative solutions to educate and inspire people to action, and work for an equitable distribution of resources to sustain social change.

Internship opportunities: MADRE internships are a great way to gain work experience and support MADRE's work with women and families worldwide. The deadlines for applications are generally March 15th for summer positions, July 15th for fall positions, and October 15th for Spring positions.

Internships come with a $10/day stipend and require a minimum time commitment of 15 hours per week for at least three months. Internships take place at the MADRE office in Manhattan. To apply, please send a resume and cover letter to: internships@madre.org (Attn: Internship Coordinator).

Job opportunities: Open positions are published on MADRE's website or on other websites that serve as NGOs directories, such as www.idealist.org.

2.6. Migrants et réfugiés

Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)
Canadian Council for Refugees (CCR)

Siège-social : Montréal, Canada
6839 rue Drolet #302, Montréal, QC, H2S 2T1
☎ (514) 277-7223 (514) 277-1447 info@ccrweb.ca www.ccrweb.ca

CCR est un organisme sans but lucratif qui se voue à la défense des droits et à la protection des réfugiés au Canada et dans le monde, et à l'établissement des réfugiés et des immigrants au Canada. Ses membres sont des organismes impliqués dans l'établissement, le parrainage et la protection des réfugiés et des immigrants. Le Conseil est au service de ses membres pour leurs besoins en matière d'échange d'informations et d'expériences et de défense des droits.

Opportunités de stage : Il n'existe pas de programme de stages en tant que tel. Ceux d'entre vous intéressés à travailler bénévolement pour CCR peuvent néanmoins communiquer directement avec Colleen French du bureau de Montréal au ccr4@web.ca.

Opportunités d'emploi : Des offres d'emplois sont affichées sur le site internet du CCR. Des emplois d'été au bureau de Montréal sont parfois offerts pour les étudiants.

Conseil Européen sur les exilés et les réfugiés (CERE)
European Council on Refugees and Exiles (ECRE)

Siège-social : Londres, Royaume-Uni et Bruxelles, Belgique
ECRE Bruxelles : Rue Royale 146, 2nd Floor, 1000 Brussels, Belgium
☎ +32 (0)2 514 5939 +32 (0)2 514 5922 ecre@ecre.org

ECRE Londres : 153-157 Commercial Road, 4th Floor, London E1 2DA, United Kingdom
☎ +44 (0)20 7790 2954 +44 (0)20 7790 4610 ecre@ecre.org
www.ecre.org

Le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE) est un réseau paneuropéen de 76 ONG et associations d'aide aux réfugiés et demandeurs d'asile de 30 pays d'Europe. Le CERE est un centre ressources (veille réglementaire sur l'asile, échange et diffusion d'information, recherche, développement de projets, actions de lobbying, etc.). Le secrétariat du CERE est situé à Londres avec une antenne à Bruxelles plus spécialisée sur les actions de lobbying à destination des instances de l'Union européenne.

Opportunités de stage : Des stages d'une durée de six mois sont offerts au bureau de Bruxelles. Les stagiaires sont pleinement intégrés au sein de l'équipe. Ils prennent part aux travaux de recherche, d'analyse et de contrôle des politiques européennes dans le domaine des droits des réfugiés. Veuillez consulter le site internet du CERE pour de plus amples informations.

Opportunités d'emploi : Les postes à combler sont affichés sur le site internet de l'organisation. Chaque description de poste précise les modalités d'application.

International Rescue Committee (IRC)

Headquarters: New York, USA
122 East 42nd Street, New York, New York 10168-1289 USA
☎ (212) 551-3000 (212) 551-3179 www.their.com

Founded in 1933, the IRC is a global leader in emergency relief, rehabilitation, protection of human rights, post-conflict development, resettlement services and advocacy for those uprooted or affected by conflict and oppression. In 2007, the IRC restored hope and opportunity for more than 16 million people affected by conflict around the world.

Internship opportunities: The IRC Fellows Program has introduced hundreds of students, health professionals, attorneys and teachers to the field of humanitarian assistance. Positions for volunteers and interns outside the USA are posted on their website. Internships are open to students enrolled in either undergraduate or graduate studies or recently graduated. Opportunities depend on the needs of the regional programs. Positions in the US usually involve clerical and administrative tasks. Candidates may send their resume and a cover letter directly to the US Regional Settlement Office.

Job opportunities: Vacancies are posted on the website. Candidates can use the online system to create their profile and apply for up to five positions per day. Candidate resumes will be saved in the database and made available to all IRC recruiters.

2.7. Prévention des conflits armés et maintien de la paix

Campaign for Nuclear Disarmament (CND)

Headquarters: London, United Kingdom
Mordechai Vanunu House, 162 Holloway Road, London, N7 8DQ
☎ 0207 700 2393 🖷 0207 700 2357 enquiries@cnduk.org www.cnduk.org

CND campaigns non-violently to rid the world of nuclear weapons and other weapons of mass destruction and to create genuine security for future generations. They oppose all nuclear and other weapons of mass destruction including their development, manufacture, testing, deployment and use or threatened use by any country.

Internship opportunities: Interns will have the opportunity to participate in projects in various capacities, such as helping to source information for fact sheets, briefings and reports, assisting in researching information for educational packs, helping with CDN cuttings and press service and preparing informational mailings to CND members and the general public. Internships are unpaid.

Interns are asked to work one or two days per week so that they can establish a sense of continuity and undertake substantive assignments. It is preferred that volunteers are able to make a commitment of at least 6 months. Longer and shorter internships are possible upon further discussion.

CND is in need of interns throughout the year. To apply visit their website and submit your application by mail or e-mail.

Job opportunities: Vacancies are regularly published on their website.

International Crisis Group

Siège-social : Bruxelles, Belgique
149 Avenue Louise, Étage 24, B-1050 Bruxelles, Belgique
☎ 32-2-502 90 38 🖷 32-2-502 50 38 www.crisisgroup.org

International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif employant plus de 130 personnes réparties sur cinq continents. Ceux-ci conçoivent des analyses de terrain et un plaidoyer de haut niveau dans un but de prévention et de résolution des conflits.

Opportunités de stage : Des postes de stagiaires sont offerts régulièrement dans les différents bureaux de l'organisation (par exemples Londres, Bruxelles, Washington, Nairobi et Séoul). Nous vous invitons à consulter les offres pour connaître les modalités propres à chacune d'elle et les dates de recrutement.

Opportunités d'emploi : Des avis de vacances sont publiés régulièrement sur le site internet de *Crisis Group*. Les intéressés sont priés de les consulter pour connaître les modalités d'application pour chaque poste.

Les candidatures (CV et autres documents requis) doivent être envoyées à l'adresse suivante : open_positions@crisisgroup.org, à l'attention de la directrice des Ressources humaines. Les candidatures spontanées sont également acceptées.

International Peace Institute (IPI)

Headquarters: New York, USA
International Peace Institute, 777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521
☎ (212) 687-4300 (212) 983-8246 ipi@ipinst.org www.ipacademy.org

Formerly *International Peace Academy*, IPI is an independent, international institution dedicated to promoting the prevention and settlement of armed conflict between and within states through policy research and development.

Internship opportunities: IPI does not have an official internship program. However, those of you interested in doing an internship with them may contact them directly for more information.

Job opportunities: Vacancies are regularly published on their website

2.8. Santé

Family Health International

Headquarters: Durham, USA
P.O. Box 13950, Research Triangle Park, NC 27709 USA
☎ 1.919.544.7040 1.919.544.7261 services@fhi.org www.fhi.org

Formed in 1971, FHI is among the largest and most established nonprofit organizations active in international public health with a mission to improve lives worldwide through research, education, and services in family health. FHI manages research and field activities in more than 70 countries to meet the public health needs of some of the world's most vulnerable people.

Opportunities: Through its internship program, FHI offers interns the chance to be a part of improving health around the world. Candidates have to submit their application to www.fhi.org. If your qualifications meet the minimum requirements of the positions you applied for, your resume will be forwarded to the hiring manager. If your qualifications meet the hiring manager's expectations, you will be contacted within 30 days for an interview.

La coalition interagence sida et développement (CISD)
Interagency Coalition on Aids and Development (ICAD)

Siège-social : Ottawa, Canada
1, rue Nicholas, Bureau 726, Ottawa, Ontario (Canada) K1N 7B7
☎ (613) 233-7440 (613) 233-8361 info@icad-cisd.com www.icad-cisd.com

La CISD est un réseau de plus de 140 organismes non gouvernementaux canadiens en développement international, organismes de services liés au VIH/sida et d'individus qui se préoccupent du VIH/sida à l'échelle mondiale.

La CISD aide les Canadiens et les Canadiennes à contribuer à la lutte internationale contre le VIH/sida; elle permet également aux organisations canadiennes d'appliquer les leçons tirées de la réponse mondiale au sida afin d'améliorer les programmes de prévention, de soins, de traitement et de soutien au Canada.

Opportunités de stage : La CISD participe actuellement au *Programme de stages internationaux pour les jeunes* parrainé par l'ACDI en offrant des stages outre-mer pour les jeunes diplômés postsecondaires.

Dans le cadre des stages de la CISD, chaque stagiaire sera affecté à une organisation canadienne hôte pendant deux mois, soit un mois avant et un mois après le stage outre-mer. Les stages sont d'une durée totale d'environ six mois. L'organisation canadienne hôte sera responsable du recrutement et de la sélection des stagiaires.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter la section intitulée *Découvrir le monde : programmes de stages et de bénévolat internationaux* dans le Chapitre 2 du présent Guide. Les stages offerts par la CISD sont affichés sur son site internet.

Opportunités d'emploi : Le site de la CISD propose un babillard sur lesquels les ONG peuvent afficher leurs offres d'emplois. De nombreux postes à combler soit au sein des bureaux canadiens ou à l'étranger sont disponibles.

2.9. Travail

International Labour Rights Forum (ILRF)

Headquarters: Washington, USA
2001 S St NW #420, Washington, DC 20009
☎ (202) 347-4100 (202) 347-4885, laborrights@ilrf.org www.labourrights.org

ILRF is an advocacy organization dedicated to achieving just and humane treatment of workers worldwide by promoting enforcement of labor rights internationally through public education and mobilization, research, litigation, legislation, and collaboration with labor, government and business groups.

Internship opportunities: Some unpaid internships are offered through posted vacancies on their website. Examples of available internships for 2008 include Campaign internship, Human Rights in International Trade internship and Communications internship.
Candidates for specific internships should send their resume and cover letter, stating the post for which they apply to trina.tocco@ilrf.org.

Job opportunities: The current employment opportunities are listed on their website. All applications should be submitted to trina.tocco@ilrf.org unless otherwise noted in the job description.

LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI)

Siège-social : Bruxelles, Belgique
5 Boulevard du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
☎ +32 (0)2 224 0211 +32 (0)2 201 5815 info@ituc-csi.org www.ituc-csi.org

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales.

Opportunités de stage : Il n'y a pas de programme de stages en tant que tel. Les personnes intéressées par un stage peuvent tout de même contacter directement l'organisation pour obtenir plus de détails.

Opportunités d'emploi : Les offres d'emplois sont publiées sur le site internet de l'organisation. Les dossiers de candidature doivent être envoyés à Carine Verstichel à l'adresse électronique suivante : c.verstichel@ituc-csi.org.

Chapitre ✈ Chapter

9

Chapitre 9
The International Tribunals
Les tribunaux internationaux

Introduction 190

1. Tribunaux internationaux 191
2. International Arbitration 198
3. Institutes and Research Centres 203

Introduction

Il existe autour du monde un certain nombre de tribunaux internationaux. Ces institutions ont pour objectif de régler, conformément au droit international public ou privé, des différends d'ordre juridique ayant trait, entre autres, aux droits de l'homme, au droit pénal international, à la résolution de différends commerciaux internationaux ou à l'arbitrage international. Ces institutions prennent souvent la forme d'un tribunal ou d'une cour et rendent possible la résolution de nombreuses affaires d'ordre international qui souvent ne pourraient être adéquatement réglées devant un tribunal domestique, les parties au litige provenant de différents pays et juridictions.

Some of these institutions are more prominent such as the International Court of Justice, the International Criminal Court and the Permanent Court of Arbitration. There is also longer list of institutions that are perhaps less known but that have the same important mission: the resolution of international disputes and the international order and justice.

In this chapter your will find institutions that offer internships and career opportunities in the public and the private sectors. You will also find opportunities that are offered to law students such as conferences and summer courses. The information comes directly from the websites of the organizations and institutions that are mentioned. If you wish to apply to an internship or for a job, visit their website and make sure you understand the application process and identify the deadline.

Notez que plusieurs des stages nécessitent d'être à la fin de son parcours universitaire ou même d'avoir reçu son diplôme. Il faudra normalement posez votre candidature au cours de vos derniers semestres d'études pour un stage qui se déroulera après votre graduation. Vérifiez bien ce critère de sélection lorsque que vous recherchez un stage.

Lastly, gain useful experience before you apply to one of these internships since there are a very few of these opportunities and many interested candidates. Keep in mind that they are extremely rewarding and well-regarded experiences for anyone who wishes to pursue a career in international law.

1. Tribunaux internationaux

Cour internationale de justice (CIJ)
International Court of Justice (ICJ)

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas
☎ (+31) (0)70 302 23 23 🖷 (+31) (0)70 364 99 28 💻 www.icj-cij.org

La CIJ, siégeant au Palais de la Paix à La Haye (Pays-Bas), est l'organe judiciaire principal de l'ONU. Elle a débuté son activité en 1946, prenant la suite de la Cour permanente de Justice internationale. Régie par un statut qui fait partie intégrante de la Charte des Nations Unies, elle se compose de quinze juges élus pour neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU. Ces juges siègent indépendamment l'un de l'autre.

La CIJ a une double mission: régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et donner des avis consultatifs sur les questions juridiques que peuvent lui poser les organes ou institutions spécialisées de l'ONU autorisés à le faire.

Depuis 1946, la CIJ a donné 25 avis consultatifs qui ont porté notamment sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le Territoire palestinien occupé, l'admission d'États à l'ONU, la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, le statut territorial du Sahara occidental et du Sud-ouest africain (Namibie), des jugements rendus par des tribunaux administratifs internationaux, les dépenses de certaines opérations des Nations Unies, l'applicabilité de l'accord de siège des Nations Unies, le statut des rapporteurs des droits de l'homme, et la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

Le Greffe - The Registry

Emploi : Le Greffe est l'organe administratif permanent de la Cour. Sa mission est à la fois celle d'un service auxiliaire de la justice et celle d'un secrétariat. Les effectifs du Greffe étant réduits, les offres d'emplois sont en conséquence assez rares. Lorsqu'un poste est disponible, celui-ci est publié sur le site internet de la Cour.

Stages : La CIJ offre des possibilités de stages d'un à trois mois à des étudiants et à de jeunes professionnels en début de carrière. Compte tenu de la taille de l'organisation, seul un nombre limité de stages peut être proposé au cours de l'année. Des possibilités sont toutefois offertes dans tous les départements et divisions du Greffe.

Les stagiaires ne reçoivent aucune rémunération de la Cour. Il leur incombe de se mettre en règle avec les lois relatives à l'immigration, d'organiser leur voyage et leur logement et de contracter une assurance valable en cas de maladie et/ou d'accident. Pour se porter candidat, il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site internet de la Cour et de le soumettre par le même biais.

Cour Pénale Internationale (CPI)
International Criminal Court (ICC)

Maanweg, 174, 2516 AB, La Haye, Pays-Bas ☎+ 31 (0)70 515 8515 🖷 +31 (0)70 515 8555 💻 www.icc-cpi.int

The International Criminal Court (ICC) is an independent, permanent court that tries persons accused of the most serious crimes of international concern, namely genocide, crimes against humanity and war

crimes. The ICC is based on a treaty, signed by 106 countries. The Court is not part of the United Nations, but it maintains a cooperative relationship with the U.N. The Court is based in The Hague, in the Netherlands, although it may also sit elsewhere.

The ICC is a court of last resort. It will not act if a case is being investigated or prosecuted by a national judicial system unless those proceedings are not genuine, for example if formal proceedings were undertaken solely to shield a person from criminal responsibility. In addition, the ICC only tries those accused of the gravest crimes. The jurisdiction and functioning of the ICC are governed by the Rome Statute. The Court is composed of four bodies. These are the Presidency, the judicial Divisions, the Office of the Prosecutor and the Registry.

Careers: All fixed-term budgeted posts are normally advertised for one month on the ICC website under Current Vacancies. Candidates who meet the requirements shall apply before the deadline specified in the advertisement.

If you apply for a post with the ICC, your application will go through various stages in the recruitment process. It may take several months after the closing date before you are informed of the final decision.

Internships: The Court offers internships to highly motivated young professionals with good academic qualifications who are in the early stages of their careers. The internship is a practical educational experience whereby interns principally assist the staff of the Court in discharging their duties. Under supervision, Interns are assigned projects and tasks that are relevant to their educational background and interests and provide them with the opportunity to put into practice and further develop their theoretical knowledge. The work will generally be comparable to the work of the upper general service category or junior professional level.

Internships are offered for a period of between three and six months. In order to apply for an internship placement, candidates will need to ensure that they meet the general eligibility requirements for interns in addition to any additional requirements stated by the specific Organ of the Court to which the candidate elects to apply.

Testimonial of Jennifer Schuetze

Jennifer Schuetze
B.C.L. / LL.B. 2003
McGill University, Faculty of Law
Clerk for the International Criminal Court (ICC)

Ms. Schuetze had the opportunity to complete a clerkship at the ICC. She has shared details about the organization and her experience with us:

Placement

I completed a four month clerkship in the Legal Advisory Section of the Office of the Prosecutor (OTP) of the International Criminal Court (ICC). At present, the OTP is the busiest organ of the Court and will provide clerks with challenging work. My time at the Court was a remarkable experience from several perspectives. Firstly, unlike the international criminal tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda, the ICC is an institution which is in its very beginning phase. My time there exposed me to many

interesting theoretical and practical questions that the Court is facing in the implementation of its Statute (which provides for a unique jurisdictional ambit based on the principle of complementarity) as well as the Rules of Procedure and Evidence. Second, given that the ICC is highly committed to adequate geographical representation, there is an incredible diversity in backgrounds and nationalities among interns and staff members, which, in my view, will help ensure a broader spectrum of views and cultural understanding in the interpretation of decisions and cases before the Court.

Why McGill's Legal Education is a fantastic prerequisite for a clerkship?

A dual education in the civil and common law traditions prepared me well for my time at the ICC. This is because the Court draws on both legal traditions in the interpretation of its Statute and Rules of Procedure and Evidence and must constantly mediate innovative approaches across both systems. Further, courses in international law at McGill also prepared me for my work there.

The Application Process

The application process can be very lengthy (i.e. can take up to several months). Sometimes, a prospective clerk may also be advised of a placement at the very last minute! Don't be discouraged, however, since the Court relies heavily on interns/clerks and applying is well worth your efforts.

Good luck!

Commission interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH)
Inter-American Commission on Human Rights (IACHR)

Inter-American Commission on Human Rights, 1889 F Street, N.W., Washington, D.C., 20006, U.S.A.
Cidhoea@oas.org (for information on internships) www.cidh.org

The Inter-American Commission on Human Rights (IACHR) is one of two bodies in the inter-American system for the promotion and protection of human rights. The Commission has its headquarters in Washington, D.C. The other human rights body is the Inter-American Court of Human Rights, which is located in San José, Costa Rica. The IACHR is an autonomous organ of the Organization of American States (OAS). Its mandate is found in the OAS Charter and the American Convention on Human Rights. The IACHR represents all of the member States of the OAS. It has seven members who act independently, without representing any particular country. The members of the IACHR are elected by the General Assembly of the OAS. The IACHR is a permanent body which meets in regular and special sessions several times a year. The Executive Secretariat of the IACHR carries out the tasks delegated to it by the IACHR and provides legal and administrative support to the IACHR as it carries out its work.

Internships: The IACHR internship program is designed for junior, senior and graduate students at the university level as well as junior professionals to allow them to work within their field of study. The program requires a good command of two of the four official languages of the Organization of American States (English, French, Portuguese and Spanish). The IACHR internship program offers three sessions per year and has established a minimum duration of two months and a maximum of four months. However, longer periods can be considered based on availability or shorter periods with founded reasons, if applicable. Visit the website for more information on the application process and the deadlines.

Cour interaméricaine des Droits de l'Homme
Inter-American Court of Human Rights

Avenue 10, Street 45-47 Los Yoses, San Pedro, Costa Rica
☎ (506) 2234 0581 (506) 2234 0584 corteidh@corteidh.or.cr www.corteidh.or.cr

The Inter-American Court of Human Rights is an autonomous judicial institution of the Organization of American States established in 1979. Its objective is the application and interpretation of the American Convention on Human Rights and other treaties concerning this same matter. To this date, twenty five American nations have ratified or have adopted the Convention: Argentina, Barbados, Bolivia, Brazil, Colombia, Costa Rica, Chile, Dominica, Ecuador, El Salvador, Granada, Guatemala, Haiti, Honduras, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Dominican Republic, Suriname, Trinidad and Tobago, Uruguay and Venezuela.

Internships: The Internship and Visiting Professionals Program at the Inter-American Court of Human Rights offers students and professionals in the areas of law, international relations, political science, linguistics and translations an opportunity to gain a practical experience in the Inter-American System for the Protection of Human Rights. Although candidates chosen do not receive remuneration, they have the opportunity to work directly with the lawyers of the Court's legal department and provide assistance with the work performed by the Court's Secretariat.

Given the large number of applications, the process is very competitive. To be selected as an intern or visiting professional provides one with the opportunity to be a part of high-level international judicial work and acquire particular knowledge about the Court's case law and international human rights. Internship and Visiting Professionals candidates are expected to be people who are motivated and have the ability to carry out their work in an effective and professional manner, within an international and multicultural environment. It is essential to have good oral and written skills in Spanish and English. Spanish is the principle language used at work. Additionally, knowledge of other official languages of the Court, such as Portuguese and French, are greatly valued.

Tribunal spécial pour le Sierra Leone
Special Court for Sierra Leone

The Special Court for Sierra Leone, Jomo Kenyatta Road, New England, Freetown, Sierra Leone,
☎+232 22 297000Â scsl-mail@un.org www.sc-sl.org

The Special Court for Sierra Leone was set up jointly by the Government of Sierra Leone and the United Nations. It is mandated to try those who bear the greatest responsibility for serious violations of international humanitarian law and Sierra Leonean law committed in the territory of Sierra Leone since 30 November 1996.

Internships: The internship programme will provide unique opportunities to work for a criminal court established by an Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone, responsible for trying those accused of crimes against humanity, violations of Article 3 common to the Geneva Conventions and of Additional Protocol II, other serious violations of international humanitarian law and crimes under Sierra Leonean Law. The Court has so far indicted thirteen persons and holds nine people in custody.

You will be given the opportunity to work on current cases, prepare decisions, draft opinions and work on overall issues surrounding the Court, or participate in taking information about the Court to the people of Sierra Leone as part of the Outreach or Public Affairs teams.

Interns in the Registry, Office of the Prosecutor, the Defence Office and Chambers should have a first level degree qualification preferably in law. Study in the area of international humanitarian law will be considered as an advantage. Interns in the Public Affairs Office, Court Management, Outreach and other offices require no formal qualifications.

All interns must be proficient in English both written and spoken. Knowledge of local languages will be an advantage in applying for the programme. All internships will be for a period of 6 months. No extension will be granted. Internships for less than 6 months will only be allowed in circumstances agreed between the Programme Coordinator and the Head of Section requesting the intern(s).

The Special Court no longer offers funded internships to international applicants. All international applicants must secure their own funding. Applicants based outside Sierra Leone are encouraged to send the application form by email or fax.

By E-mail: scsl-interns@un.org
By Fax: +39 0831 257204 or +232 22 297204

** McGill Students: See also the McGill Special Court for Sierra Leone Clinic in the last section of this chapter.*

Tribunal international du Droit de la mer (TIDM)
International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS)

The Registrar, International Tribunal for the Law of the Sea
Am Internationalen Seegerichtshof 1, 22609, Hamburg, Germany
☎ (49) 40 35607-0 (49) 40 35607-275 itlos@itlos.org www.itlos.org

The International Tribunal for the Law of the Sea is an independent judicial body established by the Convention to adjudicate disputes arising out of the interpretation and application of the Convention (United Nations Convention on the Law of the Sea). The Tribunal is composed of 21 independent members, elected from among persons recognized as competent in the field of the law of the sea.

The seat of the Tribunal is in the Free and Hanseatic City of Hamburg in the Federal Republic of Germany. In 1986, Germany offered to provide premises for the Tribunal at the expense of the Federal Government, including a substantial contribution from the City of Hamburg.

The Tribunal is composed of one general chamber, the Seabed Dispute Chamber, and of five other chambers: the Chamber of Summary Procedure; the Chamber for Fisheries Disputes; the Chamber for Marine Environment Disputes; the Chamber for Maritime Delimitation Disputes; Chambers under article 15, paragraph 2, of the Statute.

Internships: The purposes of the internship programme of the International Tribunal for the Law of the Sea are to give the participants the opportunity to gain an understanding of the work and functions of the Tribunal and to enable the Tribunal and its Members to benefit from the assistance of persons with relevant knowledge and skills in areas within the scope of activities of the Tribunal.

Participants in the programme will be expected to be able to contribute to the work of the Tribunal in the fields of, *inter alia,* the law of the sea, public international law, international organizations and international relations, political science, public information, publications and library science, and translation.

In order to assist candidates from developing countries in participating in the Internship Programme, the Korea International Cooperation Agency (KOICA) Grant has been established. Travel arrangements to Hamburg will be made for successful candidates using the KOICA Grant. A lump sum of up to € 750/month will also be provided at the beginning of the internship to cover the cost of accommodation and living expenses.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)
International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY)

International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, Churchillplein 1, 2517 JW, The Hague, The Netherlands ☎+31 70 512 5000 www.un.org/icty/

Le TPIY, situé à La Haye au Pays-Bas, a été établi en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée le 25 mai 1993 en réponse à la menace pour la paix et la sécurité internationale représentée par les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

Le mandat du TPIY est multiple : traduire en justice les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire; rendre justice aux victimes; prévenir la commission de nouvelles violations du droit international humanitaire; et imposer la vérité judiciaire afin d'empêcher le révisionnisme, de contribuer au rétablissement de la paix et de favoriser la réconciliation dans l'ex-Yougoslavie. Le Tribunal est mandaté pour poursuivre et juger quatre catégories de crimes ayant été commis sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991: infractions graves aux Conventions de Genève de 1949, violations des lois ou coutumes de la guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Vis-à-vis des juridictions internes, le TPIY n'a pas le monopole de la poursuite et de la punition des violations du droit international humanitaire dans l'ex-Yougoslavie. Il exerce sa compétence en concurrence avec les juridictions nationales. Cependant, le TPIY a primauté sur ces dernières et il peut, dans l'intérêt de la justice, demander le dessaisissement d'une juridiction nationale dans une enquête ou une affaire donnée, à tout stade de la procédure.

Internships: The Internship Programme of the ICTY offers professionals, graduate students, and undergraduate students who are in their final stages of education the possibility to enhance their professional training in the unique environment of an international court. The Internship Programme is open to those candidates who have an educational background in a number of areas including law. In addition to participating in the day-to-day activities, Interns are invited to attend lectures, and other activities which all have particular relevance to the work of the Tribunal.

The ICTY assigns Interns to each of the three constituent organs of the Tribunal: Registry, Chambers and the Office of the Prosecutor. ICTY offers regular Internship Programmes. Here are some of the programs:

- Registry Legal Advisory Section (minimum period of 4 months) ;
- Office for Legal Aid and Detention Matters (minimum period of 3 months) ;
- Court Management and Support Section (minimum period of 3 months) ;
- Procurement Section (minimum period of 6 months) ;
- Fund-raising coordinator/Chief Administration Office ;
- Chambers (minimum period of 3 months) ;
- Military Analysis Team.

In addition to the Regular Internship Programme as described above, the Tribunal also accepts a limited number of interns under a Restricted Internship Programme (in the Office of the Prosecutor only). Interns under the Restricted Internship Programme are accepted under specific conditions and for a more limited duration, namely from 2 to 3 months. For more information on the Internship programmes, please visit this address: www.un.org/icty/pratical-e/index.htm

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR)

For ICTR Opportunities: The Chief of Personnel, ICTR Arusha, P.O.Box 6016, Arusha, Tanzania
ictr_personnel@un.org http://69.94.11.53/

En 1994, reconnaissant que des violations graves du droit humanitaire ont été commises au Rwanda et agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité, par résolution, a créé le TPIR, dont le siège est à Arusha en République-Unie de Tanzanie. Cette mesure visait aussi à contribuer au processus de réconciliation nationale au Rwanda et au maintien de la paix dans la région. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda a été créé pour juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations du droit international commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

Le TPIR est composé de trois Chambres de première instance et d'une Chambre d'appel au sein desquelles siègent les juges. Les juges sont élus par l'Assemblée générale des Nations Unies à partir d'une liste proposée par le Conseil de sécurité. Ils sont initialement sélectionnés à partir d'une autre liste de candidats proposés par les États membres de l'Organisation des Nations Unies. Les nominations doivent tenir compte des principaux systèmes juridiques du monde. Les juges sont élus pour un mandat de quatre ans. Ils sont rééligibles. Ces Chambres sont composées de 16 juges indépendants, ressortissants d'États différents. Trois juges siègent dans chacune des Chambres de première instance et sept siègent à la Chambre d'appel. La Chambre d'appel est commune aux deux Tribunaux internationaux, pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie.

Internships: As an intern at the ICTR you have the unique opportunity to work and participate in the development of a challenging and innovative institution in International Law. Internships are available to applicants enrolled in a law degree program in graduate school (second university degree or higher) at the time of application. Interns make important work contributions to the Tribunal and assume a large amount of responsibility in a manner that would not be possible in an established institution dealing with an older body of law. An ICTR internship provides a framework by which graduates and post-graduates students from diverse academic backgrounds are assigned to specialized Sections/Units of the Tribunal where their educational experience can be enhanced through practical work assignments to expose them to the work of the United Nations and to provide the ICTR with the assistance of qualified professionals specialized in various professional fields.

Pour de plus amples informations relativement au TPIR ainsi que sur les possibilités de stages au sein de celui-ci, nous vous référons à son site Internet : www.ictr.org.

2. International Arbitration

The expansion of international commercial disputes, many of them involving multiple parties, is inevitable in an increasingly global economy. Today's trends in international business transactions underscore arbitration's advantages over litigation. With more and more cross-border disputes, arbitration has become a handy tool for the resolution of commercial disputes. Often the parties are from different national, cultural and legal backgrounds so they want to avoid national litigation, which can be more expensive, longer and generate too much publicity. Arbitration is therefore an attractive alternative because of its international and confidential aspects. For these reasons, it is a flourishing practice that is worth considering for students interested in international commercial law.

You will find in this section a list and descriptions of the most prominent institutions of arbitration. Note also that because it is a private practice, many law firms have an arbitration practice: they are therefore employers to be considered.

Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce (SCC)

P.O. Box 16050 • SE-103 21 Stockholm • Sweden
☎ +46 8 555 100 50 • 🖷 +46 8 566 316 50 arbitration@chamber.se • 💻 www.sccinstitute.com

The Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce (SCC Institute) was established in 1917 and is a separate entity within the Stockholm Chamber of Commerce. Recognized in the 1970's by the United States and the Soviet Union as a neutral centre for the resolution of the East-West trade disputes, the SCC Institute has since expanded its services in international arbitration to over 40 countries. Over the past few decades the SCC Institute has emerged as one of the leading arbitration institutions in the world.

Court of Arbitration for Sport (CAS)
Tribunal arbitral du sport (TAS)

CAS Head office Château de Béthusy, Avenue de Beaumont 2, CH-1012 Lausanne, Switzerland
☎ (41 21) 613 50 00 🖷 (41 21) 613 50 01 info@tas-cas.org 💻 www.tas-cas.org

Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) est une institution indépendante mettant au service du sport international une organisation apte à trancher tous les litiges juridiques ayant un lien avec le sport dans des délais très brefs et à un coût moindre. Le TAS a été créé en 1984 et est placé sous l'autorité administrative et financière du Conseil International de l'Arbitrage en matière de Sport (CIAS). Le TAS compte près de 300 arbitres choisis pour leurs connaissances spécifiques de l'arbitrage et du droit du sport. Ils proviennent de plus de 80 pays différents. Environ 200 procédures sont enregistrées par le TAS chaque année.

Le siège du TAS est à Lausanne en Suisse, et il existe deux bureaux décentralisés, l'un à Sydney en Australie et l'autre à New York aux États-Unis.

Pour consulter les offres d'emploi, visitez le site internet sous la rubrique *Adresses et Contacts*.

International Centre for the Settlement of Investment Dispute (ICSID)
Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

ICSID, 1818 H Street, N.W., MSN U3-301, Washington, D.C. 20433, U.S.A.
☎ (202) 458-1534 (202) 522-2615 ICSIDsecretariat@worldbank.org
http://icsid.worldbank.org/ICSID/

ICSID is an autonomous international institution established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States with over 140 member States. The Convention sets forth the ICSID's mandate, organization and core functions. The primary purpose of the ICSID is to provide facilities for conciliation and arbitration of international investment disputes. The ICSID Convention is a multilateral treaty formulated by the Executive Directors of the International Bank for Reconstruction and Development (the World Bank).

As evidenced by its large membership, considerable caseload, and by the numerous references to its arbitration facilities in investment treaties and laws, the ICSID plays an important role in the field of international investment and economic development. The ICSID is considered to be the leading international arbitration institution devoted to investor-State dispute settlement.

The ICSID has a simple organizational structure consisting of an Administrative Council and a Secretariat. The Administrative Council is the governing body of the ICSID. It is comprised of one representative of each of the ICSID Contracting States. The Secretariat consists of a Secretary-General, a Deputy Secretary-General and staff. The Secretary-General is the legal representative of the ICSID, the registrar of ICSID proceedings and the principal officer of the Centre.

ICSID does not conciliate or arbitrate disputes rather it provides the institutional and procedural framework for independent conciliation commissions and arbitral tribunals constituted in each case to resolve the dispute.

As a general rule, ICSID proceedings are held at the Centre's headquarters in Washington, D.C. However, parties may agree to hold their proceeding at any other place, subject to certain conditions. ICSID has to date concluded such arrangements with institutions such as the Permanent Court of Arbitration, the Singapore International Arbitration Centre or the German Institution of Arbitration. For a more complete list, please visit the institution website.

International Chamber of Commerce (ICC)
Chambre de commerce internationale (CCI)

International Court of Arbitration, Secretariat, 38 cours Albert 1er, 75008 Paris, France
☎+33 1 49 53 29 05 +33 1 49 53 29 29 www.iccwbo.org

The International Chamber of Commerce was founded in 1919. Much of ICC's initial impetus came from its first president, Etienne Clémentel, a former French minister of commerce. Under his influence, the organization's international secretariat was established in Paris and he was instrumental in creating the ICC International Court of Arbitration in 1923.

The ICC is now a world business organization with thousands of member companies and associations in around 130 countries. Members include many of the world's most influential companies and represent every major industrial and service sector.

Today, 16 ICC commissions of experts from the private sector cover every specialized field of concern to international business. Subjects range from banking techniques to financial services and taxation, from competition law to intellectual property rights, telecommunications and information technology, from air and maritime transport to international investment regimes and trade policy.

Stages : L'Institut de droit comparé de l'Université McGill administre un programme de stage estival au secrétariat de la Cour d'arbitrage internationale de la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris. Pour plus d'information, nous vous référons à la section ultérieure de ce chapitre intitulé *Institut de droit comparé* de l'Université McGill.

Iran-United States Claims Tribunal

Iran-United States Claims Tribunal , Parkweg 13, 2585 JH The Hague, The Netherlands
☎ +31 70 352 0064 +31 70 350 2456 registry@iusct.org www.iusct.org

The Office of International Claims and Investment Disputes is responsible for representing the United States before the Iran-U.S. Claims Tribunal.

In 1981, the United States and Iran entered into the Algiers Accords, which brought an end to the Embassy hostage crisis and created the Tribunal to resolve existing disputes between the two countries and their nationals. The Tribunal sits in The Hague, The Netherlands and is comprised of nine arbitrators: three appointed by Iran, three by the United States, and three by the party-appointed members acting jointly or, in absence of agreement by an appointing authority.

Under the Accords, the United States released the vast majority of Iran's "frozen" assets and transferred them directly to Iran or to various accounts to pay outstanding claims. Almost all of the approximately 4,700 private U.S. claims filed against the Government of Iran at the Tribunal have been resolved and have resulted in more than $2.5 billion in awards to U.S. nationals and companies. The period for filing new private claims against Iran expired on January 19, 1982.

The two governments have also filed claims against each other. The vast majority of these inter-governmental claims were filed by Iran against the United States. While some parts of those claims have been resolved, a number of major cases remain to be adjudicated at the Tribunal.

London Court of International Arbitration (LCIA)

70 Fleet Street, London EC4Y 1EU, United Kingdom
☎+44 (0)20 7936 7007 +44 (0)20 7936 7008 www.lcia-arbitration.com

The LCIA is one of the longest-established international institutions for commercial dispute resolution. It is also one of the most modern and forward-looking. Based in London, the LCIA is a thoroughly international institution, providing efficient, flexible and impartial administration of dispute resolution proceedings for all parties, regardless of their location, and under any system of law. Its operation and outlook are geared to ensuring that the parties may have complete confidence in its international credentials and in its impartiality.

Permanent Court of Arbitration (PCA)
Cour permanente d'arbitrage (CPA)

Cour permanente d'arbitrage, Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ, La Haye, Pays-Bas
☎+31 70 302 4165 F:+31 70 302 4167 bureau@pca-cpa.org www.pca-cpa.org

The PCA is an intergovernmental organization with over 100 member states. Established in 1899 to facilitate arbitration and other forms of dispute resolution between states, the PCA has developed into a modern, multi-faceted arbitral institution that is now perfectly situated at the juncture between public and private international law to meet the rapidly evolving dispute resolution needs of the international community. Today the PCA provides services for the resolution of disputes involving various combinations of states, state entities, intergovernmental organizations, and private parties.

Careers: The PCA is dedicated to serving the international community in the field of dispute resolution. It recruits and employs staff based on the highest standards of competence, integrity, and efficiency. Vacant positions are filled by nationals of member states based on the needs and available resources of the organization, particularly in relation to the nature and size of the PCA's caseload, which can vary from year to year. Due regard is given to maintaining an appropriate mix of men and women, and the need to seek geographical diversity in order to maintain the international character of the institution.

Stages : La Cour permanente d'arbitrage offre des stages à des personnes ayant un excellent dossier universitaire et qui souhaitent acquérir une expérience professionnelle dans une institution d'arbitrage international. Les stagiaires ont la possibilité de participer au fonctionnement de l'organisation. À cette fin, la CPA s'efforce de maintenir un équilibre entre les affectations juridiques et administratives (exemple : gestion d'une affaire en cours). Ainsi, les stagiaires pourront acquérir une connaissance « de l'intérieur » de certains aspects juridiques et pratiques de l'arbitrage international.

Le programme de stages se déroule tout au long de l'année, en un cycle de quatre périodes de trois mois chacune. Le calendrier des trimestres est le suivant :

Trimestre 1 : de janvier à mars
Trimestre 2 : d'avril à juin
Trimestre 3 : de juillet à septembre
Trimestre 4 : d'octobre à décembre

En règle générale, les stages commencent le premier jour du mois de départ du trimestre et se terminent le dernier jour du mois de clôture du trimestre.

Singapore International Arbitration centre

City Hall, 3 St Andrew's Road, Singapore 178958
☎ + 65 6334 1277 sinarb@siac.org.sg (general inquiries) www.siac.org.sg

SIAC, an independent, not-for-profit organization, was established in 1991 to meet the demands of the international business community for a neutral, efficient and reliable dispute resolution institution in a fast-developing Asia. Funded by the Singapore government at its inception, SIAC is now entirely financially self-sufficient.

United Nation Commission for International Trade Law (UNCITRAL) Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI)

UNCITRAL Secretariat, Vienna International Centre, P.O. Box 500, A-1400 Vienna, Austria
☎ 43-(1) 26060-4060 or 4061 🖷 43-(1) 26060-5813 💻 www.uncitral.org

The issues dealt with by the WTO and UNCITRAL are different. The WTO deals with trade policy issues, such as trade liberalization, abolition of trade barriers, unfair trade practices or other similar issues usually related to public law, whereas UNCITRAL deals with the laws applicable to private parties in international transactions. As a consequence, UNCITRAL is not involved with "state-to-state" issues such as anti-dumping, countervailing duties, or import quotas.

The United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) (established in 1966) is a subsidiary body of the General Assembly of the United Nations with the general mandate to further the progressive harmonization and unification of the law of international trade. UNCITRAL has since prepared a wide range of conventions, model laws and other instruments dealing with the substantive law that governs trade transactions or other aspects of business law which have an impact on international trade. UNCITRAL meets once a year, typically in summer, alternatively in New York and in Vienna.

Careers: UNCITRAL Secretariat vacancies are managed by the United Nations Office for Human Resources Management (UN OHRM). For more information on how to work with the United Nations please visit the UN Galaxy e-staffing system web page.

Internships: The International Trade Law Division of the United Nations Office of Legal Affairs (ITLD), which serves as the substantive secretariat of UNCITRAL, offers an internship program for a select number of applicants who have completed their graduate studies or are pursuing postgraduate studies.

The Division includes a Legislative Branch and a Technical Assistance Section. Those are tasked, respectively, with the development of harmonized legislative texts, and the provision of technical assistance, with respect to the adoption and use of UNCITRAL legal texts.

In determining the area and substance of the intern's work, account will be taken of the projects currently being undertaken in the Division, the qualifications of the intern and the purpose of the internship as expressed by the sponsoring institution or the intern. Interns will be normally requested to undertake tasks, under the supervision of a legal officer, in connection with the ongoing projects of UNCITRAL working groups, or with the activities of promotion of UNCITRAL texts and assistance to legal reform.

World Intellectual Property Organization – Arbitration and Mediation centre (WIPO) / Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

34, chemin des Colombettes, Geneva, Switzerland, PO Box 18, CH-1211, Geneva 20
☎ +41-22 338 9111 🖷 +41-22 733 54 28 💻 www.wipo.int

The World Intellectual Property Organization (WIPO) is a specialized agency of the United Nations. It is dedicated to developing a balanced and accessible international intellectual property (IP) system, which rewards creativity, stimulates innovation and contributes to economic development while safeguarding the public interest.

WIPO was established by the WIPO Convention in 1967 with a mandate from its member States to promote the protection of IP throughout the world through cooperation among states and in collaboration with other international organizations. Its headquarters are in Geneva, Switzerland.

Careers: The recruitment of candidates for career posts is generally effected through vacancies published on the website and in the ICSC Bulletin, and also advertised in WIPO periodicals and through the appropriate administrations of the member States of the Organization. Most of these posts require staff with a legal academic background and considerable professional experience in the field of intellectual property.

Vacancies for posts in the General Service category are advertised in WIPO, can be accessed at the reception desk and are, in principle, filled by local candidates, i.e. candidates living in the Geneva area or in neighboring France. Such competitions are open to external candidates when the competition reference number in the vacancy announcement does not carry an asterisk.

Internships: WIPO runs a Summer Internship program, whose objective is to provide an opportunity for senior students and young professionals to acquire a working knowledge of intellectual property and to be exposed to the work of the Organization, including its treaty-making, international registration, research and publication activities.

3. Institutes and Research Centres

McGill Centre for Human Rights and Legal Pluralism
Centre sur les droits de la personne et le pluralisme juridique

Centre for Human Rights and Legal Pluralism, 3661 Peel Street, Montreal, Quebec H3A 1X1
☎ 514-398-3577 www.mcgill.ca/humanrights/

The Centre for Human Rights and Legal Pluralism is a focal point for innovative legal and interdisciplinary research, dialogue, and outreach on human rights and legal pluralism. The Centre's mission is to provide students, professors and the larger community with a locus of intellectual and physical resources for engaging critically with how law impacts upon some of the most compelling social problems of our modern era.

International Judicial Clerkships Program
Programme de stages juridiques internationaux

Le Centre sur les droits de la personne et le pluralisme juridique de la Faculté de droit de l'Université McGill met en place chaque année un programme de stages juridiques internationaux. Le Centre reçoit généralement les dossiers de candidature vers la fin juin.

Les stagiaires choisis seront affectés en 2009 aux Cabinets du Tribunal pénal international pour le Rwanda, situés à Arusha en Tanzanie, aux Cabinets de la Cour spéciale pour le Sierra Leone et au Bureau du Procureur de la Cour spéciale pour le Sierra Leone, tous deux situés à Freetown au Sierra Leone.

Les objectifs principaux des stages sont de permettre aux participants de mieux comprendre des questions importantes et actuelles reliées aux champs d'activité respectifs des organismes d'accueil et de faire bénéficier les organismes d'accueil des services et de l'apport de jeunes et brillants juristes.

Special Court for Sierra Leone Clinic
Clinique juridique pour le tribunal spécial pour le Sierra Leone

Since June 2004, McGill Faculty of Law has been running a program in support of the judges of the Sierra Leone Special Court. Student participants write bench memos on various legal questions at the request of judges and legal officers of the Special Court. One student spent two months at the seat of the Special Court in Sierra Leone in the summer of 2004 and again in 2005.

Applications are invited from undergraduate and graduate students wishing to work for the clinic this winter and spring. Candidates will be selected on the basis of their training in international and criminal law as well as their research and writing skills.

Students interested to work for the clinic this winter/summer normally submit an application to Professor Frédéric Mégret. Please visit the centre for Human Rights and Legal Pluralism website for more information on the application process and the deadlines at this address: www.mcgill.ca/humanrights/sierraleone/.

Human Rights Internships
Stages en droit de la personne

The International Human Rights Internship Program carefully selects law students for placements as interns with NGOs and tribunals for a period of 12 weeks, with a view to providing students with an opportunity to experience and contribute to the work of human rights organizations in Canada and beyond. It is a six-credit course offered by the Faculty of Law of McGill University.

Interns can apportion the internship's six credits in one of two ways: they can take the entire six credits during the summer semester or they can divide the course into two three-credit portions, one to be taken during the summer and the other in the fall semester immediately following the internship.

Within the partner's organizations, there are two international tribunals:

- The Inter-American Court for Human Rights (IACHR), San José, Costa Rica
- International Criminal Tribunal for Rwanda, Arusha, Tanzania

McGill Institute of Comparative Law (ICL)
L'Institut de droit comparé de l'Université McGill

Institute of Comparative Law, 3690 Peel Street, Montreal, Quebec, H3A 1W9
☎ 514-398-4400 Ext. 00981 🖷 514-398-3233 💻 www.mcgill.ca/icl/

Since its creation in 1965, the Institute of Comparative Law (ICL) has been at the cutting edge of research and teaching from the perspectives of diverse legal traditions and legal systems. The Institute embraces students interested in any area of law. It accommodates national, international, and transnational studies and encourages openness to transdisciplinary approaches to teaching and research.

Summer Internship at the ICC International Court of Arbitration
Stage à la Cour internationale d'arbitrage de la CCI

L'Institut de droit comparé de l'Université McGill administre un programme de stage estival au secrétariat de la Cour d'arbitrage internationale de la Chambre de commerce internationale (CCI) à

Paris. Il donne l'occasion à un étudiant en droit ou récemment diplômé de travailler pendant un ou deux mois dans l'une des institutions les plus respectées du monde.

Le stage se tient en juillet et en août, avec une certaine flexibilité concernant les dates de début et de fin. Les stagiaires travaillent au sein du Secrétariat, prêtant assistance aux conseillers concernant des procédures importantes d'arbitrage.

Les stagiaires doivent pouvoir fonctionner dans les deux langues officielles de la cour de la CCI, doivent avoir démontré des compétences supérieures en recherche et en rédaction en plus d'une formation juridique solide dans les disciplines pertinentes outre un dossier académique très fort. Les candidats devront normalement auront suivi le cours avec le professeur Gélinas "Resolution of International Disputes", "Comparative Legal Institutions" ou "Specialized Topics in Law: Legal Aspects of Extrajudicial Dispute Resolution" avec le professeur Bachand, ou encore le programme d'été en arbitrage.

La Faculté choisit un candidat pour le stage, qui n'est pas rémunéré. La Faculté de droit accorde une bourse de 500$ pour contribuer aux dépenses et la Cour de la CCI fournira des tickets-restaurants. Les stagiaires sont tenus de respecter les règlements, les instructions et plus particulièrement la confidentialité de la Cour de la CCI.

Montreal Summer Study Program in Arbitration
Programme d'été en Arbitrage à Montréal

The Summer International Arbitration Program, the first in North America, was launched in 2004 in cooperation with the Penn-State Dickinson School of Law. The program familiarizes U.S. and Canadian law students with the emergent and vital field of international commercial arbitration and promotes transnational understanding of arbitration, administering arbitral institutions, and international treaties that use arbitration as a means of dispute resolution.

The programme takes place at the McGill Faculty of Law. Those who are not registered as McGill students can apply to this programme, which was held in 2008 between May 12 and June 13, through Penn State University. For more information, please visit the following website: www.dsl.psu.edu/programs/montreal_academics.cfm/. For students at McGill's Faculty of Law, the information is available on the web site of the Student Affairs Office in the section Current Courses and Registration Information.

John E. C. Brierley Memorial Lecture
Conférence commémorative John E. C. Brierly

This bi-annual lecture on arbitration commemorates the life and work of John E. C. Brierly, who was Professor and Dean of Law at McGill. He was a prominent figure in the discipline of comparative law internationally and the leading Canadian expert on arbitration.

À chaque deux ans, un invité, expert dans son domaine, donne une conférence sur un sujet actuel de l'arbitrage international. Parmi les invités des conférences précédentes, notez la présence de conférenciers exceptionnels tel que le Professeur Andreas F. Lowenfeld, Rubin Professor de droit international à la New York University Law School, et Jan Paulsson, l'un des plus grands experts de l'arbitrage international, auteur de nombreux ouvrages et président de la Cour d'arbitrage internationale de Londres et du Tribunal administratif de la Banque Mondiale.

Veuillez visiter le site internet de l'Institut de droit comparé sous la rubrique *Ressource* pour l'annonce de la prochaine conférence.

ICL Dispute Resolution Series
Conférences de l'IDC sur les règlements des différends

The Institute of Comparative Law Dispute Resolution Lecture Series was launched in 2004 to complement McGill's investment in the research of and the teaching of Alternative Dispute Resolution. These lectures focus on arbitration involving both public and private parties, and they put students in contact with prominent practitioners in the area of dispute resolution. Past speakers have included Pierre Tercier, Professor of law at the University of Fribourg and Chairman of the ICC International Court of Arbitration; Meg Kinnear, Head of International Trade Canada in Ottawa; and Uche Onwuamaegbu, Senior Counsel at the World Bank's International Centre for Settlement of Investment Disputes.

Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot

www.cisg.law.pace.edu/vis.html

The Willem C. Vis International Commercial Arbitration Moot involves a dispute arising out of a contract of sale between two countries that are party to the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods. The arbitral rules to be applied rotate yearly among the arbitration rules of co-sponsors of the Moot.

The Problem is distributed on the first Friday in October. A memorandum supporting the position of the claimant is due in Vienna early in December. Each participating team is sent a copy of the memorandum for claimant of one of the other teams in the Moot. A memorandum for respondent is prepared in response to the memorandum received, and is due in Vienna in mid-February. The oral arguments take place in Vienna, at the Law Faculty of the University of Vienna (Juridicum).

Registration is accomplished by completion and submission of the registration form, which may be done at any time prior to the date for submission of the memorandum for claimant. Registration is confirmed by payment of the registration fee of US$800 or Euro 600.

Inquiries about the Moot and participation of a team or as an arbitrator should be addressed to Professor Eric E. Bergsten, Schimmelgasse 16/16, A-1030 Vienna, Austria; tel. and +43 1 713-5408; e-mail: ebergsten@law.pace.edu or eric.bergsten@chello.at.

You should also contact your faculty of law if you wish to participate in the moot. McGill has had a team every year for the past 5 years.

Chapitre ✈ Chapter

10

Chapter 10
Opportunities in Law Firms with an International Practice
Pratiquer le droit international dans un grand cabinet

Developing at the speed of business!

Des affaires qui bougent!

---

1. Les cabinets canadiens 209
   1.1. Québec 209
   1.2. Canada 210
2. Les cabinets étrangers 211
   2.1. États-Unis 211
   2.2. Europe 215
   2.3. Afrique 219
   2.4. Amérique Latine 221
   2.5. Asie 222
   2.6. Moyen-Orient 223
   2.7. Océanie 223

Introduction

De plus en plus tournés vers la pratique internationale, les cabinets d'avocats desservent désormais une clientèle étendue, dont les intérêts dépassent souvent les frontières de leur propre pays. Les activités des entreprises s'étant largement internationalisées, les cabinets d'avocats qui les représentent sont amenés à fournir une expertise en droit étranger et à régler des litiges internationaux le cas échéant. La pratique du droit privé n'est donc plus cantonnée au sein des frontières d'un seul ordre juridique.

Parallèlement, de nouvelles opportunités de carrières s'ouvrent au sein des cabinets d'avocats pour les juristes qui souhaitent développer une expertise en droit international et comparé. De nombreux cabinets québécois et canadiens offrent des services en droit international à leurs clients, certains possédant même une ou plusieurs antennes dans des villes étrangères comme New York ou Londres. Par ailleurs, ceux d'entre vous qui rêvent de voyager pourraient être tentés de postuler directement auprès d'une firme étrangère, mettant à profit vos connaissances pour vous tailler une place dans un cabinet de renom.

The following is a list of some of the countries and cities where McGill and Université de Montréal students could work upon graduation. Please remember that, due to space limitations, the research is confined to certain countries, types of firms, and areas of practice. Therefore, students who wish to obtain more detailed information (e.g. about countries that are not mentioned in the list or about foreign firms that specialize in different areas of law) are strongly encouraged to visit their Faculty Career Development Office.

1. Les cabinets canadiens

1.1. Québec

Les cabinets qui suivent possèdent tous au moins un de leurs bureaux au Québec, tout en exerçant des activités à l'international. Il ne s'agit pas d'une liste complète, mais d'un échantillon vous aidant à démarrer des recherches plus approfondies. En particulier, des cabinets de plus petite taille peuvent également être actifs à l'international.

Les informations qui suivent sont tirées du *Répertoire canadien des employeurs juridiques de la NALP*. Nous vous invitons à consulter ce répertoire en ligne au www.nalpcanada.com.

CABINET	SITE INTERNET	PRINCIPAUX CHAMPS DE PRATIQUE	PRÉSENCE À L'INTERNATIONAL
Blakes, Cassels & Graydon	**www.blakes.com**	Droit des sociétés, droit financier, litige, immobilier, technologies, etc.	Blakes possède des bureaux à Chicago, New York, Londres, Beijing et Shanghai.
Borden Ladner Gervais LLP	**www.blgcanada.com**	Droit des affaires/commercial, valeurs mobilières, fiscal, litige commercial, etc.	BLG a plusieurs groupes de travail en droit international, notamment en droit commercial international et en droit fiscal international.
Davies Ward Phillips & Vineberg	**www.dwpv.com**	Droit des affaires/commercial, fusions et acquisitions, valeurs mobilières, litige, faillite et insolvabilité, etc.	Davies possède un bureau à New York et est présent à Paris par l'entremise d'un correspondant européen.
Davis	**www.davis.ca**	Contentieux, environnement, propriété intellectuelle, droit des sociétés et droit commercial, transactions commerciales internationales.	Davis a un bureau à Tokyo, au Japon, à partir duquel il offre des services-conseils à ses clients japonais et à ceux qui veulent y faire des affaires.
Fasken Martineau DuMoulin	**www.fasken.com**	Droit des affaires/commercial, litige, propriété intellectuelle, environnement, etc.	Fasken possède un bureau à Londres et un autre à Johannesburg en Afrique du Sud.
Fraser Milner Casgrain	**www.fmc-avocats.com**	Droit des affaires/commercial, litige, travail	FMC possède un bureau à New York et se spécialise notamment en droit commercial international.
Gowlings Lafleur Henderson	**www.gowlings.com**	Droit des affaires/commercial, litige, propriété intellectuelle	Gowlings a un bureau à Moscou (qui se spécialise notamment en droit de la propriété intellectuelle) et un à Londres.

Heenan Blaikie	www.heenan.ca	Droit des affaires et fiscalité, droit du travail et de la santé, litige commercial et civil	Heenan a développé une expertise en droit commercial international.
McCarthy Tétrault	www.mccarthy.ca	Litige, droit des affaires/commercial, immobilier, travail, fiscalité	McCarthy a un bureau à Londres qui œuvre à titre de service-conseil en droit anglais.
McMillan	www.mcmillan.ca	Droit des affaires/commercial/valeurs mobilières, litige, bancaire, immobilier, fusions et acquisitions, propriété intellectuelle, etc.	McMillan a un groupe de pratique spécialisé en droit commercial international.
Ogilvy Renault	www.ogilvyrenault.com	Tous, sauf famille et criminel.	Ogilvy Renault a un bureau à Londres et a développé une expertise en droit commercial international et en arbitrage international.
Osler, Hoskin & Harcourt	www.osler.com	Droit des affaires, litige en matière corporative, propriété intellectuelle, fiscalité, fusions et acquisitions, valeurs mobilière, etc.	Osler a un bureau à New York qui sert de service-conseil en droit américain dans le cadre notamment de transactions transfrontalières.
Stikeman Elliott	www.stikeman.com	Droit des affaires/commercial, litige, fiscalité, emploi	Stikeman a des bureaux à New York, Londres et Sydney.
Woods & Associés	www.litigationboutique.com	Litige	Woods exerce des activités d'arbitrage international et de droit international en général.

1.2. Canada

The following is a list of major Canadian firms that do not have an office in the province of Quebec, but operate out of at least one office in another country. Also included are foreign firms that have at least one office in Canada. For each firm listed we have provided the name of the firm, the location(s) of its foreign office(s) and its global practice areas. Please note that this information has been obtained from the NALP Canadian Directory of Legal Employers available online at www.nalpcanada.com.

FIRM	WEBSITE	GLOBAL PRACTICE AREAS	FOREIGN OFFICES
Baker & McKenzie (Toronto)	www.bakernet.com	Antitrust & Trade, Banking & Finance, Corporate, Dispute Resolution, Employment, Intellectual Property, International/Commercial, etc.	Baker & McKenzie has 70 offices in the key commercial centres of 38 countries.

Macleod Dixon (Calgary)	www.macleoddixon.com	Business Law, Commercial Real Estate, Energy and Resources, Litigation, Mining, Securities, Tax, Technology Enterprises	Macleod Dixon operates via a closely linked network of international offices in Caracas, Moscow, Almaty and Atyrau (Kazakhstan) and Rio de Janeiro.
Shearman & Sterling (Toronto)	www.shearman.com	Antitrust, Finance, Corporate Governance, Litigation, Property, etc.	Shearman has 18 offices around the planet. Please see the website for more details.
Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom (Toronto)	www.skadden.com	Alternative Dispute Resolution, Antitrust, Climate Change, Corporate, EU/International Competition, Litigation, etc.	Skadden has 23 offices around the globe in major financial centres. Please see the website for more details.
Torys (Toronto)	www.torys.com	Competition and Antirust, Corporate and Capital Market, Environment, Health and Safety, Intellectual Property, International Trade and Investment, Litigation, etc.	Torys has a New York office.

2. Les cabinets étrangers

Que ce soit aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient ou en Océanie, les opportunités de se joindre à un cabinet qui répond à vos attentes sont innombrables. Ceux qui aiment les défis hors du commun seront servis!

2.1. États-Unis

Après vos études de droit, il est possible de vous inscrire au barreau d'un état américain pour y passer les examens donnant accès à la profession d'avocat (voir le Chapitre 5 du présent Guide intitulé *Être membre d'un Barreau dans un contexte international*). Nous avons donc choisi de vous présenter quelques firmes privées opérant à New York, Boston et dans d'autres villes américaines.

Nous avons utilisé deux principales sources pour construire notre liste, sources auxquelles nous vous référons pour avoir un panorama plus complet des employeurs juridiques américains. Nous avons utilisé le *NALP Directory of Legal Employers*, qui offre une liste très étoffée des principaux cabinets américains ainsi qu'une fiche descriptive pour chacun d'eux. Ce répertoire est disponible en ligne au www.nalpdirectory.com et peut être utilisé pour faire des recherches avancées par ville, région et domaine de pratique. Les étudiants de McGill peuvent utiliser cet outil pour rechercher les employeurs qui viennent recruter sur le campus. Nous avons également eu recours au *2008 Vault Guide to the Top 100 Law Firms*, qui fournit chaque année un classement des cabinets américains dans différentes catégories, notamment par État américain ou encore par domaine de pratique. Ce guide est disponible au Centre de développement professionnel de la Faculté de droit de l'Université McGill et accessible en

ligne pour ses étudiants. Le classement « 100 top firms » est disponible gratuitement sur le site internet de *Vault* au **www.vault.com**.

Here is an alphabetical list of some of the top law firms, classified by regions.

A. New York City

While all of the following firms have their headquarters in New York City, many of them have a number of offices throughout the United States and in other areas of the world, such as Europe and East Asia. In fact, it is common for the top American firms to have offices in cities such as London, Paris, Tokyo, Hong Kong, Washington D.C., and, in some cases, in cities such as Los Angeles, Brussels, Frankfurt, Moscow, and Singapore.

FIRM	WEBSITE	GLOBAL PRACTICE AREAS	OTHER OFFICES
Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton	www.cgsh.com	Banking and Financial Institutions, Capital Market and Securities, Employee Benefits, Intellectual Property and Technology, Joint Ventures, etc.	Washington D.C., Paris, Brussels, London, Moscou, Frankfurt, Cologne, Rome, Milan, Hong Kong, Beijing.
Covington & Burling	www.cov.com	Corporate, Tax, Litigation.	Brussels, London, San Francisco, Washington D.C.
Cravath, Swaine & Moore	www.cravath.com	Corporate, Litigation, Tax, Executive Compensation & Benefits, Trusts & Estates.	London.
Davis, Polk & Wardwell	www.davispolk.com	Corporate, Litigation, Tax, Trusts.	Menlo Park, Washington D.C., London, Paris, Frankfurt, Madrid, Tokyo, Beijing, Hong Kong.
Kirkland & Ellis	www.kirkland.com	Corporate, Energy, Intellectual Property, Litigation, Real Estate, Restructuring, Tax.	Chicago, Los Angeles, New York, San Francisco, Washington D.C., Hong Kong, London, Munich.
Latham & Watkins	www.lw.com	Litigation, Corporate, Finance, Environmental, Tax.	LW has 26 offices in cities around the world including Barcelona, Dubai, Milan, Rome and Singapore.
Simpson Thacher & Bartlett	www.simpsonthacher.com	Corporate, Litigation, Executive Comp & Employee Benefits, Exempt Organizations, Personal Planning, etc.	Los Angeles, Palo Alto, Washington D.C., Beijing, Hong Kong, London, Tokyo.

Sullivan & Cromwell	www.sullcrom.com	General Practice, Litigation, Tax, Estate and Personnal.	Beijing, Frankfurt, Hong Kong, London, Los Angeles, Melbourne, Palo Alto, Paris, Sydney, Tokyo, Washington D.C.
Wachtell, Lipton, Rosen & Katz	www.wirk.com	Antitrust, Corporate, Employee Benefits, Litigation, Real Estate, Restructuring and Finance, Tax, Trusts and Estate.	_____
Weil, Gotshal & Manges	www.weil.com	Business, Finance and Restructuring, Corporate, Litigation/Regulatory, Tax, Trusts & Estate.	Weil has 20 offices in cities within the USA and around the world including Budapest, Munich, Paris and Prague.

B. Boston

Établis à Boston, la plupart des cabinets que nous vous présentons ont également des bureaux ailleurs aux États-Unis (incluant New York) et parfois à travers le monde.

FIRM	WEBSITE	GLOBAL PRACTICE AREAS	OTHER OFFICES
Bingham McCutchen	www.bingham.com	Corporate, Financial Institutions, Litigation, Securities	Bingham has 14 offices in cities within the USA and around the globe including Tokyo and Hong Kong
Choate, Hall & Stewart	www.choate.com	Business, Litigation, Real Estate, Intellectual Property, Trusts & Estate	_____
Dechert	www.dechert.com	Corporate & Securities, Finance & Real Estate, Financial Services, Intellectual Property, Litigation, Tax Private Client	Dechert has 17 offices in cities within the USA and around the globe including Brussels, Hong Kong, Paris and Munich.
Fish & Richardson P.C.	www.fr.com	Patent, Intellectual Property Litigation, Copyright & Trademark, Corporate, Securities	Atlanta, Austin, Boston, Dallas, Delaware, Munich, New York, San Diego, Silicon Valley, Twin Cities, Washington
Foley Hoag	www.foleyhoag.com	Litigation, Business, Administration, Environmental, Real Estate, IP, Labor, Employment, Immigration, Tax, Trusts	_____

Goodwin Procter	www.goodwinprocter.com	Corporate, Litigation, Real Estate, Financial Services, IP, Private Equity, Products Liability, Technology & Life Science	Los Angeles, New York, San Diego, San Francisco, Silicon Valley, Washington
McDermott Will & Emery	www.mwe.com	Corporate & Securities, Venture Capital, Emerging Technologies, Mergers & Acquisitions (international), Litigation, IP, etc.	McDermott has 16 offices in cities within the USA and around the globe including Dusseldorf and Shanghai.
Proskauer Rose	www.proskauer.com	Corporate, IP/Litigation, Tax, Labor & Employment, Corporate Governance	Boca Raton, Chicago, London, Los Angeles, New Orleans, New York, Newark, Paris, Sao Paolo, Washington D.C.
Ropes & Gray	www.ropesgray.com	Corporate, Litigation, Tax & Benefits, Intellectual Property, Private Client Group, Health Care, Labor & Employment, etc.	Chicago, Hong Kong, New York, Palo Alto, San Francisco, Washington D.C., Tokyo, London.

C. Autres villes

FIRM	WEBSITE	GLOBAL PRACTICE AREAS	OFFICES
Adams and Reese	www.adamsreese.com http://www.bingham.com/	Business Litigation, Tort Litigation, Energy and Environmental Litigation, Transaction and Corporate Service	Baton Rouge, Birmingham, Houston, Jackson, Memphis, Mobile, Nashville, New Orleans, Washington
Allen Matkins Leck Gamble Mallory & Natsis	www.allenmatkins.com	Bankruptcy, Construction, Health Care, Litigation, Mergers & Acquisitions, Sport Law, etc.	Allen Matkins has 7 offices in different Californian cities.
Dykema	www.dykema.com	Litigation, Employment, Corporate Finance, Health Care, Taxation and Estate.	Dykema has several offices in Michigan, Illinois, Texas and in Washington D.C.
Faegre & Benson	www.faegre.com	Corporate, Business Litigation, IP, Real Estate, Regulatory Litigation	Minneapolis, Boulder, Denver, Des Moines, London, Frankfurt, Shanghai
Moore & Van Allen	www.mvalaw.com	Bankruptcy, Employment & Labor, Environmental, Immigration, Litigation, etc.	Moore and Van Allen has 3 offices in North and South Carolina
Quarles & Brady	www.quarles.com	Business Law, IP, Litigation, Real Estate, Regulated Business, Tax & Personal Services	Chicago, Madison, Milwaukee, Naples, Phoenix, Tucson
Womble Carlyle Sandridge & Rice	www.wcsr.com	Alternative Dispute Resolution, Business Litigation, Construction Law, IP, Patent, etc.	Womble Carlyle has 7 offices in various US States.

The list of top firms for the following continents comes from the *2008 Chambers Global Guide* that ranks the leading lawyers and law firms locally, by country, and worldwide. As the Chambers Guide also lists the top firms by specialty area, here are some of those that would be of interest to students wishing to practice international law in specific countries of the European continent. Although the Chambers Guide lists the top firms by rank, here they are listed alphabetically. You can consult the Chambers Guide's ranking for free on their website at www.chambersandpartners.com. Your Career Development Office may also have a paper version of this Guide.

2.2. Europe

A. Allemagne

CABINET	SITE INTERNET	SPÉCIALITÉS	BUREAUX
Allen & Overy	www.allenovery.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition et antitrust, fiscalité.	Allen & Ovary possède 29 bureaux à travers la planète.
Clifford Chance	www.cliffordchance.com	Projets et énergie, droit bancaire et financier, marché de capitaux, fusions et acquisitions, litige, propriété intellectuelle, fiscalité.	Clifford Chance possède 29 bureaux à travers la planète.
Gleiss Lutz	www.gleisslutz.com	Fusions & acquisitions, litige.	Berlin, Bruxelles, Frankfort, Stuttgart, Munich, Varsovie, Prague, Budapest.
Hengeler Mueller	www.hengeler.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition et antitrust, fusions & acquisitions, litige, fonds d'investissement, fiscalité.	Berlin, Düsseldorf, Frankfort, Munich, Bruxelles, Londres.
Heuking Kühn Lüer Wojtek	www.heuking.de	Fusions & acquisitions.	Heuking possède 9 bureaux en Allemagne, en Belgique et en Suisse.
Linklaters	www.linklaters.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition et antitrust, fusions & acquisitions, fonds d'investissement, fiscalité.	Linklaters a 30 bureaux dans 23 pays.
Nörr Stiefenhofer Lutz	www.noerr.com	Litige, fusions & acquisitions.	Nörr possède 13 bureaux en Allemagne, et en Europe de l'Est.

B. France

CABINET	SITE INTERNET	SPÉCIALITÉS	BUREAUX
Armengaud Guerlain	www.armenguad-guerlain.com	Propriété intellectuelle.	Paris.

August & Debouzy	www.august-debouzy.com	Litige.	Paris, Bruxelles, Casablanca.
Bredin Prat	www.bredinprat.fr	Fusions et acquisitions, compétition et antitrust, litige, fiscalité.	Paris.
Clifford Chance	www.cliffordchance.com	Projets et énergie, droit bancaire et financier, marché de capitaux, fusions et acquisitions, litige, propriété intellectuelle, fiscalité.	Clifford Chance possède 29 bureaux à travers la planète.
Darrois Villey Maillot Brochier	_____	Fusions et acquisitions, marché de capitaux, litige.	Paris.
De Pardieu Brocas Maffei	www.de-pardieu.com	Droit bancaire et financier, projets et énergie, insolvabilité, fiscalité.	Paris.
Gide Loyrette Nouel AARPI	www.gide.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, propriété intellectuelle, projets et énergie, insolvabilité, fiscalité.	Gide possède 21 bureaux à travers la planète.
Jeantet et Associés	www.jeantet.com	Compétition et antitrust, projets et énergie, insolvabilité.	Paris.
Poulain et Associés	www.cabinet-poulain.com	Insolvabilité.	Paris.
Salans	www.salans.com	Litige.	Salans compte 19 bureaux à travers le monde.
Veil Jourde	www.veil.fr	Litige.	Paris.
Véron et Associés	www.veron.com	Propriété intellectuelle.	Paris, Lyon.

C. Espagne

CABINET	SITE INTERNET	SPÉCIALITÉS	BUREAUX
CMS Albiñana & Suárez de Lezo	www.cms-asl.com	Litige, propriété intellectuelle.	Madrid, Sevilla, Marbella.
Cuatrecasas	www.cuatrecasas.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions & acquisitions, litige, propriété intellectuelle, fiscalité.	Cuatrecasas compte plus d'une vingtaine de bureaux en Europe, aux États-unis et en Amérique latine.
Garrigues, Abogados y Asesores Tributarios	www.garrigues.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions et acquisitions, litige, fiscalité.	Garrigues possède 34 bureaux principalement en Europe et en Afrique du Nord.
Uría Menéndez	www.uria.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions & acquisitions, litige, propriété intellectuelle, fiscalité.	Uría possède 14 bureaux en Europe, aux États-unis et en Amérique latine.

D. Italie

CABINET	SITE INTERNET	SPÉCIALITÉS	BUREAUX
Bonelli Erede Pappalardo	www.beplex.com	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions & acquisitions, litige, propriété intellectuelle, fiscalité.	Milan, Genève, Rome, Bruxelles, Londres.
Chiomenti Studio Legale	www.chiomenti.net	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions & acquisitions, litige, fiscalité.	Rome, Milan, Londres, Bruxelles, New York, Beijing.
Gianni Origoni Grippo & Partners	www.gop.it	Droit bancaire et financier, marché de capitaux, compétition & antitrust, fusions & acquisitions, litige, propriété intellectuelle.	Rome, Milan, Bologne, Padua, Turin, Bruxelles, Londres, New York.
Lombardi Molinari e Associati	www.lmlaw.it	Droit des sociétés, fusions & acquisitions, litige.	Milan.
Pedersoli e Associati	www.pedersoli.it	Droit bancaire & financier, compétition & antitrust, droit des sociétés, fusions & acquisitions, litige, arbitrage, fiscalité.	Milan.

E. Royaume-Uni

FIRM	WEBSITE	SPECIALTIES	OFFICES
Allen & Overy	www.allenovery.com	International Arbitration, Finance & Banking, Capital Markets, Climate Change, Corporate-M&A, Dispute Resolution, IP, Projects, Public International Law, etc.	Allen & Overy has 29 offices around the world.
Ashurst	www.ashurst.com	International Arbitration, Finance & Banking, Capital Markets, Corporate-M&A, Projects, etc.	Ashurst has more than 15 offices around the world.
Clifford Chance	www.cliffordchance.com	International Arbitration, Finance & Banking, Capital Markets, Climate Change, Corporate-M&A, Dispute Resolution, IP, Projects, Public International Law, etc.	Clifford Chance has 29 offices around the world.

Freshfields Bruckhaus Deringer	www.freshfields.com	International Arbitration, Finance & Banking, Capital Markets, Climate Change, Corporate-M&A, Dispute Resolution, IP, Projects, Public International Law, etc.	Freshfields has offices in more than 18 countries.
Linklaters	www.linklaters.com	Finance & Banking, Capital Markets, Climate Change, Corporate-M&A, Dispute Resolution, IP, Projects, etc.	Linklaters has 30 offices in 23 countries.
Simpson Thatcher & Bartlett	www.simpsonthatcher.com	Corporate, Litigation, Executive Comp & Employee Benefits, Exempt Organizations, Personal Planning, etc.	Los Angeles, Palo Alto, Washington D.C., Beijing, Hong Kong, London, Tokyo
White & Case	www.whitecase.com	International Arbitration, International Trade, Finance & Banking, Capital Markets, Corporate-M&A, Dispute Resolution, Projects, etc.	White & Case has 38 offices around the world.

TESTIMONIAL

Mark A. Luz
B.C.L. / LL.B. 2001
McGill University Faculty of Law
White and Case New York

Mr. Luz graduated in 2001 and was awarded the Maxwell Cohen Award for International Law. He is currently practising international arbitration law for White and Case in their New York City office.

"After 3 years of living in Moscow doing primarily corporate law involving oil & gas projects and foreign investment in Russia, I now practice international arbitration in New York City at the global law firm White & Case.

Having studied international relations before I went to law school at McGill, I knew that I wanted to practice "international law", although I was not really sure where a lawyer could do that other than at the Ministry of Foreign Affairs. It was only after I did the Jessup International Law Moot Court Competition that I discovered that there were lawyers in private law firms actually practicing international law on a daily basis.

Most international arbitrations involve companies from different countries who have agreed in their contract to resolve disputes by arbitration rather than going to court. There are also a growing number of arbitrations involving foreign investors against sovereign States. Both types of arbitrations involve application of foreign law and often include ancillary litigation in local or foreign courts. The various institutional rules governing international arbitrations are a fascinating mix of common law and civil law traditions, which makes them flexible and efficient for lawyers and companies from different countries. The unlimited variety of subject matters is also a great aspect of the practice: among others, I have represented clients in disputes involving cellular phone assets in Russia, steel scrap from Belgium, a power plant in Texas, and a construction project in Egypt.

For students interested in working in international arbitration, the first step to set yourself on that path is by working and traveling abroad. International travel and foreign languages (these days, Spanish is a hot commodity in my field of work) gives you a global outlook and sensitivity that cannot be learned in the classroom or on television.

Second, you should do moot court competitions like the Jessup and Rousseau (public international law) and the Vis (international arbitration). Not only will you gain an in-depth knowledge of law, but mooting is the best preparation you can get in law school for real-world legal practice: the focused legal research, writing a brief on a tight deadline and working with a small team under stressful situations is exactly what it is like at a Montreal or New York law firm. Finally, mooting also puts you into a network of like-minded students from around the world. International arbitration is a very small global "club", so those contacts can become very valuable.

Finally, while you should take a wide variety of international law courses (public and private), do not exclude the traditional business courses like companies law, corporate transactions, etc. The vast majority of international arbitrations involve private business, so knowing the basics of corporate law is just as important as it is for those students interested in a career in mergers & acquisitions."

Summer 2008

2.3. Afrique

A. Afrique du Sud

CABINET	SITE INTERNET
Bowman Gillfillan	www.bowman.co.za
Cliffe Dekker Inc.	www.cliffedekker.com
Deneys Reitz Inc.	www.deneysreitz.co.za
Webber Wentzel Bowens	www.wwb.co.za

B. Maroc

CABINET	SITE INTERNET
Amin Hajji Law Office	----------
CMS Bureau Francis Lefèbvre	www.cms-bfl.com
Garrigues Maroc	www.garrigues.com
Kettani Law Firm	----------
UGGC & Associés	www.uggcavocats.com

C. Sénégal

CABINET	SITE INTERNET
Étude Guedel Ndiaye & Associés	----------
François Sarr & Associates	----------
Mame Adama Gueye & Associés	----------

D. Nigéria

CABINET	SITE INTERNET
Aluko & Oyebode	www.alukooyebode.com
Banwo & Ighodalo	www.banwo-ighodalo.com
Olaniwun Ajayi	www.olaniwunajayi.net

Testimonial from Andrea Sepinwall

Andrea Sepinwall
B.C.L. / LL.B. 2004
McGill University Faculty of Law

Ms. Sepinwall graduated from McGill in 2004 and then sought employment in Botswana. She has shared some details about her unique experience with us:

> « I came to Botswana three days after writing the New York State Bar exams with the hope and intention of finding a job here. I had assumed that coming with a North American education I would be able to find some sort of legal work for either an NGO, the UN, the government or in a private law firm. In searching for a job, I came equipped with CVs and my McGill Law transcripts, as proof that I did in fact complete law school. Because Botswana is a tiny country, I happened upon my firm, Collins Newman & Co, through word of mouth, while talking to a fellow Canadian. She mentioned that there was a Canadian partner in a big firm in the capital, Gaborone. I called him and he invited me for an interview the next day, at which interview he offered me a job!
>
> However prior to interviewing with the Canadian partner, I had had a series of interviews with such disparate organizations as the national airline, the central bank and the only human rights organization in Botswana, all set up through word-of-mouth and speaking to people and assembling all the contact people I could muster. Botswana is a very easy place to meet people, as everyone is connected to everyone else by some fashion or other. By simply speaking to people, you will learn about many different opportunities. The inconvenience of looking for work in Botswana is that the government is becoming increasingly reluctant to extend work permits to foreigners, and working without a permit is not advisable. The authorities will, in all likelihood, discover if one is working without a permit, precisely because this country is very small.
>
> I think I may have the distinction of being the only McGill Law graduate to end up practicing in Botswana, Africa! The firm is the preeminent firm in the country and represents the government, all the major state and private industries and companies, amongst many others. I have been extremely fortunate to learn from stellar lawyers here, including a Canadian graduate of Osgoode Hall, and am truly in a place with its finger on the pulse.
>
> Living and working in Africa has also proven to be an amazing learning and growing experience. Botswana is quite tame for African standards; however it is still incredibly different than anything else I've experienced before. Moreover, I have had plenty of opportunity to travel to surrounding countries as well, which are definitely more stereotypically African in nature - chaotic, poorly functioning, vibrant and electric. »

2.4. Amérique Latine

A. Argentine

FIRM	WEBSITE
Bruchou, Fernández Madero & Lombardi	www.bfmyl.com
Estudio Beccar Varela	www.beccarv.com.ar
Marval, O'Farrell & Mairal	www.marva.com.ar
Mitrani, Caballero & Ojam Abogados	www.mcolex.com
Pérez Alati, Grondona, Benites, Arntsen & Martínez de Hoz	----------

B. Brésil

FIRM	WEBSITE
Clifford Chance	www.cliffordchance.com
Escritório de Advocacia Sergio Bermudes	----------
Machado, Meyer, Sendacz e Opice	www.machadomeyer.com.br
Mattos Filho, Veiga Filho, Marrey Jr. e Quiroga Advogados	www.mattosfilho.com.br
Pinheiro Guimarães Advogados	www.pinheiroguimaraes.com.br
Wald e Associados Advogados	www.wald.com.br

C. Chili

FIRM	WEBSITE
Carey y Cia	www.carey.cl
Claro y Cía	www.claro.cl
Philippi, Yrarrázaval, Pulido & Brunner	www.philippi.cl

D. Mexique

FIRM	WEBSITE
Creel, García-Cuéllar y Müggenburg	www.creel.com.mx
Galicia y Robles, S.C.	www.fgr.com.mx
González de Castilla, Abogados, S.C.	----------
Loperena, Lerch y Martin Del Campo	----------
Mijares, Angoitia, Cortés y Fuentes, S.C.	www.macf.com.mx

Quijano, Cortina López y de la Torre	----------
Von Wobeser y Sierra, SC	www.vonwobeserysierra.com

2.5. Asie

A. Chine (et Hong Kong)

CABINET	SITE INTERNET
Allen & Overy	www.allenovery.com
Baker & McKenzie	www.bakernet.com
Beijing B&H Associates	www.bohlaw.com
Fangda Partners	www.fangdalaw.com
Global Law Office	www.globallawoffice.com.cn
Herbert Smith	www.herbertsmith.com
Jincheng & Tongda Law Firm	www.jctdlaw.com
Jones Day	www.jonesday.com
Jun He Law Offices	www.junhe.com
King & Wood	www.kingandwood.com
Zhong Lun Law Firm	www.zhonglun.com

B. Japon

CABINET	SITE INTERNET
Abe, Ikubo & Katayama	www.aiklaw.co.jp
Anderson Mori & Tomotsune	www.andersonmoritomotsune.com
Davis Polk & Wardwell	www.davispolk.com
Linklaters	www.linklaters.com
Mori Hamada & Matsumoto	www.mhmjapan.com
Nagashima Ohno & Tsunematsu	www.noandt.com

C. Inde

CABINET	SITE INTERNET
Amarchand & Mangaldas & Suresh A Shroff & Co	----------
AZB & Partners	----------
Economic Laws Practice	----------

J Sagar Associates	www.jslaw.com
Karanjawala & Co	----------
Lakshmikumaran & Sridharan	----------
Mulla & Mulla & Craigie Blunt & Caroe	www.mullaandmulla.com
Wadia Ghandy & Co	----------

D. Singapour

CABINET	SITE INTERNET
Allen & Gledhill LLP	www.allenandgledhill.com
Clifford Chance Wong	www.cliffordchance.com
Drew & Napier LLC	www.drewnapier.com
Latham & Watkins	www.lw.com
Linklaters Allen & Gledhill	www.linklaters.com
Rajah & Tann	www.rajahtann.com
Shook Lin & Bok LLP	www.shooklin.com

2.6. Moyen-Orient

A. Israël

FIRM	WEBSITE
Aaronsohn Sher Aboulafia Amoday & Co	www.asaa-law.co.il
B Levinbook Law Office	----------
Dr Shlomo Cohen & Co Law Office	----------
Goldfarb, Levy, Eran, Meiri & Co	www.glelaw.com
Herzog, Fox & Neeman	www.hfn.co.il
Kantor, Elhanani, Tal & Co	www.ketlaw.co.il
Meitar Liquornik Geva & Leshem Brandwein	www.meitar.com
S Horowitz & Co	www.s-horowitz.co.il

2.7. Océanie

A. Australie

FIRM	WEBSITE
Allens Arthur Robinson	www.aar.com.au

Blake Dawson	www.blakedawson.com
Clayton Utz	www.claytonutz.com
Freehills	www.freehills.com.au
Henry Davis York	www.hdy.com.au
Mallesons Stephen Jaques	www.mallesons.com
Minter Ellison	www.minterellison.com

B. Nouvelle-Zélande

FIRM	WEBSITE
Bell Gully	www.bellgully.com
Chapman Tripp	www.chapmantripp.com
Mayne Wetherell	www.maynewetherell.com
Russell McVeagh	www.russellmcveagh.com

Chapitre ✈ Chapter

11

Chapitre 11
In-House Counsel for a Multi-National Company
Juriste d'entreprise dans une multinationale

1. What is an in-house counsel? 226
   1.1. Definition 226
   1.2. Role 226
   1.3. Organization 226
   1.4. Non-traditional opportunities for lawyers in corporations 227
2. Pourquoi travailler comme juriste d'entreprise? 227
3. Getting hired 228
   3.1. During Law School 228
   3.2. After you Graduate 229
4. Profil professionnel 229
5. Liste de multinationals présentes au Canada 234

1. What is an in-house counsel?

The first thing to ask yourself is what is an in-house counsel? What is its role in the corporation and how is the legal department organized?

1.1. Definition

The in-house counsel is a lawyer employed exclusively by a corporation or an institution who provides legal advice to protect the interest of his employer. He is often seen as the conscience of the corporation because he uses the law to meet the objectives of the corporation but makes sure at the same time that no laws are broken.

1.2. Role

With an increasingly global economy and the emergence of more multinational companies, the role of the in-house counsel has changed and increased during the last decades due to more complex international laws and implementations. Today, corporations have a need for lawyers who have knowledge not only in contract law, corporate law or employment law, but also in international law, environment law and intellectual property. In-house counsels have a more international aspect to their job due to the openings of the markets; they have become true negotiators rather than workers in the shadow.

Les juristes d'entreprises jouent plusieurs rôles au sein de l'entreprise. En premier lieu, ils conseillent les dirigeants sur des questions qui ont trait à la gestion de l'entreprise. Pour une entreprise ayant un rayonnement international et concluant des contrats au-delà des frontières du pays, cela a forcément pour conséquence d'internationaliser le rôle des juristes d'entreprise. En effet, ils doivent désormais prendre en compte la législation internationale et se tenir informés de tout changement.

The role of in-house counsel can advise on the day-to-day business strategy but can also include managerial tasks. Often, in-house counsels take management or executive jobs after a few years of working for a company. A large portion of the managerial staff is now composed of lawyers even if they do not practice law per se. A legal training is often seen as a professional asset in a corporation.

On the other hand, the in-house counsel can also act as a specialized lawyer hired to handle in-depth issues that require more specific expertise. Needless to say that he plays many important roles in a company.

This does not mean however that the legal department is in charge of representing the company in every dispute or legal procedure that it encounters. It is often the case that companies will also retain "outside counsel" for more specific issues or transactions. This practice is called outsourcing. Many large companies delegate an entire practice area to one or more law firms.

1.3. Organization

There are staff lawyers and support staff who do most of the legal research and document preparation. Above them is "general counsel", sometimes assigned to a region that the business has vested interest

in, often in line with a legal jurisdiction. Finally, there is usually an "executive vice-president of legal or public affairs", "chief counsel" or "corporate secretary" – all of whom refer to someone who is responsible to the owners of the company to keep records of corporate decisions, enssure that the company remains in compliance with regulations, lead and execute due diligence research and other legal affairs. Chief Counsels are, on occasion, appointed Chief Executive Officer.

L'organisation des services juridiques des entreprises est donc peu hiérarchisée puisque qu'il y a peu de paliers de supérieurs ou directeurs. La plupart du temps, un juriste ambitieux souhaitant gravir les échelons devra soit passer dans une société de plus grande taille ou accepter un poste avec des fonctions moins juridiques, comme un poste d'administration ou de gestion des ressources humaines.

1.4. Non-traditional opportunities for lawyers in corporations

Il est important de noter que les avocats représentent une portion significative du monde corporatif, ce même à l'extérieur des services juridiques. Tel que mentionné auparavant, plusieurs juristes décident de s'orienter vers d'autres rôles corporatifs que ceux plus traditionnels des services juridiques. Par contre, un tel changement de responsabilités nécessite souvent que le juriste obtienne un executive MBA (*Master's of Business Administration*) ou CA (*Chartered Accountant* ou *Comptable Agréé*).

Working in the legal services group of a multinational company means not only providing legal opinions and advocacy work, but also implementing programs and managing corporate documentation to improve the company's operations and therefore its profitability. Human resource managers and head-hunters target lawyers who understand business ethics, goals and "best management practices". Many lawyers will acquire this knowledge after a few years of working with corporate clients which is why many corporate counsels are hired after a number of years of experience in private practice.

Obtenir un diplôme supplémentaire n'est évidemment pas obligatoire. En revanche, c'est sans aucun doute un atout significatif pour un juriste voulant faire carrière au-delà du service juridique de l'entreprise.

2. Pourquoi travailler comme juriste d'entreprise?

Quels sont les avantages d'une carrière en entreprise ? On dit souvent que l'environnement de travail est plus flexible, prends mieux en compte la vie de famille des employés ou que les tâches d'un juriste en entreprise sont plus variées. Mais est-ce que tout cela est vrai ? Une carrière en entreprise offre-t-elle réellement tous ces bénéfices ?

As Ms. Meloul**,** Vice President Legal and Regulatory Affairs and Affiliates Relations at Les Chaînes Télé Astral, puts it, working for a large multinational company provides work on a variety of issues and enables one to be closely involved with the business in a proactive way. The in-house counsel gets to know not only the legal aspects of the corporation but also has the opportunity to understand the corporation and its components. New attorneys have substantial responsibilities in a variety of legal projects and helping a business to develop and to flourish can be very rewarding in a career.

The fact that in-house counsels serve only one client can also make a difference. These lawyers do not have to develop a client base of their own. Experience working as a lawyer, and in particular with corporate clients, is useful because as corporate counsel, one spends less time doing law and more time thinking about legal issues that might affect the operations of the company. Legal problems are no longer discreet. Rather, corporate counsellors are developing and reviewing corporate programs and even lobbying government to improve the company's profitability while remaining in compliance with the law. For example, in-house counsellors have to contend with issues like supply management, hiring business consultants and leading teams of outside counsel during mergers and acquisitions.

It is said that in-house counsel enjoy a more flexible schedule and fewer working hours. This can be the case considering that there are no billable hours. The work is organized on a project basis. However, the amount of work will differ from month to month and in some companies, some months can be very time demanding and involve a lot of traveling. This is typically the case in the aviation industry where many orders are made at some particular times of the year, during international trade fairs for the aerospace business. This results in a very busy time for the company's legal department.

The testimony of Ms. Meloul indicates clearly that in-house legal careers are not easy or relaxing and can be hard on the family. She recommends that: "women interested in such careers do so before starting their families. I also wish for all those who want this career that they be blessed with a supportive and understanding partner".

Like many career paths, working in-house has its advantages and disadvantages. Some will like the close involvement in the success of the business while others will be more attracted to a traditional lawyer role. It is important to look at a career path from all angles and to keep in mind that not all in-house counsels have the same role. It will vary greatly depending on the size of the company, the type of company, the corporate structure and the responsibilities particular to that position.

3. Getting Hired

Il arrive rarement qu'une entreprise engage un étudiant fraîchement diplômé d'une faculté de droit. Cela s'explique du fait que le service légal est davantage vu comme un coût qu'une source de revenu pour les entreprises. Par conséquent, ces dernières engagent souvent des jeunes avocats ayant accumulé quelques années d'expérience.

3.1. During Law School

Plusieurs entreprises offrent cependant des stages d'été aux étudiants, ce qui constitue un excellent tremplin pour une carrière comme juriste en entreprise. Chercher à effectuer un tel stage est donc conseillé pendant vos études de droit. Référez-vous à la dernière section de ce chapitre pour une liste d'entreprises multinationales présentes au Canada, particulièrement à Montréal, qui pourraient embaucher des étudiants l'été. N'oubliez pas que chaque entreprise cherche différents types de candidats selon leurs spécificités. Une entreprise pharmaceutique peut souhaiter embaucher par exemple de jeunes avocats ayant de l'expérience en propriété intellectuelle et ayant une formation ou une expérience en sciences pures.

Le choix de cours peut aussi s'avérer déterminant dans l'obtention d'un stage ou d'un poste de juriste d'entreprise. Évidemment, il est conseillé de choisir des cours qui peuvent être utiles dans un service juridique tels que :

- Bankruptcy / Droit de la faillite
- Commercial Law/ Droit commercial
- Corporate/ Droit des affaires
- Corporate Finance/ Financement des sociétés
- Corporate Taxation / Droit fiscal de l'entreprise
- Employment law and labour law / Droit de l'emploi et du travail
- Intellectual property / Propriété intellectuelle
- Private and public international law / Droit international privé et public
- Secured Transactions / Sûretés réelles

3.2. After you Graduate

Remember that career planning is both short-term and long-term in scope. As mentioned earlier, you could have to consider working for a law firm or the government for few years before applying for an in-house counsel position.

In addition, success as in-house counsel for a multinational firm (and likely in any corporation's law department) is part legal, part business. Consequently, a Master's degree in business and administration demonstrates an interest and training in making an organization profitable within existing laws and regulations. You can acquire this knowledge over time too by directing your legal practice towards subjects dealing with business operations.

Enfin, être membre d'un barreau étranger peut favoriser votre employabilité. Nous pensons inévitablement au Barreau de New York, qui est reconnu à travers le monde et plus spécialement dans la sphère corporative.

4. Profil professionnel

The best way to learn more about any career is to ask someone who has been there. Here are a couple of alumni testimonials from graduates who have had long and fulfilling careers as in-house counsel for multinational companies.

Testimonial from Dany Meloul

Dany Meloul
Vice President, Legal and Regulatory Affairs and Affiliates Relations, Les Chaînes Télé Astral
McGill University, Faculty of Law (B.C.L. / LL.B. 1988)

Ms. Meloul, Vice President Legal and Regulatory Affairs and Affiliates Relations at Les Chaînes Télé Astral, a division of Astral Media Inc., graduated from McGill University in 1988 with an L.L.B. and B.C.L. She began her international legal career with the legal department at Alcan Aluminium (today, RioTinto-Alcan) and is a member of both the Barreau du Québec and New York State Bar. She shares some details of her experience working as in-house counsel for a multinational corporation below:

> "Working for a large multinational company provided me with work on a variety of issues ranging from licensing of intellectual property and information technology matters to setting up joint ventures and, in my latter years, working on mergers and acquisitions in countries as far away as Korea and Australia. In the midst of all of that, I was given the opportunity to live and practice law for 18 months in the United States when I was transferred to the company's subsidiary in Cleveland.
>
> While I had always enjoyed traveling and had done so extensively in my youth, I did not specifically set out to have this international career. Rather, I sought out my employer because of its size and reputation and found myself on a path that would make Cleveland and Seoul the two cities on earth that I would come to know as well as Montréal.
>
> A couple of years after graduating from McGill, I obtained my New York bar. This tool enabled me to distinguish myself from my other colleagues in Montréal and was the likely reason why I was selected to go work in Cleveland. Living in another country differs greatly from vacationing there. Like many Canadians, I had spent summers vacationing in the States. Nothing, however, prepared me for the life my family and I would encounter in the United States. Due to the lack of language barrier and proximity of the two countries, we were lulled into believing that life in Cleveland would be similar to life in Montréal. In reality, the differences although subtle at first, were vast. The American bureaucracy, its medical system, patriotism and passion for its rights (including the right to bear arms) bears little resemblance to Canada. My American colleagues and I spent many hours debating these issues but arrived at no conclusions as to which system was better. In Montréal people work and live in the city, however, in most mid-western cities (Chicago being an exception) life consists of cities to work in but never to live in. Everyone evacuates the city centre after hours to retreat to suburbs where homes are on acres of land, and deer often graze by. Canadians may pride themselves on their friendliness but nothing compares to the friendliness of the mid-westerners.
>
> Upon my return to Montréal I found myself as part of a team of three people working on the acquisition of major businesses in Korea. Over the course of the next fifteen months, I would make the crossing to Asia 11 times and spend in excess of 100 days in Seoul. By doing so, I built a network of colleagues and associates in Korea, people I still consider friends today. The extended stays in Korea allowed my two Canadian colleagues and I to learn a lot about the customs and traditions of Korea. We were there for all of the seasons and for many holidays. People welcomed us into their homes and businesses and gave us a perspective to which most tourists never gain access. We, in turn, grew to love the country, its culture and its people. We came to respect the Koreans' strong work ethic and tough

negotiating tactics. From a woman's perspective, I can tell you that to the Koreans, I was somewhat of an anomaly. In a world where the women are made to wear uniforms in the workplace, they were not quite sure how to handle a woman at the negotiating table. Acutely aware of their discomfort, I showed them I could be like them and quickly gained their trust and respect. Perhaps more importantly, they grew proud of their ability to include a woman as part of the negotiating team.

Each experience along the way paved the path for the next juncture in my career. I became Director, Chief Legal Officer and Assistant Secretary for Transcontinental, which is a leading printing, publishing and media firm operating in several countries and headquartered in Montréal. I left Alcan because I believed this opportunity was the next logical step in my career. I continued to work on interesting transactions, but I also dealt with issues relating to the Board, corporate governance and corporate matters. In addition, I had staff reporting to me.

While I did not travel as much as I did in the past, I continued to have an international career. As an example, while working on several transactions, I also took Spanish courses to communicate better with those in our Mexican operations. Today, I am Vice-President for Les Chaines Télé Astral. In this capacity, I oversee a team of professionals and deal with all legal and regulatory matters relating to Astral's French specialty and pay television services. Having worked my entire life in English, I now find myself working in French and enjoying every moment in this vibrant and creative environment. More importantly, I am now able to have more balance in my personal and professional life. I continue to have a very fulfilling career and I am able to have dinner with my family regularly. For as amazing as my travels were (let's face it, to be in Sydney, Australia twice in a given year, one of which was during their Olympics was nothing short of amazing), the toll on my family (and especially my husband, who too often had to be a single parent to our two sons) was great. Without his support, I would never have been able to give as much to my career as I did. The juggling to try and fit in school events, birthday parties and even family vacations took tremendous organization, and even then could not always be resolved. As an example, while on one of my Australian transactions, my husband and kids went on a planned family vacation, which could not be cancelled, without me. While I know I would be able to do it again, the reprieve from the road has been wonderful.

I do recommend that women interested in such careers do so before starting their families. I also wish for all those who want this career that they be blessed with a supportive and understanding partner.

The opportunities for an international career such as the one I was afforded continue to be plentiful in Montréal. Apart from RioTinto Alcan, companies such as Bombardier, BCI, CAE and Ericsson to name a few, carry on businesses in many countries, providing their in-house legal staff tremendous opportunities to "practice" in different jurisdictions and in different languages.

So for those interested, try to obtain both law degrees, acquire a second and third language and, if possible, become a member of a foreign bar in addition to your Canadian qualifications. Most importantly, always, always ensure that your passport is valid!"

Updated Summer 2008

Testimonial from Martine Turcotte

Martine Turcotte
Executive Vice-president, Chief Legal and Regulatory Officer of BCE and Bell Canada
McGill University, Faculty of Law (B.C.L. / LL.B. 1982/1983)

Ms. Turcotte was recently appointed Executive Vice-President, Chief Legal and Regulatory Officer of BCE Inc. and Bell Canada in July 2008. Previously, she was Chief Legal Officer of BCE and Bell Canada as of June 1999 and June 2003, respectively. She is a Member of the BCE and Bell Canada Executive Councils, first joined BCE in August 1988 as Legal Counsel and has held numerous positions with the BCE group including Bell Canada International, BCE Media and Bell Canada. Ms. Turcotte holds a Master's Degree in Business Administration from the London Business School, a Bachelor of Civil Law (B.C.L.) and Common Law (LL.B.) from McGill University and is a member of the Barreau du Québec. Ms. Turcotte's contribution to the legal community was recognized when she was awarded the Canadian General Counsel Lifetime Achievement Award. She has shared some valuable insight about what types of qualities and skills are required by those who wish to work in the field of international transactions with a large corporation:

> Each time I mention the words "international transactions" to a group of students or prospective applicants, I see stars in their eyes: the chance of an adventure into a foreign country, the possibility of visiting far away lands that they might not have otherwise traveled to. But bringing them back to the harsh reality of doing deals in foreign countries is also part of my job. And many of these applicants get lost along the way. Having said that, the 6 years I have spent at Bell Canada International Inc. as head of the legal department were the best years of my career but also the most difficult.
>
> When I am asked what it takes to do it, I simply respond: beyond the legal skills and business acumen, you need creativity and ingenuity, patience, understanding and respect, an opening and willingness to understand different cultures and flexibility as well as some language skills. Let me explain:
>
> Legal Skills and Business Acumen: given the number of deals going on at the same time around the globe, I had to make sure that the lawyers I sent on a particular transaction were self-sufficient and could take decisions on legal and business issues as part of a team without having to continually get back to me at 3:00 in the morning. Ideally, given the various legal regimes you have to deal with in international transactions, I recommend to students to do both their civil law and common law programs. If in addition they have a business degree, an MBA or business work experience, they will have a better positioning for a job opening. Furthermore, computer skills are essential. I always expected the lawyers to continue their files even if they were away in another country. The use of online documents was essential. I remember typing at 2:00 am in Moscow with a colleague the revised cellular license that was due the next day as part of our bid because the business centre would not remain open.
>
> Creativity and Ingenuity: as you have to deal with a different legal regime in each of the countries, simple clauses of a shareholders' agreement that would normally be enforceable in North America and Europe are suddenly unenforceable in Ecuador. Yet your entire business deal is predicated on getting some fundamental rights to protect your investment. You need to find a way to tie in your partners to these obligations as much as possible and then assess whether you are prepared to take on the business risk.

Patience, Understanding and Respect: what you learn very quickly is that patience has its own rewards. The best skill you can have is to learn to listen to the concerns of your future partners. It is amazing how you can then find solutions to a problem by carefully understanding what is important to your partner. And more importantly, you will learn a lot from your partners and I believe get to be a better negotiator as time goes on. Respect the people you are dealing with. Respect always gets you a long way. Arrogance and a "know-it-all" attitude generally gets you nowhere except back through the exit door. A word to the wise: never ever assume that your partners do not speak a particular language. I have seen people in a consortium speaking Spanish thinking we could not understand them. Not a good strategy!

Openness to Different Cultures: despite the stressful environment of deal making, heightened by 40°C heat with no air conditioning in the southern provinces in India and a total lack of sleep in the last few days of the bid preparation, there are always things that you can learn from different cultures and appreciate as a life experience even if it is your local partners consulting certain gurus to see on what auspicious date you should sign your shareholders' agreement!

Flexibility: the glamorous aspect of international business travel fades away very fast for anyone who has done it. The key thing in international deals that I can guarantee you is that nothing will go exactly the way you planned it. Doing deals for an international company means you can come back home on a Wednesday and find out you have to leave again for another destination on the Saturday night or Sunday night. And unfortunately this happens more often than anyone would wish. And naturally, this will have an impact on your social and personal life. The plane, the hotel, your partner's office and your computer all become your office and home.

Having said all of this, I still believe this was the best experience I had in my career up to now because I have learned a lot from the people I have dealt with, and in the end this is more valuable than the problems with frequent unplanned flights, lost luggage (never ever check your luggage!), sleepless nights negotiating, etc.

Updated Summer 2008

Témoignage de Jean Déry

Jean Déry
Microprogramme Droit des affaires
Université de Montréal, Faculté de droit

Jean Déry nous parle de son travail de stagiaire juriste en droit financier à la Société Générale, à Paris:

« En tant que stagiaire au sein du département de réglementation bancaire et financière pour le groupe bancaire international Société Générale à Paris, j'ai participé dès le début à l'éclaircissement de problématiques juridiques internationales en collaboration avec l'équipe des juristes financiers du groupe. Les dossiers qui m'ont été confiés exigeaient des connaissances juridiques de base, un savoir-faire par la mise en pratique des capacités de recherche juridique dans un contexte de compétitivité internationale et comparé, d'analyse de textes législatifs et réglementaires applicables dans les juridictions de par le monde, de rédaction juridique traditionnelle et synthétique ainsi qu'un savoir-être professionnel dans

un contexte culturel riche et diversifié. Cette première expérience intellectuelle dans l'industrie des services juridiques m'a aussi permis d'assumer mes capacités de débrouillardise, de curiosité et de créativité afin de répondre aux défis que posent un vrai groupe bancaire international. »

Été 2008

5. Liste de multinationales présentes au Canada

In this section you will find a list of multinational companies that are based in or have important offices in Canada and, more specifically in Montreal. If you are interested in any of the companies visit their website for more information. Moreover, for further reference, two directories that have corporate In-House Counsel sections may help you when contacting their legal department: the *Canada Legal Directory* or *Annuaire judiciaire canadien* published by Thomson Carswell and the *Bottin des avocats et avocates de l'entreprise* published by the Barreau du Québec.

Comme les directeurs et responsables des services juridiques des entreprises peuvent changer au cours des mois ou des années, il est important que vous vous référiez à ces publications qui sont mises à jour chaque année et également aux sites internet des entreprises.

Abitibi Bowater

Contact: Jacques P. Vachon, Senior Vice President, Corporate Affairs and Chief Legal Officer
1155 Metcalfe Street, Suite 800, Montréal, Québec, H3B 5H2 Canada
☎ (514) 875-2160 www.abitibibowater.com

AbitibiBowater produces a broad range of forest products marketed to more than 80 countries around the world. Their customers include many of the world's largest publishers, commercial printers, retailers, consumer products companies and building supply outlets. It is also among the largest recyclers of newspapers and magazines in the world.

Air Canada

Contact: John M. Baker, Senior Vice President and General Counsel
P.O. Box 14000, Stn. Airport, Dorval, QC H4Y 1H4
www.aircanada.ca

Air Canada is a Canadian-based international air carrier, providing scheduled and chartered air transportation for passengers and cargo.

Alcan Inc.

Contact: David McAusland, Executive Vice President, Corporate Development and Chief Legal Officer (Including Government Relations) 1188 Sherbrooke St West, Montréal, QC H3A 3G2
☎ (514) 848-8000 (514) 848-8115 alcan@synsersoft.ca www.alcan.com

Alcan is a multinational, market-driven company and a global leader in aluminum packaging and aluminum recycling. Alcan employs 70,000 people and has operating facilities in 55 countries and regions.

Astral Media Inc.

Contact: Brigitte Catellier, Vice President Legal Secretary
1000-2100 rue Ste-Catherine O, Montréal, QC, H3H 2T3
☎(514) 939-5000 (514) 925-7707 www.astral.com

Astral Media is a leading Canadian media company, reaching people through a combination of highly targeted media properties in television, radio, outdoor advertising, and iMedia.

AXA Canada Inc.

Contact : Geneviève Dubé, Directrice affaires juridiques
700-2020 rue University, Montreal PQ, H3A 2A5 ☎ (514) 282-7907 (514) 282-6837
genevieve.dube@axa-canada.com www.axa-insurance.ca

AXA Canada is a leader in financial protection. It supports individuals and businesses at every stage of their lives by providing them with financial solutions that fit their needs. AXA is present in geographically diverse markets, with operations concentrated in Europe, North America and Asia Pacific.

Banque Nationale du Canada

Contact: Me Nadia Jubinville, Conseillère juridique senior
600 rue de la Gauchetière Ouest, 11e étage, Montréal QC H3B 4L2
☎(514) 394-8010 (514) 394-8921 nadia.jubinville@bnc.ca www.bnc.ca

La Banque Nationale est un groupe intégré qui fournit des services financiers complets à sa clientèle de particuliers, de PME et de grandes entreprises dans son marché principal, ainsi que des services spécialisés à ses autres clients dans le monde. La gestion d'actifs représente une importante part de ses activités.

Bank of Nova Scotia (Scotiabank)

Contact: Me Sabine Altier, First Legal Counsel
1002 rue Serbrooke Ouest, 4e étage, Montréal QC H3A 3M3
☎(514) 499-5514 (514) 499-5372 sabine.altier@banquescotia.com http://scotiabank.com

Scotiabank is one of North America's leading financial institutions and Canada's most international bank. With approximately 60,000 employees, Scotiabank Group and its affiliates serve more than 12.5 million customers in some 50 countries around the world, offering a diverse range of products and services, including personal, commercial, corporate and investment banking.

Banque Royale

Contact: Me Véronica Noble, First Legal Counsel
1 Ville-Marie place, 4th floor, Est wing, Montréal QC H3C 3A9
☎(514) 874-5328 (514) 874-0241 veronica.noble@rbc.com www.rbc.com

RBC provides personal and commercial banking, wealth management services, insurance, corporate, investment banking and transaction processing services on a global basis. RBC employs more than 70,000 full and part-time employees who serve more than 15 million personal, business, public sector and institutional clients throughout Canada, the U.S. and 39 other countries.

Banque TD

Contact: Me Pamela Larrea, General Counsel
500 rue Saint-Jacques, 12e étage, Montréal QC H2Y 1S1
☎(514) 289-0773 (514) 289-8495 pamela.larrea@td.com www.td.com

Headquartered in Toronto, Canada, with 74,000 employees in offices around the world, The Toronto-Dominion Bank and its subsidiaries are collectively known as TD Bank Financial Group (TDBFG).

BMO Groupe Financier

Contact: Me Stéphan Hudon, Premier conseiller, Québec
Montréal QC, H2Y 1L6 ☎ (514) 877-1780 (514) 877-1704 www.bmo.com

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est aujourd'hui une société financière hautement diversifiée. BMO offre une vaste gamme de services financiers aux particuliers, aux PME, aux grandes entreprises et aux institutions dans tout le Canada ainsi qu'aux États-Unis par l'entremise de BMO Banque de Montréal, de BMO Nesbitt Burns, de BMO Marchés des capitaux et de la filiale de Chicago, Harris Bank.

Bell Canada

Contact: Me Martine Turcotte, Executive Vice-President, Chief Legal and Regulatory Officer of BCE Inc. and Bell Canada, 1000 rue de la Gauchetière Ouest, Bureau 3700, Montréal QC H3B 4Y7
☎ (514) 870-4637 (514) 870-4877 martine.turcotte@bell.ca www.bell.ca

Bell is Canada's leading provider of information and communications technology solutions. The Law Department offers an articling position with its litigation Department in Montréal and summer positions for students in Montreal and in Toronto. Bell Canada /BCE Law Department is composed of approximately 50 lawyers on staff in offices located in Montreal, Toronto and Ottawa.

BNP PARIBAS (Canada)

Contact : Me Marise Chénier-Jetté
BNP Tower, 1981, avenue McGill College, Montréal (Québec) H3A 2W8
☎ (514) 285-6234 (514) 285-2900 marise.chenier-jette@americas.bnpparibas.com www.bnpparibas.ca

L'un des plus grands réseaux bancaires internationaux, avec des positions fortes en Asie et une présence significative aux États-Unis. Première entreprise française et 5ème banque mondiale, 1ère banque de la zone euro. 6e marque bancaire mondiale par sa valeur. Le Service des affaires juridiques se compose de deux avocats, un notaire et une assistante et épisodiquement un ou deux stagiaires du Barreau viennent y faire leur stage en entreprise.

Bombardier Inc. Montréal

Contact : Daniel Desjardins, Vice-président affaires juridiques et assistant secrétaire
800, boul. René-Lévesque O., Montréal (Québec) H3B 1Y8
☎ (514) 861-9481 (514) 861-2746 danield@bombardier.com www.bombardier.com

Bombardier International a pour mission d'accélérer la croissance de Bombardier dans les régions autres que l'Amérique du Nord et l'Europe. Les groupes manufacturiers de Bombardier assument la responsabilité de leurs ventes internationales, alors que le rôle de Bombardier International est de fournir un soutien dans des régions ciblées du globe comme l'Asie, les pays de l'Europe Centrale et de l'Est et l'Amérique latine. Ils ont un bureau à Beijing.

Cirque du Soleil

Contact: Me Lydia Brown, Legal Counsel
8400 2e avenue, Montréal QC H1Z 4M6 ☎(514) 722-2324 (514) 723-7617
lydia.brown@cirquedusoleil.com www.astral.com

From a group of 20 street performers at their debut in 1984, Cirque du Soleil is a major Quebec-based organization providing high-quality artistic entertainment. The company has almost 4,000 employees from over 40 different countries, including 1,000 artists.

DOMTAR

Contact: Me Gilles Pharand, Premier V.P. affaires corporatives et chef de contentieux
395 boulevard de Maisonneuve Ouest, Bureau 1560, Montréal QC H3A 1L6
☎(514) 848-5534 (514) 848-6850 gilles.pharang@domtar.com www.domtar.com

Domtar has three business segments: Papers, Paper Merchants and Wood. It had revenues of $5.9 billion in 2007, of which approximately 82% represented the Papers segment, 14% from the Paper Merchants segment and approximately 4% was from the Wood segment.

EDS Canada Inc.

Contact: Me Ron Kean, Legal Counsel / conseiller juridique
33 Yonge Street, Suite 500, Toronto ON M5E 1G4
☎(416) 874-7568 (416) 874-7568 ron.kean@eds.com www.astral.com

EDS provides a broad portfolio of business and technology solutions to help its clients worldwide to improve their business performance. Their core portfolio comprises information-technology, applications and business process services, as well as information-technology transformation services.

Émergis Inc.

Contact : Me Monique Mercier, Vice-présidente exécutive affaires juridiques et générales
1000 rue de Serigny, Longueuil QC J4K 5B1
☎ (450) 928-6351 (450) 928-6019 monique.mercier@emergis.com www.emergis.com

Emergis, a TELUS company, is an IT leader in Canada that focuses on the health and financial services sectors. It develops and manages solutions that automate transactions and the secure exchange of information to increase the process efficiency and quality of service of its customers. Emergis has expertise in electronic health-related claims processing, health record systems, pharmacy management solutions, cash management and loan document processing and registration.

Export Development Canada

Contact: Christiane Muldoon, Recruiting Advisor
151 O'Connor St., Ottawa, ON K1A 1K3 ☎ (613) 598-3516 (613) 598-2578 cmulsoon@edc.ca www.edc.ca

EDC provides trade finance and risk management services to Canadian exporters and investors in up to 200 markets. Founded in 1944, EDC is a Crown corporation that operates as a commercial financial institution.

Financial Sunlife

Contact: Me David Boyd, Vice-président adjoint et avocat principal
1155 rue Metcalfe, Bureau 1410, Montréal QC H3B 2V6
☎(514) 866 2538 (514) 866-0124 david.boyd@sunlife.com www.sunlife.ca

Serving one in every five Canadians, Sun Life Financial is a leading international financial services organization providing a diverse range of protection and wealth accumulation products and services to individuals and corporate customers. Chartered in 1865, Sun Life Financial and its partners today have operations in key markets worldwide, including Canada, the United States, the United Kingdom, Ireland, Hong Kong, the Philippines, Japan, Indonesia, India, China and Bermuda.

Financière Manuvie

Contact: Me Michel Paquel, Conseiller juridique en chef
2000 rue Mansfield, Bureau 400, Montreal QC H3A 3B8
☎(514) 286-6856 (514) 286-6739 michel_paquet@manuvie.com www.manuvie.ca

Manulife Financial is one of the most dynamic and progressive financial services companies in the world. Incorporated in 1887, Manulife has grown from an insurance company to a global financial services organization serving millions of customers in 19 countries and territories worldwide. Manulife is the largest life insurance company in Canada and one of the top five in the world.

General Motors

Contact : Me L. Pierre Comtois, Directeur général services juridiques et affaires publiques
5000 route Transcanadienne, Pointe-Claire QC H9R 4R2
☎(514) 630-6230 (514) 630-6215 pierre.comtois@gm.com www.gm.ca

General Motors employs 15,000 people. It is one of the largest automakers in the world.

HSBC Bank Canada

Contact: Annelle Wilkins, Vice-President General Counsel and Corporation Secretary
885 W Georgia St, Vancouver BC, V6C 3E9
☎(604) 685-1000 (604) 641-2506 http://www.hsbc.ca/1/2/fr/home/home

Headquartered in London, HSBC is one of the largest banking and financial services organizations in the world. Its international network comprises around 10,000 offices in 82 countries and territories in Europe, the Asia-Pacific region, the Americas, the Middle East and Africa.

Hydro-Québec International

Contact : Jocelyne Fortin, Siège social
200-75, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H2Z 1A4
☎ (514) 289-2211 (514) 289-5440 www.hydroquebec.com

Hydro-Québec International (HQI) a pour mission de développer les marchés internationaux pour Hydro-Québec et ses filiales, tout en investissant en partenariat dans le domaine de l'énergie à l'étranger. Dans le cadre de ses activités, HQI vise aussi à favoriser et à appuyer le plus possible l'exportation du savoir-faire et des produits technologiques des entreprises québécoises du secteur de l'énergie. Le contentieux est constitué d'un bureau de professionnels comprenant 13 avocats, 14 avocates et un notaire. Les professionnels sont regroupés dans cinq équipes de travail. Les avocat(e)s pratiquent leur profession sous la raison sociale Marchand, Lemieux. Les bureaux sont situés au siège social. Hydro-Québec accueille régulièrement un ou une stagiaire durant l'été.

IBM Canada Limited

Contact: Jay H Safer, General Counsel
3600 Steeles Ace E, Markham ON H3Z 1B8
☎(905) 316-3721 (905) 316-4220 www.ibm.com/ibm/ca/en/

IBM Canada Ltd. is one of Canada's leading providers of advanced information technology, products, services and business consulting expertise. They are dedicated to helping their clients innovate and succeed through the end-to-end transformation of their business models and the application of innovative technology and business solutions.

Imperial Oil

Human Resources, Imperial Oil
111 St. Clair Avenue West, Room 1106N, Toronto, ON M5W 1K3
(416) 968-4783 www.imperialoil.ca

Imperial Oil is Canada's largest producer of crude oil and a major producer of natural gas. It is also the largest refiner and marketer of petroleum products -- sold primarily under the Esso brand -- with a coast-to-coast supply network. As well, the company is a major supplier of petrochemicals. Imperial Oil shares (IMO) are listed on the Toronto Stock Exchange and are admitted to unlisted trading on the American Stock Exchange. Imperial Oil is an affiliate of Exxon Mobil Corporation, which owns 69.6 percent of its shares.

Typically, Imperial Oil hires more than 100 recent university graduates and 150-200 university co-op and summer students. Find out more about Imperial Oil's university campus recruitment program, employment opportunities with the company, and how to apply on their website.

Imperial Tobacco Canada Limited

Contact: Me Caroline Ferland, Directrice, Services Juridiques
3711 rue Saint-Antoine Ouest, Montréal QC H4C 3P6
☎(514) 932-6161 (514) 938-0335 cferland@ilt.ca www.imperialtobaccocanada.com

Imperial Tobacco Canada is Canada's leading tobacco company. With its head office in Montréal, the company has sales offices located in major cities across Canada. It also operates a tobacco processing facility in Aylmer, Ontario. Imperial Tobacco Canada is a wholly-owned indirect subsidiary of British American Tobacco p.l.c. (BAT). BAT is the world's most international tobacco group, with brands sold in 180 countries and nearly 97,000 employees worldwide.

L'Oréal Canada Inc.

Contact : Me Martin Dupras, Directeur affaires juridiques
1500 rue University, Bureau 600, Montréal QC H3A 3S7
☎(514) 287-4708 (514) 287-4603 mdupras@ca.loreal.com www.lorealparis.ca

L'Oréal Canada, une société fondée en 1958, est la filiale canadienne du Groupe L'Oréal. À ce jour, elle emploie plus de 900 personnes et est le plus important fabricant et distributeur de produits cosmétiques au Canada.

Molson Canada

Contact: Me Nathalie Delisle, Conseillère juridique
1555 rue Notre-Dame Est, Montréal QC H2L 2R5
☎(514) 599-5606 Nathalie.delisle@molson.com www.molson.com

Molson operates six breweries across the country, including the boutique brewery Creemore, and invests in communities from coast-to-coast through its various charitable initiatives and sports and entertainment sponsorships. Molson Canada is an integral part of Molson Coors Brewing Company which was formed by the 2005 merger of Molson and Coors. Its major markets are Canada, the UK and the USA.

Nortel Networks Corporation – Montreal

Contact: Me Giuseppina Romanelli, Conseillère juridique
2351 boulevard Alfred-Nobel, St-Laurent QC H4S 2A9
☎(514) 818-2488 (514) 818-3890 romanelli@nortel.com www.nortel.com

Nortel is a recognized leader in delivering communications capabilities to its customers. Nortel does business in more than 150 countries around the world.

Petro-Canada

Contact: Me Manon Chevalier
11701 Sherbrook Est, Montreal QC H1B 1C3
☎(514) 650-4160 (514) 650-4150, mchevalie@petro-canada.ca www.petro-canada.ca

Petro-Canada is a Canadian oil and gas company with international interests.

Pfizer Canada Inc.

Contact: Me Tania Maria Tretiak, Première conseillère juridique
17300 route Trans-Canada, Kirkland QC H9J 2M5
☎(514) 426-7550 (514) 426-7599 Tania.tretiak@pfizer.com www.pfizer.ca

Pfizer is the world's largest research-based biomedical and pharmaceutical company. The corporate headquarters are located in New York, with major research and development locations in the United States and England. Pfizer Canada is the Canadian operation of New York-based Pfizer Inc.

Power Corporation

Contact: Me Stéphane Lemay, Vice-présidente et avocate-conseil adjointe
751 Victoria Square, Montréal QC H2Y 2J3 ☎(514) 286-6716 (514) 286-7476
lemay@powercorporation.com www.powercorporation.com

Power Corporation du Canada est une société de gestion de portefeuille diversifiée internationale qui détient des participations dans le secteur des services financiers en Amérique du Nord et en Europe. Par l'entremise de filiales, Power Corporation du Canada détient aussi des intérêts dans diverses sociétés industrielles en Europe et en Chine.

Pratt & Whitney Canada

Contact: Me Alain C.Rondeau, Vice-président conseil et secrétaire
1000 boulevard Marie-Victorin, Longueuil QC J4G 1A1
☎(450) 647-2305 (450) 647-2353 alain.c.rondeau@pwc.ca www.pwc.ca

Pratt & Whitney Canada Corp. (P&WC), dont le siège social est situé à Longueuil, au Québec, est un chef de file mondial dans le domaine des moteurs d'aviation propulsant des avions d'affaires et de transport régional ainsi que des hélicoptères. La société construit également des moteurs de technologie évoluée pour applications industrielles. Elle possède des installations et des centres de révision dans le monde entier.

PriceWaterhouse Coopers Canada

Contact: Me Mélanie Camiré, Directrice – taxes indirectes
1250 boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 2800, Montréal QC H3B 2G4
☎(514) 205-5000 (514) 205-5685, melanie.camire@ca.pwc.com www.pwc.com

PriceWaterhouseCoopers Canada is a member firm of PriceWaterhouseCoopers International Limited and is one of the "big four" accounting firms. PwC's 5,200 partners and staff in 23 locations across the country provide industry-focused assurance, advisory and tax services for public, private and government clients in all markets. In 2007, PwC partners and staff in 766 offices and 150 countries around the world generated US$25.2 billion in aggregated revenues.

Quebecor

Contact: Me Frédéric Despars, Directeur principal, affaires juridiques
612 rue Saint-Jcaques, 4e étage, Montréal QC H3C 4M8 ☎(514) 380-1947 (514) 985-8834
despairs.frederic@quebecor.com www.quebecorworldinc.com

Quebecor World Inc. (NYSE : IQW, TSX : IQW) est un leader mondial de l'imprimerie. La Société compte environ 29 000 employés, à l'œuvre dans plus de 120 imprimeries et ateliers de services connexes aux États-Unis, au Canada, en Argentine, en Autriche, en Belgique, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Espagne, en Finlande, en France, en Inde, au Mexique, au Pérou, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse.

Sanofi-Aventis Canada Inc.

Contact: Me Renée-Claude Lalande, Chef, affaires juridiques
2150 boulevard Saint-Elzéar Ouest, Laval QC H7L 4A8 ☎(514) 956-4254 (514) 856-3921
renee-claude.lalande@sanofi-aventis.com www.sanofi-aventis.ca

Sanofi-Aventis Canada Inc. is the Canadian affiliate of the Sanofi-Aventis Group, one of the world's leading pharmaceutical companies. The company is headquartered in Laval and employs 950 people across the country. The Laval site is also home to a world-class manufacturing facility that produces medications for use by patients in Canada, the United States and other countries.

SNC Lavalin

Contact: Me Christina Costy
87 rue Ontario Ouest, 2e étage, Montréal QC H2X 1Y8
☎(514) 840-8380 (514) 840-8385 ccosty@snclavalinprofac.com www.snclavalin.com

SNC-Lavalin est l'un des plus grands groupes d'ingénierie et de construction au monde et un acteur majeur en matière de propriété d'infrastructures et de services d'exploitation et d'entretien. Les sociétés

SNC-Lavalin ont des bureaux dans tout le Canada et dans 35 autres pays; elles travaillent actuellement dans une centaine de pays.

Standard Life

Contact: Me Geneviève Faribault, Vice-directrice du contentieux
1245 rue Sherbrooke Ouest, 15e étage, Montréal QC H3G 1G3 ☎(514) 499-4114
(514) 499-4472 Genevieve.faribault@standardlife.ca www.standardlife.ca

In 2008, Standard Life, the first life insurance company to transact business in Canada, marks its 175th year of operations. Standard Life Plc is a major international financial services group headquartered in Scotland. It provides asset-managing services for retirement, investment and protection to some seven million customers globally. It counts over 10,000 employees and has offices in the United Kingdom, Canada, Ireland, Germany, Austria, India and China, including Hong Kong.

Tembec

Contact: Me Laila Sahyoun, Conseillère juridique principale et secrétaire corporative adjointe
800 boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 1050, Montréal QC H3B 1X9
☎(514) 871-8667 (514) 871-1980 laila.sahyoun@tembec.com www.tembec.com

Tembec est une importante société intégrée de produits forestiers implantée en Amérique du Nord et en France. Elle compte approximativement 8 000 employés ainsi qu'une cinquantaine d'usines et affiche un chiffre d'affaires d'environ 3,5 milliards de dollars. La Compagnie commercialise ses produits à l'échelle internationale et possède des bureaux de représentation commerciale au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Suisse, en Chine, en Corée, au Japon et au Chili.

Transat A.T. Inc.

Contact: Me Bernard Bussières, Vice-président, affaires juridiques et secrétaire de la société
300 rue Léo-Pariseau, Bureau 600, Montréal QC H2X 4C2
☎(514) 987-1660 Bernard.bussieres@transat.com www.transat.com

Transat A.T. inc. est un voyagiste international intégré, spécialisé dans le voyage vacances, qui offre plus de 60 pays de destination et distribue ses produits dans quelque 50 pays. Transat possède sa propre compagnie aérienne, fournit des services à destination, est active dans l'hôtellerie et exploite un vaste réseau de distribution.

Ultramar ltée

Contact: Me Leonardo Giampa, Directeur principal associé – Services juridiques
2200 avenue McGill College, Bureau 400, Montréal QC H3A 3L3
☎(514) 499-6210 (514) 499-9927 Leonardo_giampa@ultramar.ca www.ultramar.ca

Ultramar is the leading distributor of petroleum products in Quebec and the Maritimes, with a significant presence in Ontario, as well as the second largest refiner in Eastern Canada. The head office is located in Montreal.

Van Houtte Inc.

Contact: Me Jean-Olivier Boucher, Chef des affaires juridiques
8300 19e avenue, Montréal QC H1Z 4J8
☎(514) 593-7711 (514) 593-6331 joboucher@vanhoutte.com www.vanhoutte.com

Van Houtte is the largest Canadian roaster and distributor of gourmet coffees to food retailers. It is also a world leader in the design, manufacture and distribution of coffee-making equipment and related

products. Headquartered in Montreal, Canada, Van Houtte employs 1,900 people in Canada and the United States. Shares of Van Houtte are traded on the Toronto Stock Exchange (VH).

Chapitre ✈ Chapter

12

Chapitre 12
Le milieu universitaire
The Academic World

Pensez le droit international!

Think International Law!

---

1. Testimonials 247
2. Une vue d'ensemble 250
3. McGill Faculty of Law Graduate Programs 251
4. Les cycles supérieurs à l'Université de Montréal 254
5. Les universités québécoises 256
6. Les universités étrangères 258

Introduction

La poursuite d'études supérieures dans le domaine du droit international peut s'imposer pour certains étudiants comme le prolongement logique de leurs études de premier cycle. Dans ce contexte, des études de maîtrise et de doctorat peuvent constituer le prélude d'une carrière dans le milieu universitaire, comme chercheur et professeur de droit international. Les étudiants qui sont tentés par un tel choix de carrière optent normalement pour un programme de maîtrise avec mémoire, comme prélude à des études de troisième cycle. Évidemment, un tel parcours universitaire requiert la volonté de s'engager à fonds dans un projet de recherche de longue haleine.

Pour d'autres étudiants, compléter des études supérieures permet d'ajouter une plus-value à leurs études de premier cycle pour se distinguer sur le marché de l'emploi. Les programmes de DESS, de maîtrise avec stage ou de maîtrise avec travail dirigé sont alors tout indiqués pour ceux qui n'envisagent pas de carrière universitaire. Comportant un nombre plus important de cours, ces programmes sont axés vers la consolidation des acquis théoriques de l'étudiant et vers la spécialisation accrue de sa compétence en droit international.

In today's extremely competitive employment market, graduate students are considered as "highly qualified personnel" knowing that a graduate diploma gives them valuable assets when applying for a job[12]. In conducting high-level research projects, graduate students both expand their own personal knowledge and, on a more global level, actively contribute to the better understanding of the world we live in. According to the *Canadian Association for Graduate Studies*: "[t]his research provides the human community with ways of understanding natural, cultural, imaginative, social and technological phenomena and investigating problems through the pursuit of knowledge. Graduate students are thus engaged not only in a social process that provides society with new ways of looking at the world's complexity, problems and beauty, but in a personal quest for bettering their lives and expanding their learning and insight."[13]

Nous vous présentons donc les programmes de maîtrise et de doctorat de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, tout en vous donnant un aperçu des universités étrangères qui offrent des programmes de renom en droit international.

Notez également que la faculté de droit de l'Université McGill organise chaque année une journée carrières académiques et études supérieures, lors de laquelle plusieurs universités présentent leurs programmes. Cette journée est ouverte à tous et a normalement lieu au mois d'octobre.

---

[12] *Your Future: A Guide for Potential Graduate Students*, Canadian Association for Graduate Studies, Janvier 2005, p. 3.
[13] *Id.*

1. Testimonials

Témoignage du Professeur Daniel Turp

Daniel Turp
LL.M. (Montréal), D.E.A. (Paris II), Dipl. Intl. Law (Cantab), Doctorat d'État (Paris II)
Député de Mercier à l'Assemblée nationale du Québec
Professeur titulaire, Université de Montréal, Faculté de droit

Le professeur Turp partage sa passion du droit international et des études.

« LA PASSION »

« Je ne cesserai jamais de recommander à toutes les personnes qui se découvrent une passion pour le droit international à l'Université d'envisager une carrière académique. Comment ne pourrais-je pas souhaiter aux autres le plaisir que me procure tous les jours la vie d'universitaire, la liberté de pensée et d'expression dont elle s'accompagne, la flexibilité de l'horaire qu'elle offre et le défi renouvelé de faire partager aux générations futures de juristes ma passion pour le droit des gens.

Pour s'y préparer, il faut étudier longtemps, ailleurs de préférence, bien que nos universités puissent former dorénavant des internationalistes aussi bien que les grandes institutions européennes ou américaines. Sans doute, le parcours le plus utile est de faire des études de deuxième cycle au Québec ou au Canada, de s'enraciner de cette façon dans une institution et d'y faire de l'assistanat pour un(e) professeur(e) de droit international, d'y briller par ses résultats et ses premières publications, et ensuite s'expatrier : Paris I, II, IV, X, XI, l'IUHÉI à Genève, Cambridge, L.S.E., Oxford, Heidelberg, Berlin, Vienne, Harvard, New York, Yale, Cornell, avec un séjour estival à l'Académie de droit international de La Haye, à l'Institut de droit international de Thessalonique ou à l'Institut international des droits de l'Homme à Strasbourg. De quoi faire rêver non ! Et de rentrer au bercail, comme un enfant prodigue, avec en main la thèse et le parchemin qui donnera accès à la carrière universitaire. D'y retrouver ses maîtres à penser, devenir la relève incontournable dont l'institution ne pourra se priver…par crainte de voir une autre institution faire l'offre qui ne pourra être refusée !

Comment ne pas souhaiter aux autres ce que la vie universitaire m'a réservé comme possibilité. Enseigner, certes, une tâche exigeante, mais combien gratifiante lorsque l'on voit toutes ces personnes à qui l'on a appris les rudiments du droit international circuler sur notre petite planète et d'y travailler pour le Comité international de la Croix-Rouge, l'Organisation mondiale du Commerce, le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation internationale du Travail, le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère des Affaires étrangères du Canada. Diriger des mémoires et des thèses, aider les étudiant(e)s à se dépasser, à se découvrir des vocations de chercheur(e)s. Être consulté par des gouvernements, des organisations internationales, des partis politiques, les compétences des internationalistes étant utiles pour éclairer le débat public. Des compétences qu'on peut aussi vouloir offrir à un parlement, gouvernement,

un tribunal, pour faire du service public, pour favoriser une meilleure compréhension, une plus grande acceptation du droit des gens par nos institutions.

Il ne faut pas reculer devant le défi de devenir internationaliste. On peut relever ce défi dans des carrières dans la fonction publique, nationale ou internationale ou en pratiquant le droit international dans un cabinet. Mais, l'on peut devenir professeur(e) de droit international. Comme Jacques-Yvan Morin, ou Suzanne Bastid, comme Rosalyn Higgins ou John Humphrey. Et l'on peut, comme elles, comme eux, partager sa passion pour le droit international, un droit international qui touche à tout, s'intéresse à tout, classifie tout, sauf…les baisers*.

Je vous mets au défi de devenir professeur(e) de droit international. Vous ne regretterez pas d'avoir tenté de relever un tel défi. Vous le regrettez d'autant moins le jour où vous le serez devenu(e) ».

Testimonial from Professor Armand de Mestral

Armand de Mestral
B.C.L. (McGill), LL.M. (Harvard)
Doctorats honoris causa (Université de Lyon, Kwansei Gakuin)
Professor at McGill University, Faculty of Law

Professor Armand de Mestral teaches constitutional law, international trade law, and the law of the European Community. His current research interest is the law of international economic integration. He has shared with us his reflections on what it takes to pursue a successful academic career in Public International Law:

"REFLECTIONS ON LONG ACADEMIC CAREERS"

For those fortunate enough to be able to undertake an academic career in Public International Law, life can be very rewarding.

An academic works as hard, if not harder, than any other professional colleague, but has, within certain limits, a greater freedom to choose priorities. There is also the wonderful stimulation of contact with young people throughout one's career--a privilege denied to many other professionals. The disadvantage of this kind of lifestyle is that one may be pulled in a great many directions and one has to work hard to maintain a clear focus in life.

A successful academic career in international law requires maintaining a variety of contacts with international sources both at home and abroad. This should involve a certain amount of travel. It is very advisable for a future international academic to undertake graduate studies outside their country, if only to build up a network of

* Puis, les empereurs s'avancent l'un vers l'autre. Le petit garçon de quarante ans, gauche et barbichu, et le quinquagénaire matois, bouffon et stupide, aux yeux globuleux, aux moustaches en croc, au bras infirme […]. Ils […] échangent une triple accolade, une triple étreinte, un triple baiser. Des baisers, il en existe de toutes sortes ; baiser de salutation, baiser de paix (*osculus paci* sauf erreur!), baiser de fiançailles, baiser de Judas – baisement de la pantoufle. C'est cocasse ! Mais je n'ai pas à me poserla question : le droit international ne classifie pas les baisers. **(Jaan Kross, *Le départ du professeur Martens*, Paris, Robert Laffont, pp. 30-31 (roman traduit de l'estonien par Jean-Luc Moreau))**

international friends and colleagues. Work in an international organization for at least a short period is also a very valuable means of better understanding the international milieu in which international law is made. Failing this, service work in one's country is an equally valid approach.

Among the skills which are worth having are an ability to write in several languages, an openness to people and ideas from other parts of the world, and a willingness to undertake causes which other professional colleagues might find unrewarding from the personal or financial point of view.

You are unlikely to make as much money as some of your more successful professional contemporaries, but you may, if you are lucky, finish by feeling that you served more interests than your own.

Testimonial from Professor Jaye Ellis

Jaye Ellis
LL.B. and B.C.L. (McGill)
LL.M. (University of British Columbia)
D.C.L. (McGill)
Professor at McGill University, Faculty of Law and School of Environment

Professor Ellis teaches and conducts research in the fields of international environmental law, public international law, international legal theory and international relations. She has shared with us what led her to pursue a career in academia researching and instructing public international law:

"LOOKING AHEAD TOWARDS A NEW ACADEMIC CAREER"

My interest in international law was initially sparked by my belief that it was a useful tool to accomplish certain goals in international society, among them environmental protection goals. I enrolled in a Master's programme with the intention of working in the field of international environmental policy and advocacy, and during my studies became interested in legal theory – in examining questions regarding how legal systems are constituted, how they function, and how they form part of the broader society. At the same time, I began to notice that the international legal system was being transformed in subtle but profound ways as a result of having been brought to bear on the problem of environmental degradation. I came to be as curious about the 'tool' – international environmental law – as I was about environmental protection.

Like many students, I had been frustrated with international law. I saw discussions of state responsibility, treaty interpretation and customary law as arcane and disconnected from the 'real world.' By taking a closer look at international law, not solely as an instrument but also as a phenomenon in its own right, I became interested in the study of international law as an academic pursuit. I also came to view this academic pursuit as making an important contribution to our search better to understand and to come to grips with problems with which we are faced. Environmental protection is an extraordinarily complex goal, and in order to devise legal institutions for achieving this goal we need to study the environment, human interactions with it, and the means at our disposal, including legal institutions, to accomplish the goal.

It goes without saying that the best academics, regardless of whether their field addresses concrete, practical matters or highly theoretical, esoteric questions, are intimately acquainted with and implicated in the world and seek, through their teaching, research and other activities, to live in the world and to have an impact on it. An academic position gives one an excellent platform from which to engage with the world in various ways, either within or without the academic community. This is the type of academic career I aspire to.

2. Une vue d'ensemble

McGill University

PROGRAMS	SCHOOLS	STRUCTURE		
		With thesis	With research project	Non-thesis and non-research project
Graduate Certificate	**Institute of Comparative Law**	Nil	Nil	15 credits
	Institute of Air and Space Law	Nil	Nil	15 credits
Master's (LL.M.)	**Faculty of Law**	45 credits Options: *-Environment* *-European Studies* *-Bioethics*	45 credits Options: *-Environment* *-European Studies* *-Bioethics*	Nil
	Institute of Comparative law	45 credits	45 credits	Nil
	Institute of Air and Space Law	45 credits	45 credits	Nil
Doctor of Civil Law (D.C.L.)	**Faculty of Law**	2 or 3 years of residence	Nil	Nil
	Institute of Comparative law	2 or 3 years of residence	Nil	Nil
	Institute of Air and Space Law	2 or 3 years of residence	Nil	Nil

Université de Montréal

PROGRAMMES	STRUCTURE		
	Avec mémoire ou thèse	Avec travail dirigé	Sans mémoire ni travail dirigé
Microprogramme	Nil	Nil	15 à 17 crédits Options: *-Droit de l'accès à l'information* *-Droit des affaires* *-Droit des TI* *-Common law* *-Droit et travail* *-Droit international*
D.E.S.S.	Nil	Nil	30 à 32 crédits Options: *-Droit des affaires* *-Common law* *-Droit international*
Maîtrise (LL.M.)	45 crédits Option *recherche* ou: *-Droit des affaires* *-Droit des TI* *-Droit international*	45 crédits Options: *-Droit des affaires* *-Common law nord-américaine* *-Droit international*	Nil
Doctorat	90 crédits	Nil	Nil

3. McGill Faculty of Law Graduate Programs

McGill's Faculty of Law offers a range of programs at the graduate level. These include the degrees of Master's of Laws (LL.M.) and Doctor of Civil Law (D.C.L.), as well as Graduate Certificates in Comparative Law and Air and Space Law. Students may choose to pursue either the LL.M. or the D.C.L. with the Faculty of Law, the Institute of Air and Space Law (IASL), or the Institute of Comparative Law (ICL). Graduate Certificates may only be completed within either the IASL or the ICL.

The Institute of Comparative Law (ICL)

The *Institute of Comparative Law*, founded in 1966, promotes the study and research informed by comparative law, in the widest sense. It accommodates national, international, and transnational studies and encourages openness to diverse legal cultures in teaching and research. The ICL provides substantial opportunities for investigation and interchange across legal traditions.

On the research front, the Institute is first engaged, through its members, in fundamental research relating to commercial law, trade law, dispute resolution, and the governance of mobility. The

Institute is also leading "developmental" research projects the most important of which is currently the Russian Civil Code project.

The Institute of Air and Space Law (IASL)

Founded in 1951, the *Institute of Air and Space Law* offers a rich curriculum exploring legal issues that arise from international civil aviation and new technologies in space. The IASL has earned a global reputation and attracts students and distinguished visitors from around the world. IASL alumni currently work in more than 100 countries. The Institute provides students with a comprehensive understanding of the legal processes regulating worldwide aerospace activities.

3.1. Graduate Certificates

The Graduate Certificate is awarded upon completion of a minimum of 15 law course credits. The Certificate is pursued through the two institutes of the Faculty of Law, the *Institute of Comparative Law* and the *Institute of Air and Space Law*.

A. The Graduate Certificate in Comparative Law

The Graduate Certificate in Comparative Law provides advanced training to candidates who do not wish to undertake the Master's degree. It is particularly appropriate for judges, law professors, and legal practitioners from countries undergoing substantial legal reform (such as post-Communist or developing countries) who wish to pursue advanced studies in areas such as civil, commercial, or human rights law.

B. The Graduate Certificate in Air and Space Law

The Graduate Certificate is awarded upon completion of a minimum of 15 academic credits. These credits must include the three Air and Space law courses obligatory for Master's students. The balance of required credits can be obtained either through other IASL courses, other law courses, or any other course in the University or other universities related to the area of concentration, subject to approval by the Associate Dean (Graduate Studies) of the Faculty of Law.

3.2. Master's

There are two kinds of LL.M. at McGill: thesis and non-thesis. In the non-thesis program, students must complete a substantial Supervised Research Project, but they take more courses than students in the thesis program. All LL.M. programs require the student to complete 45 credits of work.

A. Master's within the Faculty of Law

Thesis option: The LL.M. Program, thesis stream, is a research-intensive graduate program focused on developing research interests into a thesis project under the supervision of a faculty member. Graduate level courses on theoretical and methodological approaches to legal writing complement the research work and thesis completion process, and courses in specific areas of knowledge complete the program's credit requirements.

Non-Thesis option: The LL.M., non-thesis stream, compliments previous legal education through specialized graduate-level coursework and in-depth research. It enhances expertise in selected areas of legal scholarship and offers an opportunity to write a supervised, substantial and publishable paper in an area of interest. The non-thesis option does require a substantial Supervised Research Project during the third term of registration.

B. Master's within the Institute of Comparative Law

This Master's program offers students the opportunity to do advanced studies in law from a pluralistic, transnational perspective such as in international arbitration and dispute resolution, commercial law, trade law, or the governance of mobility, which are the ICL's primary research subjects.

Thesis option: The thesis option is more suited to students who wish to work on a project of original scholarly research and are less concerned with taking a larger number of taught courses.

Non-Thesis option: The non-thesis option is more suited to students who wish to have a wide exposure to a range of taught courses and are less concerned about doing a piece of original scholarly research.

C. Master's within the Institute of Air and Space Law

Thesis option: This program is suited to students who wish to focus on original scholarly research and writing under the supervision of a law professor. The Thesis counts for 25 credits. The LL.M. Air & Space Law student in the thesis program must therefore take 20 credits of course work to meet the requirement of 45 credits.

Non-Thesis option: The Non-Thesis program is suited to students who wish to have a wide exposure to a range of taught courses within, and related to, the domain of Air and Space Law. The non-thesis option requires a substantial Supervised Research Project during the third term of registration. At the time of writing this Guide, the non-thesis stream was still awaiting final university approval.

3.3. Doctor of Civil Law

The Doctor of Civil Law is a research degree that may be studied through the Faculty or either of its Institutes (IASL or ICL). Courses related to Air & Space Law and Legal Traditions, respectively, are included with the program requirements. Graduate level courses on theoretical and methodological approaches to legal writing compliment the research work. The principal basis for evaluation is a doctoral thesis of up to 400 pages. It must constitute a significant contribution to legal knowledge, evidencing in concept and execution the original work of the candidate.

The degree will be awarded, at the earliest, after the completion of three years of residence in the Faculty. In the case of a candidate holding an LL.M. from McGill or an equivalent degree from

another university, the residency requirement may be reduced to two years of study beyond the Master's degree with the approval of the Graduate and Postdoctoral Studies Office.

***

For more information on any of the McGill Faculty of Law Graduate Programs please direct your inquiries to:

Graduate Programs in Law
☎ 514-398-6635 🖷 514-398-8453
grad.law@mcgill.ca www.mcgill.ca/law-admissions/graduates

4. Les cycles supérieurs à l'Université de Montréal

La Faculté de droit de l'Université de Montréal dispose de 21 programmes d'études aux cycles supérieurs dans 9 domaines de spécialisation différents, dont le droit international. Il existe en effet une concentration en droit international dans chacun des programmes suivants : microprogramme, diplôme d'études supérieures spécialisée (DESS), maîtrise avec mémoire et maîtrise avec travail dirigé.

Les étudiants aux études supérieures en droit de l'Université de Montréal peuvent s'intégrer aux activités de recherches de l'un, entre autres, des trois centres de recherche suivants :

- Le **CÉRIUM** (Centre d'études et de recherches internationales) – Ce centre de recherche a pour but de favoriser la progression du savoir sur les questions relatives à l'international. Réunissant à la fois des unités de recherche (centres, chaires et instituts affiliés), le CÉRIUM regroupe une équipe de recherche de haut niveau qui diffuse le fruit de ses travaux par l'entremise de publications, conférences et séminaires. Le Cérium accueille en son sein des programmes d'études supérieures, notamment la Maîtrise en études internationales, qui vise à développer chez l'étudiant une compétence internationale poussée.

- Le **CRDP** (Centre de recherche en droit public) – Regroupant plusieurs chercheurs et assistants de recherche (étudiants à tous les cycles universitaires) provenant de divers pays, le CRDP est le plus important centre de recherche en droit au pays. Les activités les plus connues du CRDP concernent notamment le droit du cyberespace, la bibliothèque virtuelle du droit canadien, le cybertribunal, le droit de la génétique humaine et le droit des autochtones.

- Le **CDACI** (Centre de droit des affaires et du Commerce international) – Les activités principales du CDACI s'articulent autour de quatre grands axes de recherche soit l'entreprise, la gouvernance et son action ; les affaires à l'ère de la mondialisation et du numérique ; la prévention et la résolution des différends; et l'analyse économique du droit, comme cadre théorique pour l'ensemble des domaines. La Faculté de droit et le CDACI offrent un programme de deuxième cycle en droit des affaires et du commerce international incluant un

microprogramme, un programme de DESS, un programme de maîtrise avec travail dirigé et un programme de maîtrise avec mémoire.

4.1. Programme combiné LL.B. – Études supérieures

Dès l'automne 2008, les détenteurs d'un premier diplôme de baccalauréat (dans une autre discipline que le droit) qui ont complété 65 crédits de cours au baccalauréat en droit et qui remplissent les conditions d'admissibilité aux études supérieures pourront obtenir un diplôme de 2e cycle à la fin de leur troisième année d'études en complétant simultanément leur baccalauréat en droit pendant cette même année. Les étudiants pourront choisir de compléter la maîtrise avec mémoire, la maîtrise avec travail dirigé ou le DESS, dans l'un des domaines de spécialisation parmi tous ceux offerts aux étudiants de deuxième cycle (voir sections ci-dessous).

4.2. Microprogramme

Un microprogramme comporte 15 crédits, soit 5 cours, dont 4 de spécialisation en Droit des affaires, en Droit des technologies de l'information ou en Droit international. Le microprogramme en Droit et travail comporte un minimum de 3 cours de spécialisation en Droit et travail. Le microprogramme en Common Law nord-américaine comporte 17 crédits, soit six cours de spécialisation.

4.3. DESS

Un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) comporte généralement 30 crédits, soit 10 cours, dont 8 dans un domaine de spécialisation, notamment en Droit des affaires ou en Droit international. Le Diplôme en droit notarial comporte 36 crédits de cours, tandis que le DESS en Common Law nord-américaine en comprend 32.

4.4. Maîtrise avec travail dirigé

La maîtrise comporte 10 cours de 3 crédits chacun et 15 crédits pour la recherche et la rédaction d'un essai (ou travail dirigé d'environ 60 pages à double interligne). Les programmes de DESS offerts sont les suivants: Droit des affaires, Common law Nord-Américaine et Droit international. Chaque étudiant doit suivre 8 ou 9 cours dans son domaine de spécialisation. Pour sa part, la maîtrise en droit notarial comporte 36 crédits au DDN et 6 crédits (2 cours) à la maîtrise, ainsi qu'un travail dirigé.

4.5. Maîtrise avec mémoire

Les programmes de maîtrise en droit, avec mémoire, comportent 45 crédits, qui sont répartis ainsi : 5 cours de trois crédits et 30 crédits pour effectuer des recherches et rédiger un mémoire d'environ 120 pages à double interligne.

Sauf pour l'option recherche, l'étudiant doit suivre quatre cours dans le domaine de spécialisation correspondant à l'option de la maîtrise qu'il a choisie : Droit des affaires, Droit des technologies de

l'information ou Droit international. En principe, seule la maîtrise avec mémoire peut conduire à des études doctorales.

4.6. Doctorat

Le doctorat est essentiellement un programme de recherche fondamentale approfondie. Les activités pédagogiques sont orientées vers l'élaboration du projet de thèse de l'étudiant. Durant les deux premiers trimestres, des séminaires obligatoires portent sur les théories et la philosophie du droit, l'épistémologie juridique et la construction d'un projet de thèse, ainsi que l'analyse et la méthodologie, pour un total de 9 crédits.

La thèse, une fois déposée, sera évaluée par un jury composé de cinq professeurs, dont le directeur de thèse. L'un des évaluateurs est choisi en-dehors de l'Université de Montréal. Dans la mesure où la thèse est acceptée par le jury, l'étudiant devra se soumettre à la soutenance devant le même jury.

***

Pour plus d'informations sur les programmes de deuxième et troisième cycle offerts à l'Université de Montréal, vous pouvez consulter le site internet de la Faculté de droit au www.droit.umontreal.ca ou vous adresser directement au:

Secrétariat des cycles supérieurs
3e étage Pavillon Maximilien-Caron, 3101, chemin de la Tour, Montréal, Québec H3T 1J7
Bureau : A-3476 / A-3442 ☎ 514 343-6097 / 514-343-2427 Télécopieur : 514 343-2199
jocelyne.lemay@umontreal.ca / francine.brule@umontreal.ca

5. Les universités québécoises

Certaines autres universités québécoises offrent des programmes de deuxième et troisième cycle en droit avec, entre autres, des concentrations en droit international. Il peut donc être intéressant pour un étudiant qui recherche un programme d'études aux cycles supérieurs de se renseigner sur l'ensemble des opportunités que lui offrent les universités québécoises.

UNIVERSITÉ LAVAL

www.fd.ulaval.ca (Faculté de droit)

Programmes d'études de deuxième cycle

La Faculté de droit de l'Université Laval supporte une panoplie de programmes de deuxième cycle. Elle offre un microprogramme en droit de l'entreprise comportant 12 crédits, qui peut être intégré dans un autre programme de 2e cycle en droit.

La Faculté propose également plusieurs DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) dont les activités d'enseignement totalisent 30 crédits. Trois concentrations sont offertes aux étudiants, soit droit notarial, droit de l'entreprise et droit international et transnational.

En plus de la maîtrise avec mémoire axée sur l'élaboration d'un projet de recherche approfondie, trois programmes de maîtrise avec essai (de 50 à 60 pages) sont offerts aux étudiants dans les concentrations suivantes : droit international et transnational ; droit de l'entreprise ; et droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire.

Doctorat en droit

Le programme de doctorat vise à former des chercheurs et des chercheuses autonomes, capables d'apporter une contribution substantielle et directe à l'avancement du savoir. Le cheminement des études doctorales conduit vers la rédaction d'une thèse d'environ 350 pages. En plus de ses activités de recherche, le candidat au doctorat doit suivre deux cours sur l'épistémologie juridique et la méthodologie avancée du droit.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQÀM)

www.er.uqam.ca/nobel/juris (Département des sciences juridiques)

Maîtrise en droit

L'UQÀM offre deux programmes principaux de maîtrise en droit, l'un avec mémoire et l'autre sans mémoire appelé aussi « approfondissement des connaissances ». L'objectif principal des programmes de maîtrise est de former des juristes aptes à féconder leur pratique par l'apport d'une perspective pluridisciplinaire. L'analyse privilégiée du concours de l'action des groupes sociaux à l'évolution du droit social, du droit du travail et du droit privé constitue un autre objectif socioéconomique du programme. Le programme est ouvert aussi à des non juristes.

Les concentrations offertes pour les maîtrises avec et sans mémoire sont les suivantes : droit privé, droit social, droit du travail et droit international (droit international et politique internationale dans le cas de la maîtrise sans mémoire).

Doctorat en droit

Visant à former des chercheurs hautement qualifiés, le programme de doctorat en droit de l'UQÀM est orienté vers le développement et l'approfondissement d'une approche interdisciplinaire, sociale et critique de l'analyse juridique. Les axes de recherche privilégiés pour les études doctorales sont la mondialisation et le droit international; le droit, les politiques sociales et l'émergence des normes; et la gouvernance et l'État de droit.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

www.usherbrooke.ca/droit (Faculté de droit)

Programmes d'études de deuxième cycle

La Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke a mis sur pied en 2005 un programme de maîtrise en droit comportant un cheminement de type recherche et un cheminement en common law et droit transnational. Le profil recherche vise à former de juristes capables d'analyser des problématiques complexes grâce à une perspective multidimensionnelle. Le cheminement en common law et en droit

transnational comporte trois parcours différents que peuvent choisir les étudiants : maîtrise avec essai, maîtrise avec stage dans une organisation internationale ou maîtrise avec poursuite d'un programme d'études complémentaires auprès d'une université partenaire à l'étranger.

D'autres programmes d'études de deuxième cycle existent à l'Université de Sherbrooke dans différentes concentrations. D'abord, le programme en droit et politiques de la santé comporte pour les étudiants de deuxième cycle un choix entre une maîtrise de type recherche, une maîtrise de type cours et un diplôme de deuxième cycle. Ensuite, les programmes en prévention et en règlement des différends offrent la possibilité de faire une maîtrise avec essai, un diplôme de deuxième cycle ou un microprogramme de deuxième cycle dans ce domaine.

Doctorat en droit

Depuis 2002, la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke supporte un programme de doctorat en droit, par extension du doctorat en droit de l'Université Laval. Ce programme permet aux étudiantes et étudiants inscrits de compléter leur scolarité à Sherbrooke et d'effectuer la rédaction de la thèse sous la supervision d'un membre du corps professoral de la Faculté.

6. Les universités étrangères

This section contains a short list of universities and Master's programs in international law and other subjects that have an international aspect to it. The purpose of this list is to give you an idea of what kinds of Master's are offered to you and where they can be pursued. Many universities around the world offer such Master's so you will have to choose your graduate program wisely considering the specifics of the program, the geographical location, the tuition fees and the duration (often Master's programs will be one-year long but some are longer).

6.1. United States

UC Berkeley Boalt Hall School of Law

- LL.M degree in comparative and international legal studies (specialized curricular program)

University of California, Los Angeles (UCLA)

- The UCLA LL.M. Program is a one-year program exclusively for outstanding graduates from foreign law schools
- Students have the option to concentrate their studies in Business Law, or International and Comparative Law

Georgetown University

- Master's of Laws (General Studies) for international students
- Master's of Laws (International Legal Studies) for international students
- Master's of Laws (LL.M.) in International Business and Economic Law

- Master's of Laws (LL.M.) Global Health Law

Harvard University

- LL.M. with concentrations in Human Rights, Taxation, Corporate Law and Governance and International Finance

Loyola Law School Los Angeles Program at Universita di Bologna

- Master's of Law in American Law and International Legal Practice
- International LL.M students learn a variety of international and comparative law topics taught by distinguished faculty from both American and European law schools.

New York University (NYU) School of Law

- LL.M. in International Legal Studies
- LL.M. in International Taxation
- LL.M. in Law and the Global Economy (dual-degree program with National University of Singapore - see separate entry in Singapore section)
- LL.M. / J.S.D. Program in International and Comparative Law

University of Pennsylvania

- Master's of Comparative Law (LL.C.M.) concentrations of study
- Comparative and International Law; Criminal Law; U.S. and Transnational Litigation and Dispute Resolution

6.2. Europe

University of Aberdeen - Scotland

- LLM in European and International Law
- LLM in International Commercial Law
- LLM in International Law
- LLM in Oil and Gas Law
- LLM in Private International Law
- LLM in Public International Law and Globalisation

Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève
Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights

- Master's in International Humanitarian Law

Université Catholique de Louvain - Belgique

- Master's complémentaire en droit international: formation spécialisée de haut niveau en droit international, couvrant tant le droit international public que le droit international privé. Cette formation spécialisée en droit international est également ancrée dans le droit européen.

University College London (UCL) - England

- LLM in International Arbitration & Litigation
- LLM in International Banking & Finance
- LLM in International Commercial Law
- LLM in International Labour Law
- LLM in Public International Law
- LLM in International Welfare & Social Policy

University of Edinburgh - Scotland

- LLM in International Law

Erasmus University Rotterdam - Netherlands

- LL.M. in International and European Public Law with specialisations in Public International Law or European Union Law
- LL.M. in Business, Corporate and Maritime Law with specialisation in Business Transactions, Corporate Law or Maritime Law
- European Master's of Law and Economics (EMLE)

University of Heidelberg - Heidelbergcentre for Latin America - Germany

- Master's of Laws in International Law (LL.M.int.)
- The Master's´s Program in International Law, with special reference to Investments, Trade and Arbitration is available to lawyers and graduates of juridical sciences on a worldwide basis
- The Master's´s Degree in International Law (LL.M. int)

Institut des Hautes Études Internationales et du Développement - Suisse

- Master's in International Studies (law)
- Joint Diplomas with the University of Geneva :
- Master's in International Humanitarian Law
- Master's in Asian Studies
- Master's in Humanitarian Action
- Master's in International Dispute Settlement

Université Jean Moulin Lyon 3 – France

- Droit européen, international et comparé
- Science politique - Relations internationales

Kings College - England

- LLM in International Business Law; LLM in International Financial Law LLM in European Law; LLM in Public International Law; LLM in Public Law & Human Rights.

Leiden University - Netherlands

- LL.M. Law: European Law
- LL.M. Law: Public International Law
- LL.M. Advanced Studies in Air and Space Law
- LL.M. Advanced Studies in European and International Business Law
- LL.M. Advanced Studies in International Tax Law
- LL.M. Advanced Studies in Public International Law (& International Criminal Law Specialisation)

London School of Economics and Political Sciences - England

- LLM in International Business Law
- LLM in Public International Law
- LLM in European Law

LUM Munchen - Germany

- Aufbaustudium in den Grundzügen des Deutschen Rechts (LL.M. (München) for lawyers with a foreign law degree
- Aufbaustudium im Europäischen und internationalen Wirtschaftsrecht (LL.M. Eur. in European and International Business Law)

Lund University - Sweden

- Master's Programme in European Business Law
- Master's Programme in International Human Rights Law

Maastricht University - Netherlands

- LL.M. in EU Law in the World Economy
- Master's Magister Iuris Communis, Advanced Master's in Comparative, European and International Law LL.M. (graduate programme for professionals)

University of Nottingham - England

- LLM in European Law
- LLM in Human Rights Law
- LLM in International Law
- LLM in International Commercial Law
- LLM in International Criminal Justice & Armed Conflict
- LLM in International Law & Development
- LLM in Maritime Law
- LLM in Public International Law

Université Paris 1 Pantheon Sorbonne - France

- LLM de droit français, européen et international des affaires (LLM in French, European and International Business Law)

UNICRI - United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute - Italy

- Master's of Laws (LL.M.) in International Organizations, International Criminal Law and Crime Prevention

Universteit Utrecht - Netherlands

- Master's of Laws (LL.M.) in International Organizations, International Criminal Law and Crime Prevention

Universiteit van Amsterdam - Netherlands

- LL.M. European Private Law
- LL.M. International and European Law (with specialisations in Public International Law, International Criminal Law, International Trade and Investment Law, European Union Law, European Union Business Law) Summer Program in American Law

Unversitaat Wien - Austria

- LL.M. in International Legal Studies

Zurich University - Switzerland

- Master's of Advanced Studies in International Organisations (MASIO)
- LL.M. International Business Law / LL.M. Internationales Wirtschaftsrecht (part-time)

6.3. Australia

University of Melbourne - Australia

- Master's of International Tax
- Master's of Public and International Law

University of New South Wales - Australia

- Master's of International Law and International Relations (MILIR)

University of Sydney - Australia

- Master's of International Business and Law (MIBL)
- Master's of International Law (MIL)
- Master's of International Taxation (M Int Tax)

6.4. Africa

University of Cape Town – South Africa

- Master's of Law (LLM) Degree in Marine Law
- Master's of Law (LLM) Degree in Marine & Environmental Law
- Master's of Law (LLM) Degree in International Law
- Master's of Law (LLM) Degree in Human Rights Law

Annexes

Appendices

A. Liste des témoignages
List of Narratives

Chapitre 2 : Conseils pratiques pour démarrer une carrière en droit international/ Useful Advices to Get Started Towards a Career in International Law

Emmanuel S. Darankoum	Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal	Université de Montréal	p. 11
Arielle Adjanohoun	Stagiaire au *Programme international de stages pour les jeunes* de l'ACDI – Bénin 2007	Université de Montréal (LL.M. 2007)	p. 22

Chapitre 3 : Sources de financement / Sources of Funding

Catherine Biron	Récipendiaire de la Bourse Vicomte Bennett 2005-2006	Université de Montréal (LL.B. 2004)	p. 40
Kristin McHale	AUCC and CIDA bursary, Students for Development	McGill University (B.C.L./LL.B. 2009)	p. 55

Chapitre 4 : While you are at law school / Pendant vos études de droit

Amélie Aubut	Échange à l'été et à l'automne 2007 à l'Université d'Oxford	Université de Montréal (LL.B. 2009)	p. 71
Charles Côté-Lépine	Échange à l'automne 2007 à Oslo, en Norvège	Université de Montréal (LL.B. 2008)	p. 72
Sébastien Bouthillier	Programme d'école d'été en Chine	Université de Montréal (LL.B. 2007)	p. 78
Miriam Israël	L'Université européenne d'été à Lyon	Université de Montréal (LL.B./DESS 2009)	p. 81

Guillaume Bigaouette	Concours de plaidoirie en droit international Charles Rousseau	McGill University (B.C.L./LL.B. 2010)	p. 83
Imran Ahmad	Participant au Concours Philip C. Jessup	Université de Montréal (LL.B. 2005)	p. 84
Malcolm Dort	International Human Rights Internships Program in Cambodia	McGill University (B.C.L./LL.B. 2010)	p. 87
Kristine Plouffe-Malette	Revue québécoise de droit international	Université de Montréal (LL.B. 2005)	p. 89

Chapitre 5 : Joining the Bar in an International Context / Etre membre d'un Barreau dans un contexte international

Justin Roberge	Stage au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	Université McGill (B.C.L. / LL.B. 2001)	p. 97
Heather M. Cooper	Associate, Sheppard, Mullin, Richter & Hampton LLP (Los Angeles, California)	McGill University (B.C.L./LL.B. 2002)	p. 107

Chapitre 6 : Opportunities in Government / Une carrière au gouvernement

John T. Holmes	Ambassador of Canada to the Republic of Indonesia and to the Democratic Republic of Timor Leste	McGill University (B.C.L./LL.B. 1982)	p. 113
Henri-Paul Normandin	Représentant permanent adjoint du Canada auprès des Nations-Unies à New York	Université McGill, Faculté de droit (B.C.L. 1981)	p. 113
Thomas Fetz	Foreign Service Officer, DFAIT	McGill University (B.C.L./LL.B. 1999)	p. 119
Neil Horner	Young Professionals		Internati

onal Program in Budapest, Hungary	McGill University (B.C.L./LL.B. 2006)	p. 121	
Frédérique Sabourin	Ministère de la Justice du Québec, Direction des affaires juridiques, Relations internationales	Université de Montréal (LL.B., 1984); McGill University (LL.M., 1989)	p. 135

Chapter 7: International Organizations / Les organisations internationales

Isabelle Duplessis	Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, stage à l'Organisation internationale du Travail	Université de Montréal	p. 151
Love St-Fleur	Stage avec l'Association des juristes canadiens pour le respect des droits humains dans le monde et à Droit et Démocratie	Université de Montréal (Candidate au doctorat)	p. 162

Chapitre 9 : The International Tribunals / Les tribunaux internationaux

Jennifer Schuetze	Clerk for the International Criminal Court (ICC)	McGill University (B.C.L./LL.B. 2003)	p. 197

Chapitre 10: Opportunities in Law Firms with an International Practice / Pratiquer le droit international dans un grand cabinet

Mark A. Luz	Practising international arbitration law for White and Case New York	McGill University (B.C.L./LL.B. 2001)	p. 226

Andrea Sepinwall	Law firm in Botswana	McGill University (B.C.L./LL.B. 2001)	p. 228

Chapitre 11: In-House Counsel for a Multi-National company / Juriste d'entreprise dans une multinationale

Dany Meloul	Vice President, Legal and Regulatory Affairs and Affiliates Relations, Les Chaînes Télé Astral	McGill University (B.C.L./LL.B. 1988)	p. 238
Martine Turcotte	Executive Vice-president, Chief Legal and Regulatory Officer of BCE and Bell Canada	McGill University (B.C.L. 1982/LL.B. 1983)	p. 240
Jean Déry	Stagiaire juriste à la Société Générale française	Université de Montréal (Microprogramme Droit des affaires)	p. 241

Chapitre 12: Le milieu universitaire / The Academic World

Daniel Turp	Député de Mercier à l'Assemblée nationale du Québec et Professeur titulaire, Université de Montréal, Faculté de droit	Université de Montréal (LL.M.), D.E.A. (Paris II), Dipl. Intl. Law (Cantab), Doctorat d'État (Paris II)	p. 255
Professor Armand de Mestral	Professor McGill University, Faculty of Law	McGill University (B.C.L.); Harvard (LL.M.); Université de Lyon et Kwansei Gakuin (Doctorats honoris causa)	p. 256
Jaye Ellis	Professor McGill University, Faculty of Law and School of Environment	McGill University (B.C.L./LL.B.); University of British Columbia (LL.M.) McGill University (D.C.L.)	p. 257

B. Bibliographie
Bibliography

L'information contenue dans ce Guide est tirée de plusieurs ouvrages. Sachez que l'information contenue dans le Guide est sujette à changement et qu'il est important de contacter les organismes directement afin de faire une mise à jour des dates et des modalités d'inscription données.

Below, you will find a list of interesting books related to international law that we recommend you read. You will find other opportunities that, unfortunately, the editors could not find place for in the Guide. These books are available at one of the Career Development Offices.

Arbour, J.-Maurice et Geneviève Parent. *Droit international public*, 5e éd., Cowansville, Yvon Blais, 2006.

Canada Legal Directory 2007-2008 Annuaire judiciaire canadien 2007-2008, 96th edition, Toronto, Thomson Carswell, 2008.

Careers in International Law : A guide to Career Paths in International Law, Washington D.C., The American Society of International Law ASIL, 2008.

Careers in International Affairs, 7th edition, Washington D.C., Georgetown University Press, 2003.

Chambers Global 2008: The World's Leading Lawyers for Business, The Client's Guide, Chambers and Partners, 2008.

Cumming, Jean. *Law Student and Associate Recrutment Guide*, 2e éd., Lexpert, 2007.

Daillier, Patrick, Alain Pellet et Quoc Dinh Nguyen. *Droit international public*, 7e éd., Paris, L.G.D.J., 2002.

Dalton, Brian. *Vault Guide to the Top 100 Law Firms (2008 Edition)*, 10e éd., Vault, 2008.

Hatchard, John. *Directory of Commonwealth Law Schools 2003/2004,* Commonwealth Legal Education Association, London, Cavendish, 2003.

Hantel-Fraser, Christine. *No Fixed Address: Life in the Foreign Service*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.

Gerson, Donna. *Going In-House: A guide for Law Students and Recent Graduates,* Washington D.C., National Association for Law Placement, 2003.

Guide de l'étudiant – Programmes d'échanges 2008-2009, Direction des relations internationales de l'Université de Montréal, 2008-2009.

Guide des programmes d'échanges et 4e année de common law, Faculté de droit de l'Université de Montréal, 2008-2009.

Guide to Legal Studies in Europe 1996-1997, The European Law Students' Association, Brussels, Law Books in Europe, 1996.

Hachey, Jean-Marc, *The Big Guide to Living and Working Overseas,* 4th edition, 2nd printing, Toronto, ISSI inc., 2007.

International Opportunities Resource Guide, Washington D.C., National Association for Law Placement (NALP), 1999.

Mayer, Pierre et Vincent Heuzé. *Droit international privé*, 9e éd., Paris, Montchrestien, 2007.

National Directory of Legal Employers, Washington D.C., National Association for Law Placement (NALP), 2008.

Répertoire canadien des employeurs juridiques; Section Québec 2008, Centres de développement professionnel des Facultés de droit de l'Université d'Ottawa, de l'Université de Sherbrooke, de l'Université McGill, de l'UQÀM et de l'Université de Montréal, 2008.

Richard, John D. *New Opportunities for Lawyers Working in a Global Environment*, Discours à l'Association internationale des jeunes avocats, prononcé à Toronto, août 2007.

Steps to a Successful Exchange, Student Exchange and Study Abroad, McGill University, 2008-2009.

Swartz, Salli A. *Careers in International Law*, 3rd edition, United States of America, American Bar Association, 2008.

Your Future: A Guide for Potential Graduate Students, Canadian Association for Graduate Studies, 2005.

You're Not Alone! A Law Student's Guide to Career in the Public Interest, Career Development Office, Faculty of Law, McGill University, 2007.

C. Internet Resources
Index des sites internet

Awards and Grants for Studies and Internships / Bourses d'études et de stages

Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse – www.oqwbj.org
Aides financières françaises – www.ambafrance-ca.org / www.consulfrance-quebec.org / www.consulfrance-montreal.org
Association of Universities and Colleges of Canada / Association des universités et collèges du Canada – www.aucc.ca
British Chevening Scholarships – www.chevening.com / www.britishcouncil.org/canada-educationuk.htm
Cambridge Commonwealth Trust Scholarships – www.admin.cam.ac.uk/univ/gsprospectus/funding/overseas/
Canada Students Loans Program / Subventions et prêts canadiens d'études– www.canlearn.ca
Canadian Bar Association / Association du Barreau canadien – www.cba.org/cba/awards/viscount_-bennett
Canadian Bureau for International Education / Bureau canadien de l'éducation internationale – www.cbie.ca
Canadian Council on International Law / Conseil canadien de droit international – www.ccil-ccdi.ca
Canadian Federation of University Women / Fédération canadienne des femmes diplômées des universités – www.cfuw.org
Canadian Institute for Advanced Legal Studies / Institut canadien d'études juridiques supérieures – www.canadian-institute.com
Canadian Millennium Scholarship Foundation / Fondation canadienne des bourses d'étude du millénaire – www.milleniumscholarships.ca
Curtin Justice Fund Legal Internship Program – www.abanet.org/homeless/curtin.html
DAAD German Academic Exchange Service – www.daad.org
Embassy of China in Canada – www.chinaembassycanada.org / www.chineseeducation.ca
Embassy of Italy in Canada – www.ambottawa.esteri.it
Embassy of Japan in Canada – www.ca.emb-japan.go.jp
Erasmus Mundus – http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/
Foreign Affairs and International Trade Canada / Affaires étrangères et Commerce international Canada – www.international.gc.ca/culture/education-youth / www.scholarships.gc.ca
International Postgraduate Research Scholarship – www.endeavour.dest.gov.au
Ireland Canada University Foundation – www.icuf.ie
Killam Fellowships Program – www.killamfellowships.com
McKenzie King Scholarship Trust – www.mkingscholarships.ca
Office franco-québécois pour la jeunesse – www.ofqj.gouv.qc.ca
Office Québec-Amérique pour la jeunesse – www.oqaj.gouv.qc.ca
Organization of American States Scholarships – www.educoas.org
Overseas Research Student Awards Scheme – www.orsas.ac.uk
Programme de bourses du Ministère de l'Éducation du Québec pour de courts séjours d'études universitaires à l'extérieur du Québec – www.afe.gouv.qc.ca
Rhodes Scholarship – www.rhodesscholar.org / www.canadian-rhodes-scholars.ca
Rotary Foundation Ambassadorial Scholarships – www.rotary.org
Shastri Indo-Canadian Institute – India Studies Fellowship – www.sici.org
Social Sciences and Humanities Research Council of Canada / Conseil de recherches en

sciences humaines du Canada – www.sshrc.ca
Universitas 21 Travel Awards – www.universitas21.com
University of Oxford Wadham College Graduate Scholarship in Law – www.admin.ox.ac.uk/postgraduate

Government (Departments and Organizations) / Gouvernement (Ministères et organisations)

The Government of Canada

Canada Border Service Agency (CBSA) / Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) - www.cbsa-asfc.gc.ca
Canadem - www.canadem.ca
Canadian Bureau for International Education / Bureau canadien de l'éducation internationale – www.cbie.ca
Canadian Commercial Corporation / Corporation commerciale canadienne - www.ccc.ca
Canadian Council on International Law / Conseil canadien de droit international – www.ccil-ccdi.ca
Canadian International Development Agency (CIDA) / Agence canadienne de développement international (ACDI) - www.acdi-cida.gc.ca
Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) / Commission canadienne de sûreté nucléaire - www.nuclearsafety.gc.ca
Canadian Space Agency / Agence spatiale canadienne - www.space.gc.ca/asc/index.html
Citizenship and Immigration Canada / Citoyenneté et immigration Canada - www.cic.gc.ca
Department of Finance Canada / Ministère des Finances du Canada - www.fin.gc.ca
Department of Justice / Ministère de la Justice - canada.justice.gc.ca
Environment Canada / Environnement Canada - www.ec.gc.ca
Export Development Corporation of Canada / Exportation et développement Canada (EDC) - www.edc.ca
Fisheries and Oceans Canada / Pêche et océans Canada - www.dfo-mpo.gc.ca
Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT) / Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) - www.dfait-maeci.gc.ca
Immigration and Refugee Board Canada / Commission de l'immigration et du statut de réfugié - www.irb-cisr.gc.ca
International Development Researchcentre / Centre de recherches pour le développement international - http://web.idrc.ca
International Joint Commission / Commission mixte internationale - www.ijc.org
National Ressources Canada / Ressources naturelles Canada - www.nrcan.gc.ca
Social Sciences and Humanities Research Council of Canada / Conseil de recherches en sciences humaines du Canada – www.sshrc.ca

The Government of Québec

Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse – www.oqwbj.org
Ministère de la Justice du Québec - www.justice.gouv.qc.ca
Ministère des Relations internationales du Québec (MRI) - www.mri.gouv.qc.ca
Office franco-québécois pour la jeunesse – www.ofqj.gouv.qc.ca
Office Québec-Amérique pour la jeunesse – www.oqaj.gouv.qc.ca

International Arbitration / Arbitrage international

Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce - www.sccinstitute.com
Court of Arbitration for Sport / Tribunal arbitral du sport - www.tas-cas.org
Internationalcentre for the Settlement of Investment Dispute / Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - http://icsid.worldbank.org/ICSID
International Chamber of Commerce / Chambre de commerce internationale - www.iccwbo.org
Iran-United States Claims Tribunal - www.iusct.org
London Court of International Arbitration - www.lcia-arbitration.com
Permanent Court of Arbitration / Cour permanente d'arbitrage - www.pca-cpa.org

Singapore International Arbitrationcentre - www.siac.org.sg
United Nations Commission for International Trade Law / Commission des Nations Unies pour le droit commercial international - www.uncitral.org
World Intellectual Property Organization / Organisation mondiale de la propriété intellectuelle - www.wipo.int

International Tribunals / Tribunaux internationaux

Inter-American Commission on Human Rights / Commission interaméricaine des droits de l'homme - www.cidh.org
Inter-American Court of Human Rights / Cour interaméricaine des droits de l'homme - www.corteidh.or.cr
International Court of Justice (ICJ) / Cour internationale de justice (CIJ) – www.icj-cij.org
International Criminal Court (ICC) / Cour pénale internationale (CPI) – www.icc-cpi.int
International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) / Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) - www.un.org/icty/
International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) / Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) - http://69.94.11.53/
International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS) / Tribunal international du droit de la mer (TIDM) - www.itlos.org
Special Court for Sierra Leone / Tribunal spécial pour le Sierra Leone – www.sc-sl.org

Law Societies / Barreaux

Canadian Bars

Alberta - www.lawsocietyalberta.com
British Columbia - www.lawsociety.bc.ca
New Brunswick - www.lawsociety-barreau.nb.ca
Newfoundland - www.nsbs.ns.ca
Northwest Territories - www.lawsociety.nt.ca
Nova Scotia - www.lawsociety.nf.ca
Manitoba - www.lawsociety.mb.ca
Ontario - www.lsuc.on.ca
Québec - www.barreau.qc.ca
Saskatchewan - www.lawsociety.sk.ca
Yukon - www.lawsocietyyukon.com

Foreign Bars

Australia – www.lawsociety.com.au
France – www.cnb.avocat.fr
Germany – www.brak.de
Italy – www.giustizia.it
Japan – www.nichiberen.or.jp
United Kingdom – www.lawsociety.org.uk
United States
California – www.calbar.ca.gov
Massachussetts – www.massbar.org
New York - www.nysba.org

International Organizations / Organisations internationales

The United Nations (UN)

The Main Bodies

Economic and Social Council / Conseil économique et social (ECOSOC) - www.un.org/ecosoc
General Assembly / Assemblée générale - www.un.org/ga
International Court of Justice (ICJ) / Cour internationale de justice (CIJ) - www.icj-cij.org
Secretariat / Secrétariat - www.un.org/documents/st.htm
Security Council / Conseil de sécurité - www.un.org/documents/st.htm

The Specialized Agencies

Food and Agriculture Organization of the United Nations / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - www.fao.org
International Atomic Energy Agency (IAEA) / Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) - www.iaea.org
International Civil Aviation Organization (ICAO) / Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) - www.icao.int
International Fund for Agricultural Development (IFAD) / Fonds international de développement agricole (FIDA) - www.ifad.org
International Labour Organization (ILO) / Organisation internationale du travail (OIT) - www.ilo.org

International Maritime Organization (IMO) / Organisation maritime internationale (OMI) - **www.imo.org**
International Monetary Fund (IMF) / Fonds monétaire international (FMI) - **www.imf.org**
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization / Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) - **www.unesco.org**
World Bank / Banque mondiale - **www.banquemondiale.org**
World Health Organization (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS) - **www.who.int**
World Intellectual Property Organization (WIPO) / Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) - **www.wipo.org**

Programs and Funds
International Tradecentre (ITC) / Centre du commerce international (CCI) - **www.intracen.org**
United Nations Children's Fund / Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - **www.unicef.org**
United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) / Conférence des Nations Unies sur le commerce et sur le développement (CNUCD) - **www.unctad.org**
United Nations Development Fund for Women / Fonds des Nations Unies pour le développement de la femme (UNIFEM) - **www.unifem.org**
United Nations Environment Programme (UNEP) / Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - **www.unep.org**
United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) - **www.unhcr.fr**
United Nations Office on Drugs and Crimes (UNODC) / Programme des Nations Unies sur le contrôle international des drogues (PNUCID) - **www.unodc.org**
World Food Program (WFP) / Programme alimentaire mondial (PAM) - **www.wfp.org**

Research and Training Institute and Related Bodies
Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) / Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) - **www.ohchr.org**
United Nations Institute for Disarmament Research / Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) - **www.unidir.org**
United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute / Institut interrégional des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) - **www.unicri.it**

Other International Organizations
North Atlantic Treaty Organization (NATO) / Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - **www.nato.int**
Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) / Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - **www.oecd.org**
World Trade Organization (WTO) / Organisation mondiale du commerce (OMC) - **www.wto.org**

Regional Organizations
North American Free Trade Agreement (NAFTA) / Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) - **www.nafta-sec-alena.org**
Organization of American States (OAS) / Organisation des États américains (OEA) - **www.oas.org**

Mooting Competitions / Concours de droit international

Concours Charles-Rousseau - **www.rfdi.net/rousseau.html**
Concours Jean Pictet - **http://www.concourspictet.org**
ICC International Commercial Mediation Competition - **www.iccwbo.org**
Jessup International Law Moot - **www.ilsa.org**
Willem Vis International Commercial Arbitration Moot - **www.cisg.law.pace.edu/vis.html**

Multi-National Companies / Entreprises multinationales

Abitibi Bowater - **www.abitibibowater.com**
Air Canada - **www.aircanada.ca**
Alcan Inc. - **www.alcan.com**
Astral Media Inc. - **www.astral.com**
Axa Canada Inc. - **www.axa-insurance.ca**

Bank of Nova Scotia - http://scotiabank.com
Banque Nationale du Canada - www.bnc.ca
Banque Royale - www.rbc.com
Banque TD - www.td.com
Bell Canada - www.bell.ca
BMO Groupe Financier - www4.bmo.com
BNP Paribas (Canada) - www.bnpparibas.ca
Bombardier Inc. Montréal - www.bombardier.com
Capital Assurance et Groupe financier - www.lacapitale.com
Cirque du soleil – www.cirquedusoleil.com
Domtar – www.domtar.com
EDS Canada Inc. – www.en.eds.ca
Émergis Inc. – www.emergis.com
Export Development Canada – www.edc.ca
Financial Sunlife – www.sunlife.ca
Financières Manuvie – www.manuvie.ca
General Motors – www.gm.ca
HSBC Bank Canada - www.hsbc.ca
Hydro-Québec International – www.hydroquebec.com
IBM Canada Limited - www.ibm.com/ibm/ca/en/
Imperial Oil – www.imperialoil.ca
Imperial Tobacco Canada Limited - www.imperialtobaccocanada.com
L'Oréal Canada Inc. - www.lorealparis.ca
Molson Canada – www.molson.com
Nortel Networks Corporation Montréal – www.nortel.com
Petro-Canada – www.petro-canada.ca
Pfizer Canada Inc. – www.pfizer.ca
Power Corporation – www.powercorporation.com
Pratt & Whitney Canada – www.pwc.ca
PriceWaterhouse Coopers Canada – www.pwc.com
Quebecor – www.quebecorworldinc.com
Sanofi-Aventis Canada Inc. - www.sanofi-aventis.ca
SNC Lavalin - www.snclavalin.com
Standard Life - www.standardlife.ca
Tembec - www.tembec.com
Transat A.T. Inc. - www.transat.com
Ultramar Ltée - www.ultramar.ca
Van Houtte Inc. - www.vanhoutte.com

NGOs / ONG

Abri International (AI) – www.abri.ca
Africa Community Technical Service - www.acts.ca
Alternatives – www.alternatives.ca
Association for Women's Rights in Development (AWID) - www.awid.org
Bureau international des droits de l'enfant (IBCR) - www.ibcr.org
Campaign for Nuclear Disarmament (CND) - www.cnduk.org
Canadian Bar Association - www.cba.org
Canadian Red Cross Society – www.redcross.ca
Carrefour canadien international - www.cciorg.ca/quebec
Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke - www.csisher.com
Carrefour Tiers-Monde - www.carrefour-tiers-monde.org
Center for Democracy and Development (CDD) - www.cddwestafrica.org
Centre d'action bénévole de Montréal - www.cabm.net/fr/node/112
Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) – www.ceci.ca
Centre de solidarité internationale CARE Canada - www.care.ca/main/?es&_hom
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-St-Jean (CSI-SLSJ) - www.centreso.saglac.org
Centre pour le droit environnemental international (CIEL) - www.ciel.org
Club 2/3 - www.2tiers.org
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) - www.ccdhal.koumbit.org
Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL) - www.credil.qc.ca
Comité de solidarité / Trois-Rivières (CS/TR) - www.cs3r.org
Commission internationale de juristes - www.icj.org
Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) - www.ccrweb.ca
Conseil européen sur les exilés et les réfugiés (CERE) - www.ecre.org
Défense des enfants international - www.dci-is.org
Développement et Paix – www.devp.org
Droit et démocratie (Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) - www.ichrdd.ca

Earth Rights International - **www.earthrights.org**
Environmental Youth Alliance - **www.eya.ca**
Family Health International - **www.ipacademy.org**
Fondation internationale Cultures à partager - **www.culturesapartager.org**
Horizon cosmopolite - **www.horizoncosmopolite.com**
Human Rights Internet - **www.hri.ca**
International Crisis Group - **www.cnduk.org**
International Labour Rights Forum (ILRF) - **www.labourrights.org**
International Peace Institute (IPI) - **www.ipacademy.org**
International Union for the Conservation of Nature (IUCN) - **http://cms.iucn.org**
International Rescue Committee (IRC) - **www.their.com**
Jeunesse du Monde - Bureau régional du Québec - **www.jeunessedumonde.qc.ca**
L'AMIE : Aide internationale à l'enfance - **www.amie.ca**
La coalition interagence sida et développement (CISD) - **www.icad-cisd.com**
La confédération syndicale internationale (CSI) - **www.ituc-csi.org**
MADRE - **www.madre.org**
Mer et Monde - **www.monde.ca**
Oxfam-Québec - **www.oxfam.qc.ca**
Plan Nagua - **www.plannagua.qc.ca**
Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) - **www.paqg.org**
Solidarité Laurentides Amérique Centrale (SLAM) - **slamlaurentides@yahoo.ca**
Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs (SNSBF) - **www.solidaritenordsud.org**
Street Kids International - **www.streetkids.org**
War Child Canada - **www.warchild.ca**

Private Law Firms / Cabinets privés

Canadian Law Firms

Baker & McKenzie - **www.bakernet.com**
Blakes, Cassels & Graydon - **www.blakes.com**
Borden Ladner Gervais - **www.blgcanada.com**
Davies Ward Phillips & Vineberg - **www.dwpv.com**
Davis - **www.davis.ca**
Fasken Martineau DuMoulin - **www.fasken.com**
Fraser Milner Casgrain - **www.fmc-avocats.com**
Gowlings Lafleur Henderson - **www.gowlings.com**
Heenan Blaikie - **www.heenan.ca**
Macleod Dixon - **www.macleoddixon.com**
McCarthy Tétrault - **www.mccarthy.ca**
McMillan Binch Mendelshon - **www.mcmbm.com**
Ogilvy Renault - **www.ogilvyrenault.com**
Osler, Hoskin & Hartcourt - **www.osler.com**
Shearman & Sterling - **www.shearman.com**
Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom - **www.skadden.com**
Stikeman Elliott - **www.stikeman.com**
Torys - **www.torys.com**
Woods & Associés - **www.litigationboutique.com**

US Law Firms

Adams and Reese - **www.adamsreese.com**
Allen Matkins Leck Gamble Mallory & Natsis - **www.allenmatkins.com**
Bingham McCutchen - **www.bingham.com**
Choate, Hall & Stewart - **www.choate.com**
Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton - **www.cgsh.com**
Covington & Burling - **www.cov.com**
Cravath, Swaine & Moore - **www.cravath.com**
Davis, Polk & Wardwell - **www.davispolk.com**
Dechert - **www.dechert.com**
Dykema - **www.dykema.com**
Faegre & Benson - **www.faegre.com**
Fish & Richardson P.C. - **www.fr.com**
Foley Hoag - **www.foleyhoag.com**
Goodwin Procter - **www.goodwinprocter.com**
Kirkland & Ellis - **www.kirkland.com**
Latham & Watkins - **www.lw.com**
McDermott Will & Emery - **www.mwe.com**
Moore & Van Allen - **www.mvalaw.com**
Proskauer Rose - **www.proskauer.com**
Quarles & Brady - **www.quarles.com**
Ropes & Gray - **www.ropesgray.com**
Simpson Thacher & Bartlett - **www.simpsonthacher.com**
Sullivan & Cromwell - **www.sullcrom.com**
Wachtell, Lipton, Rosen & Katz - **www.wirk.com**
Weil, Gotshal & Manges - **www.weil.com**

Womble Carlyle Sandridge & Rice - www.wcsr.com

European Law Firms

Allen & Overy - www.allenovery.com
Armengaud Guerlain - www.armenguad-guerlain.com
Ashurst - www.ashurst.com
August & Debouzy - www.august-debouzy.com
Bonelli Erede Pappalardo - www.beplex.com
Bredin Prat - www.bredinprat.fr
Chiomenti Studio Legale - www.chiomenti.net
Clifford Chance - www.cliffordchance.com
CMS Albiñana & Suárez de Lezo - www.cms-asl.com
Cuatrecasas - www.cuatrecasas.com
De Pardieu Brocas Maffei - www.de-pardieu.com
Freshfields Bruckhaus Deringer - www.freshfields.com
Garrigues, Abogados y Asesores Tributarios - www.garrigues.com
Gianni Origoni Grippo & Partners - www.gop.it
Gide Loyrette Nouel AARPI - www.gide.com
Gleiss Lutz - www.gleisslutz.com
Hengeler Mueller - www.hengeler.com
Heuking Kühn Lüer Wojtek - www.heuking.de
Jean et Associés - www.jeantet.com
Linklaters - www.linklaters.com
Lombardi Molinari e Associati - www.lmlaw.it
Nörr Stiefenhofer Lutz - www.noerr.com
Pedersoli e Associati - www.pedersoli.it
Poulain et Associés - www.cabinet-poulain.com
Salans - www.salans.com
Simpson Thatcher & Bartlett - www.simpsonthatcher.com
Uría Menéndez - www.uria.com
Veil Jourde - www.veil.fr
Véron et Associés - www.veron.com
White & Case - www.whitecase.com

Others

Aaronsohn Sher Aboulafia Amoday & Co - www.asaa-law.co.il
Abe, Ikubo & Katayama - www.aiklaw.co.jp
Allen & Gledhill LLP - www.allenandgledhill.com
Allens Arthur Robinson - www.aar.com.au
Aluko & Oyebode - www.alukooyebode.com
Amarchand & Mangaldas & Suresh A Shroff & Co
Anderson Mori & Tomotsune - www.andersonmoritomotsune.com
Banwo & Ighodalo - www.banwo-ighodalo.com
Bell Gully - www.bellgully.com
Beijing B&H Associates - www.bohlaw.com
Blake Dawson - www.blakedawson.com
Bowman Gillfillan - www.bowman.co.za
Bruchou, Fernández Madero & Lombardi - www.bfmyl.com
Carey y Cia - www.carey.cl
Chapman Tripp - www.chapmantripp.com
Claro y Cía - www.claro.cl
Clayton Utz - www.claytonutz.com
Cliffe Dekker Inc. - www.cliffedekker.com
CMS Bureau Francis Lefèbvre - www.cms-bfl.com
Creel, García-Cuéllar y Müggenburg - www.creel.com.mx
Davis Polk & Wardwell - www.davispolk.com
Deneys Reitz Inc. - www.deneysreitz.co.za
Drew & Napier - www.drewnapier.com
Estudio Beccar Varela - www.beccarv.com.ar
Fangda Partners - www.fangdalaw.com
Freehills - www.freehills.com.au
Galicia y Robles, S.C. - www.fgr.com.mx
Garrigues Maroc - www.garrigues.com
Global Law Office - www.globallawoffice.com.cn
Goldfarb, Levy, Eran, Meiri & Co - www.glelaw.com
Henry Davis York - www.hdy.com.au
Herbert Smith - www.herbertsmith.com
Herzog, Fox & Neeman - www.hfn.co.il
Jincheng & Tongda Law Firm - www.jctdlaw.com
Jones Day - www.jonesday.com
J Sagar Associates - www.jslaw.com
Jun He Law Offices - www.junhe.com
Kantor, Elhanani, Tal & Co - www.ketlaw.co.il
King & Wood - www.kingandwood.com
Latham & Watkins - www.lw.com
Machado, Meyer, Sendacz e Opice - www.machadomeyer.com.br

Mallesons Stephen Jaques - **www.mallesons.com**
Marval, O'Farrell & Mairal - **www.marva.com.ar**
Mattos Filho, Veiga Filho, Marrey Jr. e Quiroga Advogados - **www.mattosfilho.com.br**
Mayne Wetherell - **www.maynewetherell.com**
Meitar Liquornik Geva & Leshem Brandwein - **www.meitar.com**
Mijares, Angoitia, Cortés y Fuentes, S.C. - **www.macf.com.mx**
Minter Ellison - **www.minterellison.com**
Mitrani, Caballero & Ojam Abogados - **www.mcolex.com**
Mori Hamada & Matsumoto - **www.mhmjapan.com**
Mulla & Mulla & Craigie Blunt & Caroe - **www.mullaandmulla.com**
Nagashima Ohno & Tsunematsu - **www.noandt.com**
Olaniwun Ajayi - **www.olaniwunajayi.net**
Philippi, Yrarrázaval, Pulido & Brunner - **www.philippi.cl**
Pinheiro Guimarães Advogados - **www.pinheiroguimaraes.com.br**
Rajah & Tann - **www.rajahtann.com**
Russell McVeagh - **www.russellmcveagh.com**
Shook Lin & Bok LLP - **www.shooklin.com**
S Horowitz & Co - **www.s-horowitz.co.il**
UGGC & Associés - **www.uggcavocats.com**
Von Wobeser y Sierra, SC - **www.vonwobeserysierra.com**
Wald e Associados Advogados - **www.wald.com.br**
Webber Wentzel Bowens - **www.wwb.co.za**
Zhong Lun Law Firm - **www.zhonglun.com**

Research Centres / Centres de recherche

Center for Human Rights and Legal Pluralism / Centre sur les droits de la personne et le pluralisme juridique - **www.mcgill.ca/humanrights**
Center for International Sustainable Development Law (CISDL) - **www.cisdl.org**
Center for the Law of Business and International Trade / Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) - **www.cdaci.umontreal.ca/index_fr.html**
Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) - **www.cerium.ca**
Centre de recherche en droit public (CRDP) - **www.crdp.umontreal.ca**
European Unioncentre of Excellence (EUCE) / Centre d'excellence sur l'Union européenne (CEUE) - **www.centreurope-montreal.ca**
Institute of Air and Space Law - **www.mcgill.ca/iasl/**
Institute of Comparative Law - **www.mcgill.ca/icl**
Société québécoise de droit international – **www.sqdi.org**

Summer Study Programs / Universités d'été

Asia-America Institute in Transnational Law (Hong Kong, China) - **www.law.duke.edu/internat/asia/**
Droit des réfugiés (Strasbourg, France) - **www.iidh.org/cours**
Droit international et européen de l'environnement (Montréal, Canada) - **www.cerium.ca/Droit-international-et-europeen-de**
Institute on International and Comparative Law (Londres, Royaume-Uni - Oxford, Royaume-Uni - Barcelone, Espagne - Florence, Italie - Paris, France – Russie – Dublin, Irlande) - **www.sandiego.edu/lawabroad**
Introduction to German and European Law (Munich, Germany) - **www.mist-misu.de**
Modern Day Slavery and Human Trafficking (Zanzibar, Tanzania) - **www.law.shu.edu/zanzibar**
Programme d'école d'été en Chine (Beijing, Chine) - **www.droit.umontreal.ca/chine**
Summer International Arbitration Program (Montréal, Canada) - **www.mcgill.ca/icl/teaching/arbitration**
Summer Law Institute, International and Comparative Law (Guanajuato, Mexico) - **www.mexicanlawclasses.unm.edu**
Summer Legal Program – Rights of Alaska Natives and Environmental Law (Anchorage, Alaska, United States) - **www.law.seattleu.edu/alaskasummer**

Université d'été européenne (Strasbourg, France) - http://cee.facdedroit-lyon.com/rubrique.php3?id_rubrique=20

Universities / Universités

Québec Universities

Université Laval – www.fd.ulaval.ca
Université McGill - www.mcgill.ca/law
Université de Montréal – www.droit.umontreal.ca
Université du Québec à Montréal (UQÀM) – www.er.uqam.ca/nobel/juris
Université de Sherbrooke – www.usherbrooke.ca/droit

Canadian Universities

Dalhousie Law School - www.dal.ca/law
University of British Columbia (UBC) - www.ubc.ca
University of Ottawa - www.commonlaw.uottawa.ca
University of Toronto - www.law.utoronto.ca
York University, Osgoode Hall School of Law - www.yorku.ca/yorkweb

Foreign Universities – USA

Fordham University School of Law - www.aw.fordham.edu
Georgetown University - www.georgetown.edu
George Washington University - www.law.gwu.edu
Harvard University - www.law.harvard.edu
Loyola Law School, Los Angeles - www.lls.edu
New York University School of Law - www.law.nyu.edu
Penn State University - www.dsl.psu.edu
Princeton University - www.princeton.edu
University of Arizona - www.law.arizona.edu
University of California, Berkeley Boalt Hall Law School - www.law.berkeley.edu
University of California, Los Angeles (UCLA) - www.ucla.edu
University of Houston - www.law.uh.edu
University of Kansas - www.law.ku.edu
University of Michigan - www.law.umich.edu
University of Pennsylvania - www.law.upenn.edu
University of Utah (S.J. Quinney College of Law) - www.law.utah.edu
Vermont Law School - www.vermontlaw.edu
Washington University in St. Louis – www.law.wustl.edu
Yale Law School - www.law.yale.edu

Foreign Universities– Europe

Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève / Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, Switzerland - www.adh-geneve.ch
Erasmus University Rotterdam, Netherlands - www.eur.nl/english
European University Institute, Italy - www.iue.it
Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Belgium - www.fundp.ac.be
Goethe Universität, Germany - www.uni-frankfurt.de
Humboldt Universität, Germany - www.hu-berlin.de
Institut des Hautes Études Internationales et du Développement, Switzerland – www.graduateinstitute.ch
Institut d'études politiques de Paris (Science Po), France - www.sciences-po.fr
King's College, England - www.kcl.ac.uk
Leiden University, Netherlands - www.leiden.edu
London School of Economics and Political Sciences, England - www.lse.ac.uk
Ludwig-Maximillians-Universität München, Germany - www.uni-muenchen.de
LUM München, Germany - www.uni-muenchen.de
Lund University, Sweden - www.lu.se
Maastricht University, Netherlands - www.unimaas.nl
National University of Ireland at Galway, Ireland - www.nuigalway.ie
Oxford University, England - www.ox.ac.uk
Rijksuniversiteit Groningen, Netherlands - www.rug.nl/Rechten/index?lang=en
UNICRI – United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, Italy - www.unicri.it
Università di Bologna, Italy - www.unibo.it
Università di Torino, Italy - www.giurisprudenza.unito.it/sito/index.htm

Universitat de Barcelona, Spain - **www.ub.edu/dret**
Universitat Pompeu Fabra, Spain - **www.upf.es**
Universität Wien, Austria - **www.univie.ac.at**
Université catholique de Louvain, Belgium - **www.uclouvain.be**
Université de Genève, Switzerland - **www.unige.ch**
Université Jean Moulin Lyon 3, France - **www.univ-lyon3.fr**
Université libre de Bruxelles, Belgium - **www.ulb.ac.be**
Université Lumières Lyon 2, France - **www.univ-lyon2.fr**
Université Panthéon-Assas Paris 2, France - **www.u-paris2.fr**
Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, France - **www.univ-paris1.fr**
Université Paris Diderot Paris 7, France - **www.univ-paris-diderot.fr**
Université de Poitiers, France - **www.univ-poitiers.fr**
Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, France - **www.uvsq.fr**
Universiteit Utrecht, Netherlands - **www.uu.nl**
Universiteit van Amsterdam, Netherlands - **www.uva.nl**
University of Aarhus, Denmark - **www.au.dk**
University of Aberdeen, Scotland - **www.abdn.ac.uk**
University of Cambridge, England - **www.cam.ac.uk**
University College London (UCL), England - **www.ucl.ac.uk**
University of Copenhagen, Denmark - **www.ku.dk**
University of Edinburgh, Scotland - **www.ed.ac.uk**
University of Heidelberg, Germany - **www.uni-heidelberg.de**
University of Helsinki, Finland - **www.helsinki.fi/university/**
University of Nottingham, England - **www.nottingham.ac.uk**
Vrije Universiteit, Netherlands - **www.rechten.vu.nl**
Zurich University, Switzerland - **www.unizh.ch**

Foreign Universities– Others

Australian National University at Canberra, Australia - **www.anu.edu.au**
Centro de Investigacion y de Docencia Economicas (CIDE), Mexico - **www.cide.mx**
City University, China - **www.cityu.edu.hk**
Instituto Tecnologico y de Estudios Superiores de Monterrey (Tec), Mexico - **www.studyattecdemonterrey.com.mx**
National University of Singapore, Singapore - **www.nus.edu.sg**
Universidad Panamericana, Mexico - **www.up.edu.mx**
Universidad Turcuato di Tella, Argentina - **www.utdt.edu**
University of Cape Town, South Africa - **www.uct.ac.za**
University of Melbourne, Australia - **www.unimelb.edu.au**
University of New South Wales, Australia - **www.unsw.edu.au**
University of Sydney, Australia - **www.usyd.edu.au**

D. Index thématique des institutions- Thematic Index of Institutions

Awards and Grants for Studies, 32, 34
Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse, 56
Aides financières françaises, 37
British Chevening Scholarships, 39
Cambridge Commonwealth Trust Scholarships, 40
Curtin Justice Fund Legal Internship Program, 58, 59
DAAD German Academic Exchange Service, 35, 46, 59
Embassy of China in Canada, 47, 50
Embassy of Italy in Canada, 35, 47
Embassy of Japan in Canada, 48
Erasmus Mundus, 48, 49
International Postgraduate Research Scholarship, 50
Ireland Canada University Foundation, 51
Killam Fellowships Program, 36
Office franco-québécois pour la jeunesse, 60, 141
Organization of American States Scholarships, 52
Overseas Research Student Awards Scheme, 51
Rhodes Scholarship, 53
Rotary Foundation Ambassadorial Scholarships, 36
Shastri Indo-Canadian Institute – India Studies Fellowship, 53
Universitas 21 Travel Awards, 56
University of Oxford Wadham College Graduate Scholarship in Law, 55
Gouvernement (Ministères et organisations) / Government (Departments and Organizations)
Gouvernement du Québec, 38, 114, 116, 136
Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse, 56
Ministère de la Justice du Québec, 114, 137, 139
Ministère des Relations internationales du Québec (MRI), 24
Office franco-québécois pour la jeunesse, 60, 140
Gouvernement fédéral, 114, 116, 117
Canadem, 133
Institutes and Reasearch Centres
Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), 95
Centre de recherche en droit public (CRDP), 95, 154
Institute of Air and Space Law, 258, 259, 260, 261
Institute of Comparative Law, 77, 94, 211, 212, 258, 260, 261, 262
Société québécoise de droit international, 18, 91, 154
International Arbitration, 75, 77, 94, 195, 204, 206, 208, 211, 225, 226, 269
Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce, 204
Iran-United States Claims Tribunal, 16, 206
London Court of International Arbitration, 207
Law Firms, 215
Mooting compétitions
Concours Charles-Rousseau, 84
Concours Jean Pictet, 86
ICC International Commercial Mediation Competition, 88
Jessup International Law Moot, 84, 86, 226
ONG / NGOs, 2, 3, 5, 7, 95, 165, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 186, 190, 193
Africa Community Technical Service, 22
Alternatives, 22, 25, 182, 183
Association for Women's Rights in Development (AWID), 179
Campaign for Nuclear Disarmament (CND), 191
Canadian Bar Association, 22, 41
Canadian Red Cross Society, 22
Carrefour canadien international, 26
Carrefour Tiers-Monde, 26
Center for Democracy and Development (CDD), 184
Centre d'action bénévole de Montréal, 20
Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), 26
Centre de solidarité internationale CARE Canada, 22
Centre pour le droit environnemental international, 187
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), 26

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL), 26
Commission internationale de juristes, 185
Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), 189
Défense des enfants international, 186
Développement et Paix, 26
Earth Rights International, 188
Environmental Youth Alliance, 22
Family Health International, 192
Fondation internationale Cultures à partager, 22
Human Rights Internet, 22, 180
International Crisis Group, 191
International Labour Rights Forum (ILRF), 193
International Peace Institute (IPI), 192
International Rescue Committee (IRC), 190
La coalition interagence sida et développement (CISD), 193
MADRE, 189
Mer et Monde, 26
Oxfam-Québec, 22
Plan Nagua, 22, 27
Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), 22, 27
Solidarité Laurentides Amérique Centrale (SLAM), 27
Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs (SNSBF), 27
Street Kids International, 23
War Child Canada, 187
Organisations internationales
Organisation des Nations Unies (ONU), 144
Instituts de recherche et de formation et autres organismes de l'ONU, 142, 169
Les institutions spécialisées, 142, 149
Main Bodies, 142, 145
Programs and Funds, 142, 160
Regional Organizations, 142, 174
Tribunaux internationaux, 195, 197, 204
Universités d'été, 63, 75, 76, 95
Droit des réfugiés (Strasbourg, France), 81
Modern Day Slavery and Human Trafficking (Zanzibar, Tanzania), 76